



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 23 octobre 1971

Québec, Saturday, October 23, 1971

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Advertisements are apayable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday*, noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE

REÇU LE

27 OCT 1971

DU QUÉBEC

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, Québec Official Publisher

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, \$20; du 1er avril au 31 décembre, \$15 et du 1er juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-0

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscriptions periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

33015—1-52-0

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Lettres patentes

Letters Patent

Antox inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de juin 1971, constituant en corporation: A.-Marcel Giguère, 5, Place Bellerive, app. 503, Laval, Michel Imbeau, 13111, Lorraine, Pierrefonds, tous deux conseillers en administration, et Émile-A. Cuvelier, industriel, 5320, Léopold Pouliot, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes les parties et accessoires d'automobiles, sous le nom de « Antox inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune, 3,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 360 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la Compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

3505-1971

Arbour, Julien & associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Marcel Arbour, 1539, boulevard Perrot, Ile-Perrot, Michel Julien, 5670, Verneuil, Anjou, tous deux techniciens, et Émile Allaire, comptable, 8060, St-Dominique, app. 4, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Arbour, Julien & associés inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4567, St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

1953-1971

L'Association des consommateurs avertis

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Frigon, 2100, Place Nobel, #4, Brossard, Laval Duchesne, 2939, boulevard Roland Thérien, Longueuil, et Erik Graf, 3935, Victoria, Lachine, tous trois professeurs, pour les objets suivants:

Renseigner le consommateur, de façon à le protéger au moyen de publications, rencontres, conférences et

Antox inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: A.-Marcel Giguère, 5 Place Bellerive, Apt. 503, Laval, Michel Imbeau, 13111 Lorraine, Pierrefonds, both management consultants, and Émile-A. Cuvelier, manufacturer, 5320 Léopold Pouliot, Montreal-North, for the following purposes:

To manufacture and deal in all automobile parts and accessories, under the name of "Antox inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 1,000 class "A" shares of a nominal value of \$1 each, 3,000 class "B" shares of a nominal value of \$1 each and 360 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

42543

3505-1971

Arbour, Julien & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Arbour, 1539 Perrot Boulevard, Ile Perrot, Michel Julien, 5670 Verneuil, Anjou, both technicians, and Émile Allaire, accountant, 8060 St. Dominique, Apt. 4, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise and articles made partly or entirely of metal or wood, under the name of "Arbour, Julien & associé inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 4567 St. Denis, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

42543

1953-1971

L'Association des consommateurs avertis

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Raymond Frigon, 2100 Place Nobel, #4, Brossard, Laval Duchesne, 2939 Roland Thérien Boulevard, Longueuil, and Erik Graf, 3935 Victoria, Lachine, all three teachers, for the following purposes:

To inform the consumer in such a way as to protect him by means of publications, meetings, lectures and

autres méthodes d'animation sociale, sous le nom de « L'Association des consommateurs avertis ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est 2939, boulevard Roland Thérien, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions,
financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.*

42543-0

2271-71

L'Association des coordonnateurs de l'enseignement des arts du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Marcellin Tremblay, 1991, St-Jérôme, Matane, Wim Huipsecom, 390, des Mille-Isles est, Pierre Leduc, 877, Hardy, tous deux de Sainte-Thérèse, et Monique Duquesne, épouse de Jean Brière, 5036, Grosvenor, Montréal, tous coordonnateurs, pour les objets suivants:

Promouvoir l'enseignement des arts à tous les niveaux, sous le nom de « L'Association des coordonnateurs de l'enseignement des arts du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est 877, rue Hardy, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

*Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.*

42543-0

594-1971

Association industrielle de Varennes Varennes Industrial Association

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques-C. Bureau, 2772, boulevard Marie-Victorin, Varennes, Jacques Richard, 85, des Iles Percées, Ernst Heier, 102, Jean Maneau, Raymond Poisson, 133, des Iles Percées, tous trois de Boucherville, Charles William Cote, 807, Boissy, William Robert Philips, 892, Victoria, tous deux de Saint-Lambert, et Kenneth Allan Le Mesurier, 1760, boulevard Décarie, Saint-Laurent, tous gérants, pour les objets suivants:

Fournir l'organisation et les conditions nécessaires, incluant des locaux, de l'équipement et un personnel de techniciens afin d'étudier les effluents d'air et d'eau dans la région du comté de Verchères, sous le nom de « Association industrielle de Varennes — Varennes Industrial Association ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$50,000.

other methods of social promotion, under the name of « L'Association des consommateurs avertis ».

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at 2939 Roland Thérien Boulevard, Longueuil, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

42543

2271-1971

L'Association des coordonnateurs de l'enseignement des arts du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marcellin Tremblay, 1991 St. Jérôme, Matane, Wim Huipsecom, 390 des Mille-Isles East, Pierre Leduc, 877 Hardy, both of St. Thérèse, and Monique Duquesne, wife of Jean Brière, 5036 Grosvenor, Montreal, all co-ordinators, for the following purposes:

To promote the teaching of all levels of progress in the arts, under the name of "L'Association des coordonnateurs de l'enseignement des arts du Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at 877 Hardy Street, St. Thérèse, judicial district of Terrebonne.

*ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.*

42543

594-1971

Association industrielle de Varennes Varennes Industrial Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques-C. Bureau, 2772 Marie-Victorin Boulevard, Varennes, Jacques Richard, 85 des Iles Percées, Ernst Heier, 102 Jean Maneau, Raymond Poisson, 133 des Iles Percées, all three of Boucherville, Charles William Cote, 807 Boissy, William Robert Philips, 892 Victoria, both of St. Lambert, and Kenneth Allan Le Mesurier, 1760 Décarie Boulevard, St. Laurent, all managers, for the following purposes:

To provide the necessary organization and conditions, including working area, equipment and technical personnel, in order to study gaseous and liquid wastes in the Verchères County region, under the name of Association industrielle de Varennes — Varennes Industrial Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Varennes, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o 2242-1971

Association pour l'avancement de l'anesthésie au Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Paradis, 2110, Bourbonnière, Sillery, Louis Fournier, 825, Eymard, et Paul-René Tremblay, 919, Madeleine de Verchères, ces deux derniers de Québec, tous trois médecins, pour les objets suivants:

Promouvoir l'épanouissement de la spécialité d'anesthésiologie, sous le nom de « Association pour l'avancement de l'anesthésie au Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est Centre Hospitalier de l'Université Laval, 2705, boulevard Laurier, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o 2619-1971

L'Association régionale cycliste de l'Estrie

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Rolland Paradis, commis, 3895, Villeneuve, Lac-Mégantic, J.-Jacques Delorme, directeur de service, 681, Kennedy nord, Sherbrooke, et André Lebel, professeur, Stanstead, pour les objets suivants:

Diriger, encourager et promouvoir le cyclisme, sous le nom de « L'Association régionale cycliste de l'Estrie ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o 3015-1971

Association régionale de tennis Richelieu-Yamaska inc. Richelieu-Yamaska Regional Tennis Association Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de juin 1971, constituant

The head office of the corporation is at Varennes, judicial district of Richelieu.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543 2242-1971

Association pour l'avancement de l'anesthésie au Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to incorporate a corporation without share capital: Bernard Paradis, 2110 Bourbonnière, Sillery, Louis Fournier, 825 Eymard, and Paul-René Tremblay, 919 Madeleine de Verchères, the latter two of Québec, all three medical doctors, for the following purposes:

To foster the development of anaesthesiology, under the name of "Association pour l'avancement de l'anesthésie au Québec".

The amount to which the value of the movable and immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the company is at the Centre Hospitalier de l'Université Laval, 2705 Laurier Blvd., St. Foy, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543 2619-1971

L'Association régionale cycliste de l'Estrie

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to incorporate a corporation without share capital: Rolland Paradis, clerk, 3895 Villeneuve, Lake Mégantic, J.-Jacques Delorme, service manager, 681 Kennedy North, Sherbrooke, and André Level, teacher, Stanstead, for the following purposes:

To manage, encourage and foster cycling, under the name of "L'Association régionale cycliste de l'Estrie".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. François.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543 3015-1971

Association régionale de tennis Richelieu-Yamaska inc. Richelieu-Yamaska Regional Tennis Association Inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to incorpo-

en corporation sans capital-actions: Denis Dumas, ingénieur, 482, Rachel, Réjean Boulet, vendeur, 259, Denison, et Jacques Tétreault, commis de bureau, 147, Robinson sud, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Former et administrer une association sportive et promouvoir en particulier le sport du tennis, sous le nom de « Association régionale de tennis Richelieu-Yamaska inc.—Richelieu-Yamaska Regional Tennis Association Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est 1705, rue Girouard, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

2585-1971

Athena constructions inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1971, constituant en corporation: Fernand Desgens, contremaître, route rurale 2, Adamsville, Roger Lepitre, comptable, 226, Bernard, et Aimé Côté, surintendant, 221, James, ces deux derniers de Cowansville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Athena constructions inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$0.10 chacune et en 7,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 226, rue Bernard, Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

2969-1971

Auberge Le Terrier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juillet 1971, constituant en corporation: Georges-André Lefebvre, administrateur, Louise Lefebvre, secrétaire, épouse dudit Georges-André Lefebvre, tous deux de 161, Roussillon, et Lucie Lefebvre, ménagère, épouse de Georges-Paul Lefebvre, 1004A, Desnoyers, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Auberge Le Terrier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 164, Morin, Val-Morin, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions

financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

3573-1971

rate a corporation without share capital: Denis Dumas, engineer, 482 Rachel, Réjean Boulet, salesman, 259 Denison, and Jacques Tétreault, office clerk, 147 Robinson South, all three of Granby, for the following purposes:

To form and direct a sports association and to promote the sport of tennis in particular, under the name of "Association régionale de tennis Richelieu-Yamaska inc.—Richelieu-Yamaska Regional Tennis Association Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$40,000.

The head office of the company is at 1705 Girouard Street, St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2585-1971

Athena constructions inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Desgens, foreman, Rural Route 2, Adamsville, Roger Lepitre, accountant, 226 Bernard, and Aimé Côté, superintendent, 221 James, the latter two of Cowansville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in materials of all kinds, under the name of "Athena constructions inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 50,000 common shares of \$0.10 each and 7,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company is at 226 Bernard Street, Cowansville, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2969-1971

Auberge Le Terrier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges-André Lefebvre, administrator, Louise Lefebvre, secretary, wife of the said Georges-André Lefebvre, both of 161 Roussillon, and Lucie Lefebvre, housewife, wife of Georges-Paul Lefebvre, 1004A Desnoyers, all three of Laval, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Auberge Le Terrier inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 164 Morin, Val-Morin, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial

Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

3573-1971

**Auto de course A.G. Itée
A.G. Racing Car Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1971, constituant en corporation: Robert Lanctôt, avocat, Lise Gagné, technicienne en radiologie, épouse dudit Robert Lanctôt, tous deux de 375, Colline, et Denise Pesant, secrétaire, fille majeure, 1004, Desnoyers, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Exploiter une école de pilotage, de voitures de course et faire le commerce de véhicules automobiles de course et tous leurs accessoires, sous le nom de « Auto de course A.G. Itée — A.G. Racing Car Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

42543

2583-1971

Auto-lave Windsor inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Eugène Francoeur, vendeur, Réal Francoeur, rentier, tous deux de route rurale numéro 5, Windsor, et Yves Messier, avocat, 725, Cambrai, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Auto-lave Windsor inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 230, rue Principale, Saint-Grégoire-de-Greenlay, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

42543-0

4296-1971

**Automobile Protection Association
Association pour la protection automobile**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Philip Edmonston, représentant des consommateurs, Gisèle Filotto, coiffeuse, épouse dudit Philip Edmonston, tous deux de 22, Basse Double, Saint-Barnabé et Ronald I. Cohen, avocat, 3660, rue Peel, #17, Montréal, pour les objets suivants:

Favoriser l'objectif de sécurité dans la construction, la réparation et l'usage des véhicules automobiles,

**Auto de course A.G. Itée
A.G. Racing Car Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Lanctôt, advocate, Lise Gagné, radiology technician, wife of the said Robert Lanctôt, both of 375 Colline, and Denise Pesant, secretary, spinster, 1004 Desnoyers, all three of Laval, for the following purposes:

To operate a racing car driving school and to deal in racing cars and related parts, under the name of "Auto de course A.G. Itée — A.G. Racing Car Ltd.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

42543

2583-1971

Auto-lave Windsor inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Eugène Francoeur, salesman, Réal Francoeur, annuitant, both of Rural Route No. 5, Windsor, and Yves Messier, advocate, 725 Cambrai, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Auto-lave Windsor inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 230 Principale Street, Saint-Grégoire-de-Greenlay, judicial district of St. François.

*J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

42543

2496-1971

**Automobile Protection Association
Association pour la protection automobile**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Philip Edmonston, consumer representative, Gisèle Filotto, hairdresser, wife of the said Philip Edmonston, both of 22 Basse Double, Saint-Barnabé, and Ronald I. Cohen, advocate, 3660 Peel Street, #17, Montreal, for the following purposes:

To promote safety in the construction, repair and use of motor vehicles, under the name of "Automobile

sous le nom de « Automobile Protection Association — Association pour la protection automobile ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543

3182-1971

**Aviation B.M.P. inc.
B.M.P. Aircraft Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Bertrand Lamothe, avocat, 805, Cardinal-Roy, Marcel Tessier, industriel, 84, Duplessis, et Pierre Gaudet, camionneur, 617, Lajoie, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'avions, automobiles, camions, tracteurs et autres véhicules à moteur et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Aviation B.M.P. inc.—B.M.P. Aircraft Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 617, rue Lajoie, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

3048-1971

Marcel Ayotte inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, Claude Ouellette, 956, Fréchette, tous deux de Laval, et Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Marcel Ayotte inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

775-1971

Biocura inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Serge Hamel, technicien, 8088, St-

Protection Association — Association pour la protection automobile”.

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess or hold, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543-o

3182-1971

**Aviation B.M.P. inc.
B.M.P. Aircraft Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bertrand Lamothe, advocate, 805 Cardinal-Roy, Marcel Tessier, manufacturer, 84 Duplessis, and Pierre Gaudet, truck driver, 617 Lajoie, all three of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in aeroplanes, automobiles, trucks, tractors and other motor vehicles and all their accessories and parts, under the name of “Aviation B.M.P. inc.—B.M.P. Aircraft Inc.”, with a total capital of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 617 Lajoie Street, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Three Rivers.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3048-1971

Marcel Ayotte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, Claude Ouellette, 956 Fréchette, both of Laval, and Jacques Mochon, 9129 Louisiane, St. Léonard, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to deal in materials of all kinds, under the name of “Marcel Ayotte inc.”, with a total capital of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at St. Thérèse, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

775-1971

Biocura inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Serge Hamel, technician, 8088 St. Denis,

Denis, Montréal, Réjean Quirion, dessinateur, et Lise Fleury, ménagère, épouse dudit Réjean Quirion, ces deux derniers de 11934, Ste-Gertrude, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du savon et de ses produits, des parfums, cosmétiques, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « Biocura inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11180, London, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42543-o

3121-1971

Boutique Samanta inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Fernand-R. Plante, comptable, Mariette Dépôt, épouse dudit Fernand-R. Plante, et Florentine Couture, épouse de Joseph Dépôt, ces deux dernières ménagères, tous trois de 6580, Lemay, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Boutique Samanta inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42543-o

1959-1971

Brofilms (Montréal) Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Mario-R. Girard, Pierre Laforest, tous deux de 4858, Côte des Neiges, Montréal, et Luc Parent, 560, Carlyle, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Produire, réaliser, mettre en scène, éditer et distribuer des films cinématographiques ou autres productions audio-visuelles, sous le nom de « Brofilms (Montréal) Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,800 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3, Place Ville Marie, suite 86, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42543-o

2510-1971

Montreal, Réjean Quirion, draftsman, and Lise Fleury, housewife, wife of the said Réjean Quirion, the latter two of 11934 St. Gertrude, Montreal North, for the following purposes:

To manufacture and to deal in soaps and its products, perfumes, cosmetics, lotions and other similar products, under the name of "Biocura inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 11180 London, Montreal North, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3121-1971

Boutique Samanta inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand-R. Plante, accountant, Mariette Dépôt, wife of the said Fernand-R. Plante, and Florentine Couture, wife of Joseph Dépôt, the latter two housewives, all three of 6580 Lemay, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing of all kinds, under the name of "Boutique Samanta inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Jean, judicial district of Iberville.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

1959-1971

Brofilms (Montréal) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Mario-R. Girard, Pierre Laforest, both of 4858 Côte des Neiges, Montreal, and Luc Parent, 560 Carlyle, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To produce, direct, stage-manage, edit and distribute movies or other audio visual productions, under the name of "Brofilms (Montréal) Itée", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,800 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 3 Place Ville Marie, Suite 86, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2510-1971

Centre canin de Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1971, constituant en corporation: Alain Létourneau, 11813, de Tracy, Montréal, René Roy, 275, Morrison, Mont-Royal, et Pierre Journet, 406, Crépeau, app. 317, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises pour animaux et particulièrement pour les chiens, sous le nom de « Centre canin de Montréal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est rue Gilford, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

3154-1971

Centre canin de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alain Létourneau, 11813 de Tracy, Montreal, René Roy, 275 Morrison, Mount Royal, and Pierre Journet, 406 Crépeau, Apt. 317, St. Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise for animals, particularly for dogs, under the name of "Centre canin de Montréal inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is on Gilford Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3154-1971

Le centre de médecine familiale de Granby inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Louis-Denis Bouchard, avocat, Roberte Auclair, professeur, épouse dudit Louis-Denis Bouchard, tous deux de 755, Springhill, Magog, et Pierre Comtois, comptable, 1411, Ontario, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter une ou plusieurs cliniques médicales et centre de médecine générale, sous le nom de « Le centre de médecine familiale de Granby inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,700 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

2533-1971

Le centre de médecine familiale de Granby inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis-Denis Bouchard, advocate, Roberte Auclair, teacher, wife of the said Louis-Denis Bouchard, both of 755 Springhill, Magog, and Pierre Comtois, accountant, 1411 Ontario, Sherbrooke, for the following purposes:

To operate one or several medical clinics and general medical centres, under the name of "Le centre de médecine familiale de Granby inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$1 each and 3,700 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Granby, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2533-1971

Centre de référence et d'information C.R.I.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Picher, vicaire, 590, St-Joseph est, Robert Biloiseau, gérant, 811, Côte d'Abraham, app. 5, et Wilfrid Lecours, administrateur, 411, Kirouac, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Donner à toute personne qui s'y réfère, l'information nécessaire pour régler des problèmes individuels ou familiaux, sous le nom de « Centre de référence et d'information C.R.I. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Centre de référence et d'information C.R.I.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jean Picher, vicar, 590 St. Joseph East, Robert Biloiseau, manager, 811 Côte d'Abraham, Apt. 5, and Wilfrid Lecours, administrator, 411 Kirouac, all three of Québec, for the following purposes:

To provide a consultation service for the purpose of resolving individual and family problems, under the name of "Centre de référence et d'information C.R.I."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$100,000.

Le siège social de la corporation est 414, boulevard Langelier, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

3226-1971

Centre du camion Verdun inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1971, constituant en corporation: Gérard Cadieux, 356, François, Laval, Yvon Clusiau, 5965, Béliveau, tous deux gérants, Paulyne Éthier, épouse de Robert Bourret, 3645, Berne, tous deux de Brossard, Lise Viau, épouse de Roger Cadieux, 6201, boulevard Lasalle, Verdun, toutes deux ménagères, et Jean-Guy Richard, mécanicien, 1134, Duhamel, Pincourt, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de camions, moteurs, machines et tous leurs accessoires pièces, sous le nom de « Centre du camion Verdun inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4025, rue Cool, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

3150-1971

**Centre du pneu R.B.M. inc.
R.B.M. Tire Center Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jacques Morand, notaire, 4894, Valéry, Saint-Léonard, Mariette Henry, épouse de Réjean Jobin, 6180, Roi René, Anjou, et Gisèle Desroches, épouse de Jean-Marie Langlois, 624, Taillon, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce du caoutchouc naturel ou synthétique et de la gutta-percha, sous le nom de « Centre du pneu R.B.M. inc.—R.B.M. Tire Center Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 3,700 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1495, boulevard des Laurentides, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

2674-1971

**Centre Louis-Hébert de l'Institut National
Canadien pour les aveugles inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

The head office of the corporation is at 414 Langelier Boulevard, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

3226-1971

Centre du camion Verdun inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Cadieux, 356 François, Laval, Yvon Clusiau, 5965 Béliveau, both managers, Paulyne Éthier, wife of Robert Bourret, 3645 Berne, both of Brossard, Lise Viau, wife of Roger Cadieux, 6201 Lasalle Boulevard, Verdun, both housewives, and Jean-Guy Richard, mechanic, 1134 Duhamel, Pincourt, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in trucks, motors and all related equipment and parts, under the name of "Centre du camion Verdun inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 4025 Cool Street, Verdun, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

3150-1971

**Centre du pneu R.B.M. inc.
R.B.M. Tire Center Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Morand, notary, 4894 Valéry, St. Léonard, Mariette Henry, wife of Réjean Jobin, 6180 Roi René, Anjou, and Gisèle Desroches, wife of Jean-Marie Langlois, 624 Taillon, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

To deal in natural or synthetic rubber and gutta-percha, under the name of "Centre du pneu R.B.M. inc.—R.B.M. Tire Center Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each, 2,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 3,700 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1495 des Laurentides Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

2674-1971

**Centre Louis-Hébert de l'Institut National
Canadien pour les aveugles inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 14^e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: François Rainville, notaire, 1270, Ernest-Lavigne, Sillery, Jacqueline Giroux, 2446, Pierre-Boucher, et Huguette Fournel, 554, Latourrelle, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Québec, pour les objets suivants:

Administrer, exploiter, gérer des hospices, maisons de pension et centres pour personnes aveugles, sous le nom de « Centre Louis-Hébert de l'Institut National Canadien pour les aveugles inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$3,000,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o 3229-1971

Centre récréatif Mont Laval inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, Claude Ouellette, 956, Fréchette, tous deux de Laval, et Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs et traiteurs, sous le nom de « Centre récréatif Mont Laval inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o 1709-1971

Chauffage Richelieu inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Yvon Nadeau, hôtelier, Denyse Lajeunesse, ménagère, épouse dudit Yvon Nadeau, tous deux de 65, St-Joseph, Tingwick, et Mireille Chevalier, teneur de livres, épouse de Gaétan Ménard, 442, Radisson, Mont-Saint-Hilaire, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « Chauffage Richelieu inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o 2960-1971

Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: François Rainville, notary, 1270 Ernest-Lavigne, Sillery, Jacqueline Giroux, 2446 Pierre-Boucher, and Huguette Fournel, 554 Latourrelle, the latter two secretaries, spinsters, of Québec, for the following purposes:

To administer, operate and direct homes, boarding houses and centres for the blind, under the name of "Centre Louis-Hébert de l'Institut National Canadien pour les aveugles inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$3,000,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

42543 3229-1971

Centre récréatif Mont Laval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, Claude Ouellette, 956 Fréchette, both of Laval, and Jacques Mochon, 9129 Louisiane, St. Léonard, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers and caterers, under the name of "Centre récréatif Mont Laval inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543 1709-1971

Chauffage Richelieu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Nadeau, hotel manager, Denyse Lajeunesse, housewife, wife of the said Yvon Nadeau, both of 65 St. Joseph, Tingwick, and Mireille Chevalier, book-keeper, wife of Gaétan Ménard, 442 Radisson, Mount St. Hilaire, for the following purposes:

To manufacture and to deal in heating equipment and systems of all kinds, under the name of "Chauffage Richelieu inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$10 each and 350 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Beloeil, judicial district of Richelieu.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543 2960-1971

**Le chasseur Tristan inc.
Tristan Footwear Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation: Olivier Gauthier, avocat, 507, Place d'Armes, #1209, Thérèse Bordeleau, épouse divorcée de Roger Téletcha, 6418, de Lorimier, tous deux de Montréal, et Nicole Gagnon, fille majeure, 1985, Paradis, Laval, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Le chasseur Tristan inc. — Tristan Footwear Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

2991-1971

Chibougamau moto-club inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Trudeau, chirurgien, 4e Avenue nord, Guy Arcand, vendeur, 389, 4e Rue, et Jean-Guy Duquette, mineur, 190, 2e Rue, tous trois de Chibougamau, pour les objets suivants:

Former et administrer un club sportif et promouvoir en particulier le sport de la motocyclette, sous le nom de « Chibougamau moto-club inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

3067-1971

**Child Care and Child Development
Centres Incorporated**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Winnifred Elizabeth Fyland, épouse d'Alexander Harper Taylor, 78, chemin Senneville, Senneville, Irving Rosenstein, 438 Wolseley North, Montréal-Ouest, tous deux directeurs, S. Jalal Shamsie, docteur, 8417, terrasse George, Montréal, et Andrew Henry Pytel, avocat, 168, Kipling, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et gérer un ou plusieurs foyers résidentiels destinés aux soins, développement, bien-

**Le chasseur Tristan inc.
Tristan Footwear Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Olivier Gauthier, advocate, 507 Place d'Armes, #1209, Thérèse Bordeleau, divorced wife of Roger Téletcha, 6418 de Lorimier, both of Montreal, and Nicole Gagnon, spinster, 1985 Paradis, Laval, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in footwear, leather articles and their accessories, under the name of "Le chasseur Tristan inc. — Tristan Footwear Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2991-1971

Chibougamau moto-club inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to incorporate a corporation without share capital: Gérard Trudeau, surgeon, 4th Avenue North, Guy Arcand, salesman, 389, 4th Street, and Jean-Guy Duquette, miner, 190, 2nd Street, all three of Chibougamau, for the following purposes:

To form and manage a sports club and to foster the sport of motorcycling particularly, under the name of "Chibougamau moto-club inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the company is at Chibougamau, judicial district of Abitibi.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3067-1971

**Child Care and Child Development
Centres Incorporated**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Winnifred Elizabeth Fyland, wife of Alexander Harper Taylor, 78 Senneville Road, Senneville, Irving Rosenstein, 438 Wolseley North, Montreal West, both directors, S. Jalal Shamsie, doctor, 8417 George Terrace, Montreal, and Andrew Henry Pytel, solicitor, 168 Kipling, Beaconsfield, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct one or more residential care and child development homes destined

être et éducation des enfants et adolescents arriérés, sous le nom de « Child Care and Child Development Centres Incorporated ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est \$100,000.

Le siège social de la corporation est à 5890, boulevard Monkland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543

4056-1970

Chix Mining Corporation Ltd.
(No personal liability)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1971, constituant en corporation: Guy-E. Boisvert, avocat, 4976, Glencairn, Denyse Marcoux, secrétaire, 1488, Galt, et Yolande Polisenio, réceptionniste, 7928, Durocher, ces deux derniers célibataires, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations aux fins de découvrir des mines et minerais, sous le nom de « Chix Mining Corporation Ltd. » (No personal liability), avec un capital-actions divisé en 5,000,000 d'actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543

3593-1971

Choeur les Chansonniers de Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Marc Fréchette, enseignant, 472, Latourelle, Jacques Létourneau, musicien, 9420, Delongchamps, et Pierre Lamontagne, comptable, 1340, Maufile, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Former une chorale dans le but d'offrir au public des concerts et représentations musicales, pour fins de divertissement et d'éducation, sous le nom de « Choeur les Chansonniers de Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation est 804, Côte d'Abraham, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

2471-1971

Claulumique limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1971, constituant

for the welfare and education of retarded children and adolescents, under the name of "Child Care and Child Development Centres Incorporated".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or possess, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 5890 Monkland Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543-o

4056-1970

Chix Mining Corporation Ltd.
(No personal liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy-E. Boisvert, advocate, 4976 Glencairn, Denyse Marcoux, secretary, 1488 Galt, and Yolande Polisenio, receptionist, 7928 Durocher, the latter two spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals, under the name of "Chix Mining Corporation Ltd." (No personal liability), with a capital stock divided into 5,000,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543-o

3593-1971

Choeur les Chansonniers de Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marc Fréchette, teacher, 472 Latourelle, Jacques Létourneau, musician, 9420 Delongchamps, and Pierre Lamontagne, accountant, 1340 Maufile, all three of Québec, for the following purposes:

To form a choir to provide the public with concerts and musical performances for entertainment and educational purposes, under the name of "Choeur les Chansonniers de Québec inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$20,000.

The head office of the corporation is at 804 Côte d'Abraham, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2471-1971

Claulumique limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpo-

en corporation: J.-Claude Thivierge, 105, chemin Thackeray, Beaconsfield, Donald B. Wilkie, 21, Thornhill, Westmount, et John A. Penhale, 2030, Melba, Saint-Bruno-de-Montarville, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, d'investissement et de portefeuille, sous le nom de « Claulumique limitée », avec un capital total de \$1,500,100, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 1,400,000 d'actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

3092-1971

Le Club d'aventure Castor inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Wilbrod Dobson, commerçant, Stoneham, Maurice Allard, 44, de la Passerelle, Château d'Eau, et Jacques Racine, 3482 Carré Rochon, Sainte-Foy, ces deux derniers représentants, pour les objets suivants:

Promouvoir le ski de fond, sous le nom de « Le Club d'aventure Castor inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est Refuge Domaine St-Adolphe, Stoneham, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

2930-1971

Club de camping Forillon Gaspé inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Camille Cotton, magasinier, François-Xavier Bouchard, technicien en radiologie, Jean-Pierre Janvier, policier provincial, et Léa Roy, commis, épouse de Laurent Henry, tous quatre de Gaspé, pour les objets suivants:

Permettre de réunir un certain groupe de personnes désireuses de faire du camping, sous le nom de « Club de camping Forillon Gaspé inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,000.

Le siège social de la corporation est à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

2430-1971

rating: J.-Claude Thivierge, 105 Thackeray Road, Beaconsfield, Donald B. Wilkie, 21 Thornhill, Westmount, and John A. Penhale, 2030 Melba, Saint-Bruno-de-Montarville, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Claulumique limitée", with a total capital of \$1,500,100, divided into 100 common shares of a nominal value of \$1 each, 1,400,000 class "A" preferred shares of a nominal value of \$1 each and 20,000 class "B" preferred shares of a nominal value of \$5 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3092-1971

Le Club d'aventure Castor inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Wilbrod Dobson, dealer, Stoneham, Maurice Allard, 44 de la Passerelle, Château d'Eau, and Jacques Racine, 3482 Carré Rochon, St. Foy, the latter two agents, for the following purposes:

To promote cross-country skiing, under the name of "Le Club d'aventure Castor inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at the Refuge Domaine St-Adolphe, Stoneham, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

2930-1971

Club de camping Forillon Gaspé inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Camille Cotton, warehouse man, François-Xavier Bouchard, X-ray technician, Jean-Pierre Janvier, Provincial policeman, and Léa Roy, clerk, wife of Laurent Henry, all four of Gaspé, for the following purposes:

To form a club and hold meetings for camping enthusiasts, under the name of "Club de camping Forillon Gaspé inc."

The amount to which the annual revenues from the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$1,000.

The head office of the corporation is at Gaspé, judicial district of Gaspé.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2430-1971

Club de plongée sous-marine de Montréal

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Renzetti, instructeur de natation, 6526, Briand, Édouard Héroux, publicitaire, 2487, French, tous deux de Montréal, Marcel Veilleux, directeur aquatique, 3801, Henri-Bourassa est, #28, Montréal-Nord, et Gilles Bouchard, travailleur en loisirs, 1845, St-Jean-Baptiste, #3, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Promouvoir, encourager et perpétuer l'art de la plongée sous-marine, sous le nom de « Club de plongée sous-marine de Montréal ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42543-o

2281-1971

Club de poney de Victoriaville inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Pinard, 33, Paré, Gérard Roux, 68, Édouard, tous deux voyageurs, Benoît Morin, marchand, 115, boulevard Jutras est, Jean-Guy Tourigny, inspecteur, 47, Giroux, Joseph Marcoux, vitrier, 25, boulevard Ste-Croix, et Jean-Claude Roy, opérateur de béliers mécaniques, 1, Létourneau, tous de Victoriaville, pour les objets suivants:

Grouper les personnes intéressées aux expositions de poneys et organiser diverses activités sportives et de plein-air, sous le nom de « Club de poney de Victoriaville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est Parc de l'Exposition, Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42543-o

2495-1971

Club Optimiste St-Georges (Québec) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Aurèle Rodrigue, principal d'école, 663, 2e Avenue est, Marcel Drouin, courtier d'assurance, 209, 27e Rue est, Roland Rodrigue, principal d'école, 885, 20e Rue ouest, et Jean-Claude Bernier, conseiller en main d'oeuvre, 875,

Club de plongée sous-marine de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre Renzetti, swimming instructor, 6526 Briand, Édouard Héroux, publicist, 2487 French, both of Montreal, Marcel Veilleux, aquatic sports director, 3801 Henri-Bourassa East, #28, Montreal-North, and Gilles Bouchard, recreational activity worker, 1845 St. Jean-Baptiste, #3, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To promote, foster and teach the art of deep-sea diving, under the name of "Club de plongée sous-marine de Montréal".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2281-1971

Club de poney de Victoriaville inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Raymond Pinard, 33 Paré, Gérard Roux, 78 Édouard, both commercial travellers, Benoît Morin, merchant, 115 Jutras Boulevard East, Jean-Guy Tourigny, inspector, 47 Giroux, Joseph Marcoux, glazier, 25 St. Croix Boulevard, and Jean-Claude Roy, bulldozer operator, 1 Létourneau, all of Victoriaville, for the following purposes:

To form a club of those interested in pony exhibitions and to organize various sports and outdoor activities, under the name of "Club de poney de Victoriaville inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at the Exhibition Park, Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2495-1971

Club Optimiste St-Georges (Québec) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Aurèle Rodrigue, school principal, 663, 2nd Avenue East, Marcel Drouin, insurance broker, 209, 27th Street East, Roland Rodrigue, school principal, 885, 20th Street West, and Jean-Claude Bernier, labour coun-

15e Rue ouest, tous de Saint-Georges, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme comme une philosophie de vie, sous le nom de « Club Optimiste St-Georges (Québec) inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42543-o

517-1971

Club social des Haut-Bois inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Paquette, 2020, Melba, Saint-Bruno, Pierre Roberge, 4530, Côte des Neiges, tous deux avocats, Gaëtane Pin, épouse d'André Pin, 8610, Casgrain, Denise Paquette, fille majeure, 9915, Esplanade, tous trois de Montréal, et Ginette Lafrenière, épouse de Pierre Lafrenière, 7371, Roi René, Anjou, ces trois dernières secrétaires, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Club social des Haut-Bois inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Julie, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

3432-1971

Club social Émerillon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: René Dion, agent de sécurité, 710, Terrasse Decelles, André St-Jacques, avocat, 154, d'Anjou, tous deux de Longueuil, et Pierre Robichaud, comptable, 1783, Walnut, Laffèche, pour les objets suivants:

Former un club sportif et un club social, sous le nom de « Club social Émerillon inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$500,000.

Le siège social de la corporation est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

3191-1971

sellor, 875, 15th Street West, all of St. Georges, for the following purposes:

To develop optimism as a philosophy of life, under the name of "Club Optimiste St-Georges (Québec) inc."

The amount to which the annual revenues from the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at St. Georges, judicial district of Beauce.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

517-1971

Club social des Haut-Bois inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marcel Paquette, 2020 Melba, St. Bruno, Pierre Roberge, 4530 Côte des Neiges, both advocates, Gaëtane Pin, wife of André Pin, 8610 Casgrain, Denise Paquette, spinster, 9915 Esplanade, all three of Montreal, and Ginette Lafrenière, wife of Pierre Lafrenière, 7371 Roi René, Anjou, the latter three secretaries, for the following purposes:

The organizing of recreational activities, under the name of "Club social des Haut-Bois inc."

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$40,000.

The head office of the corporation is at St. Julie, judicial district of Richelieu.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

3432-1971

Club social Émerillon inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: René Dion, security agent, 710 Terrasse Decelles, André St-Jacques, advocate, 154 d'Anjou, both of Longueuil, and Pierre Robichaud, accountant, 1783 Walnut, Laffèche, for the following purposes:

To form a sports club and a social club under the name of "Club social Émerillon inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation is at Longueuil, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

3191-1971

Club vente-publicité du Saguenay Lac St-Jean inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Lessard, commerçant, Route 16A, Paul Bergeron, 2566, boulevard St-Jean-Baptiste, Rena Paradis, 355, rue St-François, Gaston Forgues, 81, de la Malbaie, tous trois gérants, Yvon Rhainds, 1357, rue Bégin, Yvon Perron, 291, rue Savoie, et André Corbeil, 799, d'Iberville, ces trois derniers publicitaires, tous sept de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Favoriser une connaissance plus étendue de la vente et de la publicité sous toutes leurs formes, en tenant des réunions de caractère instructif dans ce domaine, sous le nom de « Club vente-publicité du Saguenay Lac St-Jean inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peu acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

2463-1971

Comité des loisirs de Champneuf

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: François Lessard, professeur, Émile Bourassa, et Rosaire Guénette, ces deux derniers journaliers, tous trois de Champneuf, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Comité des loisirs de Champneuf ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$75,000.

Le siège social de la corporation est à Champneuf, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre associé des institutions

financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

3468-1971

Comité des loisirs Rioux de Ste-Françoise inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11^e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Saucier, opérateur, Raynald Beaulieu, journalier, Laurent St-Jean, Armand Rioux, tous deux conducteurs, Hervé Rioux, cultivateur, Lauréat Chamberland, gérant, et Laval Boulay, marchand, tous de Sainte-Françoise, pour les objets suivants:

Club vente-publicité du Saguenay Lac St-Jean inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Raymond Lessard, dealer, Route 16A, Paul Bergeron, 2566 St. Jean Baptiste Boulevard, Rena Paradis, 355 St. François Street, Gaston Forgues, 81 de la Malbaie, all three managers, Yvon Rhainds, 1357 Bégin Street, Yvon Perron, 291 Savoie Street, and André Corbeil, 799 d'Iberville, the latter three publicists, all seven of Chicoutimi, for the following purposes:

To foster a greater understanding and knowledge of the art of sales promotion and advertising in all its branches by the holding of seminar-type meetings, under the name of "Club vente-publicité du Saguenay Lac St-Jean inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited is \$50,000.

The head office of the corporation is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2463-1971

Comité des loisirs de Champneuf

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: François Lessard, teacher, Émile Bourassa, and Rosaire Guénette, the latter two labourers, all three of Champneuf, for the following purposes:

The organizing of recreational activities, under the name of "Comité des loisirs de Champneuf".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$75,000.

The head office of the corporation is at Champneuf, judicial district of Abitibi.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

3468-1971

Comité des loisirs Rioux de Ste-Françoise inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to incorporate a corporation without share capital: Fernand Saucier, operator, Raynald Beaulieu, labourer, Laurent St. Jean, Armand Rioux, both drivers, Hervé Rioux, farmer, Lauréat Chamberland, manager, and Laval Boulay, merchant, all of St. Françoise, for the following purposes:

Grouper les organismes de loisirs de Sainte-Françoise, tels que camps de vacances, patronages, comités paroissiaux de loisirs, afin de coordonner leurs efforts tant sur le plan local que sur le plan diocésain, sous le nom de « Comité des loisirs Rioux de Ste-Françoise inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$55,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Françoise, district judiciaire de Kamouraska.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
400-1971

42543-0

Compagnie de Quat'Sous inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Buissonneau, 100, avenue des Pins est, Louise Latraverse, 348, Notre-Dame est, tous deux comédiens, Yvon Deschamps, chansonnier, 3355, chemin de la Reine Marie, app. 532, John Goodwin, 3823, Melrose, Benoit Mailloux, 666, Sherbrooke ouest, tous cinq de Montréal, Guy Bernier, 215, avenue Vivian, tous trois administrateurs, Olivier Prat, 215, Brookfield, tous deux de Mont-Royal, Jean Bazin, 218, Berlioz, tous deux avocats, et Jean Demers, ingénieur, 500, François, ces deux derniers d'Ile-aux-Soeurs, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer les beaux-arts, sous le nom de « Compagnie de Quat'Sous inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$250,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.
2588-1971

42543-0

**Conseil d'expansion économique et industrielle
de Vaudreuil-Soulanges**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Florian Bleau, 132, Montée Sagala, Ile-Perrot, Gérald Martin, 228, 1er boulevard, Terrasse-Vaudreuil, tous deux administrateurs, David M. Aird, industriel, Hudson, Fernand Bériault, assistant-surintendant, Les Cèdres, et Alphonse Poirier, directeur de ventes, 1625, Maria Chapdeleine, Laval, pour les objets suivants:

Étudier les principaux problèmes économiques auxquels la région doit faire face, classifier les besoins et analyser les possibilités économiques de la région, sous

To group the recreational organizations of St. Françoise, such as holiday camps, young people's clubs and parochial recreational committees, in order to co-ordinate their efforts on both a local and diocesan level, under the name of "Comité des loisirs Rioux de Ste-Françoise inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$55,000.

The head office of the corporation is at St. Françoise, judicial district of Kamouraska.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
400-1971

42543

Compagnie de Quat'Sous inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul Buissonneau, 100 Pine Ave. East, Louise Latraverse, 348 Notre-Dame East, both actors, Yvon Deschamps, chansonnier, 3355 Queen Mary Road, Apt. 532, John Goodwin, 3823 Melrose, Benoit Mailloux, 666 Sherbrooke West, all five of Montreal, Guy Bernier, 215 Vivian Avenue, all three executives, Olivier Prat, 215 Brookfield, both of Mount Royal, Jean Bazin, 218 Berlioz, both advocates, and Jean Demers, engineer, 500 François, the latter two of Nuns' Island, for the following purposes:

To study, promote, patronize, and develop the fine arts, under the name of "Compagnie de Quat'Sous inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$250,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*
2588-1971

42543

**Conseil d'expansion économique et industrielle
de Vaudreuil-Soulanges**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Florian Bleau, 132 Montée Sagala, Ile-Perrot, Gérald Martin, 228, 1st Boulevard, Terrasse-Vaudreuil, both administrators, David, M. Aird, manufacturer, Hudson, Fernand Bériault, assistant superintendent, Les Cèdres, and Alphonse Poirier, sales director, 1625 Maria Chapdeleine, Laval, for the following purposes:

To study the principal economic problems which the area must find answers to, order their priority and analyse the total economic potential of the area, under

le nom de « Conseil d'expansion économique et industrielle de Vaudreuil-Soulanges ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Vaudreuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

816-1971

Construction Claupier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, Lucie Ménard, 2117, St-Denis, et Céline Trudeau, 2132, Bossuet, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction Claupier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 159, rue Jean-Talon ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

2762-1971

Les constructions Monso inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Gaëtan Gagné, fonctionnaire, 267, Rousseau, Vanier, Yvan Gagné, plombier, 92, Kirouac, Québec, Mme Pierre Hamon, ménagère, veuve de Pierre Hamon, 5, 9^e Rue, Val Saint-Michel, et Bruno Boucher, technicien, Sainte-Catherine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les constructions Monso inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val Saint-Michel, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

3058-1971

A. C. Cormier Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Arnold Cormier, commerçant, Marie-Louise Renaud, ménagère, épouse dudit Arnold Cormier, et Camille Cormier, commis, tous trois de Bassin, pour les objets suivants:

the name of "Conseil d'expansion économique et industriel de Vaudreuil-Soulanges".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Vaudreuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

816-1971

Construction Claupier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Monet, advocate, 4681 Westmount Avenue, Westmount, Lucie Ménard, 2117 St. Denis, and Céline Trudeau, 2132 Bossuet, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and deal in all kinds of materials, under the name of "Construction Claupier inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 159 Jean-Talon Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2762-1971

Les constructions Monso inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaëtan Gagné, civil servant, 267 Rousseau, Vanier, Yvan Gagné, plumber, 92 Kirouac, Québec, Mrs. Pierre Hamon, housewife, widow of Pierre Hamon, 5, 9th Street, Val St. Michel, and Bruno Boucher, technician, St. Catherine, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les constructions Monso inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Val St. Michel, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3058-1971

A. C. Cormier Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Arnold Cormier, dealer, Marie-Louise Renaud, housewife, wife of the said Arnold Cormier, and Camille Cormier, clerk, all three of Bassin, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « A. C. Cormier ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bassin, district judiciaire de Gaspé.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42543-o

3021-1971

Corporation initiative jeunesse C.I.J.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Serge Desrochers, 835, Berwick, Mont-Royal, Philippe Montel, 1014, Marie-Victorin, Contrecoeur, et Marc-E. Leduc, 4010, Northcliffe, app. 310, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme organisme ou agent de liaison entre le monde étudiant et tout employeur dans le but de permettre ou faciliter l'engagement des étudiants par tout employeur, sous le nom de « Corporation initiative jeunesse C.I.J. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42543-o

3037-1971

Corporation Sanibec (Laval)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1971, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, route rurale 1, Lennoxville, Micheline Bégin, 31, Wood, Ginette Talbot, 488, London, et Pierrette Mercier, 2294, de Rouville, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce et fournir des services sanitaires de tous genres, y compris des services de conciergerie, sous le nom de « Corporation Sanibec (Laval) », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 76, 12e Avenue sud, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42543-o

3169-1971

Couture & Genest inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1971, constituant

To manufacture and deal in products, articles and goods of all kinds, under the name of "A. C. Cormier ltée", with a total capital of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Bassin, judicial district of Gaspé.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3021-1971

Corporation initiative jeunesse C.I.J.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Serge Desrochers, 835 Berwick, Mount Royal, Philippe Montel, 1014 Marie-Victorin, Contrecoeur, and Marc-E. Leduc, 4010 Northcliffe, Apt. 310, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To act as an agency and liaison instrument between the student world and employers in order to negotiate or facilitate the hiring of students by employers, under the name of "Corporation initiative jeunesse C.I.J."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3037-1971

Corporation Sanibec (Laval)

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, Rural Route 1, Lennoxville, Micheline Bégin, 31 Wood, Ginette Talbot, 488 London, and Pierrette Mercier, 2294 de Rouville, the latter three secretaries, spinsters, of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in and provide sanitary services of all kinds, including janitorial services, under the name of "Corporation Sanibec (Laval)", with a total capital of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 76, 12th Avenue South, Sherbrooke, judicial district of St. François.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3169-1971

Couture & Genest inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpora-

en corporation: Roland Couture, ingénieur, 687, Dalquier, Sainte-Foy, Louis-A. Genest, industriel, 181, du Buisson, et Yvon Valois, électricien, 35, Gabriel Lalemand, ces deux derniers de Loretteville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, excavateurs et constructeurs, sous le nom de « Couture & Genest inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 181, du Buisson, Loretteville, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

2968-1971

Les développements Valair inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Gaëtan Gagné, fonctionnaire, 267, Rousseau, Vanier, Yvan Gagné, plombier, 92, Kirouac, Québec, Mme Pierre Hamon, ménagère, veuve de Pierre Hamon, 5, 9^e Rue, Val Saint-Michel, et Bruno Boucher, technicien, Sainte-Catherine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les développements Valair inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val Saint-Michel, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

3059-1971

Dickson Bar B. Q. Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Maurice Bruneau, 28, Maricourt, Repentigny, André Bruneau, 173, des Freines, Pointe-aux-Trembles, tous deux restaurateurs, et Joseph-Alexandre Bruneau, rentier, 3010, Dickson, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, et restaurants, sous le nom de « Dickson Bar B. Q. Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

2946-1971

Les distributions Beaubien inc. Beaubien Distribution Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Roland Couture, ingénieur, 687 Dalquier, St. Foy, Louis-A. Genest, manufacturier, 181 du Buisson, et Yvon Valois, électricien, 35 Gabriel Lalemand, ces deux derniers de Loretteville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, excavateurs et constructeurs, sous le nom de « Couture & Genest inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 181 du Buisson, Loretteville, district judiciaire de Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2968-1971

Les développements Valair inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaëtan Gagné, civil servant, 267 Rousseau, Vanier, Yvan Gagné, plumber, 92 Kirouac, Québec, Mrs. Pierre Hamon, housewife, widow of Pierre Hamon, 5, 9th Street, Val St. Michel, and Bruno Boucher, technician, St. Catherine, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les développements Valair inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Val St. Michel, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3059-1971

Dickson Bar B. Q. Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Bruneau, 28 Maricourt, Repentigny, André Bruneau, 173 des Freines, Pointe-aux-Trembles, both restaurateurs, and Joseph-Alexandre Bruneau, annuitant, 3010 Dickson, Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Dickson Bar B. Q. Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2946-1971

Les distributions Beaubien inc. Beaubien Distribution Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1971, constituant en corporation: Robert Desormeaux, vendeur, 6015, Charny, Montréal-Nord, Danielle Gauthier, secrétaire, fille majeure, 2596, Chapleau, et Marcel Lépine, gérant, 6985, 14e Avenue, app. 20, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tricots, sous le nom de « Les distributions Beaubien inc.—Beaubien Distribution Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

2998-1971

École de formation sportive Grand'Mère inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Lord, commis, 402, 4e Avenue, Jean-Pierre Brouillette, agent de sécurité sociale, 653, 6e Avenue, et Maurice Toupin, professeur, 162, 5e Avenue, tous trois de Grand'Mère, pour les objets suivants:

La formation intellectuelle, morale et physique dans tous les sports en général, sous le nom de « École de formation sportive Grand'Mère inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 653, 6e Avenue, Grand'Mère, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

3155-1971

L'école des sports du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Durand, secrétaire-exécutif, Gertrude Ducharme, ménagère, épouse dudit Jacques Durand, tous deux de 3831, des Hêtres, Trois-Rivières, Georges Larivière, professeur d'éducation physique, et Hélène Juneau, ménagère, épouse dudit Georges Larivière, ces deux derniers de 206, rue Lorette, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Organiser et tenir des cours, stages de formation, conférences et séances d'information pour l'amélioration technique, administrative et pratique des instructeurs, athlètes, moniteurs, officiels et entraîneurs, sous le nom de « L'école des sports du Québec inc. ».

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Desormeaux, salesman, 6015 Charny, Montreal North, Danielle Gauthier, secretary, spinster, 2596 Chapleau, and Marcel Lépine, manager, 6985, 14th Avenue, Apt. 20, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in knitted articles, under the name of "Les distributions Beaubien inc.—Beaubien Distribution Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

2998-1971

École de formation sportive Grand'Mère inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert Lord, clerk, 402, 4th Avenue, Jean-Pierre Brouillette, social security agent, 653, 6th Avenue, and Maurice Toupin, teacher, 162, 5th Avenue, all three of Grand'Mère, for the following purposes:

To provide intellectual, moral and physical training in all sports in general, under the name of "École de formation sportive Grand'Mère inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 653, 6th Avenue, Grand'Mère, judicial district of St. Maurice.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

3155-1971

L'école des sports du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Durand, executive-secretary, Gertrude Ducharme, housewife, wife of the said Jacques Durand, both of 3831 des Hêtres, Trois-Rivières, Georges Larivière, physical training instructor, and Hélène Juneau, housewife, wife of the said Georges Larivière, the latter two of 206 Lorette Street, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To organize and give courses, conduct graded tuition, hold conferences and information sessions for the technical, administrative and practical improvement of instructors, athletes, monitors, officials and trainers, under the name of "L'école des sports du Québec inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est 3831, des Hêtres, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
2474-1971

42543-0

Entreprise Cotenor Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Julian Gianotti, peintre, Jocelyne Ouellet, ménagère, épouse dudit Julian Gianotti, tous deux de 797, Giasson, Yvon Gagné, entrepreneur, et Helen Ferguson, ménagère, épouse dudit Yvon Gagné, ces deux derniers de 598, Iberville, tous quatre de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Entreprise Cotenor Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 598, avenue Iberville, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
2971-1971

42543-0

Les entreprises B.R.B. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Bertrand Bergeron, technicien, Georgette Rousseau, comptable, épouse dudit Bertrand Bergeron, tous deux de 5710, Wilderton, et Jean-Paul Beauchemin, électricien, 9095, Berri, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises B.R.B. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5710, rue Wilderton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
3061-1971

42543-0

Les entreprises Edo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Eddy Olivier, couvreur de planchers, Liliane Dussault, ménagère, épouse dudit Eddy Olivier, tous deux de 106, du Pont, Saint-Lambert-de-

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at 3831 des Hêtres, Trois-Rivières, judicial district of Three Rivers.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

2474-1971

Entreprise Cotenor Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Julian Gianotti, painter, Jocelyne Ouellet, housewife, wife of the said Julian Gianotti, both of 797 Giasson, Yvon Gagné, contractor, and Helen Ferguson, housewife, wife of the said Yvon Gagné, the latter two of 598 Iberville, all four of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Entreprise Cotenor Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 598 Iberville Avenue, Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

2971-1971

42543

Les entreprises B.R.B. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bertrand Bergeron, technician, Georgette Rousseau, accountant, wife of the said Bertrand Bergeron, both of 5710 Wilderton, and Jean-Paul Beauchemin, electrician, 9095 Berri, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Les entreprises B.R.B. inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5710 Wilderton Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

3061-1971

42543

Les entreprises Edo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Eddy Olivier, floor-layer, Liliane Dussault, housewife, wife of the said Eddy Olivier, both of 106 du Pont, Saint-Lambert-de-Lévis, and Ovila Olivier,

Lévis, et Ovila Olivier, employé de l'Anglo Pulp, Saint-Rédempteur, pour les objets suivants:

Faire le commerce, la pose, l'entretien et la réparation de tapis, tuiles de linoléum, prélerats, céramiques et autres genres de matériaux qui servent généralement à couvrir les planchers, sous le nom de « Les entreprises Edo inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Lambert-de-Lévis, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

3117-1971

Les entreprises Jacques Morency inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1971, constituant en corporation: Michel St-Hilaire, avocat, Hélène Brochu, tous deux de 8, de la Fabrique, et Colette Samson, 73, St-Louis, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du pain, de gâteaux, pâtisseries, et autres articles d'alimentation produits par la cuisson, sous le nom de « Les entreprises Jacques Morency inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

3268-1971

Les entreprises J. & H. Labelle inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1971, constituant en corporation: Henri-Paul Labelle, paysagiste, Jeanine Nadon, ménagère, épouse dudit Henri-Paul Labelle, tous deux de 133, Évangéline, Joseph Labelle, paysagiste, et Mariette Nadon, ménagère, épouse dudit Joseph Labelle, ces deux derniers de 123, Évangéline, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme paysagistes, fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Les entreprises J. & H. Labelle inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

3295-1971

Anglo Pulp employee, St. Rédempteur, for the following purposes:

To deal in, and to carry on a business in the laying, maintenance and repair of carpets, linoleum tiles and rugs, ceramics and other types of materials generally used as floor-covering, under the name of "Les entreprises Edo inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Lambert-de-Lévis, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3117-1971

Les entreprises Jacques Morency inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel St-Hilaire, advocate, Hélène Brochu, both of 8 de la Fabrique, and Colette Samson, 73 St. Louis, the latter two secretaries, spinsters, all three of Québec, for the following purposes:

To make and deal in bread, cakes, pastries and other baked foods, under the name of "Les entreprises Jacques Morency inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Seven Islands, judicial district of Hauterive.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

3268-1971

Les entreprises J. & H. Labelle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Henri-Paul Labelle, landscape gardener, Jeanine Nadon, housewife, wife of the said Henri-Paul Labelle, both of 133 Évangéline, Joseph Labelle, landscape gardener, and Mariette Nadon, housewife, wife of the said Joseph Labelle, the latter two of 123 Évangéline, all four of Laval, for the following purposes:

To carry on business as landscape gardeners, florists, nurserymen and seedsmen, under the name of "Les entreprises J. & H. Labelle inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

3295-1971

**Les entreprises Quinze Trente inc.
Fifteen Thirty Enterprises Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montréal-Ouest, Samuel Wex, 27, chemin Holtham, Hampstead, Pierre Bouchard, 13491, Huntingdon, Pierrefonds, tous trois avocats, et Nycole Gaudreault, secrétaire, épouse de Marshall Gaudreault, 6132, de l'Authion, Anjou, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les entreprises Quinze Trente inc.— Fifteen Thirty Enterprises Inc. » avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2400, avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

42543

3410-1971

F.A.M. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juin 1971, constituant en corporation: René Baril, représentant, 6200, Bergevin, Brossard, Jean-Paul Baril, 7, des Érables, Notre-Dame-des-Prairies, et Yvon Baril, 3456, boulevard Lasalle, Verdun, ces deux derniers mécaniciens, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, de portefeuille et de placement, sous le nom de « F.A.M. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Brossard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

42543-0

3041-1971

La Fédération de patinage de vitesse du Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Grenier, médecin, 2974, Gentilly, Sainte-Foy, Maurice Gagné, technicien, 7160, 5^e Avenue est, Charlesbourg, et Michel Verrault, professeur, 2835, Livernois, Québec, pour les objets suivants:

Encourager et promouvoir l'intérêt des jeunes gens vers la pratique du patinage de vitesse au Québec,

**Les entreprises Quinze Trente inc.
Fifteen Thirty Enterprises Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Samuel Wex, 27 Holtham Road, Hampstead, Pierre Bouchard, 13491 Huntingdon, Pierrefonds, all three advocates, and Nycole Gaudreault, secretary, wife of Marshall Gaudreault, 6132 de l'Authion, Anjou, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les entreprises Quinze Trente inc.— Fifteen Thirty Enterprises Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2400 Van Horne Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

42543-0

3410-1971

F.A.M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Baril, agent, 6200 Bergevin, Brossard, Jean-Paul Baril, 7 des Érables, Notre-Dame-des-Prairies, and Yvon Baril, 3456 Lasalle Boulevard, Verdun, the latter two mechanics, for the following purposes:

To carry on business as a construction, holding and investment company, under the name of "F.A.M. inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Brossard, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

42543

3041-1971

La Fédération de patinage de vitesse du Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to incorporate a corporation without share capital: Jean Grenier, medical doctor, 2974 Gentilly, St. Foy, Maurice Gagné, technician, 7160, 5th Avenue East, Charlesbourg, and Michel Verrault, teacher, 2835 Livernois, Québec, for the following purposes:

To encourage and foster in young people an interest in the practice of speedskating in Québec, under the

sous le nom de « La Fédération de patinage de vitesse du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o 3000-1971

Folta Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juin 1971, constituant en corporation: Lorenzo Della Foresta, 5040, Kemand, Vincenzo Lagana, 8790, Nevers, et Nathan Taube, 6220, boulevard Robert, tous trois entrepreneurs, de Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Folta Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8790, Nevers, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o 2672-1971

Galerie d'Art Muriel Millard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1971, constituant en corporation: Claude-H. Gohier, 12457, Bergerac, Pierrefonds, Paul Viens, 1670, Bizet, Laval, tous deux peintres, et Viateur Héroux, comptable, 7620, Verdier, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Exploiter une galerie d'art, sous le nom de « Galerie d'Art Muriel Millard inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o 2945-1971

Garage Léon Gravel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Albert Bissonnette, 2, avenue Brymor, Montréal-Ouest, Jaime W. Dunton, 8, chemin Condo-ver, Pointe-Claire, tous deux avocats, et Kathleen Higgins, secrétaire, fille majeure, 429, Grosvenor, Westmount, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et

name of "La Fédération de patinage de vitesse du Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543 3000-1971

Folta Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lorenzo Della Foresta, 5040 Kemand, Vincenzo Lagana, 8790 Nevers, and Nathan Taube, 6220 Robert Boulevard, all three contractors, of St. Léonard, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general construction contractors, and to deal in materials of all kinds, under the name of "Folta Construction Inc.", with a total capital \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 8790 Nevers, St. Léonard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543 2672-1971

Galerie d'Art Muriel Millard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-H. Gohier, 12457 Bergerac, Pierrefonds, Paul Viens, 1670 Bizet, Laval, both painters, and Viateur Héroux, accountant, 7620 Verdier, St. Léonard, for the following purposes:

To operate an art gallery, under the name of "Galerie d'Art Muriel Millard inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543 2945-1971

Garage Léon Gravel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Albert Bissonnette, 2 Brymor Avenue, Montreal-West, Jaime W. Dunton, 8 Condo-ver Road, Pointe-Claire, both advocates, and Kathleen Higgins, secretary, spinster, 429 Grosvenor, Westmount, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, motors and all their accessories and parts,

parties, sous le nom de « Garage Léon Gravel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9005, boulevard Taschereau, Brossard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

2812-1971

Gendron, Gauthier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1971, constituant en corporation: Laurent Gendron, gérant, 785, Laurier, Sept-Iles, Jean-Marie Gauthier, hôtelier, et Gisèle Thériault, secrétaire, épouse dudit Jean-Marie Gauthier, ces deux derniers de Rivière-Brochu, pour les objets suivants:

Acheter, louer, vendre ou exploiter des immeubles, tels que: hôtels, motels, centres résidentiels ou commerciaux et terrains, sous le nom de « Gendron, Gauthier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

2958-1971

Giffard construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1971, constituant en corporation: Théodore Gagné, 3154, Monseigneur Gauthier, Jean-Guy Poulin, tous deux menuisiers, et Jocelyne Nadeau, ménagère, épouse dudit Jean-Guy Poulin, ces deux derniers de 1986, avenue du Monument, tous trois de Giffard, pour les objets suivants.

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Giffard construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Giffard, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

2858-1971

Les Glaneuses (Montréal) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Marcelle Deschamps, travailleuse sociale, fille majeure, 1, 36e Avenue, Pointe-aux-Trembles, Irénée Gagnon, retraité, Marthe Fournier, ménagère, épouse dudit Irénée

under the name of "Garage Léon Gravel inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 9005 Taschereau Boulevard, Brossard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2812-1971

Gendron, Gauthier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Gendron, manager, 785 Laurier, Seven Islands, Jean-Marie Gauthier, hotel manager, and Gisèle Thériault, secretary, wife of the said Jean-Marie Gauthier, the latter two of Rivière-Brochu, for the following purposes:

To buy, rent, sell or operate real estate such as: hotels, motels, residential or commercial centres and lots, under the name of "Gendron, Gauthier inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Seven Islands, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2958-1971

Giffard construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Théodore Gagné, 3154 Monseigneur Gauthier, Jean-Guy Poulin, both carpenters, and Jocelyne Nadeau, housewife, wife of the said Jean-Guy Poulin, the latter two of 1986 Monument Avenue, all three of Giffard, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Giffard construction inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 8,000 common shares of \$5 each.

The head office of the company is at Giffard, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2858-1971

Les Glaneuses (Montréal) inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marcelle Deschamps, social worker, spinster, 1, 36th Avenue, Pointe-aux-Trembles, Irénée Gagnon, annuitant, Marthe Fournier, housewife, wife of the said

Gagnon, tous deux de 1601, boulevard Morgan, Victor Savaria, prêtre, 1071, Cathédrale, Arthur Tremblay, retraité, 10800, Saint-Charles, et Michel-E. Robillard, notaire, 2650, Beaubien est, ces cinq derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Venir en aide aux dames et jeunes filles ayant un problème social à résoudre et ne trouvant pas le gîte et/ou le support nécessaire pour en trouver la solution, sous le nom de « Les Glaneuses (Montréal) inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est 3944, Place Jeanne d'Arc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

896-1971

Les habitations Quatuor inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1971, constituant en corporation: Gaston Lacharité, entrepreneur-général, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, Arthur Hivon fils, homme d'affaires, 1182, boulevard St-Joseph, Gabriel Lemaire, entrepreneur plombier, 860, boulevard St-Joseph, et Rosario Thibeault, entrepreneur électricien, 567, Cockburn, ces trois derniers de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les habitations Quatuor inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

3167-1971

Haras du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1971, constituant en corporation: Gilles-L. Duguay, avocat, Lise Fortier, médecin-chirurgien, épouse dudit Gilles-L. Duguay, tous deux de 405, Champagneur, Outremont, Guy Dozois, fonctionnaire, et Louise Duguay, professeur d'éducation physique, épouse dudit Guy Dozois, ces deux derniers de Saint-Mathias, pour les objets suivants:

Faire l'élevage et le commerce d'animaux domestiques, sous le nom de « Haras du Québec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Irénée Gagnon, both of 1601 Morgan Blvd., Victor Savaria, priest, 1071 Cathedral, Arthur Tremblay, annuitant, 10800 St. Charles, and Michel E. Robillard, notary, 2650 Beaubien East, the latter five of Montreal, for the following purposes:

To assist women and young girls having a social problem to solve and who are unable to find the necessary lodging and/or support, under the name of "Les Glaneuses (Montréal) inc."

The amount to which the income issuing out of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$200,000.

The head office of the corporation is at 3944 Place Jeanne d'Arc, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

896-1971

Les habitations Quatuor inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaston Lacharité, general contractor, Notre-Dame-du-Bon-Conseil, Arthur Hivon Junior, businessman, 1182 St. Joseph Boulevard, Gabriel Lemaire, plumbing contractor, 860 St. Joseph Boulevard, and Rosario Thibeault, electrical contractor, 567 Cockburn, the latter three of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as a realty, construction and holding company, under the name of "Les habitations Quatuor inc.", with a total capital of \$100,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 900 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

3167-1971

Haras du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles-L. Duguay, advocate, Lise Fortier, physician-surgeon, wife of the said Gilles-L. Duguay, both of 405 Champagneur, Outremont, Guy Dozois, civil servant, and Louise Duguay, physical education teacher, wife of the said Guy Dozois, the latter two of St. Mathias, for the following purposes:

To breed and deal in domestic animals, under the name of "Haras du Québec inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Mathias, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

2572-1971

Images René Verzier inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de mai 1971, constituant en corporation: René Verzier, cameraman, Mylene Alenda, ménagère, épouse dudit René Verzier, tous deux de 3300, Ridgewood, app. 22, Montréal, et Monique Girard, secrétaire, épouse de Paul Richardson, 10975, Drapeau, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Offrir les services de cameraman et de techniciens en prises de vue, sous le nom de « Images René Verzier inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4684, rue Lacombe, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

1922-1971

Immeubles L.B.C. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Laurent Pelletier, administrateur, Béatrice Paradis, ménagère, épouse dudit Laurent Pelletier, tous deux de 203, des Ursulines, et Clément Dionne, comptable, 407, City Jardins, tous trois de Matane, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Immeubles L.B.C. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

3001-1971

Les immeubles Metrobec inc. Metrobec Realities Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Thérèse Tardif, 919, Manrèse, Thérèse Rondeau, 1186, Cartier, toutes deux secrétaires, filles majeures, Georges Dubé, 1105, Belvédère, André Desmeules, 915, Cardinal Rouleau, tous quatre de Québec, Hubert Walters, 3025, de la Retraite, Roger Vallières, 2643, Brome, tous quatre avocats, et Jean Beaulieu, étudiant, 960, Myrand, ces trois derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

The head office of the company is at St. Mathias, judicial district of St. Hyacinthe.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

2572-1971

Images René Verzier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Verzier, cameraman, Mylene Alenda, housewife, wife of the said René Verzier, both of 3300 Ridgewood, Apt. 22, Montreal, and Monique Girard, secretary, wife of Paul Richardson, 10975 Drapeau, Montreal North, for the following purposes:

To provide the services of a cameraman and film technicians, under the name of "Images René Verzier inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4684 Lacombe, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

1922-1971

Immeubles L.B.C. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laurent Pelletier, administrator, Béatrice Paradis, housewife, wife of the said Laurent Pelletier, both of 203 des Ursulines, and Clément Dionne, accountant, 407 City Jardins, all three of Matane, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Immeubles L.B.C. inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Matane, judicial district of Rimouski.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3001-1971

Les immeubles Metrobec inc. Metrobec Realities Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Thérèse Tardif, 919 Manrèse, Thérèse Rondeau, 1186 Cartier, both secretaries, spinsters, Georges Dubé, 1105 Belvédère, André Desmeules, 915 Cardinal Rouleau, all four of Québec, Hubert Walters, 3025 de la Retraite, Roger Vallières, 2643 Brome, all four advocates, and Jean Beaulieu, student, 960 Myrand, the latter three of St. Foy, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de placement, sous le nom de « Les immeubles Metrobec inc. — Metrobec Realities Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 35,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 445, avenue Querbes, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

2776-1971

Interstate Leasing Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1971, constituant en corporation: Roland Massicotte, 2640, rue Barclay, Montréal, François Perreault, 7131, rue Pontoise, Saint-Léonard, et Benoit Rivet, 335, rue Joliette, Longueuil, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de bailleurs d'omnibus, automobiles, fardiers, taxis, autobus, autos-traineaux, camions ou autres véhicules-moteur privés ou publics, sous le nom de « Interstate Leasing Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42543

3164-1971

Les Jardins Claire-Fontaine inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Bernard Dupuis, entrepreneur, 24, Les Sorbiers, Charles Paré, administrateur, 39, Les Bouleaux, tous deux de Laval, et Jean Lesage, avocat, 1175, Bougainville, Québec, pour les objets suivants:

Réaliser un programme d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu ou nécessitant de la sécurité, sous le nom de « Les Jardins Claire-Fontaine inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,500,000.

Le siège social de la corporation est 8165, rue Lafrenaie, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

2525-1971

Jocal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To carry on business as a realty and investment company, under the name of "Les immeubles Metrobec inc. — Metrobec Realities Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$10 each and 35,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 445 Querbes Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

2776-1971

Interstate Leasing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Massicotte, 2640 Barclay Street, Montreal, François Perreault, 7131 Pontoise Street, Saint-Léonard, and Benoit Rivet, 335 Joliette Street, Longueuil, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as lessors of omnibuses, cabs, drays, taxicabs, motor buses, auto drays, motor trucks or other private or public conveyances, under the name of "Interstate Leasing Ltd.", with a total capital of \$40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of \$1 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543-o

3164-1971

Les Jardins Claire-Fontaine inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date, the 17th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Bernard Dupuis, contractor, 24 Les Sorbiers, Charles Paré, administrator, 39 Les Bouleaux, both of Laval, and Jean Lesage advocate, 1175 Bougainville, Québec, for the following purposes:

To give effect to a programme providing moderate-rental dwellings for people of low income and those in poor circumstances, under the name of "Les Jardins Claire-Fontaine inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$1,500,000.

The head office of the corporation is at 8165 Lafrenaie Street, St. Léonard, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

2525-1971

Jocal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of February, 1971, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 12^e jour de février 1971, constituant en corporation: René Jobin, opérateur, 331, 13^e Rue, Rodolphe Jobin, chef de département, 142, Lebouthillier, tous deux de Québec, et Jean-Marc Campeau, vérificateur, 5821, des Glaieuls, Orsainville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Jocal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20 actions ordinaires de \$10 chacune et en 398 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

684-1971

Les laboratoires Bromont ltée Bromont Laboratories Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jean-Luc Fortin, aviculteur, Guy Cliche, technicien, tous deux de Bromont, et Louis-Georges Minville, pathologiste, route rurale #2, Racine, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce, en gros, de spécialités médicales et de préparations pharmaceutiques et médicales de toutes sortes, sous le nom de « Les laboratoires Bromont ltée — Bromont Laboratories Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et en 380 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bromont, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

2918-1971

Lagacé Transport Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juin 1971, constituant en corporation: André Lagacé, camionneur, 925, Centrale, Marc Carpentier, soudeur, et Marielle Gaucher, secrétaire, épouse dudit Marc Carpentier, ces deux derniers de 520, Nolin, tous trois de Saint-Joseph, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Lagacé Transport Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 420, St-Louis, Saint-Joseph, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

3047-1971

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Jobin, operator, 331, 13th Street, Rodolphe Jobin, department manager, 142 Lebouthillier, both of Québec, and Jean-Marc Campeau, inspector, 5821 des Glaieuls, Orsainville, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Jocal inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 20 common shares of \$10 each and 398 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

684-1971

Les laboratoires Bromont ltée Bromont Laboratories Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Luc Fortin, poultry farmer, Guy Cliche, technician, both of Bromont, and Louis-Georges Minville, pathologist, Rural Route #2, Racine, for the following purposes:

To manufacture and carry on business as wholesale dealers in medical specialties and pharmaceutical and medical preparations of all kinds, under the name of "Les laboratoires Bromont ltée — Bromont Laboratories Ltd.", with a total capital of \$40,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 380 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Bromont, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

2918-1971

Lagacé Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Lagacé, truck-driver, 925 Centrale, Marc Carpentier, welder, and Marielle Gaucher, secretary, wife of the said Marc Carpentier, the latter two of 520 Nolin, all three of St. Joseph, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Lagacé Transport Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 420 St. Louis, St. Joseph, judicial district of St. Hyacinthe.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

3047-1971

Greg Landry Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1971, constituant en corporation: Grégoire Landry, commerçant, Françoise Guertin, ménagère, épouse dudit Grégoire Landry, tous deux de 274, Thomas, Gatineau, et Gilles Henri, comptable, 30, Thibault, Hull, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Greg Landry Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

3042-1971

Greg Landry Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Grégoire Landry, dealer, Françoise Guertin, housewife, wife of the said Grégoire Landry, both of 274 Thomas, Gatineau, and Gilles Henri, accountant, 30 Thibault, Hull, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing of all kinds, under the name of "Greg Landry Itée", with a total capital of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Gatineau, judicial district of Hull.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

3042-1971

Laprise et Lefebvre inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1971, constituant en corporation: Claude Lefebvre, 17, Sax, Paul-Henri Laprise, tous deux entrepreneurs, et Rose-Marie Roy, ménagère, épouse dudit Paul-Henri Laprise, ces deux derniers de 53A, Sax, tous trois de Saint-Romuald-d'Etchemin, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Laprise et Lefebvre inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 17, rue Sax, Saint-Romuald-d'Etchemin, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

3078-1971

Laprise et Lefebvre inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Lefebvre, 17 Sax, Paul-Henri Laprise, both contractors, and Rose-Marie Roy, housewife, wife of the said Paul-Henri Laprise, the latter two of 53A Sax, all three of St. Romuald-d'Etchemin, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and deal in all kinds of materials, under the name of "Laprise et Lefebvre inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 17 Sax Street, St. Romuald-d'Etchemin, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3078-1971

Lemay Electric Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1971, constituant en corporation: Claude Lemay, entrepreneur électricien, 380, boulevard St-Jean, Saint-Louis-de-France, René Lemay, ingénieur, 606, Thibeau, Cap-de-la-Madeleine, et Jeannot Lemay, électricien, 82, St-Georges, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Fabriquer, installer et faire le commerce de tout appareil ou système d'électricité, de chauffage et de ventilation, sous le nom de « Lemay Electric Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Lemay Electric Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Lemay, electrical contractor, 380 St. Jean Boulevard, Saint-Louis-de-France, René Lemay, engineer, 606 Thibeau, Cap-de-la-Madeleine, and Jeannot Lemay, electrician, 82 St. Georges, Trois-Rivières, for the following purposes:

To manufacture, install and deal in electrical, heating and ventilation systems of all kinds, under the name of "Lemay Electric Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 380, boulevard St-Jean, Saint-Louis-de-France, district judiciaire de Trois-Rivières,

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

3049-1971

The head office of the company is at 380 St. Jean Boulevard, Saint-Louis-de-France, judicial district of Trois-Rivières.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
42543 3049-1971

Les loisirs de Ste-Brigitte des Saults inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de juin 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Jean De Grandpré, Jean-Paul Crépeau, Léo Faucher, Réal Jutras, tous quatre journaliers, et Claude de Grandpré, cultivateur, de Sainte-Brigitte-des-Saults, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les loisirs de Ste-Brigitte des Saults inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Brigitte-des-Saults, district judiciaire de Nicolet.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

3066-1971

Les loisirs de Ste-Brigitte des Saults inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to incorporate a corporation without share capital: Jean De Grandpré, Jean-Paul Crépeau, Léo Faucher, Réal Jutras, all four day-labourers, and Claude de Grandpré, farmer, all of Sainte-Brigitte-des-Saults, for the following purposes:

To organize recreational activities, under the name of "Les loisirs de Ste-Brigitte des Saults inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the company is at Sainte-Brigitte-des-Saults, judicial district of Nicolet.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
42543 3066-1971

Le Manoir Riverbend inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de mars 1971, constituant en corporation: Aurèle Boily, 515, Maltais, Pierre-Paul Pedneault, rue Collard, et Marcel Boily, boulevard Potvin, tous trois comptables, d'Alma, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, motels et terrains de camping, sous le nom de « Le Manoir Riverbend inc. », avec un capital total de \$80,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 82, avenue Road, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

1044-1971

Le Manoir Riverbend inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aurèle Boily, 515 Maltais, Pierre-Paul Pedneault, Collard Street, and Marcel Boily, Potvin Boulevard, all three accountants, of Alma, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, motels and camping sites, under the name of "Le Manoir Riverbend inc.," with a total capital of \$80,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 82 Road Avenue, Alma, judicial district of Roberval.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
42543 1044-1971

Donat Marino & fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Donat Marino, hôtelier, Clara Toma, ménagère, épouse dudit Donat Marino, et Antonio Marino, gérant, tous trois de Forestville, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, restaurants, salles de danses, salles de spectacles et de divertissements, sous le nom de « Donat Marino & fils inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 7,500

Donat Marino & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Donat Marino, hotel manager, Clara Toma, housewife, wife of the said Donat Marino, and Antonio Marino, manager, all three of Forestville, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns, restaurants, dancing halls, entertainment and recreational halls, under the name of "Donat Marino & fils inc.," with a total capital of \$100,000, divided into 7,500 common

actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Forestville, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

3132-1971

Jacques Martin & fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mai 1971, constituant en corporation: Jacques Martin, courtier d'assurances, Jeannine Taillon, ménagère, épouse dudit Jacques Martin, et Jacques Martin fils, agent, tous trois de 7950, Louis-Hébert, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Jacques Martin & fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions classe « A » de \$1 chacune, 10,000 actions classe « B » de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1209, rue Bélanger est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

2673-1971

Matériaux Paré inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Réal Dion, avocat, 2740, Marquette, Laval, Ghislaine Galarneau, employée de bureau, fille majeure, 10260, Meilleur, Montréal, et Colette Gauvin, secrétaire, épouse de Jean Gauvin, 4352A, René Goupil, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction et de décoration intérieure, sous le nom de « Matériaux Paré inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4, avenue Paré, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

2201-1971

Les meubles Paul Labrèche inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies, et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mai 1971, constituant en corporation: Paul Labrèche, commerçant, Frances Lilian Goode, ménagère, épouse dudit Paul Labrèche, tous deux de 34, des Perdiolos, Sainte-Thérèse, et Doreen Barmash, secrétaire, fille majeure, 5397, Cavendish, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Les meubles

shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Forestville, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3132-1971

Jacques Martin & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Martin, insurance broker, Jeannine Taillon, housewife, wife of the said Jacques Martin, and Jacques Martin Jr., agent, all three of 7950 Louis-Hébert, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Jacques Martin & fils inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 10,000 class "A" shares of \$1 each, 10,000 class "B" shares of \$1 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1209 Bélanger St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

2673-1971

Matériaux Paré inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Dion, advocate, 2740 Marquette, Laval, Ghislaine Galarneau, office employee, spinster, 10260 Meilleur, Montreal, and Colette Gauvin, secretary, wife of Jean Gauvin, 4352A René Goupil, St. Léonard, for the following purposes:

To deal in construction and interior decorating materials, under the name of "Matériaux Paré inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 4 Paré Avenue, St. Thérèse, judicial district of Terrebonne.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2201-1971

Les meubles Paul Labrèche inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Paul Labrèche, dealer, Frances Lilian Goode, housewife, wife of the said Paul Labrèche, both of 34 des Perdiolos, St. Thérèse, and Doreen Barmash, secretary, spinster, 5397 Cavendish, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all products, articles and merchandise, under the name of "Les meubles

Paul Labrèche inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 100, Côte Vertu, chambre 1105, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

2497-1971

Minion Footwear Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Denis Stamiris, vendeur, Kostas Kopondinos, restaurateur, tous deux de 16 ouest, rue Prince Arthur, et Spiros Stamiris, marchand, 120 est, rue Rachel, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'un magasin à rayons, sous le nom de « Minion Footwear Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à 3525, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

42543

3181-1971

Motosport Baie-Comeau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Roland Munger, 35, Alfred Poulin, Claude Bazinet, 40, Parc Iberville, tous deux hommes d'affaires, René Poulin, vendeur, 72, Ls Ph. Gagné, et Pierre Catellier, dentiste, 163, Legardeur, tous quatre de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, motos-neige, maisons mobiles, tentes roulottes, bateaux de plaisance, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Motosport Baie-Comeau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 159, Lasalle, Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

3019-1971

Ordre Équestre du Saint Sépulture de Jérusalem Lieutenance de Québec

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de juin 1971, constituant

Paul Labrèche inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 100 Côte Vertu, Room 1105, St. Laurent, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

2497-1971

Minion Footwear Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Stamiris, salesman, Kostas Kopondinos, restaurateur, both of 16 Prince Arthur Street West, and Spiros Stamiris, merchant, 120 Rachel Street East, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a departmental store, under the name of "Minion Footwear Ltd.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3525 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

42543-o

3181-1971

Motosport Baie-Comeau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Munger, 35 Alfred Poulin, Claude Bazinet, 40 Parc Iberville, both businessmen, René Poulin, salesman, 72 Ls. Ph. Gagné, and Pierre Catellier, dentist, 163 Legardeur, all four of Baie-Comeau, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, snowmobiles, mobile homes, trailer tents, pleasure-boats, motors, and all their accessories and parts, under the name of "Motosport Baie-Comeau inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 159 Lasalle, Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

3019-1971

Ordre Équestre du Saint Sépulture de Jérusalem Lieutenance de Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to incor-

en corporation sans capital-actions: Charles Engel, professeur, 1098, Parc-Thornhill, Larkin Kerwin, vice-recteur, 2166, Parc-Bourbonnière, tous deux de Sillery, et Victor Morency, industriel, 950, des Braves, Québec, pour les objets suivants:

Accroître au sein de ses membres la pratique de la vie chrétienne, sous le nom de « Ordre Équestre du Saint-Sépulcre de Jérusalem Lieutenance de Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

3149-1971

Paquette, Jobidon & associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1971, constituant en corporation: Jean-Marie Paquette, assureur-vie, 7552, Terbois, Saint-Léonard, Victor Jobidon, courtier d'assurances, 3655, Papineau, suite 1105, Montréal, et Raymond Soucie, gérant de ventes, 491, Riverside Drive, Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Paquette, Jobidon & associés inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 33, St-Jacques ouest, suite 400, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

3189-1971

Paravol inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de mai 1971, constituant en corporation: André Allard, pilote, Suzanne Chouinard, professeur, fille majeure, tous deux de 3160, chemin Ste-Foy, et Denis Roy, gérant, 3053, Boulogne, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vaisseaux aériens, aéroplanes, biplans, machines ou appareils de vol, hydravions ou automobiles, sous le nom de « Paravol inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

2532-1971

porate a corporation without share capital: Charles Engel, professor, 1098 Parc Thornhill, Larkin Kerwin, vice-rector, 2166 Parc Bourbonnière, both of Sillery, and Victor Morency, manufacturer, 950 des Braves, Québec, for the following purposes:

To foster among its members the practice of a Christian way of life, under the name of "Ordre Équestre du Saint-Sépulcre de Jérusalem Lieutenance de Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold and own is to be limited, is \$40,000.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

3149-1971

Paquette, Jobidon & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marie Paquette, life insurer, 7552 Terbois, St. Léonard, Victor Jobidon, insurance broker, 3655 Papineau, suite 1105, Montreal, and Raymond Soucie, sales manager, 491 Riverside Drive, St. Lambert, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Paquette, Jobidon & associés inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 33 St. James West, suite 400, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

3189-1971

Paravol inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Allard, pilot, Suzanne Chouinard, teacher, spinster, both of 3160 St. Foy Road, and Denis Roy, manager, 3053 Boulogne, all three of St. Foy, for the following purposes:

To manufacture aircraft, airplanes, biplanes, airplane motors or equipment, hydroplanes or automobiles, under the name of "Paravol inc.", with a total capital of \$50,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

2532-1971

Les pavages des Monts inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Gilles Desjardins, entrepreneur, 125, Champlain, Matane, Ivan Fortin, avocat, 29, Monseigneur Verreault, et Jeanne Côté, secrétaire, épouse de Denis Claveau, 51, des Érables, ces deux derniers de Mont-Joli, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et construction de toutes sortes, sous le nom de « Les pavages des Monts inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

2777-1971

Les pavages M.P.H. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Philippe Lachapelle, entrepreneur, Renée Gervais, maîtresse de maison, épouse dudit Philippe Lachapelle, tous deux de 5695, boulevard Gouin est, Montréal-Nord, et Marcel Brousseau, vendeur, 6645, Papineau, Brossard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et construction de toutes sortes, sous le nom de « Les pavages M.P.H. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

3129-1971

Photos A.B.S. ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de juin 1971, constituant, en corporation: Jacques Audet, photographe, 934 Duchesneau, Sainte-Foy, Aline Roy, fille majeure, 874, Eymard, et Jeannette Bédard, épouse de Henri Bourdeau, 220, des Chênes est, ces deux dernières secrétaires, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes et faire le commerce d'appareils photographiques et d'accessoires de photographie, sous le nom de « Photos A.B.S. ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Les pavages des Monts inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Desjardins, contractor, 125 Champlain, Matane, Ivan Fortin, advocate, 29 Monseigneur Verreault, and Jeanne Côté, secretary, wife of Denis Claveau, 51 des Érables, the latter two of Mont-Joli, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in paving and construction works of all kinds, under the name of "Les pavages des Monts inc.", with a total capital of \$50,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Matane, judicial district of Rimouski.

J.-ALBERT GAGNON,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

42543

2777-1971

Les pavages M.P.H. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Philippe Lachapelle, contractor, Renée Gervais, housewife, wife of the said Philippe Lachapelle, both of 5695 Gouin Boulevard East, Montreal-North, and Marcel Brousseau, salesman, 6645 Papineau, Brossard, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in all types of paving and construction work, under the name of "Les pavages M.P.H. inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal-North, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

3129-1971

Photos A.B.S. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Audet, photographer, 934 Duchesneau, St. Foy, Aline Roy, spinster, 874 Eymard, and Jeannette Bédard, wife of Henri Bourdeau, 220 des Chênes East, the latter two secretaries, of Québec, for the following purposes:

To carry on business as photographers and to deal in photographic equipment and parts, under the name of "Photos A.B.S. ltée", with a total capital of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

3228-1971

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

3228-1971

Pino Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1971, constituant en corporation: Réjean Quirion, dessinateur, Lise Fleury, ménagère, épouse dudit Réjean Quirion, tous deux de 11934, Ste-Gertrude, Montréal-Nord, et Serge Hamel, technicien, 8088, St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, de portefeuille et de construction, sous le nom de « Pino Construction Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

3070-1971

Pit Auto Scrap Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de juin 1971, constituant en corporation: Peter Cernak, commerçant, Thérèse Bertin, ménagère, épouse dudit Peter Cernak, tous deux de 127, De Gentilly ouest, Laffèche, et Eddy Mazur, débosseleur, 77, Goyette, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pièces usagées provenant de tous genres de véhicules automobiles, sous le nom de « Pit Auto Scrap Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laffèche, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

3192-1971

Place Desjardins inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1971, constituant en corporation: Alfred Rouleau, 52, Wolfe, Lévis, Émile Girardin, 4014 Melrose, Montréal, Jean-Marie Couture, 2000, Arvida, Saint-Bruno-de-Montarville, tous trois administrateurs, Léo-Paul Cabana, 460, Laird, Mont-Royal, Claude Rouleau, 1900, du Lac, Deux-Montagnes, Yvon De Guise, 382, Wiseman,

Pino Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réjean Quirion, draftsman, Lise Fleury, housewife, wife of the said Réjean Quirion, both of 11934 St. Gertrude, Montreal-North, and Serge Hamel, technician, 8088 St. Denis, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment, holding and construction company, under the name of "Pino Construction Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal-North, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

3070-1971

Pit Auto Scrap Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Peter Cernak, dealer, Thérèse Bertin, housewife, wife of the said Peter Cernak, both of 127 De Gentilly West, Laffèche, and Eddy Mazur, auto body repairman, 77 Goyette, Longueuil, for the following purposes:

To deal in all kinds of motor vehicle used parts, under the name of "Pit Auto Scrap Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 50 common shares of a nominal value of \$100 each and 350 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Laffèche, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

3192-1971

Place Desjardins inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alfred Rouleau, 52 Wolfe, Lévis, Émile Girardin, 4014 Melrose, Montreal, Jean-Marie Couture, 2000 Arvida, St. Bruno-de-Montarville, all three administrators, Léo-Paul Cabana, 460 Laird, Mount Royal, Claude Rouleau, 1900 du Lac, Deux-Montagnes, Yvon De Guise, 382 Wiseman, Outremont, all three engineers,

Outremont, tous trois ingénieurs, et Michel de Grandpré, avocat, 898, Valois, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Place Desjardins inc. », avec un capital divisé en 200,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

3125-1971

Les placements Futurex inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Gaétane Grenon, fille majeure, 1940, Roussel, Nicole Côté, épouse de Gérard Côté, 1775, Roussel, toutes deux secrétaires, de Chicoutimi-Nord, et Gisèle Côté, réceptionniste, épouse de Jacques Côté, 688, Ste-Anne, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements Futurex inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

3142-1971

Plomberie J.-André Lemire, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4^e jour de juin 1971, constituant en corporation: André Drouin, Yves Rouleau et Jacques Côté, tous trois avocats, de 2275, Jean-Talon est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie J.-André Lemire, inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

3010-1971

Privil inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Gilles Privé, comptable, Carolle S. Privé, ménagère, épouse dudit Gilles Privé, tous deux de 3345, Gaspereau, W.-Daniel Villeneuve, gérant, et Gilberte Villeneuve, ménagère, épouse dudit W.-Daniel

and Michel de Grandpré, advocate, 898 Valois, St. Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as a realty and construction company, under the name of "Place Desjardins inc.", with a capital divided into 200,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

3125-1971

Les placements Futurex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétane Grenon, spinster, 1940 Roussel, Nicole Côté, wife of Gérard Côté, 1775 Roussel, both secretaries of Chicoutimi-North, and Gisèle Côté, receptionist, wife of Jacques Côté, 688 St. Anne, Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les placements Futurex inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

3142-1971

Plomberie J.-André Lemire, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Drouin, Yves Rouleau and Jacques Côté, all three advocates, of 2275 Jean Talon East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie J.-André Lemire, inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

3010-1971

Privil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Privé, accountant, Carolle S. Privé, housewife, wife of the said Gilles Privé, both of 3345 Gaspereau, W.-Daniel Villeneuve, manager, and Gilberte Villeneuve, housewife, wife of the said W.-Daniel

Villeneuve, ces deux derniers de 843, Rochette, tous quatre de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de gérance de terrains de stationnement, sous le nom de « Privil inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3345, Gaspereau, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

2965-1971

Prod-Exec Fluet Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1971, constituant en corporation: Clément Fluet, scripteur, Jeannine Dubé, comédienne, épouse dudit Clément Fluet, tous deux de 470, Principale, Saint-Basile-le-Grand, et Pierre Robillard, notaire, 5615, Place d'Aiguillon, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Prod-Exec Fluet Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$2 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Basile-le-Grand, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

2879-1971

Les publications sécurité du Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1971, constituant en corporation: Naphthalie Gauthier, 345, Verdure, Brossard, Raymond Tilloy, tous deux administrateurs, et Mimy Durand, ménagère, épouse dudit Raymond Tilloy, ces deux derniers de 1667, Massenet, Laval, pour les objets suivants:

Publier, éditer, distribuer des bottins téléphoniques ou tout autre bottin de renseignements d'intérêt général, sous le nom de « Les publications sécurité du Québec inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 726, rue Atwater, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

2979-1971

Publi-hebdos inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Villeneuve, the latter two of 843 Rochette, all four of St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as parking lot operators, under the name of "Privil inc.", with a capital divided into 10,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3345 Gaspereau, St. Foy, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

2965-1971

Prod-Exec Fluet Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Clément Fluet, writer, Jeannine Dubé, actress, wife of the said Clément Fluet, both of 470 Main, St. Basile-le-Grand, and Pierre Robillard, notary, 5615 Place d'Aiguillon, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as advertising contractors and consultants, under the name of "Prod-Exec Fluet Itée", with a total capital of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$2 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at St. Basile-le-Grand, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

2879-1971

Les publications sécurité du Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Naphthalie Gauthier, 345 Verdure, Brossard, Raymond Tilloy, both executives, and Mimy Durand, housewife, wife of the said Raymond Tilloy, the latter two of 1667 Massenet, Laval, for the following purposes:

To issue, publish and distribute telephone directories or any other kind of informative directory of general interest, under the name of "Les publications sécurité du Québec inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 726 Atwater, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

2979-1971

Publi-hebdos inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juin 1971, constituant en corporation: José Caden, journaliste, 9223, 18^e Rue, Shawinigan, Lucien Guertin, éditeur-imprimeur, 540, 118^e Rue, Shawinigan-Sud, Claude Bérubé, éditeur, 852, Kéroak, Gilles Mercier, 564, des Prairies, tous deux de Cap-de-la-Madeleine, et Raymond Cloutier, 2392, Notre-Dame, Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, ces deux derniers agents publicitaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs typographiques, publicistes et autres commerces connexes, sous le nom de « Publi-hebdos inc. », avec un capital total de \$350,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42543-o

3108-1971

R. D. L. Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Raymond Henri, industriel, Alice Fontaine, épouse dudit Raymond Henri, tous deux de 1885, Bélanger, et Lise Henri, épouse de Jean-Marc Pelletier, 2098, Paradis, ces deux dernières maîtresses de maison, tous trois de Plessisville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage ou de ventilation, sous le nom de « R. D. L. Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Plessisville, district judiciaire de Mégantic.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42543-o

3205-1971

Renault Longueuil Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Moe Moscovitch, 6077, Wilderton, Montréal, J. Roy Hoffman, 5615, Pinedale, et Michael Marchand, 5714, avenue Davies, ces deux derniers de Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, camions, tracteurs, machines agricoles, instruments aratoires, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Renault Longueuil Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: José Caden, journalist, 9223, 18th Street, Shawinigan, Lucien Guertin, publisher-printer, 540, 118th Street, Shawinigan South, Claude Bérubé, publisher, 852 Kéroak, Gilles Mercier, 564 des Prairies, both of Cap-de-la-Madeleine, and Raymond Cloutier, 2392 Notre-Dame, Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, the latter two publicity agents, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, stationers, lithographers, engravers, binders, booksellers, type-founders, publicists, and to practise other related trades, under the name of "Publi-hebdos inc.", with a total capital of \$350,000, divided into 50,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$100 each

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3108-1971

R. D. L. Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Henri, manufacturer, Alice Fontaine, wife of the said Raymond Henri, both of 1885 Bélanger, and Lise Henri, wife of Jean-Marc Pelletier, 2098 Paradis, the latter two housewives, all three of Plessisville, for the following purposes:

To manufacture and deal in heating and ventilation appliances and systems of all kinds, under the name of "R. D. L. Itée", with a total capital of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Plessisville, judicial district of Mégantic.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3205-1971

Renault Longueuil Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Moe Moscovitch, 6077 Wilderton, Montreal, J. Roy Hoffman, 5615 Pinedale, and Michael Marchand, 5714 Davies Avenue, the latter two of Côte St. Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, trucks, tractors, agricultural machinery, farm instruments, motors and their accessories and parts, under the name of "Renault Longueuil Itée", with a total capital of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 465, boulevard Curé Poirier ouest, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

3074-1971

The head office of the company is at 465 Curé Poirier Boulevard West, Longueuil, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

3074-1971

Restaurant Aux Anciens Canadiens inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1971, constituant en corporation: Renault Légaré, Annette Légaré, épouse dudit Renault Légaré, tous deux restaurateurs, de 2130, Brûlart, Sillery, et Marc Turgeon, comptable, 3375, De Beauvais, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Restaurant Aux Anciens Canadiens inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune. et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 34, St-Louis, Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

3143-1971

Restaurant Aux Anciens Canadiens inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Renault Légaré, Annette Légaré, wife of the said Renault Légaré, both restaurateurs of 2130 Brûlart, Sillery, and Marc Turgeon, accountant, 3375 De Beauvais, St. Foy, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Restaurant Aux Anciens Canadiens inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 34 St. Louis, Québec, judicial district of Québec.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

3143-1971

Restaurant Lapolla inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1971, constituant en corporation: Vito Lapolla, restaurateur, Maria Chiella, ménagère, épouse dudit Vito Lapolla, tous deux de 8827, Tolhurst, et Luigi Lapolla, rentier, 9265, Jeanne-Mance, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Lapolla inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o

1485-1971

Restaurant Lapolla inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of March, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Vito Lapolla, restaurant-operator, Maria Chiella, housewife, wife of the said Vito Lapolla, both of 8827 Tolhurst, and Luigi Lapolla, annuitant, 9265 Jeanne-Mance, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-operators, under the name of "Restaurant Lapolla inc.", with a total capital of \$60,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543

1485-1971

Restaurant Provençal, inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1971, constituant en corporation: Gilles-J.-W. Larose, notaire, 1501, Marie-Claire, Thérèse Pinel, 8073, Lefebvre, tous deux de Lasalle, et France Ouellette, 6375, 9e Avenue, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Restaurant Provençal, inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 51,000

Restaurant Provençal, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles-J.-W. Larose, notary, 1501 Marie-Claire, Thérèse Pinel, 8073 Lefebvre, both of Lasalle, and France Ouellette, 6375, 9th Avenue, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Restaurant Provençal, inc.", with a total capital of \$75,000, divided into 51,000 common

actions ordinaires de \$1 chacune et en 240 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6025, Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42543-o

3071-1971

Restaurants B.L. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Pierre Bédard, comptable, 2900, boulevard Graham, Hugues Ferron, 17, Lazard, Gilles-G. Tessier, 445, Grenfell, tous trois de Mont-Royal, Jean-E. Lamontagne, 61, Maplewood, Outremont, tous trois avocats, et Jeannette Fournier, secrétaire, fille majeure, 3465, Hutchison, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Restaurants B.L. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42543-o

2841-1971

Pierre Rose incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Pierre Rose, commerçant, Denise Durocher, ménagère, épouse dudit Pierre Rose, tous deux de Mont-Laurier, et Pierre Routhier, comptable agréé, 659, Verschelden, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fruits, légumes, et toutes sortes de comestibles fabriqués ainsi que tous les produits de la terre, de la vigne et des arbres, sous le nom de « Pierre Rose incorporée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42543-o

3045-1971

Rudd Lumber Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de juin 1971, constituant en corporation: John L. Rudd, marchand, Paul Gaudreau, commis, tous deux d'Adamsville, et Stacy Wightman, comptable, Saint-Armand-Ouest, pour les objets suivants:

shares of \$1 each and 240 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6205 Côte des Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3071-1971

Restaurants B.L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Bédard, accountant, 2900 Graham Boulevard, Hugues Ferron, 17 Lazard, Gilles-G. Tessier, 445 Grenfell, all three of Mount Royal, Jean-E. Lamontagne, 61 Maplewood, Outremont, all three advocates, and Jeannette Fournier, secretary, spinster, 3465 Hutchison, Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Restaurants B.L. inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2841-1971

Pierre Rose incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Rose, dealer, Denise Durocher, housewife, wife of the said Pierre Rose, both of Mont-Laurier, and Pierre Routhier, chartered accountant, 659 Verschelden, St. Thérèse, for the following purposes:

To deal in fruits, vegetables, and all kinds of manufactured foods as well as in all products of the soil, the vine, and trees, under the name of "Pierre Rose incorporée", with a total capital of \$50,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3045-1971

Rudd Lumber Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: John L. Rudd, merchant, Paul Gaudreau, clerk, both of Adamsville, and Stacy Wightman, accountant, St. Armand West, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de matériaux de construction dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Rudd Lumber Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Adamsville, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
3479-1971

42543-o

**Sable, sel & gravier Laurentide-Joliette ltée
Laurentian-Joliette Sand, Salt & Gravel Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1971, constituant en corporation: Aurèle-Denis Chagnon, 10700, St-Laurent, #6, Yolande Roy, fille majeure, 7220, Chambord, tous deux administrateurs, et Claude de la Madeleine, avocat, 204, Notre-Dame ouest, suite 33, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et construction de toutes sortes, sous le nom de « Sable, sel & gravier Laurentide-Joliette ltée — Laurentian-Joliette Sand, Salt & Gravel Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
3005-1971

42543-o

St-Cyr Photo Hall Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1971, constituant en corporation: Gérard Gagnon, 3835, Ste-Marguerite, Trois-Rivières, Claude St-Cyr, tous deux photographes, et Ginette La Haye, ménagère, épouse dudit Claude St-Cyr, ces deux derniers de 70, boulevard Duplessis, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes, sous le nom de « St-Cyr Photo Hall Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,
3239-1971

42543-o

Salon de fourrures Fernande inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1971, constituant en corporation: Bernard Montpetit, marchand de fourrure, Fernande Filteau, ménagère, épouse dudit

To manufacture and deal in construction materials in all its specialties, under the name of "Rudd Lumber Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Adamsville, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

3479-1971

42543

**Sable, sel & gravier Laurentide-Joliette ltée
Laurentian-Joliette Sand, Salt & Gravel Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aurèle-Denis Chagnon, 10700 St. Laurent, #6, Yolande Roy, spinster, 7220 Chambord, both executives, and Claude de la Madeleine, advocate, 204 Notre-Dame West, suite 33, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in paving and construction works of all kinds, under the name of "Sable, sel & gravier Laurentide-Joliette ltée — Laurentian-Joliette Sand, Salt, & Gravel Ltd.", with a total capital of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

3005-1971

42543

St-Cyr Photo Hall Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Gagnon, 3835 St. Marguerite, Trois-Rivières, Claude St-Cyr, both photographers, and Ginette La Haye, housewife, wife of the said Claude St-Cyr, the latter two of 70 Duplessis Boulevard, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as photographers, under the name of "St-Cyr Photo Hall Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

3239-1971

42543

Salon de fourrures Fernande inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Montpetit, fur dealer, Fernande Filteau, housewife, wife of the said Bernard Montpetit,

Bernard Montpetit, tous deux de 4981, Ste-Catherine est, Montréal, et Claudette Montpetit, opératrice, épouse de Claude Rivest, 1078, Forand, Longueuil, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de fourrures, peaux, cuirs et matériaux de toutes sortes s'y rapportant, sous le nom de « Salon de fourrures Fernande inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-0

2995-1971

La Société immobilière Lavalloise inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de mai 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Filiatrault, ingénieur, 176, Denonville, Paul Deslauriers, gérant de vente, 563, Gervais, Paul Allaire, tailleur, 6, du Crochet, Pietro Rizzuto, administrateur, 3325, Tracy, et Pierre Pion, avocat, 409, 13^e Rue, tous de Laval, pour les objets suivants:

Établir un programme ayant pour fin de mettre des logements à loyer modique à la disposition de personnes à faible revenu, sous le nom de « La Société immobilière Lavalloise inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-0

2722-1971

Sonarvie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Michèle Dallaire, administrateur, fille majeure, 2825, Jeanne d'Arc, Roméo Carlos, chauffeur de taxi, 5855, de la Roche, et Irène M. Van de North, ménagère, épouse légalement séparée de corps de Pierre Van de North, 2555, avenue Benny, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toute sorte d'appareils ou de systèmes de détection de fumée et de prévention aussi bien d'incendie que de vol, sous le nom de « Sonarvie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5855, rue de la Roche, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-0

1382-1971

both of 4981 St. Catherine East, Montreal, and Claudette Montpetit, operator, wife of Claude Rivest, 1078 Forand, Longueuil, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of furs, skins, leathers and related materials of all kinds, under the name of "Salon de fourrures Fernande inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2995-1971

La Société immobilière Lavalloise inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Robert Filiatrault, engineer, 176 Denonville, Paul Deslauriers, sales manager, 563 Gervais, Paul Allaire, tailor, 6 du Crochet, Pietro Rizzuto, administrator, 3325 Tracy, and Pierre Pion, advocate, 409, 13th Street, all of Laval, for the following purposes:

To establish a programme for the provision of moderate-rental dwellings for people of low income, under the name of "La Société immobilière Lavalloise inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or hold is limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Laval, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2722-1971

Sonarvie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michèle Dallaire, executive, spinster, 2825 Jeanne d'Arc, Roméo Carlos, taxi driver, 5855 de la Roche, and Irène M. Van de North, housewife, wife, legally separated as to bed and board, of Pierre Van de North, 2555 Benny Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in smoke detection and fire and theft prevention equipment or systems, under the name of "Sonarvie inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5855 de la Roche Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

1382-1971

Stadium Automobile Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1971, constituant en corporation: J.-Eugène Turcotte, homme d'affaires, 1873, de Lorimier, André Trudeau, 6424, Mignault, et Aurore Bernier, fille majeure, 208, St-Joseph ouest, ces deux derniers administrateurs, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Stadium Automobile Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

3009-1971

**Les structures d'acier Jacques inc.
Jacques Structural Steel Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1971, constituant en corporation: Jean Dupéré, 8401, Sherbrooke est, Paul Dingle, 528, Mount Pleasant, tous deux de Montréal, et Richard Dionne, 275, Trenton, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Les structures d'acier Jacques inc.— Jacques Structural Steel Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

2934-1971

T.Y.L. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1971, constituant en corporation: Yvon Desrosiers, camionneur, 8255, Souigny, Montréal, Thérèse Desrosiers, conseillère en production, épouse de Guy Lemay, 430, Croissant St-Jean Baptiste, Laval, et Louis St-Cyr, industriel, 570, 105e Avenue, Drummondville-Sud, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la couture et toutes les autres opérations se rapportant aux tissus de toutes sortes, naturels ou synthétiques de même que tous leurs produits, sous le nom de « T.Y.L. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires

Stadium Automobile Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Eugène Turcotte, businessman, 1873 de Lorimier, André Trudeau, 6424 Mignault, and Aurore Bernier, spinster, 208 St. Joseph West, the latter two administrators, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage operators and deal in automobiles, motors and all their accessories and parts, under the name of "Stadium Automobile Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3009-1971

**Les structures d'acier Jacques inc.
Jacques Structural Steel Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Dupéré, 8401 Sherbrooke St. East, Paul Dingle, 528 Mount Pleasant, both of Montreal, and Richard Dionne, 275 Trenton, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in merchandise and articles made entirely or partly of metal or wood, under the name of "Les structures d'acier Jacques inc.— Jacques Structural Steel Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 30,000 common shares of \$1 each and 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

2934-1971

T.Y.L. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvon Desrosiers, truck-driver, 8255 Souigny, Montreal, Thérèse Desrosiers, consultant on production, wife of Guy Lemay, 430 St. Jean Baptiste Crescent, Laval, and Louis St-Cyr, manufacturer, 570, 105th Avenue, Drummondville South, for the following purposes:

To carry on business in sewing and other operations pertaining to natural or synthetic fabrics of all kinds, together with their products, under the name of "T.Y.L. inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each

d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

3131-1971

La Tour Ste-Hélène inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour de mai 1971, constituant en corporation: Thomas Monti, ingénieur, 3311, Cedar, Gilles Poirier, administrateur, 3480, Hingston, et Myrto Brasseur, secrétaire, fille majeure, 5170, Mentana, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, acquérir, exploiter, louer, vendre ou autrement disposer d'élévateurs, sous le nom de « La Tour Ste-Hélène inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

2285-1971

Le transport du Nord (1971) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Jean-Paul Demers, Saint-Félicien, Alexis Fradet, et Bertrand Fradet, ces deux derniers de Saint-Prime, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Le transport du Nord (1971) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$10 chacune et en 325 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Prime, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

J.-ALBERT GAGNON.

42543-o

3250-1971

Tremblay & Chouinard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de juin 1971, constituant en corporation: Bertrand Tremblay, garagiste, rue Albert, Rosaire Chouinard, mécanicien, 214, Brodeur, et Maurice Berceau, comptable, 231, Crémazie, tous trois de Cowansville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Tremblay & Chouinard inc. »,

and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

3131-1971

La Tour Ste-Hélène inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Thomas Monti, engineer, 3311 Cedar, Gilles Poirier, administrator, 3480 Hingston, and Myrto Brasseur, secretary, spinster, 5170 Mentana, all three of Montreal, for the following purposes:

To build, purchase, operate, rent, sell or otherwise deal in elevators, under the name of "La Tour Ste-Hélène inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2285-1971

Le transport du Nord (1971) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Demers, St. Félicien, Alexis Fradet, and Bertrand Fradet, the latter two of St. Prime, all three businessmen, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Le transport du Nord (1971) inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 750 common shares of \$10 each and 325 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at St. Prime, judicial district of Roberval.

J.-ALBERT GAGNON,

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543

3250-1971

Tremblay & Chouinard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bertrand Tremblay, garage-keeper, Albert Street, Rosaire Chouinard, mechanic, 214 Brodeur, and Maurice Berceau, accountant, 231 Crémazie, all three of Cowansville, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors and all their accessories and parts, under the name of "Tremblay & Chouinard

avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

3478-1971

Uget inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1971, constituant en corporation: Gilbert Lamoureux, notaire, 10842, Wilfrid St-Louis, Montréal-Nord, Hélène Lamoureux, fille majeure, 10610, Verville, et Marie Boucher, épouse d'André Blais, 10315, Tollhurst, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Uget inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, Aubert, Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

2983-1971

**Uniforce Services Ltd.
Services Uniforces Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1971, constituant en corporation: J. Andrew Powell, administrateur, Lise Jarry, ménagère, épouse dudit J. Andrew Powell, tous deux de 348, avenue Wood, Westmount, et Mireille Lortie, teneuse de livres, célibataire, 10, place Côte Vertu, app. 220, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Agir à titre de consultants en finance, industrie ou gestion, sous le nom de « Uniforce Services Ltd.—Services Uniforces Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543

3232-1971

Urethantor inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1971, constituant en corporation: Anne Lauber, secrétaire, fille majeure, 2767, Édouard Montpetit, Montréal, Roch Banville,

inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Cowansville, judicial district of Bedford.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

3478-1971

Uget inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilbert Lamoureux, notary, 10842 Wilfrid St-Louis, Montreal North, Hélène Lamoureux, spinster, 10610 Verville, and Marie Boucher, wife of André Blais, 10315 Tollhurst, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and accessories of all kinds, under the name of "Uget inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 50 Aubert, Place Bonaventure, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

2983-1971

**Uniforce Services Ltd.
Services Uniforces Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J. Andrew Powell, executive, Lise Jarry, housewife, wife of the said J. Andrew Powell, both of 348 Wood Avenue, Westmount, and Mireille Lortie, bookkeeper, spinster, 10 Place Côte Vertu, Apt. 220, Saint-Laurent, for the following purposes:

To act as financial, industrial or management consultants, under the name of "Uniforce Services Ltd.—Services Uniforces Itée", with a total capital of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543-o

3232-1971

Urethantor inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Anne Lauber, secretary, spinster, 2767 Édouard Montpetit, Montreal, Roch Banville, physician, 3

médecin, 3, Deraps, et Gérard Bélanger, entrepreneur, 192, Cartier, ces deux derniers de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'urethane et du polyurethane et des autres produits de la famille des polyesters et des résines, sous le nom de « Urethanor inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

256-1971

**Les usinages de Carignan inc.
Carignan Machine Shop Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour d'avril 1971, constituant en corporation: Azarie Lavigne, commerçant, Monique Lagacé, ménagère, épouse dudit Azarie Lavigne, tous deux de 3088, chemin Ste-Thérèse, Claude Auclair, gérant, et Claudette Fournier, ménagère, épouse dudit Claude Auclair, ces deux derniers de 7823, Ile Ste-Thérèse, tous quatre de Chambly, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'appareils mécaniques, électriques et électroniques, sous le nom de « Les usinages de Carignan inc.—Carignan Machine Shop Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3088, chemin Ste-Thérèse, Chambly, district judiciaire de Montreal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

1838-1971

Youth Employment Service Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de juillet 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Abraham Cohen, avocat, 5986, avenue McShane, Norman Fisher, travailleur social, 6755, rue Lavoie, et Sydney Wise, assistant-directeur d'école, 3079, avenue Brighton, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Stimuler les meilleurs intérêts de la communauté, sous le nom de « Youth Employment Service Corporation ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est 1015, côte du Beaver Hall, local 405, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543

3640-1971

Deraps, and Gérard Bélanger, contractor, 192 Cartier, the latter two of Sept-Iles, for the following purposes:

To deal in urethane and polyurethane and other products of the polyester and resin family, under the name of "Urethanor inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

256-1971

**Les usinages de Carignan inc.
Carignan Machine Shop Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of April, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Azarie Lavigne, dealer, Monique Lagacé, housewife, wife of the said Azarie Lavigne, both of 3088 St. Thérèse Road, Claude Auclair, manager, and Claudette Fournier, housewife, wife of the said Claude Auclair, the latter two of 7823 Ile St. Thérèse, all four of Chambly, for the following purposes:

To manufacture and deal in mechanical, electrical and electronic appliances, under the name of "Les usinages de Carignan inc.—Carignan Machine Shop Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3088 St. Thérèse Road, Chambly, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

1838-1971

Youth Employment Service Corporation

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of July, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Abraham Cohen, attorney, 5986 McShane Avenue, Norman Fisher, social worker, 6755 Lavoie Street, and Sydney Wise, assistant school principal, 3079 Brighton Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To promote the best interests of the community, under the name of "Youth Employment Service Corporation".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation, is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at 1015 Beaver Hall Hill, Suite 405, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543-o

3640-1971

Compagnies dissoutes

Companies Dissolved

Guy Asselin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Guy Asselin inc. », constituée en corporation le 9 mai 1967, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
1044-67

42543-o

Bournier limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Bournier limitée », constituée en corporation le 6 février 1961, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
10574-61

42543-o

**Centre d'Achat Maisonneuve Itée
Maisonneuve Shopping Centre Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Centre d'Achat Maisonneuve Itée — Maisonneuve Shopping Centre Ltd. », constituée en corporation le 20 juin 1957, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
12089-57

42543-o

Le Centre Éducatif Laurentien inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Le Centre Éducatif Laurentien inc. », constituée en corporation le 22 février 1967, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
4819-66

42543-o

**La Cie de Sécurité et de Services, Itée
Security and Service Co. Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Cie de Sécurité et de Services, Itée — Security and Service Co. Ltd. », constituée en corporation le 4 septembre 1963, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
14114-62

42543-o

Cook, Joubert & Desrochers Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des

Guy Asselin inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Guy Asselin inc.", incorporated on May 9, 1967.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
1044-67

42543

Bournier limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Bournier limitée", incorporated on February 6, 1961.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
10574-61

42543

**Centre d'Achat Maisonneuve Itée
Maisonneuve Shopping Centre Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Centre d'Achat Maisonneuve Itée — Maisonneuve Shopping Centre Ltd.", incorporated on June 20, 1957.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
12089-57

42543

Le Centre Éducatif Laurentien inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Le Centre Éducatif Laurentien inc.", incorporated on February 22, 1967.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
4819-66

42543

**La Cie de Sécurité et de Services, Itée
Security and Service Co. Ltd.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "La Cie de Sécurité et de Services, Itée — Security and Service Co. Ltd.", incorporated on September 4, 1963.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
14114-62

42543

Cook, Joubert & Desrochers Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and

compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Cook, Joubert & Desrochers ltée », constituée en corporation le 28 mars 1938, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o 450-38

La Corporation du Manoir St-Vincent

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Corporation du Manoir St-Vincent », constituée en corporation le 9 avril 1965, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o 152-65

Développement Maska inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Développement Maska inc. », constituée en corporation le 28 février 1964, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o 351-64

Trout Lake Estates Inc. Domaine du Lac à la Truite inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Trout Lake Estates Inc.—Domaine du Lac à la Truite inc. », constituée en corporation le 15 novembre 1965, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o 5260-65

Henmat Holding Company Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Henmat Holding Company Limited », constituée en corporation le 23 novembre 1956, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o 13733-56

Émile Huot limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Émile Huot limitée », constituée en corporation le 16 mars 1957, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o 10875-57

Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Cook, Joubert & Desrochers ltée", incorporated on March 28, 1938.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543 450-38

La Corporation du Manoir St-Vincent

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "La Corporation du Manoir St-Vincent", incorporated on April 9, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543 152-65

Développement Maska inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Développement Maska inc.", incorporated on February 28, 1964.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543 351-64

Trout Lake Estates Inc. Domaine du Lac à la Truite inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Trout Lake Estates Inc.—Domaine du Lac à la Truite inc.", incorporated on November 15, 1965.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543 5260-65

Henmat Holding Company Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Henmat Holding Company Limited", incorporated on November 23, 1956.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543 13733-56

Émile Huot limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Émile Huot limitée", incorporated on March 16, 1957.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543 10875-57

WM. H. Mack Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « WM. H. Mack Inc. », constituée en corporation le 14 janvier 1929, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

21-29

Raymond Marcell Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Raymond Marcell Itée », constituée en corporation le 25 septembre 1962, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

13891-62

Matane Ready Mix Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Matane Ready Mix Inc. », constituée en corporation le 11 janvier 1957, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

10092-57

National Containers Holdings Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « National Containers Holdings Corp. », constituée en corporation le 11 décembre 1970, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

5486-70

Nesco Realty Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Nesco Realty Corp. », constituée en corporation le 5 novembre 1958, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

13977-58

Northern Loan and Finance Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Northern Loan and Finance Corp. », constituée en corporation le 21 février 1957, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o

10509-57

WM. H. Mack Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "WM. H. Mack Inc.", incorporated on January 14, 1929.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

21-29

Raymond Marcell Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Raymond Marcell Itée", incorporated on September 25, 1962.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

13891-62

Matane Ready Mix Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Matane Ready Mix Inc.", incorporated on January 11, 1957.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

10092-57

National Containers Holdings Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "National Containers Holdings Corp.", incorporated on December 11, 1970.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

5486-70

Nesco Realty Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Nesco Realty Corp.", incorporated on November 5, 1958.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

13977-58

Northern Loan and Finance Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Northern Loan and Finance Corp.", incorporated on February 21, 1957.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543

10509-57

Pega Incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Pega Incorporée », constituée en corporation le 22 août 1960, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o 13595-60

Realty Appraisals Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Realty Appraisals Ltd. », constituée en corporation le 30 janvier 1954, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o 10250-54

Restinter inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Restinter inc. », constituée en corporation le 17 mai 1968, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o 2264-68

St Henry Construction Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « St Henry Construction Inc. », constituée en corporation le 10 octobre 1959, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o 15510-59

Le Syndicat Colombien de Montmorency inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Le Syndicat Colombien de Montmorency inc. », constituée en corporation le 25 octobre 1954, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o 12661-54

Tru-Lite (Montreal) Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Tru-Lite (Montreal) Inc. », constituée en corporation le 31 octobre 1962, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42543-o 14421-62

Pega Incorporée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Pega Incorporée", incorporated on August 22, 1960.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543 13595-60

Realty Appraisals Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Realty Appraisals Ltd.", incorporated on January 30, 1954.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543 10250-54

Restinter inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Restinter inc.", incorporated on May 17, 1968.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543 2264-68

St Henry Construction Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "St Henry Construction Inc.", incorporated on October 10, 1959.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543 15510-59

Le Syndicat Colombien de Montmorency inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Le Syndicat Colombien de Montmorency inc.", incorporated on October 25, 1954.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543 12661-54

Tru-Lite (Montreal) Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Tru-Lite (Montreal) Inc.", incorporated on October 31, 1962.

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42543 14421-62

Vincent Frères Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Vincent Frères Itée », constituée en corporation le 28 décembre 1953, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o 10002-54

Watson & Fuller Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Watson & Fuller Ltd. », constituée en corporation le 17 février 1947, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o 1998-47

Ben Younger Incorporated

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ben Younger Incorporated », constituée en corporation le 20 octobre 1961, à compter du 15 octobre 1971.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543-o 14536-61

Vincent Frères Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Vincent Frères Itée", incorporated on December 28, 1953.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543 10002-54

Watson & Fuller Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Watson & Fuller Ltd.", incorporated on February 17, 1947.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543 1998-47

Ben Younger Incorporated

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of October 15, 1971, of the charter of "Ben Younger Incorporated", incorporated on October 20, 1961.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543 14536-61

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre**

**Department of Lands and Forests
Cadastre**

Canton de Hull

Township of Hull

Cadastre officiel du canton de Hull, municipalité de la cité de Hull, division d'enregistrement de Hull.

Official cadastre of township of Hull, municipality of the city of Hull, registration division of Hull.

Avis est par la présente donné que le lot 4-F-1 du Rang VI est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lot 4-F-1 of Range VI is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 4 octobre 1971.

Québec, October 4, 1971.

42583-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

42583-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Canton de New-Richmond (révisé)

Township of New-Richmond (revised)

Cadastre officiel du canton de New-Richmond (révisé) municipalité de la ville de New-Richmond, division d'enregistrement de Bonaventure No 1.

Official cadastre of township of New-Richmond (revised), municipality of the town of New-Richmond, registration division of Bonaventure No. 1.

Avis est par la présente donné que le lot 63-7 du Rang I nord-ouest est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lot 63-7 of Range I northwest is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 29 septembre 1971.

Québec, September 29, 1971.

42583-o *Le sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

42583-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de Ste-Flore

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flore, municipalité de la cité de Shawinigan, division d'enregistrement de Shawinigan.

Avis est par la présente donné que les lots 47-134 à 47-137 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 septembre 1971.

42583-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Parish of Ste-Flore

Official cadastre of the parish of Ste-Flore, municipality of the city of Shawinigan, registration division of Shawinigan.

Notice is hereby given that lots 47-134 to 47-137 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, September 30, 1971.

42583-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de Ste-Foye

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye, municipalité de la ville de Ste-Foy, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 478 est ajouté et qu'une partie des lots 220-1, 403-265, 403 et 220 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 septembre 1971.

42583-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Parish of Ste-Foye

Official cadastre of the parish of Ste-Foye, municipality of the town of Ste-Foy, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 478 is added and that a part of lots 220-1, 403-265, 403 and 220 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, September 30, 1971.

42583-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de St-Martin

Cadastre officiel de la paroisse de St-Martin, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que le lot 668A-21 et que la partie restante des lots 668-66 à 668-69, 668A-18 à 668A-20 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 septembre 1971.

42583-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Parish of St-Martin

Official cadastre of the parish of St-Martin, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lot 668A-21 and that a remaining part of lots 668-66 to 668-69, 668A-18 to 668A-20 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, September 30, 1971.

42583-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Paroisse de St-Nicolas

Cadastre officiel de la paroisse de St-Nicolas, municipalité de la ville de St-Nicolas, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 290-4, 293-4, 293-5, 293-7, 293-8 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 septembre 1971.

42583-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Parish of St-Nicolas

Official cadastre of the parish of St-Nicolas, municipality of the town of St-Nicolas, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 290-4, 293-4, 293-5, 293-7, 293-8 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, September 16, 1971.

42583-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Canton de Stanfold

Cadastre officiel du canton de Stanfold, municipalité de la paroisse de Princeville, division d'enregistrement d'Arthabaska.

Avis est par la présente donné que deux (2) parties du lot 21-C-2 sont annulées en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 août 1971.

42583-o

Le sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Township of Stanfold

Official cadastre of township of Stanfold, municipality of the parish of Princeville, registration division of Arthabaska.

Notice is hereby given that two (2) parts of lot 21-C-2 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, August 16, 1971.

42583-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Compagnies étrangères
Agent

Extra-Provincial Companies
Agent

Investors Group Trust Co. Ltd.

Investors Group Trust Co. Ltd.

Avis est donné que « Investors Group Trust Co. Ltd. », compagnie constituée par lettres patentes de la province du Manitoba et ayant son siège social à Winnipeg, Manitoba, a nommé monsieur Laurent Emmanuel Barnabé son agent principal dans la province de Québec en remplacement de monsieur Andrew Harold Hughes et a transporté son bureau principal au Québec du 1155 ouest, boulevard Dorchester au 31 avenue Estérel, 1161 Place Bonaventure, Montréal.

Notice is given that "Investors Group Trust Co. Ltd.", a company incorporated by letters patent of the Province of Manitoba and having its head office in Winnipeg, Manitoba, has appointed Mr. Laurent Emmanuel Barnabé as its chief agent for the Province of Québec succeeding to Mr. Andrew Harold Hughes and has moved its principal office in the Province of Québec from 1155 Dorchester Boulevard West to 31 Estérel Avenue, 1161 Place Bonaventure in Montréal.

42548-o *Le secrétaire,*
A. H. Ross.

42548-o A. H. Ross,
Secretary.

Compagnies étrangères
Permis

Extra-Provincial Companies
Licenses

Amax Exploration, Inc.

Amax Exploration, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Amax Exploration, Inc. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Amax Exploration, Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est « C.T. Corporation System (Canada), Ltd. », 55, d'Auteuil, Québec.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is "C.T. Corporation System (Canada), Ltd.", 55 d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

*Le sous-ministre associé des Institutions
financières, compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

42543 71-71

42543-o 71-71

Amax Potash Limited

Amax Potash Limited

Le ministre des institutions financières, compagnie, et coopératives donne avis que le 25^e jour d'août 1971 il accorda un nouveau permis à la compagnie « Amax Exploration, Inc. » l'autorisant à exercer des affaires dans la province, sous son nouveau nom « Amax Potash Limited », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, statuts refondus, 1964, chapitre 282.

Notice is given that, on 25th day of August, 1971, a new license was granted by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to "Amax Exploration, Inc.", authorizing it to carry on business in the province under its new name of "Amax Potash Limited", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes, 1964, chapter 282.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est « C.T. Corporation System (Canada), Ltd. », 55, d'Auteuil, Québec.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is "C.T. Corporation System (Canada), Ltd.", 55 d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est à 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
ALBERT JESSOP.

ALBERT JESSOP,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

42543 49-65

42543-o 49-65

Bow Helicopters Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Bow Helicopters Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. P.-André Gervais, avocat et procureur, de Westmount.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1203 édifice IBM, 5, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives.*

ALBERT JESSOP.

42543

54-71

**Monteagle Minerals Limited
(No personal liability)**

La compagnie « Monteagle Minerals Limited » (No personal liability) donne avis qu'elle a été autorisée à vendre, ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations ou autres valeurs.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Richard Gareau, local 604, 635 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est au local 604, 635 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

42543

8-71

Phillips Films Co., Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Phillips Films Co., Inc. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Kenneth H. Brown, Conseil en Loi de la Reine, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 800, carré Victoria, local 720, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

ALBERT JESSOP.

42543

75-71

Silver Shield Mines Inc.

La compagnie « Silver Shield Mines Inc. » donne avis qu'elle a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations ou autres valeurs.

L'agent principal dans la province, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Cyril Patrick Martin, surintendant, local 750, 1, place Ville Marie, Montréal.

Bow Helicopters Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Bow Helicopters Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. P.-André Gervais, barrister and solicitor, of Westmount.

The principal office of the company in the Province is at 1203 IBM Building, 5 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

42543-o

54-71

**Monteagle Minerals Limited
(No personal liability)**

Notice is given that "Monteagle Minerals Limited" (No personal liability) has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Québec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceeding against the said company, is Mr. Richard Gareau, Suite 604, 635 Dorchester Boulevard West, Montreal.

The principal office of the said company in the Province is at Suite 604, 635 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.

42543-o

8-71

Phillips Films Co., Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Phillips Films Co., Inc." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Kenneth H. Brown, Queen's Counsel, of Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 800 Victoria Square, Suite 720, Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

42543-o

75-71

Silver Shield Mines Inc.

Notice is given that "Silver Shield Mines Inc." has been authorized to sell, or otherwise alienate in the Province of Québec, its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceeding against the said company, is Mr. Cyril Patrick Martin, supervisor, Room 750, 1 Place Ville Marie, Montreal.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province est au local 750, 1, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,

ALBERT JESSOP.

42543

3-71

The principal office of the said company in the Province is at Room 750, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

42543-o

3-71

**Chartes —
demandes d'abandon de**

**L'Association des Techniciens en
Administration du Québec**

Avis est donné que la corporation « L'Association des Techniciens en Administration du Québec » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
Me JACQUES AUGER.

41½, rue d'Auteuil, Québec 4. 42550-o

B. & F. Transport Inc.

Avis est donné que la compagnie « B. & F. Transport Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Granby, le 6 octobre 1971.

Les procureurs de la requérante,
LIZOTTE, LAURENDEAU & GRIGNON.

9, rue Dufferin, Granby. 42551-o

**Imprimerie Canada de Montréal Itée
Canada Printing of Montreal Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Imprimerie Canada de Montréal Itée — Canada Printing of Montreal Ltd. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Signé à Verdun, ce 23 septembre 1971.

Le procureur,
GEORGES-H. GARNEAU.

42552-o

Chez Margot inc.

Avis est donné que « Chez Margot inc. », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies ayant son siège social à Asbestos, district de Saint-François, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Signé à Montréal, ce 1er jour d'octobre 1971.

Le secrétaire,
G. LALIBERTÉ.

42554-o

**Charters —
Applications for Surrender of**

**L'Association des Techniciens en
Administration du Québec**

Notice is given the company "L'Association des Techniciens en Administration du Québec" will therefore request the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to surrender its charter.

Me JACQUES AUGER,
Attorney for the Company.

41½ d'Auteuil Street, Québec 4. 42550-o

B. & F. Transport Inc.

Notice is given that "B. & F. Transport Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Granby, October 6, 1971.

LIZOTTE, LAURENDEAU & GRIGNON,
Attorneys for the Petitioner.

9, Dufferin Street, Granby. 42551

**Imprimerie Canada de Montréal Itée
Canada Printing of Montreal Ltd.**

Notice is given that "Imprimerie Canada de Montréal Itée — Canada Printing of Montreal Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Signed in Verdun, September 23, 1971.

GEORGES-H. GARNEAU,
Attorney.

42552

Chez Margot inc.

Notice is given that "Chez Margot inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in Asbestos, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 1st day of October, 1971.

G. LALIBERTÉ,
Secretary.

42554-o

Les Chantiers maritimes de Paspébiac inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Chantiers maritimes de Paspébiac inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 7 octobre 1971.

42553-o

Le secrétaire,
ANDRÉ P. ASSELIN.

Les Chantiers maritimes de Paspébiac inc.

Notice is given that "Les Chantiers maritimes de Paspébiac inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Montreal, October 7, 1971.

42553-o

ANDRÉ P. ASSELIN,
Secretary.

La Cie Antibitol limitée

La compagnie « La Cie Antibitol limitée » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 27^e jour de septembre 1971.

42555

Le président,
A.-A.-L. HOLDEN.

La Cie Antibitol limitée

Notice is hereby given that "La Cie Antibitol limitée" a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 27th day of September 1971.

42555-o

A.-A.-L. HOLDEN,
President.

Les Défricheurs du Nouveau Québec inc.

La compagnie « Les Défricheurs du Nouveau Québec inc. » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Sept-Iles, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 5^e jour d'octobre 1971.

42557-o

Le secrétaire,
KEITH MILLER.

Les Défricheurs du Nouveau Québec inc.

Notice is hereby given that "Les Défricheurs du Nouveau Québec inc." a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Sept-Iles, will make an application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 5th day of October, 1971.

42557-o

KEITH MILLER,
Secretary.

Les Explorations St-Laurent Itée

Avis est par les présentes donné que « Les Explorations St-Laurent Itée », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 8^e jour d'octobre 1971.

500 Place d'Armes, Bureau 1063,

Montréal 126, Qué.

42558-o

Les procureurs de la compagnie,
GUERTIN, GAGNON & LAFLEUR.

St. Lawrence Explorations Ltd.

Notice is hereby given that "St. Lawrence Explorations Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 8th day of October, 1971.

500 Place d'Armes, Suite 1063,
Montreal 126, Qué.

42558-o

GUERTIN, GAGNON & LAFLEUR,
Attorneys for the company.

Geoffrion Auto Inc.

« Geoffrion Auto Inc. » donne avis par les présentes qu'elle fera une demande à l'honorable ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour qu'il accepte l'abandon de sa charte et en ordonne l'annulation et fixe une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Tracy, le 8 octobre 1971.

645, Marie-Victorin, Tracy.

Le notaire,
JEAN-PAUL PÉPIN.
42559-o

Geoffrion Auto Inc.

"Geoffrion Auto Inc." hereby gives notice that a petition will be made to the Honorable Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for the surrendering and cancellation of its charter, and prays that a date be fixed for its dissolution.

Tracy, October 8, 1971.

645, Marie-Victorin, Tracy.

JEAN-PAUL PÉPIN,
Notary.
42559-o

Paul Corbeil inc.

Avis est donné que la compagnie « Paul Corbeil inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

42556-o *Le procureur de la compagnie,*
GILLES GAGNÉ.

Huguette Huart inc.

Avis est par les présentes donné que « Huguette Huart inc. », ayant son bureau-chef dans les cité et district of Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 13e jour d'octobre 1971.

Les procureurs de la requérante,
STEIN & STEIN.

Bureau 1430, 800 ouest, boulevard Dorchester,
Montréal 101, Québec. 42560-o

Laflamme & frères (1964) inc.

Avis est donné que la compagnie « Laflamme & frères (1964) inc. », ayant son siège social à St-Félicien, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

St-Félicien, le 7 octobre 1971.

Le procureur de la compagnie,
MAURICE LAMONTAGNE, notaire.
C.P. 99, St-Félicien, Québec. 42561-o

Masson & Sons, Limited

La compagnie « Masson & Sons, Limited » constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Toronto, ce 22e jour de septembre 1971.

42562 *Le secrétaire-trésorier,*
A. M. MACKENZIE.

Sogeco Itée

Avis est par les présentes donné que « Sogeco Itée » une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 8 octobre 1971.

Les procureurs de la compagnie,
GUERTIN, GAGNON & LAFLEUR.
500 Place d'Armes,
Bureau 1063, Montréal 126. 42565-o

Paul Corbeil inc.

Notice is given that "Paul Corbeil inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

42556 GILLES GAGNÉ,
Attorney for the company.

Huguette Huart inc.

Notice is hereby given that "Huguette Huart inc.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 13th day of October, 1971.

STEIN & STEIN,
Attorneys for the Petitioner.
Suite 1430, 800 Dorchester Blvd. West,
Montréal 101, Québec. 42560-o

Laflamme & frères (1964) inc.

Notice is given that the company "Laflamme & frères (1964) inc.", having its head office in St. Félicien, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province, for leave to surrender its charter.

St. Félicien, October 7, 1971.

MAURICE LAMONTAGNE, notary,
Attorney for the company.
P.O. Box 99, St. Félicien, Québec. 42561-o

Masson & Sons, Limited

Notice is hereby given that "Masson & Sons, Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Toronto, this 22nd day of September, 1971.

42562-o A. M. MACKENZIE,
Secretary-Treasurer.

Sogeco Ltd.

Notice is hereby given that "Sogeco Ltd." a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, October 8, 1971.

GUERTIN, GAGNON & LAFLEUR,
Attorneys for the Company.
500, Place d'Armes,
Suite 1063, Montréal 126. 42565-o

**Palomoil Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est par les présentes donné que « Palomoil Corporation » (No Personal Liability), corporation dûment constituée en vertu de la Loi des compagnies minières du Québec et ayant son siège social dans la cité de Montréal, province de Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, pour avoir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 12^e jour du mois d'octobre 1971.

42563-o

Le secrétaire-trésorier,
ROLAND ALLAIRE.

Roberval Sales & Equipment Corporation

La compagnie « Roberval Sales & Equipment Corporation » donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Le 7 octobre 1971.

1010 ouest, rue Ste-Catherine,
Montréal 110, Québec.

42564-o

L'Avocat,
E. S. BERGER.

Télé câble St-Amand Inc.

Avis est donné que la compagnie « Télé câble St-Amand Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

411½, rue d'Auteuil, Québec 4.

42566-o

Le procureur de la compagnie,
ME JACQUES AUGER.

Tradewinds Development Corp.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Tradewinds Development Corp. », corps politique incorporé suivant la Loi des Compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, au 318 Brookfield, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 24^e jour d'août 1971.

1117, ouest, rue Ste-Catherine,
Bureau 923, Montréal 110.

42567-o

MORTY ZAFRAN.

**Palomoil Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Palomoil Corporation" (No Personal Liability), constituted under the Québec Mining Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for an order accepting the surrender of its charter and fixing a date upon and from which the company shall be dissolved.

Dated at Montreal, this 12th day of month of October, 1971.

42563-o

ROLAND ALLAIRE,
Secretary-Treasurer.

Roberval Sales & Equipment Corporation

Notice is given that "Roberval Sales & Equipment Corporation" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

October 7, 1971.

1010 St. Catherine Street, West,
Montreal 110, Québec.

42564

E. S. BERGER,
Advocate.

Télé câble St-Amand Inc.

Notice is given that the Company "Télé câble St-Amand Inc." will therefore request the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to surrender its charter.

411½ d'Auteuil Street, Québec 4.

42566-o

ME JACQUES AUGER,
Attorney for the Company.

Tradewinds Development Corp.

Notice is hereby given that "Tradewinds Development Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal at 318 Brookfield, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 24th day of August, 1971.

1117 Ste-Catherine Street, West,
Suite 923, Montreal 110.

42567-o

MORTY ZAFRAN.

**Divers
Compagnies**

Desyland Inc.

La compagnie « Desyland Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

42570-o

Le secrétaire,
JACQUELINE D. BÉLANGER.

3466-69

**Miscellaneous
Companies**

Desyland Inc.

Notice is given that "Desyland Inc." has increased the number of its directors from 3 to 5.

42570

JACQUELINE D. BÉLANGER,
Secretary.

3466-69

Centre Québécois de Relations Internationales

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 30 septembre 1971, il a approuvé les règlements numéros 1 et 2 de la corporation « Centre Québécois de Relations Internationales », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42568-o 1760-71

Corporation de Promotion Industrielle de la Région de Saint-Hyacinthe inc. Industrial Promotion Corporation of Greater St. Hyacinthe Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 octobre 1971, il a approuvé les modifications aux règlements généraux de la « Corporation de Promotion Industrielle de la Région de Saint-Hyacinthe inc.—Industrial Promotion Corporation of Greater St. Hyacinthe Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42569-o 586-71

Dundee Line Hotel Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4, de la compagnie « Paul & Pierre Patenaude Inc. », constituée par lettres patentes en date du 31e jour de décembre 1970, changeant son nom en celui de « Dundee Line Hotel Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42571-o 5606-70

Fredal inc.

La compagnie « Fredal inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,

CLAUDE LAGARDE,

42572-o 1719-64

Heller-Natofin Ltd.

La compagnie « Heller-Natofin Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 7 à 8 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire-trésorier,

Y. H. FREEDMAN,

42573 1170-63

Hôpital du Haut-Richelieu

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 15 septembre 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Hôpital du Haut-Richelieu », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX,

42574-o 15522-59

Centre Québécois de Relations Internationales

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on September 30, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved by-laws number 1 and 2 of "Centre Québécois de Relations Internationales".

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42568 1760-71

Corporation de Promotion Industrielle de la Région de Saint-Hyacinthe inc. Industrial Promotion Corporation of Greater St. Hyacinthe Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on October 7, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the amendments to the general by-laws of "Corporation de Promotion Industrielle de la Région de Saint-Hyacinthe inc.—Industrial Promotion Corporation of Greater St. Hyacinthe Inc.".

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42569 586-71

Dundee Line Hotel Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 4, of the company "Paul & Pierre Patenaude Inc.", incorporated by letters patent dated the 31st day of December, 1970, changing its name into that of "Dundee Line Hotel Inc.".

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42571-o 5606-70

Fredal inc.

Notice is given that "Fredal inc." has increased the number of its directors from 3 to 4.

CLAUDE LAGARDE,

Secretary.

42572 1719-64

Heller-Natofin Ltd.

Notice is given that "Heller-Natofin Ltd." has changed the number of its directors from 7 to 8.

Y. H. FREEDMAN,

Secretary-Treasurer.

42573-o 1170-63

Hôpital du Haut-Richelieu

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on September 15, 1971, and pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Hôpital du Haut-Richelieu".

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42574 15522-59

Loyola of Montreal Alumni Association Inc.

La compagnie « Loyola of Montreal Alumni Association Inc. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 15 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
ROBERT LECLERC.
5130-70

42575

Loyola of Montreal Alumni Association Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 24 septembre 1971, il a approuvé les règlements numéros 1 à 34 de la corporation « Loyola of Montreal Alumni Association Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.
5130-70

42575-o

Maison Notre-Dame-de-la-Garde

La corporation « Maison Notre-Dame-de-la-Garde » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 9 à 11.

Le président,
PAUL GIGUÈRE.
4235-68

42576-o

Nemrac Investment & Finance Corporation

La compagnie « Nemrac Investment & Finance Corporation » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
CLAUDE LAGARDE.
5004-63

42577-o

Place Rouanda inc.

La compagnie « Place Rouanda inc. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
BERNARD PALEVSKY.
3372-71

42578

**Planned Investments Corporation
Programmes d'Investissements Capitalisés, Itée**

La compagnie « Planned Investments Corporation — Programmes d'Investissements Capitalisés, Itée » donne avis qu'elle a augmenté de 6 à 7 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
DAVID DOIG.
11912-60

42579

Le Restaurant Gaieté inc.

La compagnie « Le Restaurant Gaieté inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
MME FLORENCE TONTI GIRoux.
2706-70

42580-o

Loyola of Montreal Alumni Association Inc.

Notice is given that "Loyola of Montreal Alumni Association Inc." has changed the number of its directors from 3 to 15.

ROBERT LECLERC,
Secretary.
5130-70

42575-o

Loyola of Montreal Alumni Association Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on September 24, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved by-laws 1 to 34 of "Loyola of Montreal Alumni Association Inc.".

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
5130-70

42575

Maison Notre-Dame-de-la-Garde

Notice is given that "Maison Notre-Dame-de-la-Garde" has increased the number of its directors from 9 to 11.

PAUL GIGUÈRE,
President.
4235-68

42576

Nemrac Investment & Finance Corporation

Notice is given that "Nemrac Investment & Finance Corporation" has increased the number of its directors from 3 to 4.

CLAUDE LAGARDE,
Secretary.
5004-63

42577

Place Rouanda inc.

Notice is given that "Place Rouanda inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

BERNARD PALEVSKY,
Secretary.
3372-71

42578-o

**Planned Investments Corporation
Programmes d'Investissements Capitalisés, Itée**

Notice is given that "Planned Investments Corporation — Programmes d'Investissements Capitalisés, Itée" has changed the number of its directors from 6 to 7.

DAVID DOIG,
Secretary.
11912-60

42579-o

Le Restaurant Gaieté inc.

Notice is given that "Le Restaurant Gaieté inc." has decreased the number of its directors from 4 to 3.

MRS. FLORENCE TONTI GIRoux,
Secretary.
2706-70

42580

Sol-Tex Corp. Ltd.

La compagnie « Sol-Tex Corp. Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

42581 *Le secrétaire,*
NORMAN SOLOMON.
3087-71

Télé-Page inc.

La compagnie « Télé-Page inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

42582-o *Le secrétaire,*
MICHEL MÉTIVIER.
5020-69

Société d'Outillage Miel (1971) Itée

(Erratum)

Dans l'avis publié dans le numéro 40 de la *Gazette officielle de Québec*, du 2 octobre 1971, à la page 7254, concernant le changement de nom de la compagnie « Consortex inc. », le millésime « 1971 » aurait dû paraître dans le nouveau nom pour ainsi se lire: « Société d'Outillage Miel (1971) Itée ».

42543-o *Le directeur du service des compagnies,*
ROCH RIOUX.
970-71

Fédération des Loisirs — Région de Lanaudière

La « Fédération des Loisirs — Région de Lanaudière » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 22.

42586-o *Le secrétaire,*
FLORIAN LAFORTUNE.
6506-47

Fédération des Loisirs — Région de Lanaudière

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 20 septembre 1971, il a approuvé les règlements généraux de la « Fédération des Loisirs — Région de Lanaudière », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

42587-o *Le directeur du service des compagnies,*
ROCH RIOUX.
6506-47

Le Conseil Régional de Loisirs Lanaudière

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement de la « Fédération des Loisirs — Région de Lanaudière » constituée par lettres patentes en date du 31e jour d'octobre 1947, changeant son nom en celui de « Le Conseil Régional de Loisirs Lanaudière ».

42585-o *Le directeur du service des compagnies,*
ROCH RIOUX.
6506-47

Sol-Tex Corp. Ltd.

Notice is given that "Sol-Tex Corp. Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

42581-o NORMAN SOLOMON,
Secretary.
3087-71

Télé-Page inc.

Notice is given that "Télé-Page inc." has increased from 3 to 4 the number of its directors.

42582 MICHEL MÉTIVIER,
Secretary.
5020-69

Société d'Outillage Miel (1971) Itée

(Erratum)

In the notice published in number 40 of the *Québec Official Gazette*, October 2, 1971, on page 7254, concerning the change of name of "Consortex inc.", the registration year "1971" should appear, therefore the new name should read: "Société d'Outillage Miel (1971) Itée".

42543 ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
970-71

Fédération des Loisirs — Région de Lanaudière

Notice is given that "Fédération des Loisirs — Région de Lanaudière" has increased the number of its directors from 3 to 22.

42586 FLORIAN LAFORTUNE,
Secretary.
6506-47

Fédération des Loisirs — Région de Lanaudière

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on September 20, 1971, and pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Fédération des Loisirs — Région de Lanaudière".

42587 ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
6506-47

Le Conseil Régional de Loisirs Lanaudière

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law of the "Fédération des Loisirs — Région de Lanaudière" incorporated by letters patent dated the 31st day of October, 1947, changing its name into that of "Le Conseil Régional de Loisirs Lanaudière".

42585-o ROCH RIOUX,
Director of the Companies Service.
6506-47

Loisirs de Charny inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 2, de la corporation « L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Charny inc. » constituée par lettres patentes en date du 5^e jour de janvier 1959, changeant son nom en celui de « Loisirs de Charny inc. ».

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42620-o

14242-58

Loisirs de Charny inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 2, of the corporation "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Charny inc." incorporated by letters patent dated the 5th day of January, 1959, changing its name into that of "Loisirs de Charny inc."

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42620-o

14242-58

A. & W. Restaurant (Mont-Valin) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Restaurant Saigon inc. », constituée par lettres patentes en date du 3^e jour de septembre 1970, changeant son nom en celui de « A. & W. Restaurant (Mont-Valin) inc. ».

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42614-o

3846-70

A. & W. Restaurant (Mont-Valin) inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the company "Restaurant Saigon inc.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of September, 1970, changing its name into that of "A. & W. Restaurant (Mont-Valin) inc."

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42614-o

3846-70

Ayotte & Frères inc.

La compagnie « Ayotte & Frères inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 5.

Le secrétaire,

CLAUDE LEGAULT.

42615-o

309-68

Ayotte & Frères inc.

Notice is given that "Ayotte & Frères inc." has decreased the number of its directors from 6 to 5.

CLAUDE LEGAULT,

Secretary.

42615

309-68

**Haliburton & White, Limited
Haliburton & White, limitée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 44, de la compagnie « Haliburton & White, Limited », constituée par lettres patentes en date du 20^e jour de septembre 1922, changeant son nom en celui de « Haliburton & White, Limited — Haliburton & White, limitée ».

*Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

ALBERT JESSOP.

42616-o

1602-22

**Haliburton & White, Limited
Haliburton & White, limitée**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 44, of the company "Haliburton & White, Limited", incorporated by letters patent the 20th day of September, 1922, changing its name into that of "Haliburton & White, Limited — Haliburton & White, limitée".

ALBERT JESSOP,

*Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

42616-o

1602-22

**Les Productions Prisma inc.
Prisma Productions Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 14, de la compagnie « Prisma Films Inc. », constituée par lettres patentes en date du 15^e jour de juillet 1970, changeant son nom en celui de « Les Productions Prisma inc. — Prisma Productions Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,

ROCH RIOUX.

42617-o

2251-70

**Les Productions Prisma inc.
Prisma Productions Inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 14, of the company "Prisma Films Inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of July, 1970, changing its name into that of "Les Productions Prisma inc. — Prisma Productions Inc."

ROCH RIOUX,

Director of the Companies Service.

42617-o

2251-70

Sièges sociaux

Head Offices

Chandra Investment Holdings Limited

Avis est donné que la compagnie « Chandra Investment Holdings Limited » constituée par lettres patentes datées du 10 septembre 1971, et ayant son siège social à Montréal, P.Q., a établi son bureau principal à 427 ouest, rue St-Jacques.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 13e jour de septembre 1971.

Le président,
F. A. CHEFTECHI.
71-4784

42618-o

Grace Chemicals Limited

La compagnie « Grace Chemicals Limited » donne avis qu'elle a transporté son siège social de 4664, boulevard Henri Bourassa, Montréal-nord à 42, rue Fabre, Valleyfield.

Le secrétaire,
W. J. SALTER.
3919-47

42619

A. & G. Holdings Ltd.

Avis est donné que la compagnie « A. & G. Holdings Ltd. », constituée par lettres patentes datées du 31 août 1971 et ayant son siège social à Montréal, P.Q., a établi son bureau à 195 ouest, rue Louvain.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, P.Q., ce 9e jour de septembre 1971.

Le président,
F. A. CHEFTECHI.
71-4466

42588-o

**Les Entreprises Alisan inc.
Alisan Enterprises Inc.**

La compagnie « Les Entreprises Alisan inc.— Alisan Enterprises Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 7301, rue Desormeaux, app. 5, Anjou au numéro 8382, rue Dunant, St-Léonard.

Le président,
ALAIN ROCHON.
4610-70

42589-o

Ciné-Parc des 4 Chemins inc.

La compagnie « Ciné-Parc des 4 Chemins inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 771, rue St-Joseph est, suite 309, Québec, au numéro 1155, rue Bonin, Sillery.

Le secrétaire,
JEANNINE B. CÔTÉ.
4164-70

42590-o

Chandra Investment Holdings Limited

Notice is hereby given that "Chandra Investment Holdings Limited" incorporated by letters patent dated September 10, 1971, and having its head office in Montreal, P.Q., has established its head office at 427 St. James Street West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 13th day of September, 1971.

F. A. CHEFTECHI,
President.
71-4784

42618-o

Grace Chemicals Limited

Notice is given that "Grace Chemicals Limited" has transferred its head office from 4664 Henri Bourassa Boulevard, Montreal North to 42 Fabre Street, Valleyfield.

W. J. SALTER,
Secretary.
3919-47

42619-o

A. & G. Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "A. & G. Holdings Ltd.", incorporated by letters patent dated August 31st, 1971 and having its head office in Montreal, P.Q., has established its office at 195 Louvain Street West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 9th day of September, 1971.

F. A. CHEFTECHI,
President.
71-4466

42588-o

**Les Entreprises Alisan inc.
Alisan Enterprises Inc.**

Notice is given that "Les Entreprises Alisan inc.— Alisan Enterprises Inc." has transferred its head office from number 7301 Desormeaux Street, Apt. 5, Anjou, to number 8382 Dunant Street, St. Léonard.

ALAIN ROCHON,
President.
4610-70

42589

Ciné-Parc des 4 Chemins inc.

Notice is given that "Ciné-Parc des 4 Chemins inc." has transferred its head office from number 771, St. Joseph Street East, suite 309, Québec, to number 1155 Bonin Street, Sillery.

JEANNINE B. CÔTÉ,
Secretary.
4164-70

42590

La Compagnie de Construction Oméga Itée
Oméga Construction Company Limited

Avis est donné que «La Compagnie de Construction Oméga Itée — Oméga Construction Company Limited» constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 4 octobre 1955 et ayant son siège social dans la ville de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 110, ouest boulevard Crémazie, suite 501, l'a transporté à 750, boulevard Laurentien, suite 300.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 1er jour de mai, 1971.

Le secrétaire,
GUY CHABOT.

42591-0

12541-55

Finesse Distributors Inc.
Distributeurs Finesse inc.

La compagnie «Finesse Distributors Inc.— Distributeurs Finesse inc.» constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le 27^e jour d'octobre 1969, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau à 10328, rue Tolhurst, Montréal 357.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 8^e jour de décembre 1969.

Le président,
PHILIPPE DESROSIERS.

42592

4656-69

Dobois Realities Ltd.

La compagnie «Dobois Realities Ltd.» donne avis qu'elle a transporté son siège social de 1, place Ville Marie, local 3635, Montréal, à 1137, rue Major, Chomedey, Laval.

Le secrétaire-trésorier,
MARCEL MIRON.

42593

5782-70

Entreprises Eric Vilon inc.
Eric Vilon Enterprises Inc.

Avis est donné que la compagnie «Entreprises Eric Vilon inc.— Eric Vilon Enterprises Inc.», anciennement connue sous le nom de «Casino Royal inc.», constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 30 janvier 1970, a transporté son siège de 1660, boulevard Marie Victorin, ville de Laval, P.Q., à 1275, rue Champlain, Duvernay, ville de Laval, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, P.Q., ce 21^e jour de septembre 1971.

Le président,
GÉRARD LACHAPELLE.

42595-0

460-70

La Compagnie de Construction Oméga Itée
Oméga Construction Company Limited

Notice is hereby given that "La Compagnie de Construction Oméga Itée — Oméga Construction Company Limited" company incorporated by letters patent, on October 4, 1955 and having its head office in Montreal where its office was situated up to to-day at 110 Crémazie Blvd. West, suite 501 has moved it to 750 Laurentian Blvd., suite 300.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 1st day of May, 1971.

GUY CHABOT,
Secretary.

42591-0

12541-55

Finesse Distributors Inc.
Distributeurs Finesse inc.

Notice is hereby given that "Finesse Distributors Inc.— Distributeurs Finesse inc." incorporated by letters patent of the province of Québec on the 27th day of October, 1969, and having its head office in Montreal, has established its office at 10328 Tolhurst Street, Montreal 357.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 8th day of December, 1969.

PHILIPPE DESROSIERS,
President.

42592-0

4656-69

Dobois Realities Ltd.

Notice is given that "Dobois Realities Ltd." has transferred its head office from 1 Place Ville Marie, Suite 3635, Montreal to 1137 Major Street, Chomedey, Laval.

MARCEL MIRON,
Secretary-Treasurer.

42593-0

5782-70

Entreprises Eric Vilon inc.
Eric Vilon Enterprises Inc.

Notice is given that "Entreprises Eric Vilon inc.— Eric Vilon Enterprises Inc.", formerly known under the name of "Casino Royal inc.", and incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated January 30, 1970, has transferred its head office from 1660 Marie Victorin Boulevard, town of Laval, P.Q. to 1275 Champlain Street, Duvernay, town of Laval, P.Q.

From the date of this notice, the said office is considered as being its head office.

Given in Montreal, P.Q., this 21st day of September, 1971.

GÉRARD LACHAPELLE,
President.

42595

460-70

Denis-C. Duchesne inc.

Avis est donné que la compagnie « Denis-C. Duchesne inc. », corporation légalement constituée par lettres patentes émises en date du 2e jour de juillet 1971, ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau, rue De Salaberry, numéro 2190, app. 14.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Laval, ce 5e jour de juillet 1971.
(Sceau) DENIS-C. DUCHESNE.
42594-o 3557-71

Denis-C. Duchesne inc.

Notice is given that "Denis-C. Duchesne inc.", legally incorporated by letters patent issued on the 2nd day of July, 1971, and having its head office in Montreal, has established its office on Salaberry Street, number 2190, Apt. 14.

From the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Laval, this 5th day of July, 1971.
(Seal) DENIS-C. DUCHESNE.
42594 3557-71

Entreprises Rapides Inc.

Avis est donné que la compagnie « Entreprises Rapides Inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 septembre 1963 et ayant son siège social à Laval, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au 521, 10e Avenue à Laval, l'a transporté à 290 boulevard de la Concorde à Laval-des-Rapides.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 30e jour d'août 1971.
(Sceau) *Le secrétaire,*
GILLES NEVEU.
42596-o 5654-63

Entreprises Rapides Inc.

Notice is given that "Entreprises Rapides Inc." incorporated by letters patent dated September 30, 1963, and having its head office in Laval, where its office was situated up to to-day at 521, 10th Avenue, in Laval, has moved it to 290 de la Concorde Boulevard, in Laval-des-Rapides.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 30th day of August, 1971.
(Seal) GILLES NEVEU,
Secretary.
42596 5654-63

**Entreprises Vilva inc.
Vilva Enterprises Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Entreprises Vilva inc.— Vilva Enterprises Inc. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 27 novembre 1969, a transporté son siège social de 1660, boulevard Marie-Victorin, ville de Laval, P.Q., à 1275, rue Champlain, Duvernay, ville de Laval, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, P.Q., ce 21e jour de septembre 1971.
Le président,
GÉRARD LACHAPELLE.
42597-o 5682-69

**Entreprises Vilva inc.
Vilva Enterprises Inc.**

Notice is given that "Entreprises Vilva inc.— Vilva Enterprises Inc." incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent dated November 27, 1969, has transferred its head office from 1660 Marie-Victorin Boulevard, town of Laval, P.Q. to 1275 Champlain Street, Duvernay, town of Laval, P.Q.

From the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 21st day of September 1971.
GÉRARD LACHAPELLE,
President.
42597 5682-69

Placements Tourville inc.

Avis est donné que la compagnie « Placements Tourville inc. », constituée par lettres patentes datées du 24 août 1971, et ayant son siège social à Montréal, P.Q., a établi son bureau à Suite 750, 1 Place Ville-Marie.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 20e jour de septembre 1971.
Le secrétaire,
MICHEL-A. GAGNON.
42602-o 71-4443

Placements Tourville inc.

Notice is hereby given that "Placements Tourville inc.", incorporated by letters patent dated August 24, 1971, and having its head office in Montreal, P.Q., has established its office at Suite 750, 1 Place Ville-Marie.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the Company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 20th day of September, 1971.
MICHEL-A. GAGNON,
Secretary.
42602-o 71-4443

Romsyl Research & Consulting Limited

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Romsyl Research & Consulting Limited », constituée en corporation dans la Province de Québec, par lettres patentes en date du 27 mai, 1971, et ayant son siège social à Montréal, district judiciaire de Montréal, a établi son bureau principal au numéro 3400, La Tour de la Bourse, Place Victoria, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 20^e jour de septembre 1971.

Le président,
ANDRÉ TIELEMANS.

42603-o

2802-71

Sogedec limitée

Avis est donné que la compagnie « Sogedec limitée » constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 6 septembre 1967 et ayant son siège social dans la ville de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 110 ouest, boulevard Crémazie, suite 501, l'a transporté à 750, boulevard Laurentien, suite 300.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 1^{er} jour de mai, 1971.

Le secrétaire,
GUY CHABOT.

42604-o

3791-67

Tempo Industries Corporation

La compagnie « Tempo Industries Corporation », constituée en corporation par lettres patentes le 22^e jour d'avril 1971, et ayant son siège social en la ville de Drummondville, donne avis qu'elle a établi son bureau au numéro 401, rue Laferté.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 30^e jour de juin 1971.

Le président,
J. ZEESMAN.

42605

2066-71

**Équipement Électronique Eldorado Itée
Eldorado Electronic Equipment Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Équipement Électronique Eldorado Itée — Eldorado Electronic Equipment Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, le 9 août 1971 et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau au 43, rue Estérel, Place Bonaventure, à Montréal, district de Montréal, dans la province de Québec.

Signé à Grand'Mère, ce 23^e jour d'août 1971.

Le secrétaire,
RICHARD OUELETTE.

42598-o

Romsyl Research & Consulting Limited

Notice is hereby given that "Romsyl Research & Consulting Limited" incorporated by letters patent dated May 27, 1971 issued pursuant to the provisions of Part I of the Companies Act of the Province of Québec, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at 3400 The Stock Exchange Tower, Place Victoria, Montreal, P.Q.

From and after the date of this Notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 20th day of September 1971.

ANDRÉ TIELEMANS,
President.

42603-o

2802-71

Sogedec limitée

Notice is hereby given that "Sogedec limitée", company incorporated by letters patent, on September 6, 1967 and having its head office in Montreal where its office was situated up to to-day at 110 Crémazie Boulevard West, suite 501 has moved it to 750 Laurentian Boulevard, Suite 300.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 1st, day of May, 1971.

GUY CHABOT,
Secretary.

42604-o

3791-67

Tempo Industries Corporation

Notice is hereby given that "Tempo Industries Corporation", a company incorporated by letters patent on the 22nd day of April, 1971, and having its head office in the city of Drummondville, has established its office at number 401 Laferté Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 30th day of June, 1971.

J. ZEESMAN,
President.

42605-o

2066-71

**Équipement Électronique Eldorado Itée
Eldorado Electronic Equipment Ltd.**

Notice is hereby given that "Équipement Électronique Eldorado Itée — Eldorado Electronic Equipment Ltd." incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Companies Act, on the August 9, 1971 and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at 43, Estérel Street, Place Bonaventure, in Montreal, district of Montreal, province of Québec.

Dated at Grand'Mère, this 23rd day of August 1971.

RICHARD OUELETTE,
Secretary.

42598-o

Jason Investment Holdings Limited

Avis est donné que la compagnie « Jason Investment Holdings Limited », constituée par lettres patentes datées du 10 septembre 1971, et ayant son siège social à Montréal, P.Q., a établi son bureau principal à 427 ouest, rue St-Jacques.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 13e jour de septembre 1971.

Le président,
F. A. CHEFTECHL

42599-o

71-4785

**Société Neubourg inc.
Neubourg Corporation Inc.**

La « Société Neubourg inc.—Neubourg Corporation Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 81, rue St-Pierre, Québec, au numéro 1271, rue Lemoine, Sillery.

Le secrétaire,
ANDRÉ TESSIER.

42600-o

1625-64

**Placements Ram inc.
Ram Investments Inc.**

La compagnie « Placements Ram inc.—Ram Investments Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 8933, de Louresse, Anjou, au numéro 450, rue Sherbrooke est, Montréal.

Le secrétaire,
JEAN-GUY LAMBERT.

42601-o

3364-71

Jason Investment Holdings Limited

Notice is hereby given that "Jason Investment Holdings Limited", incorporated by letters patent dated September 10, 1971, and having its head office in Montreal, P.Q., has established its head office at 427 St. James Street West.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 13th day of September, 1971.

F. A. CHEFTECHL,
President.

42599-o

71-4785

**Société Neubourg inc.
Neubourg Corporation Inc.**

Notice is given that "Société Neubourg inc.—Neubourg Corporation Inc." has transferred its head office from number 81 St. Pierre Street, Québec to number 1271 Lemoine Street, Sillery.

ANDRÉ TESSIER,
Secretary.

42600

1625-64

**Placements Ram inc.
Ram Investments Inc.**

Notice is given that "Placements Ram inc.—Ram Investments Inc." has transferred its head office from number 8933 de Louresse, Anjou to number 450 Sherbrooke Street, East, Montreal.

JEAN-GUY LAMBERT,
Secretary.

42601

3364-71

**Changement de nom — Loi du
Demandes**

Noëlla Dostie

Avis est donné que Noëlla Dostie domiciliée à 2272, Chemin Sainte-Foy, Québec 10, province de Québec, s'adressera au ministre de la Justice de la province de Québec suivant les dispositions du chapitre 77, S.R.Q. 1965, 13-14 Elizabeth II, pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Pauline Dostie.

Québec, 29 septembre 1971. 42546-43-2-o

Claudette Ouellette

Avis est donné que Claudette Ouellette, secrétaire, domiciliée et résidant au 1801 ouest, boulevard Dorchester, app. 4, dans les cité et district de Montréal, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Claude Ouellette.

Montréal, le 23 septembre 1971.

Les procureurs de la requérante,
PILON, LEMIEUX et LAGACÉ.

42547-43-2-o

**Change of name — Act
Applications**

Noëlla Dostie

Notice is given that Noëlla Dostie domiciled at 2272 St. Foy Road, Québec, 10, Province of Québec, will apply to the Minister of Justice of the Province of Québec, according to the provisions of chapter 77, R.S.Q. 1965, 13-14 Elizabeth II, in order to obtain a decree changing her name to that of Pauline Dostie.

Québec, September 29, 1971. 42546-43-2

Claudette Ouellette

Notice is given that Claudette Ouellette, secretary, domiciled and residing at 1801 Dorchester Boulevard West, Apt. 4, in the city and district of Montreal, Province of Québec will petition the Lieutenant-Governor in Council for an order changing her name to Claude Ouellette.

Montreal, September 23, 1971.

PILON, LEMIEUX and LAGACÉ,
Attorneys for the petitioner.

42547-43-2

Joseph Thomas Bechakchian

Avis est donné que monsieur Joseph Thomas Bechakchian, domicilié dans la ville de Laval, à Chomedey, au numéro 419, 67^e Avenue, a l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête pour le changement de nom en celui de monsieur Joseph Thomas. Ce changement de nom s'appliquera à son épouse, née Dame Lucienne Serhane, ainsi qu'à ses enfants mineurs, mademoiselle Mireille Thomas et monsieur Rafik Armand Thomas, demeurant à la même adresse, tel que prévu par les dispositions de la Loi de changement de nom.

Montréal, le 8e jour d'octobre 1971.

Le conseiller juridique,
ME JACQUES BÉLANGER.

42545-43-2-o

Joseph Thomas Bechakchian

Notice is given that Mr. Joseph Thomas Bechakchian, domiciled in the city of Laval, at Chomedey, at number 419, 67th Avenue, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of orders changing his name to Mr. Joseph Thomas. Said change will also benefit his wife, born Dame Lucienne Serhane, as well as his minor children, Miss Mireille Thomas, and Mr. Rafik Armand Thomas, of the same address, as provided for in the provisions of the Change of Name Act.

Montreal, on this 8th day of October, 1971.

ME JACQUES BÉLANGER,
Legal Adviser.

42545-43-2-o

Elie Haggar

Avis est donné que Elie Haggar, résidant et domicilié au 235 rue Meloche, à St-Laurent, district de Montréal, présentera au ministre de la Justice de la province de Québec une requête en vue de changer son nom pour celui de Lee Agar.

Montréal, le 14 octobre 1971.

L'avocat,
JACQUES RICHARD.

42641-43-2-o

Elie Haggar

Notice is given that Elie Haggar, domiciled at 235 Meloche Street, in the city of St. Laurent, district of Montreal, will present a motion to the Minister of Justice of the Province of Québec to have his name changed to Lee Agar.

Montreal, October 14, 1971.

JACQUES RICHARD,
Attorney.

42641-43-2-o

Albert Iscovitch

Avis est donné qu'Albert Iscovitch, gérant de bureau résidant et domicilié à 1061, avenue McDonald, Chomedey, Laval, district de Montréal, s'adressera à l'honorable ministre de la Justice de la province de Québec, afin de pouvoir changer son nom en celui d'Albert Iscoe; le nom de son épouse Dame Helen Zackon de la même adresse devra aussi être changé sous la présente requête.

Montréal, 30 septembre 1971.

Le procureur du requérant,
BARRY BIBERMAN.

42584-43-2

Albert Iscovitch

Notice is hereby given that Albert Iscovitch, office manager, residing and domiciled at 1061 McDonald Avenue, Chomedey, Laval, district of Montreal, will apply to the Honourable Minister of Justice for the Province of Québec in order to change his name to Albert Iscoe, the name of his wife, Dame Helen Zackon of the same address will be changed by the present application.

Montreal, September 30, 1971.

BARRY BIBERMAN,
Attorney for the petitioner.

42584-43-2-o

**Joseph, Urgel, Ghislain, Antonio,
Jogues Girard**

Avis est donné que Joseph, Urgel, Ghislain, Antonio, Jogues Girard a l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête pour le changement de ses prénoms et nom en ceux de Jocelyne Catherine Demers, suivant les dispositions de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 77.

Montréal, ce 20 septembre 1971.

Les procureurs du requérant,
GERVAIS, TANNAGE, BÉLANGER,
GAUTHIER & BOUCHARD.

42497-42-2-o

**Joseph, Urgel, Ghislain, Antonio,
Jogues Girard**

Notice is hereby given that Joseph, Urgel, Ghislain, Antonio, Jogues Girard will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Jocelyne Catherine Demers, pursuant to the provisions of Act 13-14 Elizabeth II, chapter 77.

Montreal, this September 20, 1971.

GERVAIS, TANNAGE, BÉLANGER,
GAUTHIER & BOUCHARD,
Attorneys for the petitioner.

42497-42-2

Solly Flier Garnock

Avis est donné que Solly Flier Garnock, retraité, domicilié à 2085, avenue Clinton, en les ville et district de Montréal, s'adressera au ministre de la Justice aux fins d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Solly Flier et ledit changement de nom devra

Solly Flier Garnock

Notice is hereby given that Solly Flier Garnock, retired, domiciled at 2085 Clinton Avenue, in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Justice to change his name to Solly Flier and also to benefit his wife Anna Flier née Platt, housewife, do-

aussi concerner son épouse Anna Flier, née Platt, ménagère, domiciliée à 2085, avenue Clinton, en les ville et district de Montréal.

Les procureurs du requérant,
42523-42-2 POSTELNIK, POSTELNIK & WEKARCHUK.

miciled at 2085 Clinton Avenue in the city and district of Montreal.

POSTELNIK, POSTELNIK & WEKARCHUK,
42523-42-2-o
Attorneys for Petitioner.

Liquidation — Loi de la

L'Association coopérative de l'A.G.E.U.M.

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « L'Association coopérative de l'A.G.E.U.M. », tenue à Montréal le 29 septembre 1970, il a été résolu que les affaires de ladite coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, ce en vertu des dispositions de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. J. P. Filiatrault, Gilles Poulin et Georges Lefebvre ont été nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
42608-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Coopérative des artisans de la Wabasso de Shawinigan Falls

(Loi des syndicats coopératifs)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif « Coopérative des artisans de la Wabasso de Shawinigan Falls », tenue à Shawinigan le 16 décembre 1967, il a été résolu que les affaires de cette coopérative soient liquidées et que celle-ci soit dissoute, ce en vertu des dispositions de la Loi des syndicats coopératifs et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que Mme Blanche Rhéault, et MM. Lauréat Leclerc et Alcide Gélinas ont été nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
42609-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Winding — Up Act

L'Association coopérative de l'A.G.E.U.M.

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that, at a special general meeting of the members of "L'Association coopérative de l'A.G.E.U.M.", held in Montreal on September 29, 1970, it was resolved that the affairs of the said cooperative be liquidated and that the latter be dissolved, pursuant to the provisions of the Cooperative Associations Act and of the Winding-Up Act, and that Messrs. J. P. Filiatrault, Gilles Poulin and Georges Lefebvre have been appointed liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
42608 *Companies and Cooperatives.*

Coopérative des artisans de la Wabasso de Shawinigan Falls

(Cooperative Syndicates Act)

Notice is given that, at a special general meeting of the members of the cooperative syndicate "Coopérative des artisans de la Wabasso de Shawinigan Falls", held in Shawinigan on December 16, 1967, it was resolved that the affairs of this cooperative be liquidated and that the latter be dissolved, pursuant to the provisions of the Cooperative Syndicates Act and of the Winding-Up Act, and that Mrs. Blanche Rhéault, and Messrs. Lauréat Leclerc and Alcide Gélinas have been appointed liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
42609 *Companies and Cooperatives.*

Ventes pour taxes

Cité des Deux-Montagnes

Avis public est par les présentes donné par le sous-signé, secrétaire-trésorier de la cité des Deux-Montagnes que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, au lieu ordinaire des séances du Conseil municipal de la cité des Deux-Montagnes, 801 Chemin Oka, MARDI, le NEUVIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire aux paiements des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts courus et des frais à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Sales for Taxes

City of Deux-Montagnes

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the city of Deux-Montagnes, that the hereinafter described immovables will be sold by public auction at the ordinary place of meetings of the Municipal Council of city of Deux-Montagnes 801 Oka Road, TUESDAY, the NINTH day of NOVEMBER 1971, at TEN o'clock in the morning, to satisfy for the payment of municipal and school taxes with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom des propriétaires Name of property owners	Description cadastrale Cadastral description
André Fontaine.....	53-133
André Fontaine.....	53-136
Jas. T. Davis.....	53-249
Mrs. Catherine McCormick.....	68-90/91
Paul Bambrick.....	68-148/9
Edward Wiltshire Jr.....	69-76
W. J. Irish.....	69-P102
Mrs. Gordon Wyndham & al.....	70-P75
Armand Charron.....	70-36/37P
Fernand Ménard.....	70-P115
Barry Gilmore.....	71-49/50
Henri Dubord Construction.....	71-160
Henri Dubord Construction.....	71-159
Henri Dubord Construction.....	71-158
Henri Dubord Construction.....	71-157
Henri Dubord Construction.....	71-137
Henri Dubord Construction.....	71-136
Henri Dubord Construction.....	71-152
Henri Dubord Construction.....	71-153
Henri Dubord Construction.....	71-154
Henri Dubord Construction.....	P71
Henri Dubord Construction.....	72-5, /6, /7, /8, /9
Henri Dubord Construction.....	72-12, /13, /14, /15
Henri Dubord Construction.....	72-17/18
Henri Dubord Construction.....	72-32, /33, /34, /35
Henri Dubord Construction.....	72-37, /38, /39, /40
Henri Dubord Construction.....	72-41, /42, /43
G. Prozesky.....	60-182/183
Dr. Noël Varin.....	73-146/147
Dr. Noël Varin.....	73-62
Mrs. Mary Laws.....	73-25, 74-8
Synd. Guy Martin.....	73-181/182
G. Tonks.....	60-259/260
H. Bannister.....	78-36/37
Walter James.....	78-52/53
Mme Andrée Labelle.....	79-9
A. Baudette.....	79-76
Me G. Thériault.....	81-3, /4, /5
Roger Blain.....	81-133/134
Marcel Tétrault.....	87-28/27P
Mme D. MacMillan.....	91-13
K. H. Martin.....	88-72/73
Jacques Latour.....	88-65
Norman Busby.....	88-122
William Wall.....	88-194/195
E. Lauzon.....	97-44, /45, /46
R. C. Lawrence.....	97-110, /111, /112
Marcel Beaulieu.....	97-115, 116
Arthur James.....	97-62/63P
A. Remmer.....	100-20, 99-41
G. R. Edwards.....	88-177
G. Hollis.....	100-56, 99-76
W. Chevanelle.....	81-128-2, 129-2, 139-2, 140-2
Fleurette St-Pierre.....	83-7/8
M. Albert Brown.....	77-179P
Mlle-Miss Margaret Brading.....	61-32/33
Salvatore Condo & Maurice Cohen.....	103-26
F. A. Laroche.....	52-275
L. P. Parent.....	53-229/230
Dr. Noël Varin.....	71-P1-P2-3
Roméo Boivin.....	104-28P/P27
Laurent Drouin.....	112P
Laurent Drouin.....	112P
Istvan Kastely.....	80-154/155
C. R. Levanis & Al.....	61-262/263
C. R. Levanis & Al.....	61-264/265
Mme-Mrs. G. Keuninckx.....	53-197/198

L'énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles en question a été autorisée par la Commission municipale de Québec en date du 25 août 1971 conformément aux dispositions de l'article 550 de la Loi des cités et villes.

Donné à cité des Deux-Montagnes, ce 7^e jour d'octobre 1971.
42494-42-2-o

Le secrétaire-trésorier,
J. M. RACINE, O.M.A.

The abridged enumeration of the cadastral numbers of the immovables in question was authorized by the Québec Municipal Commission on August 25th, 1971 in conformity with the provision of article 550 of the Cities and Towns Act.

Given at city of Deux-Montagnes, this 7th day of October 1971.
42494-42-2-o

J. M. RACINE, O.M.A.,
Secretary-Treasurer.

Ville de Saint-Laurent

City of Saint-Laurent

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous décrits, situés dans la ville de Saint-Laurent, seront vendus à l'enchère publique, à la salle du Conseil de l'Hôtel de Ville, 777 Boulevard Laurentien, Saint-Laurent, LUNDI, le VINGT-DEUXIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the immovables described hereunder, situated in the city of Saint-Laurent, will be sold by public auction, in the Council Hall of the City Hall, 777 Laurentien Boulevard, Saint-Laurent, on MONDAY, the TWENTY-SECOND day of NOVEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes with interest, plus the costs which have been or may be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Noms des Propriétaires Names of Proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Gattuso Olive Oil Corp. Kreadar Investments	477 P. 505	4
<p>P. 505 — Une partie du lot originaire numéro cinq cent cinq (P505) du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal.</p> <p>Cette partie de lot d'une superficie de 288,804 pieds carrés, mesure anglaise, est bornée en front au sud-est par le chemin de la Côte de Liesse, P505, au sud-ouest par le lot 507, au nord-ouest par le lot 506-23, au nord-est par les lots 505-1, 505-2, 505-3, 505-4 et une partie non subdivisée du lot 505.</p>		
<p>P. 505 — A part of original lot number five hundred and five (P505) of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, registry division of Montreal.</p> <p>This part of lot containing an area of 288,804 square feet, English measure, is bounded in front towards the southeast by Côte de Liesse Road P505, towards the southwest by lot 507, towards the northwest by lot 506-23, towards the northeast by lots 505-1, 505-2, 505-3, 505-4 and an unsubdivided part of lot 505.</p>		
Mary E.S. Saab Avec bâtisses dessus érigées.	258	88 With buildings thereon erected.
Alphonse Groulx Avec bâtisses dessus érigées.	256	158, 157 With buildings thereon erected.
Thérèse R. Clermont Avec bâtisses dessus érigées.	409	277 With buildings thereon erected.
André Dufour Avec bâtisses dessus érigées.	252	183 With buildings thereon erected.
Francis Synette Avec bâtisses dessus érigées.	251	99-25 With buildings thereon erected.
Roy Sampson Avec bâtisses dessus érigées.	242	83 With buildings thereon erected.
Raoul Grandmaison Avec bâtisses dessus érigées.	454	115, 116, 117, P118 With buildings thereon erected.
<p>454-P118 — Une partie du lot numéro cent dix-huit de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent cinquante-quatre (454-P118) du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal.</p> <p>Cette partie de lot d'une superficie de 1,815 pieds carrés, mesure anglaise, est bornée en front au nord-est par le Boulevard Saint-Germain 454-109, au sud-est par le résidu du lot 454-118, au sud-ouest par la rue Ouimet 454-216 et au nord-ouest par le lot 454-117.</p>		
<p>454-P118 — A part of lot number one hundred and eighteen of the subdivision of the original lot number four hundred and fifty-four (454-P118) of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, registry division of Montreal.</p> <p>This part of lot containing an area of 1,815 square feet, English measure, is bounded in front towards the northeast by Saint-Germain Boulevard 454-109, towards the southeast by the residue of lot 454-118, towards the southwest by Ouimet Street 454-216 and towards the northwest by lot 454-117.</p>		
Rhoda M. Sperber Avec bâtisses dessus érigées.	465	7, P 6 With buildings thereon erected.
<p>465-P6 — Une partie du lot numéro six de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent soixante-cinq (465-P6) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal.</p> <p>Cette partie de lot est bornée en front vers le sud-est par la rue MacDonald 465-13, vers le sud-ouest par le résidu du lot 465-6, vers le nord-ouest par une ruelle (465-3) et vers le nord-est par le lot 465-7.</p> <p>Cette partie de lot mesure 12.5 pieds de largeur par une profondeur de 101.5 pieds dans sa limite nord-est et 101.25 pieds dans sa limite sud-ouest et contient une superficie de 1,267 pieds carrés, mesure anglaise.</p>		
<p>465-P6 — A part of lot number six of the subdivision of the original lot number four hundred and sixty-five (465-P6) of the official cadastre of the parish of Saint-Laurent, registry division of Montreal.</p> <p>This part of lot is bounded in front towards the southeast by MacDonald Street 465-13, towards the southwest by the residue of lot 465-6, towards the northwest by a lane (465-3) and towards the northeast by lot 465-7.</p> <p>This part of lot measures 12.5 feet wide by a depth of 101.5 feet in its northeast limit and 101.25 feet in its southwest limit and contains an area of 1,267 square feet, English measure.</p>		

Noms des Propriétaires Names of Proprietors	Cadastré Cadastral	Subdivisions
Lise T. Pecquet Avec bâtisses dessus érigées.	260	158 With buildings thereon erected.
Jacob Abramczyk et al Avec bâtisses dessus érigées.	481	42 With buildings thereon erected.
Jack S. Khazzam Avec bâtisses dessus érigées. P. 152 — Une partie du lot originaire numéro cent cinquante-deux (P152) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal. Cette partie de lot est bornée vers le sud-est par une partie du lot 152 et par la Côte Saint-François (sans numéro cadastral); vers le sud-ouest par une autre partie du lot 152; vers le nord par la route Trans-canadienne P152; vers le nord-est par une partie du lot 152 et le lot 153 et contient en superficie 1,203,987 pieds carrés, mesure anglaise.	P. 152	With buildings thereon erected. P152 — A part of original lot number one hundred and fifty-two (P152) of the official cadastre of the parish of Saint-Laurent, registry division of Montréal. This part of lot is bounded towards the southeast by a part of lot 152 and by Côte Saint-François Road (without cadastral number); towards the southwest by another part of lot 152; towards the north by the Trans-Canada Highway P152; towards the northeast by a part of lot 152 and lot 153 and contains an area of 1,203,987 square feet, English measure.
Jack S. Khazzam P152 — Une partie du lot originaire numéro cent cinquante-deux (P152) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal. Cette partie du lot est bornée en front au sud-est par la Côte Saint-François (sans numéro cadastral); au sud-ouest par le lot 151; au nord-ouest par la route Trans-canadienne P152 et au nord-est par une autre partie du lot 152 et contient en superficie 1,300,751 pieds carrés, mesure anglaise.	P. 152	With buildings thereon erected. P152 — A part of original lot number one hundred and fifty-two (P152) of the official cadastre of the parish of Saint-Laurent, registry division of Montréal. This part of lot is bounded in front towards the southeast by Côte Saint-François Road (without cadastral number); towards the southwest by lot 151; towards the northwest by the Trans-Canada Highway P152 and towards the northeast by another part of lot 152 and contains an area of 1,300,751 square feet, English measure.
Geraldine R. Uditsky Avec bâtisses dessus érigées.	480	192 With buildings thereon erected.
Claudette I. Cianci Avec bâtisses dessus érigées.	82	138 With buildings thereon erected.
Claudette I. Cianci Avec bâtisses dessus érigées.	82	135 With buildings thereon erected.
Jules Guèvremont Avec bâtisses dessus érigées.	86	350 With buildings thereon erected.
Modern Steel Works Ltd. Modern Steel Works Ltd. Avec bâtisses dessus érigées. P82 — Une partie du lot originaire numéro quatre-vingt-deux (P82) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal. Cette partie de lot est bornée en front au sud-est par le Chemin Bois-Franc (sans numéro cadastral); au sud-ouest et nord-ouest par le lot 82-161; au nord-est par le lot 78-198 et contient en superficie 16,461 pieds carrés, mesure anglaise.	78 P. 82	198 With buildings thereon erected. P82 — A part of original lot number eighty-two (P82) of the official cadastre of the parish of Saint-Laurent, registry division of Montréal. This part of lot is bounded in front towards the southeast by Bois-Franc Road (without cadastral number); towards the southwest and northwest by lot 82-161; towards the northeast by lot 78-198 and contains an area of 16,461 square feet, English measure.
Modern Steel Works Ltd. Un emplacement comprenant: a) 82-P161 — Une partie du lot numéro cent soixante-et-un de la subdivision du lot originaire numéro quatre-vingt-deux (82-P161) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal. Cette partie de lot qui contient en superficie 69,487 pieds carrés, en mesure anglaise, est bornée en front au sud-est par le Chemin Bois-Franc (sans numéro cadastral) et aussi au sud-est par une partie du lot 82; vers le sud-ouest par une partie du lot 82-161 et le lot 82-188; au nord-ouest par une partie du lot 82 (propriété du CN) et au nord-est par le lot 78-198 et une partie du lot 82. b) 82-P188 — Une partie du lot cent quatre-vingt-huit de la subdivision du lot originaire numéro quatre-vingt-deux (82-P188) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal. Cette partie de lot de forme triangulaire est bornée au nord-est par le lot 82-161; au sud-ouest par une partie du lot 82-188, au nord-ouest par une partie du lot 82 (propriété du CN), et contient en superficie 381.4 pieds carrés, mesure anglaise.	82	P. 161, P. 188 An emplacement comprising: (a) 82-P161 — A part of lot one hundred and sixty-one of the subdivision of original lot number eighty-two (82-P161), of the official cadastre of the parish of Saint-Laurent, registry division of Montréal. This part of lot that contains an area of 69,487 square feet, English measure, is bounded in front towards the southeast by Bois-Franc Road (without cadastral number) and also to the southeast by a part of lot 82; towards the southwest by a part of lot 82-161 and lot 82-188; towards the northwest by a part of lot 82 (property of the CN); towards the northeast by lot 78-198 and a part of lot 82. (b) 82-P188 — A part of lot one hundred and eighty-eight of the subdivision of original lot number eighty-two (82-P188) of the official cadastre of the parish of Saint-Laurent, registry division of Montréal. This part of lot of triangular shape is bounded towards the northeast by lot 82-161, to the southwest by a part of lot 82-188; towards the northwest by a part of lot 82 (property of the CN) and contains an area of 381.4 square feet, English measure.

Noms des Propriétaires Names of Proprietors	Cadastré Cadastral	Subdivisions
Abe Chodos.....	P. 124, P. 125.....	
<p>Avec bâtisses dessus érigées. Un emplacement comprenant: a) P124 — Une partie du lot originaire numéro cent vingt-quatre (P124), d'une superficie de 1,071,124.8 pieds carrés, mesure anglaise, et bornée au sud-est par le chemin Bois-Franc (sans numéro cadastral) et par des parties du lot 124 et une partie du lot 125; vers le sud-ouest par une partie du lot 124, par le lot 125-3 et une partie des lots 125 et 126; vers le nord-ouest par le Boulevard Henri-Bourassa proposé (P124) et vers le nord-est par le lot 123 et une partie du lot 124.</p>	<p>With buildings thereon erected. An emplacement comprising: (a) P124 — A part of original lot number one hundred and twenty-four (P124), having an area of 1,071,124.8 square feet, English measure, and bounded towards the southeast by Bois-Franc Road (without cadastral number) also by part of lot 124 and a part of lot 125; towards the southwest by a part of lot 124, by lot 125-3 also by part of lot 125 and lot 126; towards the northwest by the proposed Boulevard Henri-Bourassa (P124) and towards the northeast by lot 123 and a part of lot 124.</p>	
<p>b) P125 — Une partie du lot originaire numéro cent vingt-cinq (P125), d'une superficie de 158,834 pieds carrés, mesure anglaise, et bornée vers le sud-est par les lots 125-1, 125-2, 125-3, vers le sud-ouest par le lot 126; vers le nord-ouest et le nord-est par une partie du lot 124.</p>	<p>(b) P125 — A part of original lot number one hundred and twenty-five (P125) having an area of 158,834 square feet, English measure, and bounded towards the southeast by lots 125-1, 125-2, 125-3; towards the southwest by lot 126; towards the northwest and the northeast by a part of lot 124.</p>	
The Gould Cold Storage Co.....	P. 124.....	
<p>P124 — Une partie du lot originaire numéro cent vingt-quatre (P124), d'une superficie de 996,400 pieds carrés, mesure anglaise, et bornée au nord-est par le lot 123-2 et une partie du lot 123; au sud-est par une partie du lot 124 (Boulevard Henri-Bourassa proposé); au sud-ouest par parties du lot 126 et les lots 126-1, 126-6, 126-7, 126-8; au nord-ouest par une partie du lot 124 et par le lot 4 du cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève.</p>	<p>P124 — A part of original lot number one hundred and twenty-four (P124), having an area of 996,400 square feet, English measure, and bounded towards the northeast by lot 123-2 and by a part of lot 123; towards the southeast by a part of lot 124 (Boulevard Henri-Bourassa proposed); towards the southwest by parts of lot 126 and lot 126-1, 126-6, 126-7, 126-8; towards the northwest by a part of lot 124 and by lot 4 of the cadastre of the parish of Sainte-Geneviève.</p>	
Alphonse Groulx.....	125.....	P. 3
<p>Avec bâtisses dessus érigées. 125-P3 — Une partie du lot numéro trois de la subdivision du lot originaire numéro cent vingt-cinq (125-P3) du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal. Cette partie de lot d'une superficie de 3,277 pieds carrés, mesure anglaise, est bornée en front au sud-est par le chemin Bois-Franc, au sud-ouest par le résidu du lot 125-3, au nord-ouest par une partie non subdivisée du lot 125 et au nord-est par le lot 124.</p>	<p>With buildings thereon erected. 125-P3 — A part of lot number three of the subdivision of original lot number one hundred and twenty-five (125-P3) of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, registry division of Montreal. This part of lot containing an area of 3,277 square feet, English measure, is bounded in front towards the southeast by the residue of lot 125-3, towards the northwest by an unsubdivided part of lot 125 and towards the northeast by lot 124.</p>	
Alphonse Groulx.....	125.....	P. 3
<p>Avec bâtisses dessus érigées. 125-P3 — Une partie du lot numéro trois de la subdivision du lot originaire numéro cent vingt-cinq (125-P3) du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal. Cette partie de lot d'une superficie de 3,277 pieds carrés, mesure anglaise, est bornée en front vers le sud-est par le chemin Bois-Franc, au sud-ouest par le lot 125-2, au nord-ouest par une partie non subdivisée du lot 125 et au nord-est par le résidu du lot 125-3.</p>	<p>With buildings thereon erected. 125-P3 — A part of lot number three of the subdivision of original lot number one hundred and twenty-five (125-P3) of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, registry division of Montreal. This part of lot containing an area of 3,277 square feet, English measure, is bounded in front towards the southeast by Bois-Franc Road, towards the southwest by lot 125-2, towards the northwest by an unsubdivided part of lot 125 and towards the northeast by the residue of lot 125-3.</p>	
Marcel Groulx.....	125.....	2
<p>Avec bâtisses dessus érigées.</p>	<p>With buildings thereon erected.</p>	
Herman D. Shickman.....	199.....	
<p>Avec bâtisses dessus érigées.</p>	<p>With buildings thereon erected.</p>	
Harry Arnold et al.....	P. 198.....	
<p>P198 — Une partie du lot originaire numéro cent quatre-vingt-dix-huit (198) du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal. Cette partie de lot d'une superficie de 420,847 pieds carrés, mesure anglaise, est bornée en front vers le nord-ouest par le chemin Bois-Franc et également vers le nord-ouest par une partie non subdivisée du lot 198, vers le nord-est par le lot 199 et une partie non subdivisée du lot 198, vers le sud-est par le lot 197 et vers le sud-ouest par une partie non subdivisée du lot 198, propriété de l'Hydro-Québec.</p>	<p>P198 — A part of original lot number one hundred and ninety-eight (P198) of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, registry division of Montreal. This part of lot containing an area of 420,847 square feet, English measure, is bounded in front towards the northwest by Bois-Franc Road and also towards the northwest by an unsubdivided part of lot 198, towards the northeast by lot 199 and an unsubdivided part of lot 198, towards the southeast by lot 197 and towards the southwest by an unsubdivided part of lot 198, property of Hydro-Québec.</p>	

Noms des Propriétaires Names of Proprietors	Cadastré Cadastral	Subdivisions
Elmerinda N.P. Difazio Avec bâtisses dessus érigées.	87	727 With buildings thereon erected.
Dominique Tamilio Avec bâtisses dessus érigées.	87	732 With buildings thereon erected.
Gérard Joly, Jean-Claude Bertrand Avec bâtisses dessus érigées.	87	841 With buildings thereon erected.
Gérard Joly, Jean-Claude Bertrand Avec bâtisses dessus érigées.	87	842 With buildings thereon erected.
Gérard Joly, Jean-Claude Bertrand Avec bâtisses dessus érigées.	87	843 With buildings thereon erected.
Gérard Joly, Jean-Claude Bertrand Avec bâtisses dessus érigées.	87	844 With buildings thereon erected.
Gérard Joly, Jean-Claude Bertrand Avec bâtisses dessus érigées.	87	840 With buildings thereon erected.
Gérard Joly, Jean-Claude Bertrand Avec bâtisses dessus érigées.	87	839 With buildings thereon erected.
Edward D. Watkins Avec bâtisses dessus érigées.	87	720 With buildings thereon erected.
S. Adam Jackner Avec bâtisses dessus érigées.	87	789 With buildings thereon erected.
Associated Freezers of Canada Limited Avec bâtisses dessus érigées.	555, 557	22, 44 With buildings thereon erected.
Leopold Braun Avec bâtisses dessus érigées.	555	19 With buildings thereon erected.
Scopus Invest Corp.	P. 217	

P217 — Une partie du lot originaire numéro deux cent dix-sept (P217) du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal.

Cette partie de lot d'une superficie de 13,126 pieds carrés, mesure anglaise, est bornée au nord-ouest, nord-est et sud-est par une partie non subdivisée du lot 217, au sud-est par une partie non subdivisée du lot 217 (Boulevard Thimens projeté), au sud-ouest par le lot 213.

P217 — A part of original lot number two hundred and seventeen (P127) of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, registry division of Montreal.

This part of lot containing an area of 13,126 square feet, English measure, is bounded towards the northwest by an unsubdivided part of lot 217, towards the northeast by lot 218, towards the southeast by an unsubdivided part of lot 217, (Boulevard Thimens projected) towards the southwest by lot 213.

Niza R. Avital 222 37
Avec bâtisses dessus érigées. With buildings thereon erected.

Park Lane Clothes Ltd. P. 131, P. 132, P. 134

Un emplacement comprenant:

a) P131 — Une partie du lot originaire numéro cent trente et un (P131) du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal.

Cette partie de lot d'une superficie de 94,925.9 pieds carrés, mesure anglaise, est bornée au nord-ouest, nord-est et sud-est par d'autres parties non subdivisées du lot 131 et au sud-ouest par le lot 132. La limite sud-est de cette partie de lot rencontre la ligne de division entre les lots 131 et 132 en un point situé à 1,489 pieds au nord-ouest de la limite nord-ouest de la propriété des Chemins de Fer Nationaux du Canada, cette distance étant mesurée le long de cette ligne de division entre les lots 131 et 132.

b) P132 — Une partie du lot originaire numéro cent trente-deux (P132) du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal.

Cette partie de lot d'une superficie de 104,242.7 pieds carrés, mesure anglaise, est bornée au nord-ouest et sud-est par des

An emplacement comprising:

(a) P131 — A part of the original lot number one hundred and thirty-one (P131) of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, registry division of Montreal.

This part of lot containing an area of 94,925.9 square feet, English measure, is bounded towards the northwest, northeast and southeast by other parts unsubdivided of lot 131, towards the southwest by lot 132. The southeast limit of this part of lot meets the division line between lots 131 and 132 at a point situated at 1,489 feet to the northwest of the northwest limit of the property of the Canadian National Railways, this distance being measured along the division line between lots 131 and 132.

(b) P132 — A part of the original lot number one hundred and thirty-two (P132) of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, registry division of Montreal.

This part of lot containing an area of 104,242.7 square feet, English measure, is bounded towards the northwest and

parties non subdivisées du lot 132, au nord-est par le lot 131 et au sud-ouest par le lot 134. La limite sud-est de cette partie de lot rencontre la ligne de division entre les lots 131 et 132 en un point situé à 1,489 pieds au nord-ouest de la limite nord-ouest de la propriété des Chemins de Fer Nationaux du Canada, cette distance étant mesurée le long de cette ligne de division entre les lots 131 et 132.

c) P134 — Une partie du lot originaire numéro cent trente-quatre (P134) du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal.

Cette partie de lot d'une superficie de 87,727.7 pieds carrés, mesure anglaise, est bornée en front au sud-ouest par un chemin public (P134), au nord-ouest et sud-est par des parties non subdivisées du lot 134 et au nord-est par le lot 132. La limite sud-est de cette partie de lot rencontre la ligne de division entre les lots 132 et 134 en un point situé à 1,525.5 pieds au nord-ouest de la limite nord-ouest des Chemins de Fer Nationaux du Canada, cette distance étant mesurée le long de cette ligne de division entre les lots 132 et 134.

southeast by other unsubdivided parts of lot 132, towards the northeast by lot 131 and towards the southwest by lot 134. The southeast limit of this part of lot meets the division line between lots 131 and 132 at a point situated at 1,489 feet to the northwest of the northwest limit of the property of the Canadian National Railways, this distance being measured along the division line between lots 131 and 132.

(c) P134 — A part of the original lot number one hundred and thirty-four (P134) of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, registry division of Montreal.

This part of lot containing an area of 87,727.7 square feet, English measure, is bounded in front towards the southwest by a public road (P134), towards the northwest and southeast by other unsubdivided parts of lot 134, towards the northeast by lot 132. The southeast limit of this part of lot meets the division line between lots 132 and 134 at a point situated at 1,525.5 feet to the northwest of the northwest limit of the property of the Canadian National Railways. This distance being measured along the division line between lots 132 and 134.

Noms des Propriétaires

Cadastre

Subdivisions

Names of Proprietors

Cadastral

Park Lane Clothes Ltd. P. 131, P. 132, P. 134.

Un emplacement comprenant:

An emplacement comprising:

a) P131 — Une partie du lot numéro cent trente et un (P131) du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal.

(a) P131 — A part of original lot number one hundred and thirty-one (P131) of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, registry division of Montreal.

Cette partie de lot d'une superficie de 126,606.6 pieds carrés, mesure anglaise, est bornée vers l'ouest, le nord-est et le sud-est par des parties non subdivisées du lot 131 et au sud-ouest par le lot 132. La limite sud-est de cette partie de lot rencontre la ligne de division entre les lots 131 et 132 en un point situé à 2,400.5 pieds au nord-ouest de la limite nord-ouest de la propriété des Chemins de Fer Nationaux du Canada, cette distance étant mesurée dans la ligne de division entre les lots 131 et 132.

This part of lot containing an area of 126,606.6 square feet, English measure, is bounded towards the west, the northeast and southeast by unsubdivided parts of lot 131 and towards the southwest by lot 132. The southeast limit of this part of lot meets the division line between lots 131 and 132 at a point situated at 2,400.5 feet to the northwest of the northwest limit of the property of the Canadian National Railways, this distance being measured along the division line between lots 131 and 132.

b) P132 — Une partie du lot originaire numéro cent trente-deux (P132) du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal.

(b) P132 — A part of original lot number one hundred and thirty-two (P132) of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, registry division of Montreal.

Cette partie de lot d'une superficie de 108,270.2 pieds carrés, mesure anglaise, est bornée au nord-ouest et au sud-est par d'autres parties non subdivisées du lot 132, vers le nord-est par le lot 131 et vers le sud-ouest par le lot 134. La limite sud-est de cette partie de lot rencontre la ligne de division entre les lots 131 et 132 en un point situé à 2,400.5 pieds au nord-ouest de la limite nord-ouest de la propriété des Chemins de Fer Nationaux du Canada, cette distance étant mesurée le long de la ligne de division entre les lots 131 et 132.

This part of lot containing an area of 108,270.2 square feet, English measure, is bounded towards the northwest and southeast by unsubdivided parts of lot 132, towards the northeast by lot 131 and towards the southwest by lot 134. The southeast limit of this part of lot meets the division line between lots 131 and 132 at a point situated at 2,400.5 feet to the northwest of the northwest limit of the property of the Canadian National Railways, this distance being measured along the division line between lots 131 and 132.

c) P134 — Une partie du lot originaire numéro cent trente-quatre (P134) du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal.

(c) P134 — A part of original lot number one hundred and thirty-four (P134) of the cadastre of the parish of Saint-Laurent, registry division of Montreal.

Cette partie de lot contenant une superficie de 87,869.8 pieds carrés, mesure anglaise, est bornée en front au sud-ouest par un chemin public (P134), au nord-ouest par une partie non subdivisée du lot 134, au nord-est par une partie non subdivisée du lot 134 et le lot 132, au sud-est par une autre partie non subdivisée du lot 134. La limite sud-est de cette partie de lot rencontre la ligne de division entre les lots 132 et 134 en un point situé à 2,437.25 pieds au nord-ouest de la limite nord-ouest de la propriété des Chemins de Fer Nationaux du Canada, cette distance étant mesurée le long de la ligne de division entre les lots 132 et 134.

This part of lot containing an area of 87,869.8 square feet, English measure, is bounded in front towards the southwest by a public road (P134), towards the northwest by an unsubdivided part of lot 134, towards the northeast by an unsubdivided part of lot 134 and lot 132, towards the southeast by an unsubdivided part of lot 134. The southeast limit of this part of lot meets the division line between lots 132 and 134 at a point situated at 2,437.25 feet to the northwest of the northwest limit of the property of the Canadian National Railways, this distance being measured along the division line between lots 132 and 134.

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent et situées dans la ville de Saint-Laurent.

The above immovables are all on the plan and in the book of reference of the parish of Saint-Laurent and situated in the city of Saint-Laurent.

Donné à Saint-Laurent, ce 8e jour d'octobre 1971.

Given at Saint-Laurent, this 8th day of October, 1971.

Le greffier,

ADRIEN LIMOGES,

42495-42-2-0

ADRIEN LIMOGES.

42495-42-2-0

City Clerk.

Ville de Duparquet

Conformément à l'article 548 et suivants de la Loi des cités et villes, avis public est par les présentes donné par la soussignée, secrétaire-trésorier de la ville de Duparquet que les immeubles ci-dessous décrits avec toutes les bâtisses dessus construites, dépendances et circonstances seront vendus à l'enchère publique, dans la salle de Conseil, à l'Hôtel de Ville de Duparquet, MERCREDI, le QUINZIÈME jour de DÉCEMBRE 1971, à DEUX heures de l'après-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts et frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

La vente est sujette aux conditions des baux emphytéotiques pouvant affecter lesdits immeubles.

Town of Duparquet

In conformity with section 548 and according to the Cities and Towns Act, public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the town of Duparquet that the immovables hereunder described with all buildings constructed thereon, circumstances and dependencies will be sold by public auction, in the hall of the Council, at Duparquet Town Hall, on WEDNESDAY, the FIFTEENTH day of DECEMBER, 1971, at TWO o'clock in the afternoon, to satisfy the payment of school and municipal taxes with interests and costs, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

The sale is subject to the conditions of long leases which may affect the said immovables.

Nom des propriétaires Name of owners	Numéro du cadastre Number of cadastre	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Intérêts Interests	Total
Mme Lina Dallaire Gionet	2-68	\$ 145.60		\$ 14.56	\$ 160.16
Ovila Bernier	2-76	207.80	\$ 183.96	38.25	430.01
Joseph Tournant	2-129	21.90		3.18	25.08
Benoit Bellavance	6-3	42.00	43.05	8.90	93.95
Ozanam Roy	6-443	23.20	24.60	5.03	52.83

Donné à Duparquet, ce quinzième jour d'octobre 1971.

42640-43-2-o

Le secrétaire-trésorier,
MARIE-LOUISE GIBOULEAU.

Given at Duparquet, P.Q., this fifteenth day of October, 1971.

42640-43-2-o

MARIE-LOUISE GIBOULEAU,
Secretary-Treasurer.

Ministère des Richesses
naturelles

Avis de révocation de concessions minières

Avis est donné aux propriétaires des concessions minières ci-dessous mentionnées, qu'après un délai de 90 jours de la dernière publication de présentes, le ministre des Richesses naturelles en recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil la révocation conformément aux articles 206, 207 et 208 de la Loi des mines (S.Q. 1965, chapitre 34) permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer les concessions minières dont les lettres patentes ont été délivrées avant le 1er juillet 1911, lorsqu'aucune exploitation minière n'a été faite dans les 10 années précédant la première publication du présent avis:

Canton de Marlow, district électoral de Frontenac:

— La demie nord-est du lot un (½ N.E. lot 1), ou le lot de cadastre 1A, rang six (VI);

— La demie nord-ouest de la demie sud-ouest du lot un (½ N.O. de ½ S.O. lot 1) ou le lot de cadastre 1B du rang cinq (V).

Québec, le 13 octobre 1971.

42611-43-2-o

Le sous-ministre par intérim,
J.-E. GILBERT.

Department of Natural
Resources

Notice of revocation of mining concessions

Pursuant to Sections 206, 207 and 208 of the Mining Act (S.Q. 1965, chapter 34) entitling the Lieutenant-Governor in Council to revoke mining concessions for which letters patent were issued before July 1, 1911, where no mining operations have been carried on during the 10 years preceding the first publication of the presents, notice is hereby given to the owners of the hereunder mining concessions that, 90 days after the last publication of this notice, the Minister of Natural Resources will recommend to the Lieutenant-Governor in Council the revocation:

Marlow Township, electoral district of Frontenac:

— The northeast half of lot one (½ N.E. lot 1) or the lot of cadastre 1A, range six (VI);

— The northwest half of the southwest half of lot one (½ N.W. of ½ S.W. lot 1) or the lot of cadastre 1B of range five (V).

Québec, October 13, 1971.

42611-43-2-o

J.-E. GILBERT,
Deputy Minister Pro-Tem.

**Changement de nom — Loi du
Accordés**

**Change of name — Act
Granted**

Brian Saul David Goldberg

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3405 du 6 octobre 1971, d'effectuer le changement de nom de Barry Saul David Goldberg en celui de Brian Saul David Goldberg.

Québec, le 14 octobre 1971.

42643-o LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Brian Saul David Goldberg

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 3405, dated October 6, 1971, to change the name of Barry Saul David Goldberg to that of Brian Saul David Goldberg.

Québec, October 14, 1971.

42643 LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Joseph Adhémar Paul Lavoie

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil par le décret numéro 3406, du 6 octobre 1971, d'effectuer le changement de nom de Joseph Adhémar Lavoie en celui de Joseph Adhémar Paul Lavoie.

Québec, le 14 octobre 1971.

42643-o LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Joseph Adhémar Paul Lavoie

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 3406, dated October 6, 1971, to change the name of Joseph Adhémar Lavoie to that of Joseph Adhémar Paul Lavoie.

Québec, October 14, 1971.

42643 LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Isaac Rocklin

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3407, du 6 octobre 1971, d'effectuer le changement de nom de Issie Rochlenko en celui de Isaac Rocklin.

Québec, le 14 octobre 1971.

42643-o LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Isaax Rocklin

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 3407, dated October 6, 1971, to change the name of Issie Rochlenko to that of Isaac Rocklin.

Québec, October 14, 1971.

42643 LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Yvon Vachon

Il a plus au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 3408, du 6 octobre 1971, d'effectuer le changement de nom de Joseph-Raymond-Arnold Lachance en celui de Yvon Vachon.

Québec, le 14 octobre 1971.

42643-o LUCIEN DARVEAU, C.R.,
Sous-ministre de la Justice.

Yvon Vachon

It has pleased the Lieutenant-Governor in Council, by order number 3408, dated October 6, 1971, to change the name of Joseph-Raymond-Arnold Lachance to that of Yvon Vachon.

Québec, October 14, 1971.

42643 LUCIEN DARVEAU, Q.C.,
Deputy Minister of Justice.

Lettres patentes

Letters Patent

Le Nettoyeur Montcalm inc.

(Correction)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de corriger les lettres patentes de la compagnie « Le Nettoyeur Montcalm inc. », en date du 23 avril 1971, en y remplaçant, dans l'adresse du siège social de la compagnie, la mention « ouest » par la mention « est » de manière que telle adresse se lise: 1160, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,

42543-o ROCH RIOUX,
2250-71

Le Nettoyeur Montcalm inc.

(Correction)

Notice is given that under Part I of the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to correct the letters patent of "Le Nettoyeur Montcalm inc." dated April 23, 1971, by replacing in the address of the company's head office, the mention "West" by the mention "East" in order that such address be read: 1160 Sherbrooke Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

ROCH RIOUX,

42543 Director of the Companies Service.
2250-71

Demande à la Législature**Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain**

Avis public est par les présentes donné que le Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec au cours de la présente session pour l'adoption d'une loi amendant la Loi du bureau pour les fins suivantes:

1° Amendement de concordance quant à la durée du mandat du bureau et de ses membres;

2° Amender l'article 25 relativement aux approbations requises;

3° Amender l'article 31 pour prévoir d'autres critères;

4° Amender l'article 32 pour déterminer l'année de la première répartition.

Et pour toutes autres fins.

Québec, ce 12 octobre 1971.

42535-42-4-o

Le procureur,
DENYS AUBÉ, C.R.

Application to Legislature**Greater Québec Water Purification Board**

Public notice is hereby given that the Greater Québec Water Purification Board will apply to the National Assembly of Québec, during the present session, for the adoption of an act amending the Board Act, for the following purposes:

1. Amendment of agreement as for the duration of the Board and its member mandate's;

2. Amend section 25 relating to the approval required;

3. Amend section 31 to provide to other criterion;

4. Amend section 32 to determine the year of the first share.

And for all other purposes.

Québec, October 12, 1971.

42535-42-4-o

DENYS AUBÉ, Q.C.,
Attorney.

Ventes d'effets non réclamés**Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada***Réclamations de marchandises*

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de juillet 1971, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada, à divers endroits de la Région du Saint-Laurent des Chemins de Fer Nationaux du Canada seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Allan Harvey & Company, encanteurs, 2190, avenue Papineau, Montréal, à 10 h 30 a.m. les mercredis 8 décembre 1971 et 19 janvier 1972, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Québec, le 23 octobre 1971.

42536-42-6-o *Le gérant,*
W. W. R. BRADFORD.

Sales of Unclaimed Baggage**Canadian National Railway Company***Merchandise Claims Department*

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of July, 1971 and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian National Railway Company, at different points in the St. Lawrence Region of the Canadian National Railway Company, will be sold at public auction to the highest bidder by Allan Harvey & Company Auctioneers, 2190 Papineau Avenue, Montreal, at 11:30 a.m., December 8, 1971 and Wednesday, January 19, 1972, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Québec, October 23, 1971.

42536-42-6-o W. W. R. BRADFORD,
Manager.

Messageries Canadien Pacifique

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le 1er jour de novembre, 1970, et non réclamés aux bureaux des Messageries Canadien Pacifique à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 189 est, rue Queen, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le 2e jour de décembre, 1971, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

La Cie des Messageries Canadien Pacifique.

42496-42-6-o *Le gérant-général,*
W. M. RILEY.

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of November, 1970, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company, at different points in the Province of Québec, will be sold at Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 189 Queen Street East, Toronto, Ontario, at 11:00 o'clock in the forenoon, on the 2nd day of December, 1971, unless same shall be called for before that date, and all charges paid thereon.

Canadian Pacific Express Company.

42496-42-6-o W. M. RILEY,
General Manager.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Ville de Vaudreuil

Avis public est par les présentes donné que la ville de Vaudreuil propose de se prévaloir de l'article 430 de la Loi des cités et villes lequel se lit comme suit:

« Les rues ou ruelles ouvertes au public depuis au moins dix ans deviennent propriété de la municipalité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Le conseil approuve par résolution une description de toutes rues ou ruelles ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la municipalité entend se prévaloir du présent article;

2. Cette description doit être faite d'après un plan cadastral et un livre de renvoi faits et déposés conformément à la loi du cadastre (chapitre 320);

3. L'original de cette description doit être déposé au bureau du greffier de la municipalité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau du registrateur de la division d'enregistrement où se trouvent les terrains visés;

4. Le greffier de la municipalité fait publier deux fois dans la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal quotidien circulant dans la municipalité, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

- a) le texte intégral du présent article,
- b) une description sommaire des rues ou ruelles concernées,
- c) une déclaration à l'effet que les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 ont été accomplies.

Tout droit auquel des tiers pourraient prétendre à la propriété du fonds desdites rues ou ruelles est prescrit s'il n'est pas exercé par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard de rues ou ruelles sur lesquelles elle a prélevé une taxe au cours des dix années précédentes. »

En conséquence:

1. Le conseil de la ville de Vaudreuil a adopté à une assemblée tenue le 14e jour de décembre 1970, conformément à l'article 430 de la Loi des cités et villes ci-dessus reproduite, la résolution No 70-597 approuvant les documents suivants:

- a) plan No 9284-1 en date du 14 octobre 1971.
- b) plan No 9284-2 préparé par l'arpenteur-géomètre Jacques Demers le 29 avril 1968 et révisé par l'arpenteur-géomètre Jean Charles Legault le 14 octobre 1970.
- c) descriptions techniques en date du 30 octobre 1970 toutes préparées par Jean Charles Legault, A.G.

La description sommaire des rues concernées et montrées aux plans peut se résumer comme suit:

A) *Les rues suivantes faisant partie du cadastre officiel du village St-Michel de Vaudreuil:*

1. Esther Blondin: étant une partie du lot 210.
2. St-Jean Baptiste: sans désignation cadastrale.
3. St-Michel: sans désignation cadastrale.
4. St-Louis: sans désignation cadastrale.

Town of Vaudreuil

Public notice is hereby given that the town of Vaudreuil proposes to avail itself of section 430 of the Cities and Towns Act which read as follows:

"The streets or lanes open to the public for ten years or more shall become the property of the municipality upon the observance of the following formalities:

1. The council shall approve by resolution a description of all streets or lanes or parts thereof with respect to which the municipality proposes to avail itself of this section;

2. Such description shall be made according to an official plan and book of reference made and deposited in conformity with the Cadastre Act (Chapter 320);

3. The original of such description must be deposited in the office of the clerk of the municipality and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the office of the registrar of the registration division where the lands concerned are situated;

4. The clerk of the municipality shall cause to be published twice in the *Québec Official Gazette* and in a daily newspaper circulating in the municipality, with an interval of not less than three months nor more than four months between publications, a notice containing:

- (a) the full text of this section;
- (b) a summary description of the streets or lanes concerned;
- (c) a declaration to the effect that the formalities prescribed by paragraphs 1 and 2 have been observed.

Any right that third parties might claim to the ownership of the site of the said streets or lanes shall be prescribed unless exercised by suit before the competent court within one year after the last publication in the *Québec Official Gazette*.

The municipality cannot avail itself of this section with respect to streets or lanes on which it has levied any tax within the preceding ten years."

Consequently:

1. The council of the town of Vaudreuil adopted, at a meeting held on December 14, 1970, in conformity with section 430 of the Cities and Towns Act quoted above, resolution No. 70-597 approving the following documents:

- (a) Plan No. 9284-1 dated October 14, 1971.
- (b) Plan No. 9284-2 drawn up by Jacques Demers, land-surveyor, on April 29, 1968 and revised by Jean Charles Legault, land-surveyor on October 14, 1970.
- (c) technical descriptions dated October 30, 1970, entirely prepared by Jean Charles Legault, L.S.

A description of the streets concerned and shown on the plans may be summarized as follows:

(A) *The following streets forming part of the official cadastre of the village of St. Michel de Vaudreuil:*

1. Esther Blondin: forming a part of lot 210.
2. St. Jean Baptiste: without cadastral designation.
3. St. Michel: without cadastral designation.
4. St. Louis: without cadastral designation.

5. Ste-Angélique:
 a) sans désignation cadastrale;
 b) étant le lot 144;
 c) étant une partie du lot 44.
6. Ste-Julie:
 a) sans désignation cadastrale;
 b) étant le lot 181;
 c) étant une partie du lot 44.
7. St-Joseph:
 a) sans désignation cadastrale;
 b) sans désignation cadastrale;
 c) sans désignation cadastrale;
 d) sans désignation cadastrale;
 e) sans désignation cadastrale;
 f) étant le lot 198.
8. Ste-Marguerite:
 a) sans désignation cadastrale;
 b) sans désignation cadastrale;
 c) sans désignation cadastrale;
 d) étant le lot 154;
 e) étant le lot 191.
9. St-Charles:
 a) sans désignation cadastrale;
 b) étant le lot 106;
 c) étant le lot 143;
 d) étant le lot 146;
 e) étant le lot 183.
10. Besner: étant une partie du lot 44.

5. St. Angélique:
 (a) without cadastral designation;
 (b) forming lot 44;
 (c) forming a part of lot 44.
6. St. Julie:
 (a) without cadastral designation;
 (b) forming lot 181;
 (c) forming a part of lot 44.
7. St. Joseph:
 (a) without cadastral designation;
 (b) without cadastral designation;
 (c) without cadastral designation;
 (d) without cadastral designation;
 (e) without cadastral designation;
 (f) forming lot 198.
8. St. Marguerite:
 (a) without cadastral designation;
 (b) without cadastral designation;
 (c) without cadastral designation;
 (d) forming lot 154.
 (e) forming lot 191.
9. St. Charles:
 (a) without cadastral designation;
 (b) forming lot 106;
 (c) forming lot 143;
 (d) forming lot 146;
 (e) forming lot 183.
10. Besner: forming a part of lot 44.

B) *La rue suivante faisant partie du cadastre officiel de la paroisse St-Michel de Vaudreuil:*

5ième Avenue: sans désignation cadastrale.

2. Ces plans et descriptions techniques ci-haut mentionnés ont été faits et déposés conformément à la loi du cadastre.

3. Préparés pour que ces lots et ou parties de lots occupées et utilisées comme rues deviennent propriété de la ville de Vaudreuil en conformité des dispositions sus-dites, et le soussigné déclare qu'une copie des plans et descriptions techniques ci-dessus mentionnés dûment certifiés en date du 8 décembre 1970 par monsieur Jean Charles Legault, arpenteur-géomètre, a été déposé le 13 octobre 1971 sous le No 120842 au bureau d'enregistrement de Vaudreuil et que l'original dudit plan a été déposé au bureau du greffier de la ville de Vaudreuil.

Les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article 430 ci-haut mentionné ont été accomplies.

Le présent avis est le premier que le soussigné doit publier en vertu du paragraphe 4 de l'article 430 de la Loi des cités et villes.

Donné à Vaudreuil, ce 14^e jour d'octobre 1971.

42613-43-2-o

Le greffier,
 J. A. LAVOIE.

Desserte Notre-Dame-des-Murailles

Nous, soussigné, archevêque de Saint-Germain de Rimouski, étant donné:

1° Une résolution de messieurs les procureurs épiscopaux de la « desserte » estivale de Saint-Fabien-sur-

(B) *The following street forming part of the official cadastre of the parish of St. Michel de Vaudreuil:*

5th Avenue: without cadastral designation.

2. These plans and technical descriptions hereinabove mentioned have been made and deposited in conformity with the Cadastre Act.

3. Prepared in order that these lots and/or parts of lots occupied and used as streets shall become the property of the town of Vaudreuil in conformity with the aforesaid provisions, and the undersigned declares that a copy of the plans and technical descriptions hereinabove mentioned, duly certified on December 8, 1970, by Mr. Jean Charles Legault, land-surveyor, has been deposited on October 13, 1971, under No. 120842 at the Vaudreuil Registry Office and that the original of the said plan has been deposited at the Office of the Clerk of the town of Vaudreuil.

The formalities mentioned in paragraphs 1 and 2 of section 430 hereinabove mentioned have been fulfilled.

This notice is the first that the undersigned must publish pursuant to paragraph 4 of section 430 of the Cities and Towns Act.

Given at Vaudreuil, this 14th day of October, 1971.

42613-43-2

J. A. LAVOIE,
 Clerk.

Notre-Dame-des-Murailles Chapelry

We, the undersigned, Archbishop of St. Germain de Rimouski, taking due note of:

1. A resolution from the commissioners of the summer chapelry of St. Fabien-sur-mer, dated May 20, 1971,

mer, en date du 20 mai 1971, parlant au nom de l'entière population de cette localité, et nous demandant:

a) d'ériger la desserte estivale de Saint-Fabien-sur-mer en véritable fabrique de desserte;

b) de donner à la nouvelle église la Vierge-Marie comme patronne sous le vocable de « Notre-Dame-des-Murailles ».

2° L'absence d'érection canonique de ce qu'on a pris l'habitude d'appeler « desserte estivale ».

En conséquence, nous érigeons, par les présentes, en desserte canonique cette partie du territoire à détacher du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Fabien et comprenant les lots 15, 27, 32, 38-A, 38, 39, 40, 40-A, 41, 42, 43. La nouvelle desserte canonique portera le vocable de « Notre-Dame-des-Murailles ».

Donné à Rimouski, ce 9e jour de septembre 1971.

L'archevêque catholique romain,
de Saint-Germain de Rimouski,

† LOUIS LEVESQUE.

42549-o

7-71

**Ville de Saint-Eustache et
Paroisse de Saint-Eustache**

Avis est, par les présentes donné que le Conseil de la ville de Saint-Eustache et le Conseil de la paroisse de Saint-Eustache ont adopté, à la majorité absolue de leurs membres, un règlement, soit le règlement numéro 637 de la ville de Saint-Eustache et le règlement numéro 394 de la paroisse de Saint-Eustache, autorisant la présentation d'une requête conjointe au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant la ville de Saint-Eustache et la paroisse de Saint-Eustache, et créant une nouvelle municipalité de ville.

Ladite requête conjointe déclare ce qui suit:

1° Le nom de la nouvelle municipalité est ville de Saint-Eustache.

2° Le territoire de la nouvelle municipalité est celui déterminé par la description technique et le plan sur toile préparés par monsieur André Ladouceur, arpenteur-géomètre, en date du 18 août 1971, en annexe « A » de la présente pour en faire partie comme si elle était au long reproduite.

3° La nouvelle municipalité est régie par la Loi des cités et villes. Les dispositions législatives suivantes s'appliqueront à la nouvelle municipalité:

A) Les articles 1, 2, 3 du Chapitre 82 des Lois de 1962;

B) Les articles 1, 2, 4 ainsi que les alinéas deuxième et troisième de l'article 3 du Chapitre 103 des Lois de 1965;

C) Le Chapitre 126 des Lois de 1960.

4° Le Conseil provisoire sera composé des membres du Conseil de la ville de Saint-Eustache et de la paroisse de Saint-Eustache. Le quorum sera de huit (8) membres. Le maire de la ville de Saint-Eustache en fonction à la date de l'entrée en vigueur des lettres patentes est le maire de la nouvelle municipalité pour la première moitié du terme du conseil provisoire; le maire de la

in the name of the entire population of that district, requesting us:

(a) to erect the summer chapelry of St. Fabien-sur-mer into an established *fabrique de desserte*;

(b) to dedicate the new church to the Virgin Mary and name her as Patron, the church thus being known as "Notre-Dame-des-Murailles".

2. The absence of a canonical erection for what has come to be known as a *desserte estivale*.

Therefore, by these presents, we erect into a canonical chapelry that part of the territory to be withdrawn from the official cadastre of the parish of St. Fabien comprising lots 15, 27, 32, 38-A, 38, 39, 40, 40-A, 41, 42 and 43. The new canonical chapelry shall bear the name of "Notre-Dame-des-Murailles".

Given in Rimouski, this 9th day of September, 1971.

† LOUIS LEVESQUE,
Roman Catholic Archbishop
of St. Germain de Rimouski.

42549

7-71

**Town of Saint-Eustache and
Parish of Saint-Eustache**

Notice is hereby given that the Council of the town of Saint-Eustache and that Council of the parish of Saint-Eustache have passed, by an absolute majority of their members, a by-law, that is by-law number 637 of the town of Saint-Eustache and by-law number 394 of the parish of Saint-Eustache, authorizing the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the granting of letters patent amalgamating the town of Saint-Eustache and the parish of Saint-Eustache, and creating a new town.

The said joint petition states as follows:

1. The name of the new municipality shall be "ville de Saint-Eustache".

2. The territory of the new municipality shall be that which is determined by the technical description and the plan mounted on a cloth, prepared par Mr. André Ladouceur, land-surveyor, dated August 18, 1971, and annexed under the letter "A" to the present petition to be an integral part thereof.

3. The new municipality shall be governed by the Cities and Towns Act. The following legislative provisions shall apply to the new municipality:

(A) Sections 1, 2, 3 of chapter 82 of 1962 Laws;

(B) Sections 1, 2, 4 and the paragraphs two and three of section 3 of chapter 103 of the 1965 Laws;

(C) Chapter 126 of the 1960 Laws.

4. The provisional Council shall consist of the members of the Council of the town of Saint-Eustache and of the Council of the parish of Saint-Eustache. The Quorum shall be eight (8) members. The mayor of the town of Saint-Eustache in office at the date of the coming into force of the letters patent shall be the mayor of the new municipality for the first half portion

paroisse de Saint-Eustache en fonction à la date de l'entrée en vigueur des lettres patentes est le maire de la nouvelle municipalité pour la deuxième moitié du terme du conseil provisoire.

Le maire de la paroisse de Saint-Eustache agira à la fois comme maire suppléant et conseiller pour la première moitié du terme du conseil provisoire et le maire de la ville de Saint-Eustache agira comme maire suppléant et conseiller pour la deuxième moitié du terme du conseil provisoire.

Si la charge de maire devient vacante, entre la date de l'entrée en vigueur des lettres patentes et celle de la première élection générale, elle est remplie par le maire suppléant jusqu'à la première élection générale. Le conseil provisoire nomme alors un de ses membres comme maire suppléant, jusqu'à la première élection générale.

Toute vacance dans le conseil entre la date de l'entrée en vigueur des lettres patentes et celle de la première élection générale est remplie par le conseil; toutefois, le conseil n'est pas obligé de remplir les vacances tant et aussi longtemps qu'il reste huit (8) membres du conseil en fonction, outre le maire.

5° Le règlement numéro 599 de la ville de Saint-Eustache s'appliquera à la nouvelle municipalité; le maire suppléant recevra, jusqu'à la première élection générale, la même indemnité que le maire.

6° La première séance du conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu en la salle du conseil de la ville de Saint-Eustache, à 20 heures et sans autre convocation.

7° La première élection générale du maire et des conseillers aura lieu le premier dimanche de 1972. Les élections générales subséquentes auront lieu tous les quatre (4) ans, le premier dimanche de novembre.

8° La liste électorale sera préparée en temps utile pour la première élection générale conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.

9° À compter de la première élection générale, le conseil municipal est composé du maire et de huit (8) conseillers élus conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.

10° Le territoire de la nouvelle ville de Saint-Eustache n'aura pas de quartiers, mais huit (8) sièges numérotés sans tenir compte du lieu de résidence des candidats.

11° Le rôle d'évaluation de la nouvelle ville est composé du rôle d'évaluation de chacune des municipalités lors de l'entrée en vigueur des lettres patentes. Le conseil décrètera dans l'année suivante, la confection d'un rôle d'évaluation conformément à la Loi; le conseil pourra cependant réviser les rôles d'évaluation en vigueur lors de l'entrée en vigueur des lettres patentes jusqu'à l'homologation d'un nouveau rôle d'évaluation.

Les dispositions des deux premiers alinéas de l'article 523 de la Loi des cités et villes reprennent tous leurs effets, dès qu'une transaction prévue au quatrième alinéa dudit article est annulée ou résolue en faveur du

of the term of the provisional Council; the mayor of the parish of Saint-Eustache in office at the date of the coming into force of the letters patent shall be the mayor of the new municipality for the second half portion of the term of the provisional Council.

The mayor of the parish of Saint-Eustache shall act as acting-mayor and councillor for the first half portion of the term of the provisional Council, and the mayor of the town of Saint-Eustache shall act as acting-mayor and councillor for the second portion of the term of provisional Council.

If the office of mayor becomes vacant, between the date of the coming into force of the letters patent and the date of the first general election, it shall be fulfilled by the acting-mayor until the first general election. The provisional Council then elects one of its members as acting-mayor until the first general election.

Any vacancy in the Council between the date of the coming into force of the letters patent and the date of the first general election, shall be fulfilled by the Council; however, the Council shall not be obliged to fulfill said vacancy as long as there remain in office eight (8) members of the Council, plus the mayor.

5. The by-law number 599 of the town of Saint-Eustache shall apply to the new municipality; the acting-mayor shall receive until the first general election the same remuneration as the mayor.

6. The first meeting of the provisional Council shall be held on the second juridical Monday following the date of the coming into force of the letters patent. It shall be held in the Council Room of the town of Saint-Eustache, at 8 o'clock P.M., without any other notice of convocation.

7. The first general election for the mayor and the councillors shall be held on the first Sunday of November 1972. The subsequent general elections shall be held every four (4) years on the first Sunday of November.

8. The electoral list shall be prepared in sufficient time for the first general election, pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act.

9. As from the first general election, the municipal Council shall be composed of a mayor and of eight (8) councillors, elected pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act.

10. The territory of the new town of Saint-Eustache shall not be divided into wards, but shall have eight (8) seats designated by a number, without taking into account the location of the candidates.

11. The valuation roll of the new municipality shall be composed of the valuation roll of each of the two municipalities, at the date of coming into force of the letters patent. The Council shall decree the following year, the confection of a valuation roll according to Law; the Council shall have the power to revise the valuation rolls in force at the time of the coming into force of the letters patent, until the homologation of a new valuation roll.

The provisions of the first two paragraphs of section 523 of the Cities and Towns Act shall apply again, as soon as a transaction mentioned in paragraph fourth of said section is annulled or resolved in favour of a

contractant vendeur ou cédant qui bénéficiait des deux premiers alinéas de l'article 523 de la Loi des cités et villes.

12° Les taxes spéciales continueront à être prélevées conformément aux dispositions des Règlements d'emprunt qui en décrètent l'imposition à l'exception de celles imposées par les règlements 497, 510, 531, 532, 533, 543, 527, 512, 536, 550, 409, 430, 434, 435, 475, 441, 515, 522 et 523 de la ville de Saint-Eustache dont le solde des échéances annuelles en capital et intérêts sera à l'avenir imposé et prélevé sur tous les biens-fonds imposables de la nouvelle municipalité selon leur évaluation.

13° Le conseil devra dans un délai de six (6) mois de l'entrée en vigueur des lettres patentes, adopter un règlement pour fixer un tarif de compensation pour l'usage de l'eau et pour le service d'égoûts, et toutes dispositions incompatibles antérieures seront automatiquement abrogées.

14° Le coût de l'enlèvement de la neige sera payé à même la taxe foncière générale de la nouvelle municipalité, nonobstant toutes dispositions contraires du règlement 226 de la paroisse de Saint-Eustache, et ce à moins d'une disposition contraire d'un règlement futur de la nouvelle municipalité.

15° Le coût de l'éclairage des rues sera payé à même la taxe foncière générale de la nouvelle municipalité, nonobstant toutes dispositions contraires du règlement 310 de la paroisse de Saint-Eustache.

16° Les rues de la paroisse de Saint-Eustache, ayant une fondation primaire à la date de l'entrée en vigueur des lettres patentes, recevront une fondation secondaire et du pavage, dans au plus une (1) année de la date de la décision du conseil de la nouvelle municipalité à cet effet; ces travaux seront payés à même une taxe foncière répartie sur tous les biens-fonds imposables de la nouvelle municipalité, selon leur évaluation.

17° Les fonctionnaires et employés permanents des deux municipalités fusionnées demeurent au service de la nouvelle ville dans les fonctions qui leur seront attribuées par le nouveau conseil, sans diminution de traitement ou de salaire.

18° Le fonds industriel de la ville de Saint-Eustache constituera le fonds industriel de la nouvelle ville.

19° La nouvelle municipalité pourra adopter un règlement d'emprunt pour consolider le déficit accumulé de l'ancienne ville de Saint-Eustache au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes; ce règlement imposera une taxe foncière spéciale sur tous les biens-fonds imposables de l'ancienne ville de Saint-Eustache selon leur évaluation. Ce règlement d'emprunt ne requerra pas d'autres approbations que celles de la Commission municipale de Québec et du ministre des Affaires municipales.

20° La nouvelle municipalité pourra adopter un règlement d'emprunt pour consolider l'emprunt temporaire au 31 décembre 1971, de l'ancienne ville de Saint-Eustache à la Banque Provinciale de Saint-Eustache concernant le fonds industriel de l'ancienne ville de Saint-Eustache; ce règlement imposera une taxe foncière spéciale sur tous les biens-fonds imposables de la nouvelle ville selon leur évaluation. Ce règlement d'em-

contracting vendor or transferrer to whom the first two paragraphs of section 523 of the Cities and Towns Act applied.

12. The special taxes shall continue to be levied according to the provisions of the loan by-laws which order the imposition, except the taxes imposed by the by-laws numbers 497, 510, 531, 532, 533, 543, 527, 512, 536, 550, 409, 430, 434, 435, 475, 441, 515, 522 and 523 of the town of Saint-Eustache, of which the balance of the annual payments, in capital and interests, shall be, in the future, imposed and levied on all the taxable immovable property of the municipality, according to valuation.

13. The Council, within a delay of six (6) months from the coming into force of the letters patent, shall adopt a by-law to set a tariff of water rates and for sewers service, and any incompatible previous provisions will be *ipso facto* abrogated.

14. The cost of snow removal shall be paid out of the general real property tax of the new municipality, notwithstanding any provision to the contrary of the by-law number 226 of the parish of Saint-Eustache, and this until there is a provision to the contrary in a future by-law of the new municipality.

15. The cost of the street lighting shall be paid out of the general real property tax of the new municipality, notwithstanding any disposition to the contrary of the by-law number 310 of the parish of Saint-Eustache.

16. The streets of the parish of Saint-Eustache, having a primary foundation at the date of the coming into force of the letters patent, shall be covered with a second foundation and asphalted, within, at the most, one (1) year from the date of the decision to that effect of the Council of the new municipality; these works shall be paid out of a real property tax levied upon all the taxable immovable property of the new municipality, according to valuation.

17. The officers and permanent employees of the two amalgamated municipalities shall remain at the service of the new municipality, in the duties which may be attributed to them by the Council of the new municipality, without any decrease in wages or salary.

18. The industrial fund of the town of Saint-Eustache shall constitute the industrial fund of the new town.

19. The new municipality shall have the power to adopt a loan by-law to consolidate the accumulated deficit of the old town of Saint-Eustache, at the date of the coming into force of the letters patent; this by-law shall impose a special real estate tax upon all the taxable immovable property of the old town of Saint-Eustache, according to valuation. This by-law shall not require any other approvals than that of the Québec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs.

20. The new municipality shall have the power to adopt a loan by-law to consolidate the temporary loan as at December 31st 1971, of the old town of Saint-Eustache with the Provincial Bank of Saint-Eustache, concerning the industrial fund of the old town of Saint-Eustache; this by-law shall impose a special real estate tax upon all the taxable immovable property of the new town according to valuation. This by-law

prunt ne requerra pas d'autres approbations que celles de la Commission municipale de Québec et du ministre des Affaires municipales.

21° L'utilisation du surplus du fonds industriel prévu à l'article 5 de la Loi des Fonds Industriels devra être affecté en priorité au remboursement des échéances annuelles en capital et intérêts de l'emprunt décrété à l'article 20 de la présente requête conjointe.

22° La Cour Municipale de la ville de Saint-Eustache constituera la Cour Municipale de la nouvelle ville de Saint-Eustache.

23° La nouvelle ville deviendra effective suivant la Loi.

Les propriétaires des municipalités requérantes qui s'opposent à la fusion peuvent, durant le mois qui suit celui au cours duquel l'avis a été publié, faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale de Québec.

Tout intéressé peut prendre connaissance et obtenir copie de ladite requête, à l'Hôtel de Ville de Saint-Eustache, 235 rue Saint-Eustache, Saint-Eustache, et au bureau de la paroisse de Saint-Eustache, 149, rue Saint-Eustache, Saint-Eustache.

Saint-Eustache, le 13e jour d'octobre 1971.

*Le secrétaire-trésorier,
de la paroisse de Saint-Eustache,
GUY PRUD'HOMME.*

*Le greffier,
de la ville de Saint-Eustache,
HENRI HÉMOND.*

42493-42-2-0

will not require any other approvals than that of the Québec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs.

21. The use of any surplus of the industrial fund, as contemplated in section 5 of the Law of Industrial Funds, shall be, in priority, for the reimbursement of the annual payments in capital and interests, of the loan ordered per section 20 of the present joint petition.

22. The Municipal Court of the town of Saint-Eustache shall constitute the Municipal Court of the new town of Saint-Eustache.

23. The new town will become in force according to Law.

The property-owners of the petitioning municipalities who object to the amalgamation may, in the month following that during which the notice was published, make known the grounds of their objection, in writing, to the Québec Municipal Commission.

Any interested person may examine said joint petition and obtain a copy of same, at the Town Hall of Saint-Eustache, 235 Saint-Eustache Street, Saint-Eustache, and at the office of the parish of Saint-Eustache, 149 Saint-Eustache Street, Saint-Eustache.

Saint-Eustache, this 13th day of October, 1971.

*GUY PRUD'HOMME,
Secretary-Treasurer
of the parish of Saint-Eustache.*

*HENRI HÉMOND,
Clerk
of the town of Saint-Eustache.*

42493-42-2-0

Ville de Pointe-Claire

Avis de rachat partiel pour obligations à fonds d'amortissement

Avis est, par les présentes, donné aux détenteurs d'obligations à fonds d'amortissement 5 5/8% de l'émission de \$1,750,000 de la Ville de Pointe-Claire, dues le 15 décembre 1985, que, conformément aux dispositions des règlements et résolutions de la Ville, et tel qu'indiqué sur lesdites obligations, les obligations portant les numéros suivants, à savoir:

M0267,	M0268,	M0269,	M0270,	M0271,	M0272,	M0273,	M0274,	M0275,	M0276,	M0277,
M0278,	M0279,	M0280,	M0281,	M0282,	M0283,	M0284,	M0285,	M0286,	M0287,	M0288,
M0289,	M0290,	M0291,	M0292,	M0293,	M0294,	M0295,	M0296,	M0297,	M0298,	M0299,
M0300,	M0301,	M0302,	M0303,	M0304,	M0305,	M0306,	M0307,	M0308,	M0309,	M0310,
M0311,	M0312,	M0313,	M0314,	M0315,	M0316,	M0317,	M0318,	M0319,	M0320,	M0321,
M0322,	M0323,	M0324,	M0325,	M0326,	M0327,	M0328,	M0329,	M0330,		

seront rachetées le quinzième jour de décembre 1971, pour le compte du fonds d'amortissement, et qu'à ladite date le capital respectif desdites obligations sera payé en même temps que l'intérêt accru et impayé sur icelles audit quinzième jour de décembre 1971, sur présentation desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt y attachés échéant ledit quinzième jour de décembre 1971, et subséquemment, en monnaie légale des États-Unis d'Amérique, à la compagnie de fiducie de la Banque de Montréal, en la Cité de New-York, N.Y. E.U.A.

City of Pointe-Claire

Notice of partial redemption for Sinking Fund Debentures

Notice is hereby given to the holders of 5 5/8% Sinking Fund Debentures of the City of Pointe-Claire, issue of \$1,750,000, due on December 15, 1985, that pursuant to the provisions of by-laws and resolutions of the City and as mentioned on said debentures, debentures bearing the following numbers namely:

will be redeemed on December 15, 1971, for account of the sinking fund and that on the said date, the principal of the said debentures respectively will be paid together with accrued and unpaid interests thereon on the said fifteenth day of December, 1971, upon presentation of said debentures, with all appurtenant interest coupons maturing on the said fifteenth day of December, 1971, and subsequently, in lawful money of the United States of America, at the Bank of Montreal Trust Company, in the City of New York, N.Y. U.S.A.

Avis est de plus donné que l'intérêt sur les obligations, ainsi rachetées, cessera d'accroître à compter du quinzième jour de décembre 1971.

Donné en la Ville de Pointe-Claire, ce douzième jour d'octobre 1971.

Ville de Pointe-Claire,
Le Greffier,
Mme S. C. LARUE, O.M.A.

42642-o

Notice is also given that interest upon the debentures so redeemed will cease to accrue from and after the fifteenth day of December, 1971.

Given in the City of Pointe-Claire, this twelfth day of October, 1971.

City of Pointe-Claire,
Mrs. S. C. LARUE, C.M.O.,
City Clerk.

42642-o

**Ministère des institutions
financières, compagnies et
coopératives
Assurances**

Ford Life Insurance Company
*Avis d'émission de permis et de certificat
d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « Ford Life Insurance Company », enregistrée sous le numéro 738, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 852, qui l'autorise à compter du 17 septembre 1971, à effectuer dans la Province les contrats d'assurance suivants: Vie; Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à Dearborn, état du Michigan, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Michael Sheehan, 55, rue d'Auteuil, Québec, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 30 septembre 1971.

*Pour le Ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le Surintendant des assurances,*

42524-42-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

**Travelers Life Insurance Company of Canada
Travelers du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie**
*Avis d'émission de permis et de
certificat d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « Travelers Life Insurance Company of Canada — Travelers du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie », enregistrée sous le numéro 739, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 854, qui l'autorise à compter du 22 septembre 1971, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Vie; Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à 400, avenue University, Toronto, province d'Ontario.

La compagnie a nommé monsieur K.-N. Thompson, 550 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 14 octobre 1971.

*Pour le Ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la Province,
Le Surintendant des assurances,*

42610-43-2-o

ROGER-A. CAMARAIRE.

**Department of Financial
Institutions, Companies and
Cooperatives
Insurance**

Ford Life Insurance Company
*Notice of Issue of License and Certificate of
Registration*

Notice is hereby given that "Ford Life Insurance Company", registered under number 738, has obtained the license and certificate of registry number 852, authorizing it, as from the 17th of September 1971, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Life, Accident; Sickness.

The head office of the company is situated at Dearborn, State of Michigan, United States of America.

The company has appointed Mr. Michael Sheehan, 55, d'Auteuil Street, Québec, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies et Cooperatives, the 30th of September 1971.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.*

42524-42-2-o

**Travelers Life Insurance Company of Canada
Travelers du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie**
*Notice of Issue of License and
Certificate of Registration*

Notice is hereby given that "Travelers Life Insurance Company of Canada — Travelers du Canada, Compagnie d'Assurance-Vie", registered under number 739, has obtained the license and certificate of registry number 854, authorizing it, as from the 22nd of September 1971, to undertake in the Province contracts of insurance in the following classes: Life; Accident; Sickness.

The head office of the company is situated at 400, University Avenue, Toronto, province of Ontario.

The company has appointed Mr. K.-N. Thompson, 550, Sherbrooke Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 14th of October 1971.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.*

42610-43-2-o

Associations coopératives

Cooperative Associations

La Coopérative d'éducation des consommateurs

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « La Coopérative d'éducation des consommateurs ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Mercier.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
42606-0 **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

Pêcheurs unis du Québec

(Loi des associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement spécial adopté le 24 mars 1971, de la fédération d'associations coopératives « Pêcheurs unis de Québec — Québec United Fishermen », changeant son nom en celui de « Pêcheurs unis du Québec »; la version anglaise du nom restant la même.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
42607-0 **LS-PHILIPPE BOUCHARD.**

La Coopérative d'éducation des consommateurs

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the cooperative association "La Coopérative d'éducation des consommateurs".

The head office of this cooperative association is in Montreal, Québec, in the electoral district of Mercier.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
42606

Québec United Fishermen

(Cooperative Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law, adopted on March 24, 1971, of the cooperative association federation "Pêcheurs unis de Québec — Québec United Fishermen", changing its name to that of "Pêcheurs unis du Québec", the English version of the name remaining the same.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
42607

Nominations

Appointments

Présidents d'élection

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, par commission sous le grand sceau, de faire, pour remplir la charge de présidents d'élection, les nominations suivantes:

Returning-Officers

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officers, the persons whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile
Jacques-Cartier	Richard, Claire (1)	Madame - Mrs.	Lachine.
Saint-Jean	Fortier, Édouard (2)	Principal d'école — Principal	Saint-Jean.
Saint-Laurent	Binette, Fernand (3)	Comptable — Accountant	Saint-Laurent.

(1) En remplacement de monsieur Robert Desforges — In place of Mr. Robert Desforges.
 (2) En remplacement de monsieur André Gagnon — In place of Mr. André Gagnon.
 (3) En remplacement de monsieur Damien Gratton — In place of Mr. Damien Gratton.

Québec, le 18 octobre 1971.

Le président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

42650-0

Québec, October 18, 1971.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer.

42650-0

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil ExécutifOrder in Council
Executive Council Chamber

Numéro 3223

Number 3223

Québec, le 22 septembre 1971.

Québec, September 22, 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT un report d'une partie des droits de coupe normalement défrayés par les sociétés de Pâtes et Papiers du Québec.

CONCERNING the deferment of part of the cutting rights normally paid by the pulp and paper companies in Québec.

ATTENDU qu'il existe au Québec quelque cinquante usines de pâtes et papiers dont le fonctionnement procure annuellement et de façon stable, de l'emploi à plus de 50,000 personnes, tant en forêt qu'aux usines elles-mêmes et que la rémunération liée à ces emplois totalise près de \$300,000,000 par année;

WHEREAS there are some fifty pulp and paper plants in Québec whose operations provide regular employment annually for more than 50,000 persons, both in the forest and in the plants themselves, and that remuneration resulting from these jobs nearly reaches a total of \$300,000,000 annually;

ATTENDU QUE ces usines constituent, dans plusieurs localités, la seule source importante de revenu;

WHEREAS these plants constitute, in several localities, the only important source of income;

ATTENDU QUE l'économie du Québec serait grandement affectée par la fermeture ou même par une réduction sensible des activités de ces usines;

WHEREAS Québec's economy would be significantly affected by the closure or by a serious reduction in the operations of these plants;

ATTENDU qu'une analyse sérieuse de la question a démontré que les sociétés qui opèrent ces usines traversent présentement une période difficile relativement à la rentabilité de leurs opérations;

WHEREAS a serious study of the situation has shown that companies operating these plants are currently going through a difficult period insofar as cost effectiveness of their operations is concerned;

ATTENDU QUE ces sociétés ont déjà entrepris des négociations avec d'autres ministères ou organismes gouvernementaux en vue d'améliorer la situation dans laquelle elles évoluent présentement et que ces négociations se poursuivent encore;

WHEREAS these companies have already entered upon negotiations with other governmental departments or agencies with a view to improve the situation within which they presently operate, and these negotiations are still in progress;

ATTENDU qu'elles comptent soumettre prochainement au Gouvernement du Québec leurs vues quant aux mesures qu'elles préconisent pour remédier à long terme aux problèmes d'ensemble auxquels fait face cette industrie;

WHEREAS they intend to submit their views shortly to the Government of Québec, with respect to the measures they advocate in order to bring long-term solutions to the overall problem facing this industry;

ATTENDU qu'elles doivent se conformer à la réglementation relative à la protection contre la pollution et de ce fait encourrent des dépenses non prévues très considérables;

WHEREAS they must comply with regulations concerning protection against pollution, therefore incurring unforeseen and very substantial expenses;

ATTENDU qu'il est indispensable pour l'économie du Québec d'aider à court terme ces sociétés;

WHEREAS it is essential to Québec's economy to provide short-term assistance to these companies;

ATTENDU qu'afin de les aider à stabiliser leur situation et de prendre les mesures voulues pour conserver leur position compétitive sur les marchés mondiaux, il y a lieu de les autoriser à différer le paiement d'une partie des droits de coupe relativement aux bois à pâtes coupés dans les forêts publiques, pour l'approvisionnement de leurs usines, jusqu'au 30 septembre 1972;

WHEREAS in order to assist them in stabilizing their situation and in adopting measures necessary to preserve their competitive position on the world markets, it is advisable to authorize them to defer the payment of part of the cutting rights applicable to pulp wood cut in public forests, for the supply of their plants, until September 30, 1972;

Vu l'article 68 de la Loi des terres et forêts, chapitre 92, Statuts refondus, 1964.

CONSIDERING section 68 of the Lands and Forests Act, chapter 92, Revised Statutes, 1964.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre des Terres et Forêts:

IT IS THEREFORE ORDERED upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé: « Règlement concernant la Loi des terres et forêts et les sociétés de Pâtes et Papiers du Québec ».

THAT the regulation attached hereto, entitled: "Regulation concerning the Lands and Forests Act and the Pulp and Paper Companies of Québec", be adopted.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

RÈGLEMENTS concernant la Loi des terres et forêts et les sociétés de Pâtes et Papiers du Québec.

1. Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient:

a) *Année*: toute période de douze mois consécutifs;

b) *Compagnie*: une compagnie visée au paragraphe 4^o de l'article 2 de la Loi de l'impôt sur les corporations (S.R.Q. 1964, chapitre 67);

c) *Entreprise de fabrication de pâtes et papiers*: une entreprise de fabrication du secteur secondaire dans laquelle sont groupés et coordonnés les facteurs humains et matériels qui concourent à la transformation du bois sous forme de billes, de copeaux, de sciures ou d'autres résidus pour obtenir de la pâte, du papier journal, du papier fin ou du carton et qui fait partie du groupe des entreprises industrielles de pâtes et papiers identifiées comme telles dans la classification-type des industries du Bureau de la Statistique du Québec;

d) *Société de pâtes et papiers*: toute compagnie qui exerce une entreprise de fabrication de pâtes et papiers;

2. Toute société de pâtes et papiers du Québec assujettie au paiement de droits de coupe peut différer le paiement de tels droits de coupe qui sont afférents aux bois provenant des forêts du Québec et utilisés au cours de la période de douze (12) mois commençant le premier jour d'octobre 1971 et tarifés suivant les taux établis dans l'arrêté en conseil numéro 433 du 21 avril 1955.

3. Aux fins d'application du paragraphe 2, le montant des droits de coupe, dont le paiement pourra être ainsi différé, devra être calculé à raison de un dollar et vingt-cinq cents (\$1.25) par unité de 100 pi³ de bois en provenance des forêts du Québec et utilisés dans une entreprise de fabrication de pâtes et papiers pendant la même période.

4. Les droits de coupe, dont le paiement aura été ainsi différé, seront payables au cours d'une période maximum de six (6) ans, à compter du premier (1er) octobre 1972, et ne commenceront à porter intérêt, et ce, à un taux ne devant pas dépasser le taux officiel fixé par le Gouvernement du Québec dans le cas de perceptions différées, qu'à compter du premier (1er) novembre 1975.

5. Les dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 sont sujettes aux conditions suivantes:

a) Les sociétés devront, avant le premier (1er) novembre 1971, soumettre au ministre des Terres et Forêts un programme dans le cadre de la lutte contre la pollution et qui aura été préalablement accepté par le ministre responsable de la qualité de l'environnement;

b) Les quantités et la provenance des volumes de bois utilisés aux usines seront sujettes à vérification par le ministre des terres et forêts;

c) Les sociétés de pâtes et papiers bénéficiant du report de paiement des droits de coupe devront acheter, à prix compétitif, les volumes de bois normalement mis en marché par les offices de producteurs et par les usines de sciage, sous forme de billes, copeaux, sciures et autres résidus, durant la période pendant laquelle ces sociétés bénéficieront du report de paiement;

d) Chaque société de pâtes et papiers qui bénéficiera du report de paiement des droits de coupe devra maintenir en opération toutes ses entreprises de fabrication

Regulation concerning the Lands and Forests Act and the Pulp and Paper Companies of Québec.

1. In the present regulation, the following expressions mean:

(a) *Year*: any period of twelve consecutive months;

(b) *Company*: a company referred to in sub-section 4 of section 2 of the Corporation Tax Act (1964), R.S.Q., chapter 67);

(c) *Pulp and Paper Manufacturing Enterprise*: a manufacturing enterprise of the secondary sector within which are grouped and coordinated the human and material factors contributing to the transformation of wood in the form of logs, wood shavings, sawdust or other residues in order to obtain pulp, newsprint, fine paper or cardboard, and which is part of a group of pulp and paper industrial enterprises identified as such in the standard classification of industries of the Québec Bureau of Statistics;

(d) *Pulp and Paper Companies*: any company operating a pulp and paper manufacturing enterprise.

2. Every pulp and paper company in Québec subject to the payment of cutting rights may defer the payment of such cutting rights pertaining to timber cut in the forests of Québec and utilized during the period of twelve (12) months beginning the first (1st) day of October 1971, and tariffed according to rates established in Order in Council number 433 of April 21, 1955.

3. In pursuance of paragraph 2, the amount of cutting rights whose payment could thus be deferred, will have to be calculated at the rate of one dollar and twenty-five cents (\$1.25) per unit of 100 cubic feet of wood procedure by the forests of Québec and utilized by a pulp and paper manufacturing enterprise during the same period.

4. Cutting rights whose payment will thus have been deferred, will be payable during a maximum period of six (6) years, effective the first (1st) of October 1972, and will start bearing interest, at a rate which must not exceed the official rate set by the Government of Québec in the case of deferred collections, only after the first (1st) of November, 1975.

5. The provisions of paragraphs 2, 3 and 4 are subject to the following conditions:

(a) Companies will have to submit to the Minister of Lands and Forests, prior to the first (1st) of November 1971, a program in line with the fight against pollution and previously approved by the Minister responsible for the quality of environment;

(b) Quantities and origine of wood bulk used in the plants will be subject to inspection by the Minister of Lands and Forests;

(c) Pulp and paper companies benefiting from deferred payment of cutting rights will have to buy, at competitive prices, the wood bulks normally offered for sale by producers' bureaus and by sawmills, in the form of logs, wood shavings, sawdust and other residues, during the period for which these companies will benefit from deferred payment;

(d) Every pulp and paper company benefiting from deferred payment of cutting rights will have to keep in operation all its pulp and paper enterprises located in

de pâtes et papiers situées au Québec. Dans l'éventualité d'une fermeture permanente ou d'un congédiement massif d'employés de l'une ou l'autre de ses usines par une société, survenant d'ici le 30 septembre 1972 sans avis ou à la suite de l'avis requis par la Loi donné après la date du présent arrêté en conseil, cette société perdra les avantages qui lui sont conférés aux paragraphes 2, 3 et 4 à compter de la date de l'avis de fermeture ou de congédiement, s'il y a eu avis, ou à compter de la date de telle fermeture ou de tel congédiement s'il n'y a pas eu avis.

6. Toute société de pâtes et papiers qui, depuis le premier (1er) octobre 1968, n'a pas acheté de matière ligneuse provenant des offices de producteurs ou des scieries et qui obtient ses approvisionnements des terres publiques, pourra bénéficier des dispositions mentionnées aux paragraphes 2 et 4 sans être tenue de se conformer à l'exigence décrite au sous-paragraphe c) du paragraphe 5.

7. Le ministre des terres et forêts établira, en la forme prescrite par le ministre du revenu, un certificat attestant le montant des droits différés conformément aux dispositions des paragraphes 2 et 3, de même que les quantités et les volumes de bois utilisés dans le cas des sociétés de pâtes et papiers visées au paragraphe 8. Ce certificat sera remis au ministre du Revenu et à la société concernée.

8. Le ministre des Terres et Forêts est de plus autorisé, dans le cas des sociétés de pâtes et papiers qui obtiennent leurs approvisionnements des forêts privées du Québec ou des scieries, à émettre un tel certificat qui établira le montant obtenu en faisant le produit de un dollar et vingt-cinq cents (\$1.25) par unité de 100 pi³ de bois, soit sous forme de billes, de copeaux, de sciures ou d'autres résidus, effectivement utilisés dans les usines d'une entreprise de fabrication de pâtes et papiers situées au Québec, au cours de la période de douze (12) mois débutant le premier (1er) jour d'octobre 1971. Ce certificat ne pourra cependant être émis si la société de pâtes et papiers ne s'est pas conformée aux dispositions du paragraphe 5. 42583-0

Québec. If a company ceases its operations permanently, or dismisses a large number of employees, in one or the other of its plants, before October 30, 1972, without notice or with the notice required by law given after the date of the present Order in Council, this company will lose the benefits granted by paragraphs 2, 3 and 4, effective from the date on which notice was given of closing or dismissal, if notice was given, or from the date of such closing or dismissal if no notice has been given.

6. Every pulp and paper company which, since the first (1st) of October 1968, has not purchased ligneous material from producers' bureaus or sawmills and which is supplied by public lands, will be allowed to benefit from the provisions mentioned in paragraphs 2 and 4, without having to comply with the requirement described in sub-paragraph (c) of paragraph 5.

7. The Minister of Lands and Forests will prepare a certificate, in the form prescribed by the Minister of Revenue, certifying the amount of deferred payment in conformity with the provisions of paragraphs 2 and 3, as well as the quantities and the wood bulks used in the case of pulp and paper companies referred to in paragraph 8. This certificate will be given to the Minister of Revenue and to the company concerned.

8. The Minister of Lands and Forests is moreover authorized, in the case of pulp and paper companies being supplied by private forests in Québec or by sawmills, to issue such a certificate showing the amount obtained by establishing the product of one dollar and twenty-five cents (\$1.25) per unit of 100 cubic feet of wood, either in the form of logs, wood shavings, sawdust or other residues, effectively used in the plants of a pulp and paper manufacturing enterprise located in Québec, during the twelve-month (12) period beginning on the first (1st) of October 1971. This certificate will not be issued however if the pulp and paper company has not complied with the provisions of paragraph 5. 42583-0

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3311

Québec, le 29 septembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les permis de chasse.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 77, paragraphe a, de la Loi de la conservation de la faune, Lois du Québec, de la Loi de la conservation de la faune, (Lois du Québec, 1969, chapitre 58), le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer des catégories de permis et déterminer les conditions que doivent remplir les requérants et les détenteurs de permis délivrés en vertu de la présente loi ou des règlements, la forme de ces permis, leur coût, leur teneur, leur durée ainsi que, pour l'obtention de permis de catégories qu'il indique, le montant minimum d'assurance-responsabilité que doit souscrire chaque requérant:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3311

Québec, September 29, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING hunting licences.

WHEREAS pursuant to section 77, subsection a of the Wild-life Conservation Act (Statutes of Québec, 1969, chapter 58), the Lieutenant-Governor in Council may determine classes of licences and the conditions to be fulfilled by applicants for and holders of licences issued under this act or the regulations, the form, cost, tenor and term of such licences and the minimum amount of liability insurance which each applicant must take out in order to obtain licences of such classes as he indicates;

ATTENDU qu'il y a lieu de reviser les coûts et conditions des diverses catégories de permis de chasse;

ATTENDU QUE les expressions suivantes signifient :

a) « sauvagine » :

Les oiseaux qui ne peuvent être chassés que conformément aux dispositions de la Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs, Status refondus du Canada, chapitre 179, et des règlements adoptés en vertu de ladite loi.

b) « petit gibier » :

Le lièvre, les oiseaux migrateurs et non migrateurs, sauf le faisan, dont la chasse n'est pas prohibée par les règlements.

c) « d'autres espèces » :

Le loup, le coyote, le lynx roux, la mouffette, le raton-laveur, la marmotte et le porc-épic.

d) « armes et munitions de faible puissance » :

Les arcs d'une pression moindre de 40 livres; les flèches autres que celles à tête d'acier tranchant d'au moins 7/8"; tous les pistolets et revolvers; tous les fusils autres que ceux de calibre 10, 12, 16 et 20; les cartouches à fusil autres que celles à balle unique des calibres 10, 12, 16 et 20 et à chevrotines d'un diamètre de 0.32 ou plus des calibres 10 et 12; les cartouches à percussion latérale; les balles à pointe dure du type militaire ou autre, à bout non écrasant; les cartouches à percussion centrale des calibres suivants: 218, 219, 22, 222, 256 C.F. Magnum, 30 U.S. Carabine, 25/20, 25/35, 32/20, 32/40, 38/40.

e) « personne résidant dans le Québec » :

Toute personne qui a demeuré dans le Québec durant les derniers douze mois consécutifs ainsi que les membres des Forces armées canadiennes et de la Gendarmerie Royale cantonnés au Québec.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche :

QUE les conditions et honoraires suivants soient établis pour les permis ci-après décrits :

1° Le permis de possession et de port d'armes pour les personnes ne résidant pas dans le Québec. \$ 1.10
(dont \$0.10 de commission au vendeur)

2° Le permis de chasser tout gibier et de trapper des animaux à fourrure, pour un Indien ou un Esquimau domicilié dans le Québec et qui occupe un terrain de chasse. 1.10
(dont \$0.10 de commission au vendeur)

3° Le permis de chasser les sauvagines, le petit gibier et d'autres espèces et prohibant, l'usage des carabines autres que celles utilisant des cartouches à percussion latérale:

Personne résidant dans le Québec. 4.25
(dont \$0.25 de commission au vendeur)

Personne ne résidant pas dans le Québec. 17.50
(dont \$0.50 de commission au vendeur)

4° Le permis de chasser le chevreuil, l'ours et d'autres espèces et prohibant l'usage des armes et des munitions de faible puissance :

WHEREAS it is advisable to revise the costs and conditions of the various classes of hunting licences;

WHEREAS the following expressions mean :

(a) "waterfowl":

birds which may only be hunted according to the provisions of the Migratory Birds Convention Act, Revised Statutes of Canada, chapter 179, and regulations made pursuant to said act;

(b) "small game":

hare, migratory and non-migratory birds, except pheasant whose hunting is not prohibited by regulations;

(c) "other species":

wolf, coyote, red lynx, skunk, raccoon, ground-hog and porcupine;

(d) "low-powered arms and ammunition":

bows with a pressure lower than 40 pounds; arrows other than those with a sharp steel arrowhead of at least 7/8"; all pistols and revolvers; all shotguns other than those of 10, 12, 16 and 20 gauge caliber; shotgun cartridges other than those with a single ball of 10, 12, 16 and 20 gauge calibers and buckshot cartridges with a diameter of 0.32 or more for 10 and 12 gauge caliber; lateral percussion cartridges; bullets with a hard nose of the military type or other, with a non-soft nose; central percussion cartridges of the following calibers: 218, 219, 22, 222, 256 C.F. Magnum, 30 U.S. Rifle, 25/20, 25/35, 32/20, 32/40, 38/40.

(e) "person residing in Québec":

Every person who has lived in Québec for the last twelve consecutive months, as well as members of the Canadian Armed Forces and of the Royal Canadian Mounted Police stationed in Québec.

IT IS THEREFORE ORDERED, on the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the following conditions and fees be determined for the licences described below:

1. Licence for the possession and carrying of arms in the case of persons residing outside Québec. \$ 1.10
(including a \$0.10 commission for the seller)

2. Licence to hunt any game and to trap fur-bearing animals, for an Indian or an Eskimo residing in Québec and occupying a hunting territory. 1.10
(including a \$0.10 commission for the seller)

3. Licence for hunting waterfowl, small game and other species and prohibiting the use of rifles other than those fed with lateral percussion cartridges:

Person residing in Québec. 4.25
(including a \$0.25 commission for the seller)

Person not residing in Québec. 17.50
(including a \$0.50 commission for the seller)

4. Licence to hunt deer, bear and other species and prohibiting the use of low-powered arms and ammunitions:

Personne résidant dans le Québec	\$ 5.25	Person residing in Québec	\$ 5.25
(dont \$0.25 de commission au vendeur)		(including a \$0.25 commission for the seller)	
Personne ne résidant pas dans le Québec	27.50	Person not residing in Québec	27.50
(dont \$0.50 de commission au vendeur)		(including a \$0.50 commission for the seller)	
5° Le permis de chasser l'orignal, l'ours et d'autres espèces et prohibant l'usage des armes et des munitions de faible puissance ainsi que de la carabine 44/40 et de tous les fusils:		5. Licence to hunt moose, bear and other species, prohibiting the use of low-powered arms and ammunitions as well as a 44/40 rifle and all shotguns:	
Personne résidant dans le Québec	13.50	Person residing in Québec	13.50
(dont \$0.50 de commission au vendeur)		(including a \$0.50 commission to the seller)	
6° Le permis de chasser le caribou, l'ours et d'autres espèces et prohibant l'usage des armes et des munitions de faible puissance, ainsi que de la carabine 44/40 et de tous les fusils:		6. Licence to hunt caribou, bear and other species, prohibiting the use of low-powered arms and ammunitions as well as a 44/40 rifle and all shotguns:	
Personne résidant dans le Québec	13.50	Person residing in Québec	13.50
(dont \$0.50 de commission au vendeur)		(including a \$0.50 commission for the seller)	
7° Le permis de chasser:		7. Licence to hunt:	
a) l'ours avec prohibition de faire usage à cette fin des armes et des munitions de faible puissance;		(a) bear, prohibiting the use of low-powered arms and ammunition for this purpose;	
b) d'autres espèces:		(b) other species:	
Personne résidant dans le Québec	5.25	Person residing in Québec	5.25
(dont \$0.25 de commission au vendeur)		(including a \$0.25 commission for the seller)	
Personne ne résidant pas dans le Québec	12.50	Person not residing in Québec	12.50
(dont \$0.50 de commission au vendeur)		(including a \$0.50 commission for the seller)	
8° Le permis de chasser:		8. Licence to hunt:	
a) les sauvagines;		(a) waterfowl;	
b) le petit gibier avec prohibition de faire usage à cette fin de carabines autres que celles utilisant des cartouches à percussion latérale;		(b) small game, prohibiting the use for this purpose of rifles other than those fed with lateral percussion cartridges;	
c) le chevreuil et l'ours avec prohibition de faire usage à cette fin des armes et des munitions de faible puissance;		(c) deer and bear, prohibiting the use for this purpose of low-powered arms and ammunitions;	
d) faire usage à cette fin des armes et des munitions de faible puissance ainsi que de la carabine 44/40 et de tous les fusils;		(d) moose and caribou, prohibiting the use for this purpose of low-powered arms and ammunitions as well as the 44/40 rifle and all shotguns;	
e) d'autres espèces:		(e) other species:	
Personne ne résidant pas dans le Québec	103.00	Person not residing in Québec	103.00
(dont \$1.00 de commission au vendeur)		(including a \$1.00 commission for the seller)	
9° Le permis de chasser le chevreuil, l'ours et le renard, avec prohibition de faire usage des armes et des munitions de faible puissance:		9. Licence to hunt deer, bear and fox, prohibiting the use of low-powered arms and ammunitions:	
Personne résidant dans le Québec	5.75	Person residing in Québec	5.75
Personne ne résidant pas dans le Québec	28.00	Person not residing in Québec	28.00
10° Le permis de piéger les animaux à fourrure:		10. Licence to trap fur-bearing animals:	
Personne résidant dans le Québec	2.10	Person residing in Québec	2.10
(dont \$0.10 de commission au vendeur)		(including a \$0.10 commission for the seller)	
Personne ne résidant pas dans le Québec	202.00	Person not residing in Québec	202.00
(dont \$2.00 de commission au vendeur)		(including a \$2.00 commission for the seller)	
11° Le ministre peut émettre aux Indiens nécessiteux, qui vivent dans des réserves ou dans des postes		11. The Minister may issue to needy Indians living on reserves or Indian posts, licences to hunt small and	

indiens, des permis pour chasser le gros et le petit gibier aux conditions et suivant les quotas qu'il déterminera.

QUE les permis visés aux articles 4 et 8 ne soient pas valables sur l'île d'Anticosti.

QUE le permis visé à l'article 9 ne soit valable que sur l'île d'Anticosti.

QUE les permis visés aux articles 4, 5 et 6 ne soient valables que durant les saisons de chasse à l'original, au chevreuil ou au caribou selon l'espèce de ces gibiers que le permis autorise de chasser et chacune de ces catégories de permis cesse d'être valable lorsque l'espèce de gros gibier dont la chasse est autorisée par ledit permis a été enregistrée.

QUE le permis visé à l'article 7 ne soit valable que du 1^{er} mai au 31 juillet.

QUE le permis visé à l'article 3 n'autorise pas le détenteur à chasser au moyen de pièges ou de collets, excepté pour le lièvre dans les zones et durant le temps où telle chasse est permise.

QUE toute personne ne puisse acheter qu'un seul permis de chacune des catégories visées aux articles 1 à 10.

Cependant, en cas de perte de l'un des permis mentionnés à l'alinéa précédent, le ministre pourra émettre un duplicata, à la condition que le titulaire prouve, à sa satisfaction, que ledit permis a bel et bien été perdu.

QUE les permis visés aux articles 3, 4, 5, 6, 7 et 9 ne peuvent être délivrés à des résidents du Québec, que si le requérant est muni d'une carte de compétence, approuvée par le ministre, concernant le maniement des armes.

Cependant, pour un requérant qui n'a pas obtenu ladite carte de compétence avant le 1^{er} août 1971, le ministre pourra lui émettre un permis de chasse comportant la condition que ledit requérant s'engage à obtenir sa carte de compétence avant le 1^{er} avril 1972, s'il veut obtenir un permis de chasse pour la saison de chasse 1972.

QUE les permis des catégories 1 à 10 ne soient pas valables:

- a) s'ils sont émis à la suite d'une fausse déclaration;
- b) s'ils sont altérés de façon quelconque;
- c) s'ils ne portent pas la signature du titulaire et de celui qui les a délivrés;
- d) s'ils sont utilisés par une personne autre que celle à qui ils ont été délivrés;
- e) s'ils ne suivent pas la date de l'émission;
- f) s'ils ne sont pas portés sur la personne titulaire, suivant la manière déterminée par le ministre;

QUE l'arrêté en conseil numéro 3216 du 2 septembre 1970, concernant les permis de chasse, soit annulé.

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

42623-0

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3156

Québec, le 15 septembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

big game under conditions and quota which he will determine.

THAT licences contemplated in articles 4 and 8 be valid for Anticosti Island only.

THAT the licence contemplated in article 9 be valid for Anticosti Island only.

THAT the licences contemplated in articles 4, 5 and 6, be valid only for the duration of the hunting season for moose, deer or caribou according to the species of this game whose hunting is authorized by the licence, and that each of these classes of licence cease to be valid when the species of big game whose hunting is authorized by said licence is recorded.

THAT the licence contemplated in article 7 be valid only from May 1 to July 31.

THAT the licence contemplated in article 3 do not authorize the licensee to hunt by means of traps or snares, except for hare in the zones and during the period where such hunting is allowed.

THAT every person be allowed to purchase only one licence in each of the classes contemplated in articles 1 to 10.

Nevertheless, in case of loss of one of the licences mentioned in the above paragraph, the Minister may issue a duplicate copy, providing the holder proves to the Minister's satisfaction that said licence has in effect been lost.

THAT the licences contemplated in articles 3, 4, 5, 6, 7 and 9 may be issued to residents of Québec, only if the applicant is in possession of a proficiency certificate approved by the Minister and pertaining to arms handling.

However, when an applicant has not obtained said proficiency certificate before August 1, 1971, the Minister may issue a hunting licence providing the applicant agrees to obtain his proficiency certificate before April 1, 1972, if he wants to obtain a licence for the 1972 hunting season.

THAT the licences in classes 1 to 10 be not valid:

- (a) if they are issued as a result of a false statement;
- (b) if they are altered in any way;
- (c) if they do not include the signature of the licensee and of the person who issued it;
- (d) if they are used by a person other than the licensee;
- (e) if they do not follow the date of issue;
- (f) if they are not carried by the holder in the manner determined by the Minister.

THAT Order in Council number 3216 of September 2, 1970, concerning hunting licences be repealed.

THAT the present regulation be published in the *Québec Official Gazette*.

42623-0

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3156

Québec, September 15, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT une chasse contrôlée à l'original dans le Parc des Laurentides, ainsi que dans les réserves suivantes: Parc de la Vérendrye, Réserve de Matane, Réserve du Saint-Maurice, Réserve de Portneuf, Réserve de la Haute-Mauricie.

ATTENDU QU'en vertu des paragraphes *a, b, c, f* et *r* de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune, Lois du Québec 1969, chapitre 58, amendé par le Bill 53, sanctionné le 30 juin 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil peut:

a) fixer des catégories de permis et déterminer les conditions que doivent remplir les requérants et les détenteurs de permis de même que leur coût, leur teneur et leur durée;

b) prescrire le calibre et les caractéristiques des armes qui peuvent être utilisées pour la chasse suivant les catégories d'animaux;

c) diviser le Québec en zones de chasse et déterminer dans chaque zone ou partie de zone, les catégories d'animaux qui peuvent être chassés et les périodes de l'année ou les parties de la journée pendant lesquelles la chasse est interdite à l'égard de ces catégories d'animaux;

f) déterminer le nombre maximum d'animaux de la catégorie qu'il indique qui peuvent être tués par une même personne pendant toute période pour laquelle la chasse est permise;

r) établir des réserves de chasse et déterminer les conditions auxquelles la chasse est permise et y prohiber complètement ou partiellement dans ces réserves, la chasse, le port d'armes, la circulation ou le séjour;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 19 de la Loi des Parcs Provinciaux (Statuts refondus 1964, chapitre 201), le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour la conservation et la protection de tous les animaux du parc provincial des Laurentides.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

Qu'une chasse contrôlée de l'original soit permise dans le Parc des Laurentides, ainsi que dans les réserves suivantes: Parc de La Vérendrye, Réserve de Matane, Réserve du Saint-Maurice, Réserve de Portneuf, Réserve de la Haute-Mauricie;

QUE le règlement suivant s'applique dans ce parc et ces réserves:

1. Nul ne doit participer à cette chasse, à moins que son nom n'ait été inscrit et choisi par tirage au sort, suivant le mode déterminé par le ministre;

2. Seules les personnes domiciliées dans le Québec sont autorisées à participer au tirage au sort ou à la chasse;

3. Les employés du Centre de Traitement Électronique des Données (C.T.E.D.) ne sont pas éligibles au tirage au sort;

4. Nul ne doit s'inscrire, au cours d'une même année, plus d'une fois à un tirage au sort pour la chasse contrôlée de l'original et ceci, pour l'ensemble des parcs et réserves où cette chasse est permise sous peine de confiscation du ou des dépôts ou des frais d'inscription exigés; toutefois, si dans un parc ou une réserve, le nombre de chasseurs déterminé n'est pas complété par le

CONCERNING a controlled moose hunt in the Laurentides Park and in the following Reserves: La Vérendrye Park, Matane, Saint-Maurice, Portneuf and Haute-Mauricie.

WHEREAS pursuant to paragraphs *a, b, c, f* and *r* of section 77 of the Wild-life Conservation Act, Statutes of Québec, 1969, Chapter 58, amended by Bill 53, assented to on June 30, 1971, the Lieutenant-Governor in Council may:

a) fix classes of licences and determine the conditions to be fulfilled by applicants for and holders of licences, as well as their form, cost and tenor;

b) prescribe the calibre and characteristics of the arms which may be used for hunting according to classes of animals;

c) divide the Province of Québec into hunting zones and determine, within each zone or part of a zone, the classes of animals which may be hunted and the periods of the year or the parts of the day during which hunting for such classes of animals is prohibited;

f) fix the maximum number of animals of such class as he indicates which may be killed by one person during any open season;

r) establish game reserves and determine the conditions upon which hunting is permitted and totally or partially prohibit hunting, the carrying of arms, travel or periods of stay therein;

WHEREAS pursuant to section 19 of the Provincial Parks Act (Revised Statutes, 1964, Chapter 201), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations for the preservation and protection of all animals in the Laurentides Provincial Park.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT a controlled moose hunt be permitted in the Laurentides Park, as well as in the following Reserves: La Vérendrye Park, Matane, Saint-Maurice, Portneuf and Haute-Mauricie:

THAT the following Regulation apply to the said Park and Reserves:

1. No person shall take part in this hunt unless his name is entered and drawn in a drawing by lot to be conducted as laid down by the Minister.

2. Only persons domiciled in the Province of Québec may enter the draw or take part in the hunt.

3. The employees of the Centre de Traitement Électronique des Données (C.T.E.D.) (Data Processing Centre) are ineligible to enter the draw.

4. It is forbidden to enter more than one draw in the same year for a controlled moose hunt. This restriction applies to all parks and reserves where such hunting is permitted, the penalty for non-compliance being forfeiture of any deposit or deposits or of any entry fee. However, if all the requests for any particular park or reserve cannot be met from the draw, due to excessive

tirage au sort, les chasseurs n'ayant pas été favorisés par ce tirage pourront être dirigés vers un autre parc ou une autre réserve, suivant les listes de priorités d'attente;

5. Nul ne doit participer à cette chasse sans être porteur d'un permis spécial, en plus du permis de chasse régulier;

Le coût du permis spécial est de \$76 pour quatre (4) jours de chasse incluant les services d'un guide par groupe de deux (2) chasseurs, dans les Parcs de la Vérendrye et des Laurentides, sauf le secteur de Kiskissink et dans la réserve de Matane, de \$261 pour six (6) jours de chasse dans le secteur de Kiskissink, Parc des Laurentides, incluant le logement, la nourriture, les embarcations et les services d'un guide par groupe de deux (2) chasseurs, de \$30 pour quatre (4) jours de chasse dans la réserve de Portneuf et de \$45 pour six (6) jours de chasse dans la réserve Saint-Maurice;

6. Un dépôt de \$30 est exigé lors de l'inscription de chaque personne désirant participer à la chasse, sauf dans la réserve de la Haute-Mauricie.

Les chasseurs, faisant partie d'un groupe non choisi, recevront le remboursement de leur dépôt dans les semaines qui suivront le tirage. Dans le cas d'un groupe de chasseurs choisis, un désistement annulera tout remboursement, à moins que le ministère n'en ait été avisé par écrit au moins sept (7) jours avant la date du début du voyage de chasse. Le groupe qui se désiste est remplacé par le premier groupe inscrit sur la liste d'attente constituée lors du tirage. On accorde au premier groupe de remplacement un délai de 48 heures pour accepter ou refuser les dates de chasse offertes. Si la chasse est commencée, la période d'acceptation ou de refus est de 24 heures.

Suite à l'incapacité d'un chasseur, faisant partie d'un groupe gagnant, à se prévaloir de son droit de chasse, le dépôt versé sera remboursé si le ministère a été prévenu au moins sept (7) jours avant le début du voyage de chasse.

7. Chaque groupe de deux (2) chasseurs doit être accompagné d'un guide, dans les Parcs des Laurentides et de La Vérendrye, ainsi que dans la réserve de Matane.

8. Nul ne peut chasser ou séjourner dans ce parc et ces réserves à un endroit autre que celui indiqué sur son permis.

9. Nul ne peut chasser en dehors des périodes indiquées sur son permis.

10. Nul ne peut chasser avec une arme défectueuse.

11. En outre des restrictions mentionnées au paragraphe 5 de l'arrêté en conseil numéro 3216 du 2 septembre 1970, les armes ci-après mentionnées sont prohibées dans une chasse contrôlée de l'original:

— 30/30	— 44 Magnum
— 38/55	— 6.5 Manlicher
— 32 Spécial	— 351 Winchester Auto
— 30 et 35 Remington	— 257 Roberts
— 303 et 250 Savage	— Arcs et Arbalètes.

12. Sauf dans la réserve de la Haute-Mauricie où le détenteur d'un permis spécial peut abattre un original, un groupe de deux (2) chasseurs ne peut abattre plus

demand for such park or reserve, the overflow of those who are unsuccessful in the draw may be assigned to other locations in accordance with priority on the waiting list.

5. No person shall take part in the said hunt unless he holds a special licence in addition to the regular hunting licence. The cost of a special licence is as follows:

For the Reserves of Matane and La Vérendrye Park and the Laurentides Park, except the Kiskissink sector \$76 for four (4) hunting days, which includes the services of one guide per two (2) hunters;

For the Kiskissink sector of the Laurentides Park, \$261 for six (6) hunting days, which includes accomodation, board, boats and the services of one guide per two (2) hunters;

For Portneuf Reserve, \$30 for four (4) hunting days;

For Saint-Maurice Reserve, \$45 for six (6) hunting days.

6. A deposit of \$30 per person must be sent with the entry, except those entries marked for Haute-Mauricie.

Every hunter of a group not selected to take part in the hunt shall have his deposit refunded within a few weeks following the draw. Any hunter who withdraws from the hunt following upon his selection shall forfeit his deposit, unless the Department receives written notification of such withdrawal at least seven (7) days in advance of the starting date of the hunting trip. Withdrawals shall be replaced by those who have priority on the waiting list made up at the time of the draw. A time limit of 48 hours to either accept or decline an offer of replacement shall be granted. If the hunt has already begun, this time of reply to a replacement offer shall be 24 hours only.

If a hunter who has been selected is unable to take part in the hunt, his deposit will be refunded if the department is notified at least seven (7) days before the hunting trip is due to start.

7. Each group of two (2) hunters must be accompanied by a guide in the Laurentides and La Vérendrye Parks and in the Matane Reserve.

8. No person may hunt or stay in this Park and these Reserves at any place other than indicated on his licence.

9. No person may hunt other than during the periods indicated on his licence.

10. No person may hunt with defective firearms.

11. In addition to the restrictions mentioned in paragraph 5 of Order in Council number 3216 of September 2, 1970, the arms hereinafter mentioned are prohibited in controlled moose hunts:

— 30/30	— 44 Magnum
— 38/55	— 6.5 Manlicher
— 32 Special	— 351 Winchester Auto
— 30 and 35 Remington	— 257 Roberts
— 303 and 250 Savage	— Bows and cross-bows

12. Only one moose may be killed per group of two (2) hunters in the Laurentides Park and in the Reserves of La Vérendrye Park, Matane, Saint-Maurice and

d'un orignal dans le Parc des Laurentides, Réserve du Parc de La Vérendrye, Réserve de Matane, Réserve du Saint-Maurice et Réserve de Portneuf.

13. Tout chasseur qui a abattu un orignal doit le faire inspecter à une station biologique du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, dont les présposés peuvent y prélever toute partie.

14. Dans ces parcs et réserves, la chasse à l'orignal est prohibée, sauf aux périodes suivantes, savoir:

a) du 25 septembre au 23 octobre dans le parc de La Vérendrye;

b) du 18 septembre au 15 octobre dans le parc des Laurentides;

c) du 2 octobre au 18 octobre dans la réserve de Portneuf;

d) du 25 septembre au 17 octobre dans la réserve de la Haute-Mauricie;

e) du 18 septembre au 19 octobre dans la réserve de Matane;

f) du 2 octobre au 20 octobre dans la réserve Saint-Maurice.

QUE l'arrêté en conseil, numéro 3370 du 10 septembre 1970, concernant une chasse contrôlée à l'orignal dans un parc et cinq (5) réserves, soit annulé.

QUE publication soit faite deux (2) fois dans la Gazette officielle du Québec.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

42622-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3313

Québec, le 29 septembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements de la chasse au petit gibier (la perdrix et le lièvre) dans les réserves Papineau, Labelle, Joliette, Mastigouche, Saint-Maurice, Rimouski et Portneuf.

ATTENDU qu'en vertu de l'arrêté en conseil numéro 3157, adopté en date du 15 septembre 1971, certaines réglementations ont été édictées quant aux calibres et à la période de chasse au petit gibier (la perdrix et le lièvre) dans les réserves Papineau, Labelle, Joliette, Mastigouche, Saint-Maurice, Rimouski et Portneuf;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 77, paragraphe f) de la Loi de la conservation de la faune, Lois du Québec 1969, chapitre 58, amendé par le bill 53, sanctionné le 30 juin 1971, le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer le nombre d'animaux de la catégorie qu'il indique qui peuvent être tués pendant toute période pendant laquelle la chasse est permise.

ATTENDU qu'il y a lieu d'apporter une modification particulière quant à la chasse de la perdrix dans les réserves Papineau, Labelle, Joliette et Mastigouche;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QUE l'arrêté en conseil numéro 3157, adopté en date du 15 septembre 1971, soit modifié en y ajoutant le paragraphe suivant:

Portneuf; however, in the Reserve of Haute-Mauricie each special licence holder is entitled to kill one moose.

13. Each hunter who kills a moose must have it inspected at a biological station of the Department of Tourism, Fish and Game, the employees of which may set aside any part thereof.

14. Moose hunting is prohibited in these Parks and Reserves save during the following periods, namely:

(a) from September 25 to October 23 in La Vérendrye Park;

(b) from September 18 to October 15 in the Laurentides Park;

(c) from October 2 to October 18 in the Portneuf Reserve;

(d) from September 25 to October 17 in the Haute-Mauricie Reserve;

(e) from September 18 to October 19 in the Matane Reserve;

(f) from October 2 to October 20 in the Saint-Maurice Reserve.

THAT Order in Council number 3370 of September 10, 1970, concerning a controlled hunt for moose in one park and five (5) reserves, be repealed.

THAT publication be made twice (2) in the Québec Official Gazette.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

42622

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 3313

Québec, September 29, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING small game (partridge and hare) hunting Regulations in the Papineau, Labelle, Joliette, Mastigouche, Saint-Maurice, Rimouski and Portneuf Reserves.

WHEREAS under Order in Council number 3157, adopted on September 15, 1971, certain regulations were enacted with regard to the firearm calibre and hunting season for small game (partridge and hare) in the Papineau, Labelle, Joliette, Mastigouche, Saint-Maurice, Rimouski and Portneuf Reserves;

WHEREAS under section 77, paragraph f) of the Wild-life Conservation Act, Statutes of Québec 1969, chapter 58, amended by Bill 53, sanctioned on June 30, 1971, the Lieutenant-Governor in Council may fix the number of animals of such class as he indicates which may be killed during any open season.

WHEREAS it is expedient to make a special amendment with regard to partridge hunting in the Papineau, Labelle, Joliette and Mastigouche Reserves;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT Order in Council number 3157, adopted on September 15, 1971, be amended by adding to it the following paragraph:

« QUE dans les réserves Papineau, Labelle, Joliette et Mastigouche, il est interdit à tout chasseur, à l'occasion d'un séjour dans une de ces réserves, de tuer plus de cinq (5) perdrix, quelle que soit la durée de ce séjour

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec* ».

Le greffier du Conseil exécutif,
42623-0 JULIEN CHOUINARD.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3312

Québec, le 29 septembre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Règlement concernant le paiement d'une indemnité à un détenteur de permis de chasse ou de pêche et de dommages-intérêts à des tiers.

ATTENDU QUE la Loi de la conservation de la faune (chapitre 58 des Lois du Québec 1969) a été modifiée par le Bill 53, sanctionné le 30 juin 1971, en insérant la Section Xa, intitulée « INDEMNITÉS »;

ATTENDU QU'en vertu de cette section, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour sa mise en application;

ATTENDU QU'il est opportun d'adopter un règlement concernant le paiement d'une indemnité à un détenteur de permis de chasse ou de pêche et de dommages-intérêts à des tiers.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QUE le texte qui est annexé à la présente recommandation soit adopté comme règlement concernant le paiement d'une indemnité à un détenteur de permis de chasse ou de pêche et de dommages-intérêts à des tiers.

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec*.

QUE le présent règlement ait effet à compter du 1^{er} août 1971.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

ANNEXE A

Règlement concernant le paiement d'une indemnité à un détenteur de permis de chasse ou de pêche et de dommages-intérêts à des tiers.

CHAPITRE 1

Interprétation

1.01 Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots ou expressions suivants signifient:

a) « accident »: tout accident qui résulte directement de la pratique, à des fins récréatives, de la chasse ou de la pêche, à l'exclusion de la pêche par plongée sous-

« THAT no hunter is allowed to kill more than five (5) partridge during his stay, regardless of the length of such stay, in any one of the following reserves: Papineau, Labelle, Joliette and Mastigouche.

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette* ».

42623 JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 3312

Québec, September 29, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Regulation concerning the payment of an indemnity to the holder of a hunting or fishing licence and of damage to third parties.

WHEREAS the Wild-life Conservation Act (Statutes of Québec, 1969, Chapter 58) has been amended by Bill 53, assented to on June 30, 1971, with the addition of Division Xa, entitled "INDEMNITY";

WHEREAS under the terms of this division, the Lieutenant-Governor in Council can make regulations for its enforcement;

WHEREAS it is expedient to adopt a regulation concerning the payment of an indemnity to the holder of a hunting or fishing licence and of damages to third parties.

IT IS THEREFORE ORDERED upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game;

THAT the text which is appended to the present recommendation be adopted as a regulation concerning the payment of an indemnity to the holder of a hunting or fishing licence and of damages to third parties.

THAT the said regulation be published in the *Québec Official Gazette*.

THAT the present regulation take effect on August 1, 1971.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

APPENDIX A

Regulation concerning the payment of an indemnity to the holder of a hunting or fishing licence and of damages to third parties.

CHAPTER 1

Interpretation

1.01 In the present regulation, unless the context indicates a different meaning, the following expressions and words mean:

(a) "accident": any accident resulting directly from hunting or fishing, for recreational purposes, excluding fishing by skin diving, in Québec, and causing injuries

marine, au Québec, et occasionne des blessures ou dommages pour lesquels le paiement d'une indemnité ou de dommages-intérêts est prévu dans le présent règlement;

b) « chasse ou pêche à des fins récréatives » : l'exercice sans but lucratif, par un détenteur, de l'activité de la chasse ou de la pêche, à l'exclusion de toute activité connexe;

c) « détenteur » : toute personne détentrice d'un permis pour la pratique, à des fins récréatives, de la chasse ou de la pêche dont le nom est inscrit sur ce permis délivré par le ministre ou toute personne autorisée par lui et valide au moment d'un accident;

d) « dommages-intérêts » : le montant de dommages subis par suite d'un accident par des tiers, jusqu'à concurrence du montant maximum prévu par la loi ou le présent règlement;

e) « indemnité » : le montant maximum prévu dans le présent règlement pour indemniser un détenteur dans le cas de mort ou d'une blessure par suite d'un accident;

f) « Loi » : la Loi de la conservation de la faune (chapitre 58 des Lois de 1969) et amendements;

g) « ministre » : le ministre de la Justice.

or damages for which the payment of an indemnity or damages is provided in the present regulation;

(b) "hunting or fishing for recreational purposes": non-profit hunting or fishing activities by a licensee, excluding all allied activities;

(c) "licensee": every person holding a hunting and fishing licence, for recreational purposes, whose name appears on this licence issued by the Minister or any person authorized by him and valid at the time of the accident;

(d) "damages": the amount of damages sustained as a result of an accident caused by third parties, up to the maximum amount provided by the Act or the present regulation;

(e) "indemnity": the maximum amount provided in the present regulation to indemnify a licensee in the case of death or an injury caused by an accident;

(f) "Act": the Wild-life Conservation Act (chapter 58 of the Statutes of 1969) and its amendments;

(g) "Minister": the Minister of Justice.

CHAPITRE 2

Indemnités à un détenteur

2.01 Les indemnités qui sont accordées à un détenteur ou à ses ayants droit, pour mort ou blessures subies, sont les suivantes selon qu'il s'agit de:

a) perte de vie	\$5,000
b) invalidité totale et permanente	5,000
c) perte des deux mains, des deux pieds ou des deux yeux	5,000
d) perte d'une main et d'un pied ou d'une main et d'un oeil ou d'un pied et d'un oeil	5,000
e) perte d'un bras au-dessus du coude ou au coude	3,500
f) perte d'une jambe au-dessus du genou ou au genou	3,500
g) perte d'une main ou d'un pied ou d'un oeil	2,500

2.02 Pour qu'il y ait perte d'un membre mentionné au paragraphe 2.01 ou d'un oeil il faut: quand il s'agit des mains ou des pieds, que ces membres soient complètement sectionnés du poignet ou de la cheville ou au-dessus du poignet ou de la cheville; quand il s'agit des bras et des jambes, que ces membres soient complètement sectionnés du coude ou du genou ou au-dessus du coude ou du genou; et quand il s'agit d'un oeil, que la perte de la vue soit entière et incurable.

2.03 Pour bénéficier d'une indemnité, le détenteur ne doit pas avoir été déclaré coupable en vertu d'une loi ou de règlements concernant la chasse ou la pêche pour une infraction au moment de l'accident.

2.04 Pour bénéficier d'une indemnité en cas d'invalidité totale et permanente, il faut qu'elle survienne dans les douze mois de la date de l'accident.

CHAPTER 2

Indemnities to a licensee

2.01 Indemnities awarded to a holder or his legal representatives for death or injuries sustained, are as follows in the case of:

(a) loss of life	\$5,000
(b) total and permanent disability	5,000
(c) loss of two hands, two feet or two eyes	5,000
(d) loss of one hand and one foot or one hand and one eye or one foot and one eye	5,000
(e) loss of an arm above or at the elbow	3,500
(f) loss of a leg above or at the knee	3,500
(g) loss of one hand, one foot or one eye	2,500

2.02 To be considered as a loss, the limbs mentioned in article 2.01 and the eye must meet the following conditions: in the case of hands and feet, these limbs must be completely severed at the wrist or ankle or above the wrist or the ankle; in the case of arms and legs, these limbs must be completely severed from the elbow or the knee or above the elbow or the knee; in the case of an eye, loss of sight must be complete and incurable.

2.03 In order to benefit from an indemnity, the licensee must not have been found guilty, under the terms of a statute or regulations concerning hunting and fishing, of an offense at the time of the accident.

2.04 In order to benefit from an indemnity in the case of total and permanent disability, the latter must occur during the twelve months following the date of the accident.

CHAPITRE 3

*Avis — Délai — Formules de réclamations —**Pièces justificatives — Examen médical*

3.01 Pour avoir droit à une indemnité, le réclamant doit, dans les quinze jours d'un accident, en donner avis par écrit au ministre. Cet avis doit mentionner le lieu, la date, les circonstances de l'accident et la nature des blessures.

3.02 Sur réception de cet avis, le ministre fournit au réclamant une formule suivant l'annexe A du présent règlement.

Cette formule dûment remplie doit être retournée au ministre sans délai avec toutes les pièces justificatives mentionnées sur cette formule.

3.03 Le ministre peut aussi exiger que le réclamant subisse par un médecin désigné par lui un ou plusieurs examens médicaux.

3.04 Aucune action ou procédure en recouvrement d'une indemnité ne peut être prise contre le ministre, en vertu de la loi ou du présent règlement, avant l'expiration d'un an à compter de la date de l'accident et à la condition que le réclamant ait satisfait à toutes les prescriptions de la loi ou du présent règlement.

3.05 Au cas de décès du détenteur, les indemnités prévues au paragraphe 2.01 ne peuvent être payées que sur production au ministre des certificats attestant que les droits successoraux ont été acquittés.

CHAPITRE 4

Paiement de dommages-intérêts aux tiers

4.01 Dans le cas d'un accident susceptible d'engendrer une réclamation, contre le détenteur, celui-ci doit donner sans délai un avis au ministre. Le défaut de donner un tel avis aura pour effet d'enlever tout recours au réclamant en vertu de la loi ou du présent règlement.

Dans le cas où un détenteur reçoit une réclamation ou la signification d'une poursuite civile pour dommages-intérêts causés aux tiers, il doit en aviser par écrit, sans délai, le ministre suivant la formule A annexée au présent règlement.

Cette formule doit être accompagnée ou suivie de tous autres documents nécessaires que le ministre peut exiger pour effectuer le règlement de la réclamation ou de la poursuite.

Dès l'instant où le détenteur a avisé le ministre, il doit collaborer avec lui pour faciliter le règlement de la réclamation.

4.02 Dans le cas où le gouvernement paye les dommages-intérêts pour dommages aux biens dont un détenteur est, dans l'opinion du ministre de la justice ou suivant un jugement du tribunal, responsable envers les tiers par suite d'un accident, un montant de \$50 est déduit du montant à payer.

4.03 Des dommages-intérêts ne doivent pas être payés pour des dommages matériels causés par le détenteur d'un permis à des biens appartenant à autrui dont il a la garde et le contrôle au moment de l'accident.

CHAPTER 3

*Notice — Delays — Claim forms —**Relevant documents — Medical examination*

3.01 In order to be entitled to an indemnity, the claimant must give written notice to the Minister within fifteen days following the accident. This notice must indicate the place, the date, the circumstances of the accident and the type of injuries.

3.02 Upon receipt of this notice, the Minister provides the claimant with a form shown as annex A of the present regulation.

This form must be duly completed and returned to the Minister forthwith all the relevant documents mentioned in the said form.

3.03 The Minister may also require that a claimant undergo one or several medical examinations by a physician appointed by him.

3.04 No suit or proceedings for recovery of an indemnity can be entered against the Minister, under the terms of the Act or the present regulation, before one year has elapsed from the date of the accident and providing the claimant has complied with all the provisions of the Act or of the present regulation.

3.05 In the case of the licensee's death, the indemnities provided in article 2.01 will be paid only upon presentation to the Minister of the certificates showing that succession duties have been paid.

CHAPTER 4

Payment of damages to third parties

4.01 In the case of an accident liable to cause a claim to be made against the licensee, the latter must notify the Minister forthwith. Failure to give such notice will result in the loss of all recourses for the claimant under the terms of the Act or the present regulation.

In the case where a licensee receives a claim or service of a civil suit for damages caused to third parties, he must give written notice to the Minister forthwith, using form A attached to the present regulation.

This form must be accompanied or followed by any other relevant document which the Minister may require in order to settle the claim or the suit.

From the time the licensee notifies the Minister, he must cooperate with him in order to facilitate the settlement of the claim.

4.02 In the case where the government pays damages to property for which a licensee is, in the opinion of the Minister of Justice, or according to a Court decision, responsible with regard to third parties as a result of an accident, an amount of \$50 is deducted from the sum to be paid.

4.03 Damages must not be paid for material damages caused by the licensee to property belonging to a third party, when its safeguard and control are entrusted to him at the time of the accident.

FORMULE A

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
 Service central des réclamations
 Hôtel du Gouvernement
 Québec (4)

ACCIDENT CHASSE ET PÊCHE

Nom du détenteur:
 Adresse:
 No de permis:
 Occupation:

No de réclamation:

Âge:

Chasse
 Employeur:

Pêche

L'ACCIDENT	Date:	Endroit:
	Heure	
	a.m. p.m.	

Décrire l'accident: _____

BLESSURE OU DOMMAGE À AUTRUI	Nom:	Âge:
	Adresse:	Tél.:
	Nature des dommages ou blessures:	
	Employeur:	Occupation:

TÉMOINS DE L'ACCIDENT	Nom:	Téléphone:
	Adresse:	
	Nom:	Téléphone:
	Adresse:	

Date: _____ Signé: _____

IMPORTANT: VOIR VERSO

N.B.— Le présent certificat doit être complété dans tous les cas de demande d'indemnité

CERTIFICAT DU MÉDECIN TRAITANT

(À être obtenu aux frais du réclamant).

Nom du patient	
Nature des blessures	
S'il y a eu complication en-faire mention	
L'accidenté souffrait-il antérieurement d'une difformité physique ?	
Nom de l'hôpital où les soins ont été prodigués	
Y aura-t-il invalidité totale ou permanente ?	

Je certifie que ce rapport est exact au meilleur de ma connaissance.

Signé à _____ ce _____ jour de _____ 19 _____
 (Signature du médecin)

Dans les cas de décès, toutes les réclamations doivent inclure:

- 1 — Certificat de décès.
- 2 — Quittances sur droits de succession provinciale et fédérale.

FORM A

DEPARTMENT OF JUSTICE

Central Claim Service
Government Buildings
Québec 4

HUNTING AND FISHING ACCIDENT

Name of licensee: _____ Claim number: _____ Age: _____
 Address: _____
 Licence No.: _____ Hunting Employer: _____ Fishing _____
 Occupation _____

ACCIDENT	Date: _____	Place: _____
	Time: _____ a.m. p.m.	

Description of the accident: _____

INJURY OR DAMAGES TO A THIRD PARTY	Name: _____	Age: _____
	Address: _____	Tel.: _____
	Type of damages or injuries: _____	
	Employer: _____	Occupation: _____

ACCIDENT WITNESSES	Name: _____	Telephone: _____
	Address: _____	
	Name: _____	Telephone: _____
	Address: _____	

Date: _____ Signed: _____

IMPORTANT: SEE OVER

This certificate must be completed in all cases of claim for indemnity

CERTIFICATE FROM ATTENDING PHYSICIAN

(to be procured at the claimant's expense)

Name of patient	
Type of injuries	
Mention complications if any	
Did the victim suffer from a previous physical malformation?	
Name of the hospital where care was given	
Will there be total or permanent disability?	

I certify that this report is accurate to the best of my knowledge.

Signed at _____ on this _____ day of _____ 19 _____

(Physician's signature)

In the case of death, all claims must include:

- 1 — Death certificate.
- 2 — Receipts covering federal and provincial succession duties.

42624-o

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3524

Québec, le 13 octobre 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une exemption de l'application de la Loi de la protection du consommateur.

ATTENDU QUE l'article 102 de la Loi de la protection du consommateur décrète, entre autres choses, ce qui suit:

« 102. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements:

p) pour exempter, en totalité ou en partie de l'application de la présente loi, toute catégorie de personnes, de biens ou de contrats qu'il indique.

Les règlements visés dans les paragraphes j), l) et p) doivent, avant leur adoption, avoir été soumis au Conseil de la protection du consommateur.

Les règlements adoptés en vertu de la présente loi entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute autre date ultérieure qui y est fixée. »

ATTENDU QU'un règlement connu sous le nom de règlement général numéro 1 a été adopté en vertu de la Loi de la protection du consommateur par l'arrêté en conseil 3345 en date du 29 septembre 1971, et publié dans la *Gazette officielle du Québec* le 9 octobre 1971;

ATTENDU QUE le projet de règlement annexé à la présente a été soumis, conformément à la loi, au Conseil de la protection du consommateur;

ATTENDU QUE ledit Conseil a examiné et approuvé ce projet de règlement au cours de sa séance du 25 août 1971;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter ce règlement pour la mise en vigueur graduelle et rationnelle de la loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives:

QUE le règlement annexé à la présente soit adopté et soit connu sous le nom de règlement numéro 2;

QUE le règlement ainsi adopté entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

RÈGLEMENT NUMÉRO 2 ÉDICTÉ EN VERTU DE LA LOI DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Règlement numéro 2 adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la Loi de la protection du consommateur (Bill 45 de 1971).

1° « Est exempté des applications des articles 3, 5 et 7 de la loi le contrat devant nécessairement être passé devant notaire en forme authentique. »

42543-o

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 3524

Québec, October 13, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an exemption from the application of the Consumer Protection Act.

WHEREAS section 102 of the Consumer Protection Act enacts, among other things, the following:

"102. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations:

(p) to exempt from the application of this act all or part of such class of persons, goods or contracts as he indicates.

Before the regulations contemplated in sub-paragraphs (j), (l) and (p) are made, they must be submitted to the Consumer Protection Council.

The regulations made under this act shall come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette* or on such later date as may be fixed therein."

WHEREAS a regulation known as general regulation number 1 was adopted under the Consumer Protection Act by Order in Council 3345 dated September 29, 1971, and published in the *Québec Official Gazette* on October 9, 1971;

WHEREAS the draft regulation appended to this recommendation has, in accordance with the Act, been submitted to the Consumer Protection Council;

WHEREAS the said Council examined and approved this draft regulation at its sitting of August 25, 1971;

WHEREAS, for the gradual and rational coming into force of the Act, it is expedient that such regulation be made;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives:

THAT the regulation appended to these presents be adopted and known as regulation number 2;

THAT the regulation thus adopted come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

REGULATION NUMBER 2 MADE UNDER THE CONSUMER PROTECTION ACT

Regulation number 2 adopted by the Lieutenant-Governor in Council under the Consumer Protection Act (Bill 45 of 1971).

1. "Any contract which of necessity must be legally executed before a notary, is exempt from the applications of sections 3, 5 and 7 of the Act."

42543

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 3370

Québec, le 10 septembre, 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une chasse contrôlée à l'original dans un parc et cinq (5) réserves.

ATTENDU qu'en vertu des paragraphes (c, f et r) de l'article 77 de la Loi de la conservation de la faune (Lois du Québec 1969, chapitre 58), le lieutenant-gouverneur en conseil peut:

c) Diviser le Québec en zones de chasse et déterminer dans chaque zone ou partie de zone, les catégories d'animaux qui peuvent être chassés et les périodes de l'année ou les parties de la journée pendant lesquelles la chasse est interdite à l'égard de ces catégories d'animaux;

f) Déterminer le nombre maximum d'animaux de la catégorie qu'il indique qui peuvent être tués par une même personne pendant toute période pour laquelle la chasse est permise;

r) Établir des réserves de chasse et y prohiber complètement ou partiellement la chasse ainsi que le port d'armes et déterminer les conditions auxquelles la chasse est permise dans ces réserves;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 9 de la Loi des parcs provinciaux (Statuts Refondus 1964, chapitre 201), le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour la conservation et la protection de tous les animaux du parc provincial des Laurentides.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

Qu'une chasse contrôlée de l'original soit permise dans le Parc des Laurentides ainsi que dans les réserves suivantes: parc de la Vérendrye, réserve de Matane, réserve du St-Maurice, réserve de Portneuf, réserve de la Haute-Mauricie;

Que le règlement suivant s'applique dans ce parc et ces réserves:

1. Nul ne doit participer à cette chasse à moins que son nom n'ait été inscrit et choisi par tirage au sort, suivant le mode déterminé par le ministre;

2. Seules les personnes domiciliées dans le Québec sont autorisées à participer au tirage au sort ou à la chasse;

3. Parmi les personnes domiciliées dans la province, le ministre peut déterminer des catégories de personnes qui ne sont pas éligibles au tirage au sort ou à la chasse dans un parc ou une réserve;

4. Nul ne doit participer, au cours de la même année, à plus d'un tirage au sort pour la chasse contrôlée de l'original et ceci, pour l'ensemble des parcs et réserves où cette chasse est permise sous peine de confiscation du ou des dépôts ou des frais d'inscription exigés;

5. Nul ne doit participer à cette chasse sans être porteur d'un permis spécial, en plus du permis de chasse régulier;

Le coût du permis spécial est de \$7.50 par jour de chasse, sans guide, dans la réserve de Portneuf; de \$76 pour quatre (4) jours de chasse, incluant les

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 3370

Québec, September 10, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a controlled moose hunt in one park and five (5) reserves.

WHEREAS pursuant to paragraphs (c-f and r) of section 77 of the Wild-life Conservation Act (Statutes of Québec 1969, chapter 58), the Lieutenant-Governor in Council may:

(c) Divide the Province of Québec into hunting zones and determine, within each zone or part of a zone, the classes of animals which may be hunted and the periods of the year or the parts of the day during which hunting for such classes of animals is prohibited;

(f) Fix the maximum number of animals of such class as he indicates which may be killed by one person during any open season;

(r) Establish game reserves and totally or partially prohibit hunting and the carrying of arms therein and determine the conditions upon which hunting is permitted in such reserves;

WHEREAS pursuant to section 9 of the Provincial Parks Act (Revised Statutes 1964, chapter 201), the Lieutenant-Governor in Council may make regulations for the preservation and protection of all the animals in the Laurentides Provincial Park.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT a controlled moose hunt be permitted in the Laurentides Park as well as in the following Reserves: de la Vérendrye Park, Matane, St. Maurice, Portneuf and Haute Mauricie;

THAT the following regulation apply to the said Park and Reserves:

1. No person shall participate in this hunt unless his name is entered and drawn in a drawing by lot to be conducted as laid down by the Minister;

2. Only persons domiciled in the Province of Québec may take part in the draw or in the hunt;

3. Of those domiciled in the Province, the Minister may determine categories of persons who are not eligible for the draw or for the hunt in any park or reserve;

4. No person shall participate during the same year in more than one draw for a controlled moose hunt, and this restriction applies to all the parks and reserves where such hunting is permitted, under penalty of forfeiture of the required deposit(s) or registration fee;

5. No person shall participate in the said hunt unless he holds a special licence, in addition to the regular hunting-licence;

The special licence costs: \$7.50 per day's hunting, without guide, in the Portneuf Reserve; \$76 for four (4) days' hunting, including the services of a guide per

services d'un guide par groupe de deux (2) chasseurs, dans les Parcs de la Vérendrye et des Laurentides et dans les réserves de Matane et du St-Maurice; de \$249 pour six (6) jours de chasse dans le Parc des Laurentides, incluant le logement, la nourriture, les embarcations et les services d'un guide par groupe de deux (2) chasseurs;

6. Un dépôt de \$30 est exigé lors de l'inscription de chaque personne désirant participer à la chasse, sauf dans la réserve de la Haute-Mauricie;

Les chasseurs non choisis recevront le remboursement de leur dépôt dans les semaines qui suivront le tirage. Un désistement annulera tout remboursement, à moins que le ministère n'en ait été avisé par écrit dix (10) jours avant la date du voyage de chasse. Dans le cas d'un groupe choisi qui se désiste, ce dernier est remplacé par le premier groupe inscrit sur la liste d'attente constituée lors du tirage. On accorde au premier groupe de remplacement un délai de 48 heures pour accepter ou refuser les dates de chasse offertes. Si la chasse est commencée, la période d'acceptation ou de refus est de 24 heures;

En cas de désistement d'un seul des deux chasseurs, le voyage du groupe sera annulé et le remboursement du dépôt sera fait si un avis a été reçu par le ministère au moins dix (10) jours avant la date du voyage de chasse du groupe en cause;

7. Chaque groupe de deux (2) chasseurs doit être accompagné d'un guide, sauf dans les réserves de la Haute-Mauricie et de Portneuf;

8. Le ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche peut pour chaque chasseur ou pour chaque groupe de chasseurs:

- a) déterminer des territoires de chasse en dehors desquels le détenteur de permis ne pourra chasser;
- b) déterminer le nombre de chasseurs qui seront admis à cette chasse dans une région quelconque;
- c) déterminer des périodes de chasse en dehors desquelles le détenteur de permis ne pourra chasser;
- d) déterminer le sexe, l'âge et le nombre d'originaux à abattre;
- e) obliger tout chasseur à faire vérifier par les préposés à cette tâche toute arme en sa possession;
- f) interdire l'utilisation des armes jugées dangereuses ou inadéquates et détenir ces armes pendant que le chasseur séjournera dans le parc ou la réserve;
- g) faire des règlements en ce qui regarde le séjour dans le parc ou la réserve;
- h) obliger tout chasseur qui aura abattu un original, à le faire inspecter à une station biologique du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, suivant le mode et les formalités déterminés par lui;
- i) confisquer tout animal jugé non-comestible;
- j) prélever toute partie d'animal jugée nécessaire;

QUE l'arrêté en conseil numéro 2939 du 1er octobre 1969 soit annulé;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec* (deux fois).

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

42623-0

group of two (2) hunters, in the La Vérendrye and Laurentides Parks and the Matane and St. Maurice Reserves; \$249 for six (6) days' hunting, including accomodation, board, boats and the services of one guide per two (2) hunters, in the Laurentides Park;

6. A deposit of \$30 is required at the time of registration from each person wishing to participate in the hunt, except those registering for the Haute Mauricie Reserve;

Hunters who are not chosen shall receive a refund of their deposit within a few weeks following the draw. A withdrawal shall entail cellation of any refund, unless the Department is notified thereof in writing ten (10) days before the date of the hunting trip. Should a group which has been selected withdraw, its place shall be taken by the first group placed on the waiting list at the time of the draw. The first replacement group shall be given 48 hours to either accept or refuse the hunting dates offered. If the hunt has begun, the said time limit shall be 24 hours;

Should only one of the two hunters withdraw, the group's trip shall be cancelled and the deposit shall be refunded provided that the Department has received notice to that effect at least ten (10) days before the date on which the said group's hunting trip was due to begin;

7. Every group of two (2) hunters must be accompanied by a guide, except in the Haute Mauricie and Portneuf Reserves;

8. For every hunter or group of hunters, the Minister of Tourism, Fish and Game may:

- (a) determine hunting territories outside of which the licence-holder shall not be allowed to hunt;
- (b) determine the number of hunters who may take part in this hunt in any region;
- (c) determine hunting periods outside of which the licence-holder may not hunt;
- (d) determine the sex, age and number of moose that may be killed;
- (e) oblige every hunter to have all arms in his possession checked by the responsible officers;
- (f) prohibit the use of arms considered dangerous or inadequate, and confiscate such arms for the period the hunter spends in the park or reserve;
- (g) make regulations regarding the length of the stay in the park or reserve;
- (h) require every hunter who has killed a moose to have it inspected at a biological station of the Department of Tourism, Fish and Game, according to pre-determined conditions and formalities;
- (i) confiscate any animal deemed inedible;
- (j) appropriate any part of an animal considered necessary;

THAT Order in Council number 2939 of October 1, 1969 be repealed;

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette* (twice).

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

42623

Ministère de la Voirie

Department of Roads

Avis

Les chemins et rues ci-après désignés ne seront plus, à partir du 1er avril 1972 entretenus par le ministère de la Voirie.

Comté de L'Assomption

Dans la municipalité de Repentigny ville:

L'avenue Deschamps sur une longueur de 1447 pieds.
Le chemin Petite l'Assomption, de la route 48 au boulevard Brien sur une longueur de 13,180 pieds.

Le boulevard Prud'homme, de la route No 2 au boulevard Iberville sur une longueur de 2,934 pieds.

Le boulevard Iberville, du boulevard Prud'homme au boulevard Garneau sur une longueur de 1,346 pieds.

Le boulevard Garneau, du boulevard Iberville au chemin Petite l'Assomption sur une longueur de 5,815 pieds.

Le chemin de Contour, de la route No 48 sud à la route 48 nord sur une longueur de 2,468 pieds.

Le chemin de service Sud, de la route No 2 sur une longueur de 595 pieds.

Dans la municipalité de L'Épiphanie ville:

La rue Ste-Anne, de la rue Notre-Dame à la nouvelle route No 33 sur une longueur de 1,695 pieds.

Dans la municipalité de L'Assomption ville:

La rue Saint-Étienne, de la route No 48 à la rue Notre-Dame sur une longueur de 4,863 pieds.

La rue Saint-Jacques, de la rue Notre-Dame à la rue Ste-Anne sur une longueur de 735 pieds.

L'avenue Édouard Roy, de la rue Archambeault à la rue Saint-Étienne, sur une longueur de 750 pieds.

La rue Sainte-Élisabeth, de la rue Saint-Joseph à la rue Sainte-Anne sur une longueur de 250 pieds.

La rue Notre-Dame Sud-Est, de la rue Saint-Étienne sur une longueur de 75 pieds.

Dans la municipalité de Laurentides ville:

Le chemin Côté Sud-Ouest Rivière Achigan (rue St-Jean-Baptiste) sur une longueur de 4,244 pieds.

Dans la municipalité de Mascouche ville:

La rue Saint-Pierre, de l'autoroute 25 à la route 18 sur une longueur de 4,072 pieds.

Le chemin de la Station, de la route 18 à la voie ferrée C.P. sur une longueur de 5,090 pieds.

L'avenue St-Jean, sur une longueur de 10,000 pieds.

Le rang Nord de la Plaine, du chemin de Anglais à la route 18 sur une longueur de 6,268 pieds.

Comté Lac St-Jean

Dans la municipalité d'Alma ville:

La route 55, des limites de Saint-Joseph d'Alma paroisse aux limites du canton Delisle sur une longueur de 21,933 pieds.

Notice

The roads and streets hereinafter designated, upon, from and after April 1, 1972, shall no longer be maintained by the Department of Roads.

County of L'Assomption

In the municipality of the town of Repentigny:

Deschamps Avenue, 1447 feet long.
Petite l'Assomption Road, from highway 48 to Brien Boulevard, 13,180 feet long.

Prud'homme Boulevard, from Highway No. 2 to Iberville Boulevard, 2,934 feet long.

Iberville Boulevard, from Prud'homme Boulevard to Garneau Boulevard, 1,346 feet long.

Garneau Boulevard, from Iberville Boulevard to Petite l'Assomption Road, 5,815 feet long.

Contour Road, from Highway No. 48 South to Highway 48 North, 2,468 feet long.

The service road south, from Highway No. 2, 595 feet long.

In the municipality of the town of L'Épiphanie:

St. Anne Street, from Notre-Dame Street to the new Highway No. 33, 1,695 feet long.

In the municipality of the town of L'Assomption:

St. Étienne Street, from Highway No. 48 to Notre-Dame Street, 4,863 feet long.

St. Jacques Street, from Notre-Dame Street to St. Anne Street, 735 feet long.

Édouard Roy Avenue, from Archambeault Street to St. Étienne Street, 750 feet long.

St. Elisabeth Street, from St. Joseph Street to St. Anne Street, 250 feet long.

Notre-Dame Street southeast, from St. Étienne Street, 75 feet long.

In the municipality of the town of Laurentides:

Côté southwest Achigan River Road (St. Jean Baptiste Street), 4,244 feet long.

In the municipality of the town of Mascouche:

St. Pierre Street, from Autoroute 25 to Highway 18, 4,072 feet long.

Station Road, from Highway 18 to the C.P. railroad, 5,090 feet long.

St. Jean Avenue, 10,000 feet long.

Plaine Range North, from Anglais Road to Highway 18, 6,268 feet long.

County of Lake St. John

In the municipality of the city of Alma:

Highway 55, from the limits of the parish of St. Joseph d'Alma to the limits of the township of Delisle, 21,933 feet long.

Comté de Jonquière

Dans la municipalité de la cité de Jonquière:

Les raccordements est et ouest de la rue Nelson à la route 16 et 16A sur une longueur de 5,873 pieds.

Dans la municipalité de la cité de Kénogami:

Le raccordement de la rue Nelson à la route No 16 de la rue Duvernay aux limites de la cité de Jonquière sur une longueur de 3,920 pieds.

Dans la municipalité de la cité d'Arvida:

Le chemin de la Dam II, des limites Ouest d'Arvida aux limites de Shipshaw sur une longueur de 12,060 pieds.

Le chemin du Pont Price de l'intersection du chemin de la Dam II aux limites de la cité de Kénogami sur une longueur de 5,850 pieds.

Comté de Chicoutimi

Dans la municipalité de la cité de Chicoutimi:

Le boulevard Jean-Noël-Tremblay (chemin de la réserve) sur une longueur de 5,500 pieds.

Comté de Lévis

Dans la municipalité de Saint-Romuald d'Etchemin cité:

La 4e avenue, de la route No 2 aux limites de la ville de St-Jean-Chrysostome sur une longueur de 5,610 pieds.

Comté de Mégantic

Dans la municipalité de la cité de Thetford Mines:

L'ancienne route No 1 sur une longueur de 5,800 pieds.

Comté de Gaspé-Nord

Dans la municipalité de Ste-Anne-des-Monts:

L'ancienne route No 6 sur une longueur de 27,192 pieds.

Comté de Rimouski

Dans la municipalité de Rimouski cité:

La route No 10 (132) de la route de la station dans le quartier de Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, jusqu'à l'intersection de la rue de l'Église dans le quartier Nazareth sur une longueur de 14,317 pieds.

Comté de Saguenay

Dans la municipalité de la ville de Hauterive:

La route No 15 (138) de la rue Champlain à la rive Est de la rivière Amédée sur une longueur de 15,224 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Baie Comeau:

La route No 15 (138) de la rive Est de la rivière Amédée jusqu'au commencement des quatre voies non divisées sur une longueur de 586 pieds et du début des quatre voies divisées jusqu'à l'intersection de l'avenue La Salle sur une longueur de 1,175 pieds.

County of Jonquière

In the municipality of the city of Jonquière:

The east and west links of Nelson Street with Highways 16 and 16A, along a length of 5,873 feet.

In the municipality of the city of Kénogami:

The Nelson Street link to Highway No. 16 from Duvernay Street to the limits of the city of Jonquière, 3,920 feet long.

In the municipality of the city of Arvida:

Dam II Road, from the western limits of Arvida to the limits of Shipshaw, 12,060 feet long.

Pont Price Road from the intersection of Dam II Road to the limits of the city of Kénogami, 5,850 feet long.

County of Chicoutimi

In the municipality of the city of Chicoutimi:

Jean-Noël-Tremblay Boulevard (Reserve Road), 5,500 feet long.

County of Lévis

In the municipality of the city of St. Romuald d'Etchemin:

4th Avenue, from Highway No. 2 to the limits of the town of St. Jean Chrysostome, 5,610 feet long.

County of Mégantic

In the municipality of the city of Thetford Mines:

Former Highway No. 1, 5,800 feet long.

County of Gaspé-North

In the municipality of St. Anne-des-Monts:

Former Highway No. 6, 27,192 feet long.

County of Rimouski

In the municipality of the city of Rimouski:

Highway No. 10 (132) from the station highway in Notre-Dame-du-Sacré-Coeur Ward to the intersection of rue de l'Église in the Nazarets Ward, 14,317 feet long.

County of Saguenay

In the municipality of the town of Hauterive:

Highway No. 15 (138) from Champlain Street to the east bank of Amédée River, 15,224 feet long.

In the municipality of the town of Baie Comeau:

Highway No. 15 (138), from the east bank of Amédée River to the beginning of the four undivided lanes, 586 feet long, and from the beginning of the four divided lanes to the intersection of La Salle Avenue, 1,175 feet long.

Dans la municipalité de la cité de Sept-Iles:

La route No 15 (138) à un mille et trois centièmes (1.03) à l'ouest de la rivière du Poste jusqu'à l'intersection avec la rue Betty sur une longueur de 17,296 pieds.

Le chemin du Lac Daigle sur une longueur de 35,600 pieds.

Le chemin de raccordement à Clark City sur une longueur de 3,000 pieds.

Le chemin de la Pointe à la chasse sur une longueur de 36,600 pieds.

Le chemin du Lac-Rapide sur une longueur de 16,500 pieds.

Comté Richmond

Dans la municipalité de la ville d'Asbestos la route No 32 sur une longueur de 10,213 pieds.

Comté de Hull

Dans la municipalité de la ville de Pointe-Gatineau la route No 8 sur une longueur de 6,326 pieds.

Comté d'Argenteuil

Dans la municipalité de Lachute ville:

La route No 8 (148) sur une longueur de 9,845 pieds.

La route No 31 (327) sur une longueur de 1,142 pieds.

Le chemin Bethany sur une longueur de 2,515 pieds.

Le chemin Vide Sac sur une longueur de 12,428 pieds.

Le chemin North River East (Hille Foot) sur une longueur de 8,164 pieds.

L'ancienne route 41 (section Bourbonnière) sur une longueur de 3,825 pieds.

L'ancienne route No 30 sur une longueur de 9,450 pieds.

Le chemin Mill, sur une longueur de 2,009 pieds.

La rue Catherine sur une longueur de 1,110 pieds.

Le chemin Dunany sur une longueur de 28,590 pieds.

Le chemin West Gore sur une longueur de 5,400 pieds.

La Montée Rodgers sur une longueur de 8,000 pieds.

Le chemin Thomas-Gore sur une longueur de 20,050 pieds.

Comté Papineau

Dans la municipalité de la ville de Gatineau la route No 8 (148) sur la longueur de 13,300 pieds.

Comté Abitibi-Est

Dans la municipalité de la ville de Val d'or, la route 59 (117) de l'intersection avec le chemin de la Baie Carrière sur une longueur de 4,389 pieds.

Québec, le 5 octobre 1971.

Le ministre de la Voirie,
BERNARD PINARD.

42621-o

Avis

Les chemins ci-après désignés ne seront plus, à partir du 1er avril 1972, entretenus par le ministère de la Voirie:

In the municipality of the city of Sept-Iles:

Highway No. 15 (138) one and three tenths miles (1.03) west of Poste River to the intersection with Betty Street, 17,296 feet long.

Daigle Lake Road, 35,600 feet long.

The junction road to Clark City, 3,000 feet long.

Pointe à la chasse Road, 36,600 feet long.

Lac-Rapide Road, 16,500 feet long.

County of Richmond

In the municipality of the town of Asbestos, Highway No. 32, 10,213 feet long.

County of Hull

In the municipality of the town of Pointe-Gatineau, Highway No. 8, 6,326 feet long.

County of Argenteuil

In the municipality of the city of Lachute:

Highway No. 8 (148), 9,845 feet long.

Highway No. 31 (327), 1,142 feet long.

Bethany Road, 2,515 feet long.

Vide Sac Road, 12,428 feet long.

North River East Road (Hille Foot), 8,164 feet long.

Former Highway 41 (Bourbonnière Section), 3,825 feet long.

Former Highway No. 30, 9,450 feet long.

Mill Road, 2,009 feet long.

Catherine Street, 1,110 feet long.

Dunany Road, 28,590 feet long.

West Gore Road, 5,400 feet long.

Montée Rodgers, 8,000 feet long.

Thomas-Gore Road, 20,050 feet long.

County of Papineau

In the municipality of the town of Gatineau, Highway No. 8 (148), 13,300 feet long.

County of Abitibi-East

In the municipality of the town of Val d'Or, Highway 59 (117), from the intersection with Baie Carrière Road, 4,389 feet long.

Québec, October 5, 1971.

BERNARD PINARD,
Minister of Roads.

42621

Notice

The roads hereinafter designated, upon, from and after April 1, 1972, shall no longer be maintained by the Department of Roads.

Comté: Deux-Montagnes

Dans la municipalité L'Annonciation, partie Nord paroisse:

Le chemin Pointe aux Touristes sur une longueur de 3,000 pieds.

Le chemin Montée-Saint-Isidore sur une longueur de 6,545 pieds.

Dans la municipalité d'Oka la rue L'Annonciation sur une longueur de 5,166 pieds.

Dans la municipalité de Pointe-Calumet village:

La Montée de la Baie sur une longueur de 3,730 pieds.

Le boulevard Proulx sur une longueur de 4,994 pieds.

Le boulevard Lachapelle sur une longueur de 5,800 pieds.

Le 59e Avenue sur une longueur de 2,640 pieds.

La 48e Avenue sur une longueur de 4,150 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Eustache paroisse:

La Montée Grande-Côte sur une longueur de 4,380 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac paroisse:

Le chemin Bord-de-l'eau sur une longueur de 2,070 pieds.

La 10e Avenue sur une longueur de 1,866 pieds.

La 22e Avenue sur une longueur de 1,935 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Placide paroisse:

Le chemin Saint-Vincent sur une longueur de 5,350 pieds.

Le chemin Pointe-aux-Touristes sur une longueur de 2,845 pieds.

Le chemin Pointe-aux-Anglais sur une longueur de 6,154 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Scholastique ville:

La rue Ste-Madeleine (St-Benoit) sur une longueur de 1,367 pieds.

Le chemin Principal-Nord (St-Hermas) sur une longueur de 6,470 pieds.

Le chemin Principal-Sud (St-Hermas) sur une longueur de 7,100 pieds.

Comté: Terrebonne

Dans la municipalité de Bellefeuille paroisse:

Le chemin Côté Dalhousie-Nord sur une longueur de 2,000 pieds.

Le Chemin Côté Dalhousie-Sud sur une longueur de 1,999 pieds.

Le boulevard Lajeunesse sur une longueur de 4074 pieds.

Dans la municipalité du Lac Carré village:

Le chemin Lecompte sur une longueur de 534 pieds.

La rue de la Décongestion sur une longueur de 563 pieds.

Le chemin de la Station sur une longueur de 1,500 pieds.

La rue Saint-Faustin sur une longueur de 760 pieds.

County: Deux-Montagnes

In the Municipality of L'Annonciation, northern part of the Parish:

Pointe aux Touristes Road, 3,000 feet long.

Montée-Saint-Isidore Road, 6,545 feet long.

In the Municipality of Oka, L'Annonciation Street, 5,166 feet long.

In the Municipality of the Village of Pointe-Calumet:

Montée de la Baie, 3,730 feet long.

Proulx Boulevard, 4,994 feet long.

Lachapelle Boulevard, 5,800 feet long.

59th Avenue, 2,640 feet long.

48th Avenue, 4,150 feet long.

In the Municipality of the Parish of St.Eustache:

Montée Grande-Côte, 4,380 feet long.

In the Municipality of the Parish of St. Joseph-du-Lac:

Bord-de-l'Eau Road, 2,070 feet long.

10th Avenue, 1,866 feet long.

22nd Avenue, 1,935 feet long.

In the Municipality of the Parish of St. Placide:

St. Vincent Road, 5,350 feet long.

Pointe-aux-Touristes Road, 2,845 feet long.

Pointe-aux-Anglais Road, 6,154 feet long.

In the Municipality of the City of St. Scholastique:

St. Madeleine Street (St. Benoit), 1,367 feet long.

Main Road North (St. Hermas), 6,470 feet long.

Main Road South (St. Hermas), 7,100 feet long.

County: Terrebonne

In the Municipality of the Parish of Bellefeuille:

Côté Dalhousie Road North, 2,000 feet long.

Côté Dalhousie Road South, 1,999 feet long.

Lajeunesse Boulevard, 4,074 feet long.

In the Municipality of the Village of Lac Carré:

Lecompte Road, 534 feet long.

Décongestion Street, 563 feet long.

Station Road, 1,500 feet long.

St. Faustin Street, 760 feet long.

Dans la municipalité de Lantier:
Le rang des Therriens sur une longueur de 3,751 pieds.

Dans la municipalité du Lac Supérieur:
Le chemin Lecompte sur une longueur de 3,051 pieds.
Le chemin Ouimet sur une longueur de 1,320 pieds.
Le chemin Canton Archambault sur une longueur de 2,450 pieds.

Dans la municipalité de Lafontaine village:
Le Montée Saint-André sur une longueur de 2,131 pieds.

Dans la municipalité de Mont-Rolland:
Le chemin de la Terrasse Morin sur une longueur de 400 pieds.
Le chemin Morin Heights sur une longueur de 3,200 pieds.
Le chemin du 9^e Rang-sud sur une longueur de 1,267 pieds.

Dans la municipalité de Mont-Tremblant:
Le chemin Sud Lac Ouimet sur une longueur de 525 pieds.
Le chemin Champagne sur une longueur de 848 pieds.

Dans la municipalité de Piedmont:
Le chemin Lalande sur une longueur de 2,110 pieds.
Le chemin Hervé sur une longueur de 2,300 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Adèle:
Le chemin Mont-Rolland sur une longueur de 5,209 pieds.

Le chemin du 3^e rang sur une longueur de 5,700 pieds.
Le chemin du 4^e Rang sur une longueur de 3,200 pieds.
Le chemin de la Chapelle sur une longueur de 600 pieds.

Le chemin du 2^e Rang Morin-Est sur une longueur de 1,008 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Sainte-Agathe-des-Monts:

Le chemin Tour du Lac, de l'intersection avec la rue St-Vincent jusqu'à l'intersection avec le chemin Lac Manitou, sur une longueur de 14,185 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Anne-des-Lacs paroisse:

La Montée Massicotte sur une longueur de 3,272 pieds.
Le chemin Paquette sur une longueur de 1,205 pieds.
Le chemin Lac des Seigneurs-Ouest sur une longueur de 1900 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Anne-des-Plaines paroisse:

La rue de la Station (3^e avenue) sur une longueur de 828 pieds.

La 2^e Avenue sur une longueur de 276 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Faustin:
Le chemin du Mont-Blanc sur une longueur de 1,500 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Hippolyte paroisse:
Le chemin Montée Beauchamp (10^e) sur une longueur de 1,130 pieds.

In the Municipality of Lantier:
Therriens Range, 3,751 feet long.

In the Municipality of Lac Supérieur:
Lecompte Road, 3,051 feet long.
Ouimet Road, 1,320 feet long.
Canton Archambault Road, 2,450 feet long.

In the Municipality of the Village of Lafontaine:
Montée St. André, 2,131 feet long.

In the Municipality of Mont-Rolland:
Terrasse Morin Road, 400 feet long.

Morin Heights Road, 3,200 feet long.

9th Range-South Road, 1,267 feet long.

In the Municipality of Mont-Tremblant:
Lac Ouimet Road South, 525 feet long.

Champagne Road, 848 feet long.

In the Municipality of Piedmont:
Lalande Road, 2,110 feet long.
Hervé Road, 2,300 feet long.

In the Municipality of St. Adèle:
Mont-Rolland Road, 5,209 feet long.

3rd Range Road, 5,700 feet long.

4th Range Road, 3,200 feet long.

Chapelle Road, 600 feet long.

2nd Morin Range East Road, 1,008 feet long.

In the Municipality of the Town of St. Agathe-des-Monts:

Tour du Lac Road, from the intersection with St. Vincent Street to the intersection with Lac Manitou Road, 14,185 feet long.

In the municipality of the parish of St. Anne-des-Lacs:

Montée Massicotte, 3,272 feet long.

Paquette Road, 1,205 feet long.

Lac des Seigneurs Road West, 1,900 feet long.

In the municipality of the parish of St. Anne-des-Plaines:

Station Street (3rd Avenue), 828 feet long.

2nd Avenue, 276 feet long.

In the municipality of St. Faustin:
Mont-Blanc Road, 1,500 feet long.

In the municipality of the parish of St. Hippolyte:
Montée Beauchamp Road (10th), 1,130 feet long.

Le chemin Anthème Sigouin (5e Avenue) sur une longueur de 500 pieds.

Le chemin 8e rang Kilkenny (11e Avenue) sur une longueur de 2,100 pieds.

Le chemin J. B. Sigouin (20e Avenue) sur une longueur de 2,800 pieds.

Le chemin Côté-Est-Lac-des-14-Iles sur une longueur de 2,200 pieds.

Le chemin Côté-Ouest-Lac-des-14-Iles sur une longueur de 3,550 pieds.

Le chemin Richer sur une longueur de 1,407 pieds.

Le chemin Gohier sur une longueur de 424 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Jovite paroisse:

Le chemin du Chalet sur une longueur de 2,400 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Jovite village:

La rue Saint-Georges sur une longueur de 1,024 pieds.

L'Ancienne Route 11 sur une longueur de 363 pieds.

Le chemin du 6e rang (rue Coupal) sur une longueur de 583 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Louis-de-Terrebonne paroisse:

Le rang Saint-François sur une longueur de 2,464 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson paroisse:

La rue de l'Église sur une longueur de 474 pieds.

Le chemin Pont Masson sur une longueur de 277 pieds.

La rue Sainte-Jeanne d'Arc sur une longueur de 700 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Sauveur paroisse:

La Montée Papineau sur une longueur de 1,018 pieds.

Le chemin Nymark sur une longueur de 1,519 pieds.

La Montée Hamilton sur une longueur de 2,185 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Sauveur-des-Monts village:

Le chemin du Petit-Rang sur une longueur de 1,505 pieds.

La rue de la Gare sur une longueur de 1,118 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Sophie:

Le chemin Paisley (concession) sur une longueur de 3,490 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Sainte-Thérèse-Ouest:

La Montée Georges VI sur une longueur de 546 pieds.

La Montée Sanche sur une longueur de 2,246 pieds.

Le chemin Notre-Dame sur une longueur de 3,637 pieds.

Dans la municipalité de Shawbridge village:

Le chemin Boy's Farm sur une longueur de 850 pieds.

Dans la municipalité de Val-David village:

La rue Principale sur une longueur de 2,847 pieds.

Le chemin de l'Église sur une longueur de 1,150 pieds.

Anthème Sigouin Road (5th Avenue), 500 feet long.

8th Range of Kilkenny Road (11th Avenue), 2,100 feet long.

J. B. Sigouin Road (20th Avenue), 2,800 feet long.

Côté-Est-Lac-des-14-Iles Road, 2,200 feet long.

Côté-Ouest-Lac-des-14-Iles Road, 3,550 feet long.

Richer Road, 1,407 feet long.

Gohier Road, 424 feet long.

In the municipality of the parish of St. Jovite:

Chalet Road, 2,400 feet long.

In the municipality of the village of St. Jovite:

St. Georges Street, 1,024 feet long.

Former Highway 11, 363 feet long.

6th Range Road (Coupal Street), 583 feet long.

In the municipality of the parish of St. Louis-de-Terrebonne:

St. François Range, 2,464 feet long.

In the municipality of the parish of St. Marguerite-du-Lac-Masson:

Rue de l'Église, 474 feet long.

Pont Masson Road, 277 feet long.

St. Jeanne d'Arc Street, 700 feet long.

In the municipality of the parish of St. Sauveur:

Montée Papineau, 1,018 feet long.

Nymark Road, 1,519 feet long.

Montréal Hamilton, 2,185 feet long.

In the municipality of the village of St. Sauveur-des-Monts:

Petit-Rang Road, 1,505 feet long.

Gare Street, 1,118 feet long.

In the municipality of St. Sophie:

Paisley Road (concession), 3,490 feet long.

In the municipality of the town of St. Thérèse-West:

Montréal Georges VI, 546 feet long.

Montée Sanche, 2,246 feet long.

Notre-Dame Road, 3,637 feet long.

In the municipality of the village of Shawbridge:

Boy's Farm Road, 850 feet long.

In the municipality of the village of Val-David:

Main Street, 2,847 feet long.

L'Église Road, 1,150 feet long.

Le chemin de la Sapinière sur une longueur de 2,900 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Terrebonne:
La route 18 sur une longueur de 6,141 pieds.
La route 29 sur une longueur de 1,615 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Sainte-Scholastique:

Le chemin Lamoureux sur une longueur de 3,700 pieds.
Québec, le 6 octobre 1971.

42621-o

Le ministre de la Voirie,
BERNARD PINARD.

Avis

Les chemins ci-après désignés ne seront plus, à partir du 1er avril 1972, entretenus par le ministère de la Voirie:

Comté L'Assomption

Dans la municipalité de L'Assomption paroisse:

Le chemin Ligne Beauchamp sur une longueur de 3,480 pieds.

Dans la municipalité de L'Épiphanie paroisse:

Le chemin du Golf sur une longueur de 2,640 pieds.
Le chemin Bas Rivière Achigan sur une longueur de 1,730 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Gérard-Majella paroisse:

Le chemin Michel Beaudoin sur une longueur de 1,617 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Lin paroisse:

Le rang Double côté Sud sur une longueur de 3,680 pieds.
Le rang St-Stanislas côté Nord sur une longueur de 3,328 pieds.
Le rang St-Stanislas côté Sud sur une longueur de 2,805 pieds.

Comté Montcalm

Dans la municipalité de Saint-Donat:

L'avenue du Lac sur une longueur de 2,825 pieds.
Le Chemin Allard Nord-Est sur une longueur de 4,869 pieds.

Dans la municipalité de Chertsey Canton:

Le chemin du 3ème Rang N.E. (de l'Église) sur une longueur de 2,707 pieds.
Le chemin Nord du Ruisseau Castor sur une longueur de 432 pieds.
La rue Principale (anc. Rte 18) sur une longueur de 4,314 pieds.
Le chemin du rang 2 (Petite rue N.E.) sur une longueur de 651 pieds.

Dans la municipalité de Rawdon village:

La 3ème Avenue N.E. sur une longueur de 448 pieds.
Le chemin Morgan (Rothdream) N.O. sur une longueur de 6,230 pieds.

Sapinière Road, 2,900 feet long.

In the municipality of the town of Terrebonne:
Highway 18, 6,141 feet long.
Highway 29, 1,615 feet long.

In the municipality of the city of St. Scholastique:

Lamoureux Road, 3,700 feet long.
Québec, October 6, 1971.

42621

BERNARD PINARD,
Minister of Roads.

Notice

The roads hereinafter designated, upon, from and after April 1, 1972, shall no longer be maintained by the Department of Roads:

County L'Assomption

In the municipality of the parish of L'Assomption:

Beauchamp Ligne Road, 3,480 feet long.

In the municipality of the parish of L'Épiphanie:

Golf Road, 2,640 feet long.
Bas Rivière Achigan Road, 1,730 feet long.

In the municipality of the parish of St. Gérard-Majella:

Michel Beaudoin Road, 1,617 feet long.

In the municipality of the parish of St. Lin:

Double Range, South side, 3,680 feet long.
St. Stanislas Range, North side, 3,328 feet long.
St. Stanislas Range, South side, 2,805 feet long.

County Montcalm

In the municipality of St. Donat:

Lac Avenue, 2,825 feet long.
Allard Road North-East, 4,869 feet long.

In the municipality of the township of Chertsey:

3rd Range Road, N.E. (de l'Église), 2,707 feet long.
The road north of Castor Stream, 432 feet long.
Main Street (former Highway 18), 4,314 feet long.
Range 2 Road, (Petite Street, N.E.), 651 feet long.

In the municipality of the village of Rawdon:

3rd Avenue, N.E., 448 feet long.
Morgan Road (Rothdream) N.W., 6,230 feet long.

La 7ème Avenue N.E. sur une longueur de 1,124 pieds.
 La rue Church N.O. sur une longueur de 2,167 pieds.
 La rue Queen sur une longueur de 3,782 pieds.
 La rue Metcalf (station) sur une longueur de 2,070 pieds.
 La 8ème Avenue sur une longueur de 1,000 pieds.
 La 4ème Avenue sur une longueur de 430 pieds.
 La rue Albert sur une longueur de 4,307 pieds.
 La 1ère Avenue N.E. sur une longueur de 584 pieds.
 La 5ème Avenue N.E. sur une longueur de 667 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Alexis paroisse:

Le chemin Bas de la Petite Ligne S.E. sur une longueur de 400 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Alexis village:

La rue de l'Église N.O. sur une longueur de 132 pieds.
 La rue de la Station N.O. sur une longueur de 280 pieds.

Dans la municipalité de Notre-Dame-de-la-Merci:

La rue de l'Église N.O. sur une longueur de 353 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Liguori paroisse:

La ruelle entre le chemin St-Jacques et le rang Sud Ouareau sur une longueur de 370 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Calixte:

Le boulevard Beauchamp sur une longueur de 2,953 pieds.

Le boulevard Duval sur une longueur de 1,163 pieds.
 Le Chemin Principal sur une longueur de 1,969 pieds.
 Le Chemin Labelle N.O. sur une longueur de 1,466 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Esprit paroisse:

La rue Principale (anc. Rte 18) sur une longueur de 8,000 pieds.

La rue de l'Église (anc. Rte 41) sur une longueur de 1,545 pieds.

La route Laviolette sur une longueur de 1,530 pieds.
 L'avenue Saint-Louis (anc. Rte 18) sur une longueur de 1,351 pieds.

Le chemin Turcotte sur une longueur de 1,662 pieds.
 La rue Perreault (Vézina) sur une longueur de 353 pieds.
 La rue Gustave Latendresse (Gariépy) sur une longueur de 495 pieds.

Le chemin Bas Saint-Esprit côté Nord sur une longueur de 1,226 pieds.

Le chemin Petite Rue sur une longueur de 321 pieds.
 Le chemin Bas Saint-Esprit côté Sud sur une longueur de 1,731 pieds.

La rue derrière l'Église sur une longueur de 242 pieds.
 La rue chemin Petit-Rang sur une longueur de 4,353 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Jacques village:

L'avenue Venne N.E. sur une longueur de 2,236 pieds.
 La rue Maréchal S.E. sur une longueur de 294 pieds.
 La rue Académie (Dupuis) N.E. sur une longueur de 983 pieds.

La rue Beaudry N.E. sur une longueur de 973 pieds.
 La rue Breau S.E. sur une longueur de 625 pieds.
 La rue de la Manufacture (Marion) sur une longueur de 722 pieds.

La rue Sainte-Anne (anc. Rte 41) sur une longueur de 5,808 pieds.

7th Avenue, N.E., 1,124 feet long.
 Church Street, N.W., 2,167 feet long.
 Queen Street, 3,782 feet long.
 Metcalf Street (Station), 2,070 feet long.
 8th Avenue, 1,000 feet long.
 4th Avenue, 430 feet long.
 Albert Street, 4,307 feet long.
 1st Avenue, N.E., 584 feet long.
 5th Avenue, N.E., 667 feet long.

In the municipality of the parish of St. Alexis:

Bas de la Petite Ligne Road, S.E., 400 feet long.

In the municipality of the village of St. Alexis:

Rue de l'Église N.W., 132 feet long.
 Station Street, N.W., 280 feet long.

In the municipality of Notre-Dame-de-la-Merci:

Rue de l'Église, N.W., 353 feet long.

In the municipality of the parish of St. Liguori:

The lane between St. Jacques Road and Ouareau Range South, 370 feet long.

In the municipality of St. Calixte:

Beauchamp Boulevard, 2,953 feet long.

Duval Boulevard, 1,163 feet long.
 Main Road, 1,969 feet long.
 Labelle Road, N.W., 1,466 feet long.

In the municipality of the parish of St. Esprit:

Main Street (former Highway 18), 8,000 feet long.

L'Église Street (former Highway 41), 1,545 feet long.

Laviolette Highway, 1,530 feet long.
 St. Louis Avenue (former Highway 18), 1,351 feet long.

Turcotte Road, 1,662 feet long.
 Perreault Street (Vézina), 353 feet long.
 Gustave Latendresse Street (Gariépy), 495 feet long.

Bas St. Esprit Road, North side, 1,226 feet long.

Petite Rue Road, 321 feet long.
 Bas St. Esprit Road, South side, 1,731 feet long.

The road behind the church, 242 feet long.
 Petit-Rang Road Street, 4,353 feet long.

In the municipality of the village of St. Jacques:

Venne Avenue, N.E., 2,236 feet long.
 Maréchal Street, S.E., 294 feet long.
 Académie Street (Dupuis) N.E., 983 feet long.

Beaudry Street, N.E., 973 feet long.
 Breau Street, S.E., 625 feet long.
 Manufacture Street (Marion), 722 feet long.

St. Anne Street (former Highway 41), 5,808 feet long.

Dans la municipalité de Sainte-Julienne paroisse:

La rue Victoria N.E. sur une longueur de 1,836 pieds.
 La rue Saint-Louis N. sur une longueur de 160 pieds.
 La rue Napoléon N.E. sur une longueur de 1,460 pieds.
 Les 1^{er}, 3^{ème} et 4^{ème} raccords de la route 18 à la route du Gouvernement sur une longueur de 978 pieds.

La rue Lac Queen (anc. Rte 18) sur une longueur de 874 pieds.

La rue Édouard sur une longueur de 773 pieds.

La rue Sainte-Julienne N. sur une longueur de 160 pieds.

La rue du Gouvernement N.O. sur une longueur de 5,520 pieds.

La rue Cartier N.E. sur une longueur de 2,231 pieds.

La rue Oscar N.E. sur une longueur de 280 pieds.

Québec, le 5 octobre 1971.

Le ministre de la Voirie,

BERNARD PINARD.

42621-o

In the municipality of the parish of St. Julienne:

Victoria Street, N.E., 1,836 feet long.

St. Louis Street N., 160 feet long.

Napoléon Street, N.E., 1,460 feet long.

The 1st, 3rd and 4th links from Highway 18 to the Government Highway, 978 feet long.

Queen Lake Street (former Highway 18), 874 feet long.

Édouard Street, 773 feet long.

St. Julienne Street North, 160 feet long.

Government Street, N.W., 5,520 feet long.

Cartier Street, N.E., 2,231 feet long.

Oscar Street, N.E., 280 feet long.

Québec, October 5, 1971.

BERNARD PINARD,

Minister of Roads.

42621

Société d'habitation du Québec

Office municipal d'habitation de la Doré Municipal Housing Bureau de la Doré

Avis est donné qu'en vertu de l'article 55 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (chapitre 55 des lois de 1966-1967), le lieutenant-gouverneur a délivré, sous le grand sceau de la province, des lettres patentes, en date du trentième jour d'août 1971, constituant en corporation sans but lucratif: Ovila Boutin, gérant, 111, rue des Peupliers; Jos. Gérard Bélanger, commis-boucher, 107, rue des Saules; François Ménard, cultivateur, 39, ave des Jardins; Xavier Savard, rentier, 147, rue des Peupliers et Robert Coulombe, menuisier, 102, rue des Peupliers; tous de Notre-Dame de la Doré; pour les fins suivantes: acquérir, construire et administrer des immeubles d'habitation à loyer modique pour personnes à faible revenu. Le siège social de la corporation est situé dans les limites du territoire de Notre-Dame de la Doré, district judiciaire de Roberval.

Le président,

JACQUES BERNIER.

42644-o

Québec Housing Corporation

Office municipal d'habitation de la Doré Municipal Housing Bureau of la Doré

Notice is given that under Article 55 of the Québec Housing Corporation Act (1966-1967, chapter 55), the Lieutenant-Governor has issued letters patent under the Great Seal of the Province, bearing date of the thirtieth day of August 1971, incorporating as a non-profit corporation: Ovila Boutin, manager, 111, des Peupliers Street; Jos. Gérard Bélanger, butcher-clerk, 107, des Saules Street; François Ménard, farmer, 39, des Jardins Avenue; Xavier Savard, retired, 147, des Peupliers Street and Robert Coulombe, carpenter, 102, des Peupliers Street; all are living in Notre-Dame de la Doré for the following purposes: to acquire, to construct and to administer low rental lodging buildings for persons of low income. The head office of the corporation is within the limits of the territory of the municipality of Notre-Dame de la Doré, judicial district of Roberval.

JACQUES BERNIER,

President.

42644-o

Soumissions — Demandes de

Cité de Drummondville Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Laurent Bernier, greffier, Hôtel de ville, 415, rue Lindsay, Drummondville, comté de Drummond, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 8 novembre 1971, pour l'achat de \$825,000 d'obligations de la cité de Drummondville, comté de Drummond, datées du 1^{er}

Tenders — Requests for

City of Drummondville County of Drummond

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" shall be received by the undersigned Laurent Bernier, City Clerk, at the City Hall, 415 Lindsay Street, Drummondville, county of Drummond, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Monday, November 8, 1971, for the purchase of a bond issue of \$825,000 for the city of Drummondville, county of Drummond, dated December 1, 1971

décembre 1971 et remboursables en série du 1er décembre 1972 au 1er décembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$825,000 — 20 ans
Année Capital

1er décembre 1972	\$25,000
1er décembre 1973	27,000
1er décembre 1974	30,000
1er décembre 1975	34,000
1er décembre 1976	36,000
1er décembre 1977	39,000
1er décembre 1978	42,000
1er décembre 1979	46,000
1er décembre 1980	50,000
1er décembre 1981	55,000
1er décembre 1982	30,000
1er décembre 1983	33,000
1er décembre 1984	36,000
1er décembre 1985	39,000
1er décembre 1986	41,000
1er décembre 1987	45,000
1er décembre 1988	48,000
1er décembre 1989	52,000
1er décembre 1990	56,000
1er décembre 1991	61,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$61,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er décembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville.

and redeemable serially from December 1, 1972 to December 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable half-yearly on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1971.

Redemption table — \$825,000 — 20 years
Year Capital

December 1, 1972	\$25,000
December 1, 1973	27,000
December 1, 1974	30,000
December 1, 1975	34,000
December 1, 1976	36,000
December 1, 1977	39,000
December 1, 1978	42,000
December 1, 1979	46,000
December 1, 1980	50,000
December 1, 1981	55,000
December 1, 1982	30,000
December 1, 1983	33,000
December 1, 1984	36,000
December 1, 1985	39,000
December 1, 1986	41,000
December 1, 1987	45,000
December 1, 1988	48,000
December 1, 1989	52,000
December 1, 1990	56,000
December 1, 1991	61,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$61,000 and if greater than the latter amount, the said surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of December 1, 1991.

However, tenders shall be sent for only one of the above methods of issue, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Drummondville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$61,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1^{er} décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La cité de Drummondville s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1^{er} décembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 880 — \$30,000 — exécution de travaux publics; 886 — \$69,000 — achat de machinerie; 892 — \$88,000 — voirie, aqueduc, égouts; 894 — \$160,000 — voirie, aqueduc, égouts; 895 — \$151,000 — aqueduc, égouts; 915 — \$38,500 — acquisition de lots; 920 — \$170,500 — exécution de travaux publics; 929 — \$118,000 — achat de machinerie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue, lundi, le 8 novembre 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 415, rue Lindsay, Drummondville, comté de Drummond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Drummondville (Comté de Drummond), ce 15 octobre 1971.

Le greffier,
LAURENT BERNIER.

Hôtel de ville, 415, rue Lindsay,
Drummondville, (Drummond), P.Q.
Téléphone: 478-4111, code 819. 42638-0

Rivière-du-Gouffre
Comté de Charlevoix-Ouest

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Arthur Lavoie, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, Bureau de la corporation, 75, rue Saint-Joseph, case postale 373, Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Palais de justice, Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, P.Q., mercredi, le 10 novembre 1971, pour l'achat de \$105,000 d'obligations de la municipalité de Rivière-du-Gouffre, comté de Charlevoix-Ouest, datées du 1^{er} décembre 1971 et remboursables en série du 1^{er} décembre 1972 au 1^{er} décembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable

Capital and interest shall be payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$61,000, and the said surplus only shall be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender shall be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The city of Drummondville agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after December 1, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds shall be issued pursuant to the following by-laws: 880 — \$30,000 — public works; 886 — \$69,000 — purchase of machinery; 892 — \$88,000 — roads, aqueduct, sewers; 894 — \$160,000 — roads, aqueduct, sewers; 895 — \$151,000 — aqueduct, sewers; 915 — \$38,500 — acquisition of land; 920 — \$170,500 — public works; 929 — \$118,000 — purchase of machinery.

Tenders shall be opened and considered at a public meeting of the council, or of one of its committees, as the case may be, which will be held on Monday, November 8, 1971, at 8:00 o'clock p.m., in the City Hall, 415 Lindsay Street, Drummondville, county of Drummond, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Drummondville (County of Drummond), October 15, 1971.

LAURENT BERNIER,
City Clerk.

City Hall, 415 Lindsay Street,
Drummondville, (Drummond), P.Q.,
Telephone: 478-4111, code 819. 42638

Rivière-du-Gouffre
County of Charlevoix-West

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Arthur Lavoie, Secretary-Treasurer, until 7.30 o'clock, p.m., at the Corporation Office, 75 St. Joseph Street, Post Office Box 373, Baie St. Paul, County of Charlevoix, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock, p.m., at the Court House, Baie St. Paul, County of Charlevoix, P.Q., on Wednesday, November 10, 1971, for the purchase of a bond issue of \$105,000 for the Municipality of Rivière-du-Gouffre, County of Charlevoix-West, dated December 1, 1971 and redeemable serially from December 1, 1972 to December 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-

semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1971.

annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from December 1, 1971.

Tableau d'amortissement — \$105,000 — 20 ans
Année Capital

1er décembre 1972	\$ 3,500
1er décembre 1973	4,000
1er décembre 1974	4,500
1er décembre 1975	4,500
1er décembre 1976	5,000
1er décembre 1977	5,500
1er décembre 1978	6,000
1er décembre 1979	6,500
1er décembre 1980	7,000
1er décembre 1981	7,500
1er décembre 1982	500
1er décembre 1983	500
1er décembre 1984	500
1er décembre 1985	500
1er décembre 1986	500
1er décembre 1987	500
1er décembre 1988	500
1er décembre 1989	500
1er décembre 1990	500
1er décembre 1991	46,500

Redemption table — \$105,000 — 20 years
Year Capital

December 1, 1972	\$ 3,500
December 1, 1973	4,000
December 1, 1974	4,500
December 1, 1975	4,500
December 1, 1976	5,000
December 1, 1977	5,500
December 1, 1978	6,000
December 1, 1979	6,500
December 1, 1980	7,000
December 1, 1981	7,500
December 1, 1982	500
December 1, 1983	500
December 1, 1984	500
December 1, 1985	500
December 1, 1986	500
December 1, 1987	500
December 1, 1988	500
December 1, 1989	500
December 1, 1990	500
December 1, 1991	46,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$4,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er décembre 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er décembre 1991 au montant de \$46,500 comprend un solde de \$45,500 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.
2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.
3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$4,500, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of December 1, 2011 of the renewable part hereinafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of December 1, 1991 in the amount of \$46,500 includes a balance of \$45,500 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>	<i>Year</i>	<i>Capital</i>
1er décembre 1992	\$1,000	December 1, 1992	\$ 1,000
1er décembre 1993	1,000	December 1, 1993	1,000
1er décembre 1994	1,000	December 1, 1994	1,000
1er décembre 1995	1,500	December 1, 1995	1,500
1er décembre 1996	1,500	December 1, 1996	1,500
1er décembre 1997	1,500	December 1, 1997	1,500
1er décembre 1998	1,500	December 1, 1998	1,500
1er décembre 1999	1,500	December 1, 1999	1,500
1er décembre 2000	2,000	December 1, 2000	2,000
1er décembre 2001	2,000	December 1, 2001	2,000
1er décembre 2002	2,000	December 1, 2002	2,000
1er décembre 2003	2,500	December 1, 2003	2,500
1er décembre 2004	2,500	December 1, 2004	2,500
1er décembre 2005	2,500	December 1, 2005	2,500
1er décembre 2006	3,000	December 1, 2006	3,000
1er décembre 2007	3,000	December 1, 2007	3,000
1er décembre 2008	3,500	December 1, 2008	3,500
1er décembre 2009	3,500	December 1, 2009	3,500
1er décembre 2010	4,000	December 1, 2010	4,000
1er décembre 2011	4,500	December 1, 2011	4,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Baie Saint-Paul.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$46,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans les présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La municipalité de Rivière-du-Gouffre s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er décembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement numéro 16 (16-A) — \$105,000 — aqueduc, égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 10 novembre 1971, à 8 heures du soir, Palais de Justice, Baie Saint-Paul, comté de Charlevoix, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Baie Saint-Paul (Comté de Charlevoix-Ouest), ce 14 octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
ARTHUR LAVOIE.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Baie St. Paul.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$46,500 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Municipality of Rivière-du-Gouffre agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after December 1, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to by-law number 16 (16-A) — \$105,000 — aqueduct, sewers.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, November 10, 1971, at 8:00 o'clock, p.m., at the Court House, Baie St. Paul, County of Charlevoix, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Baie St. Paul (County of Charlevoix-West), October 14, 1971.

ARTHUR LAVOIE,
Secretary-Treasurer.

Corporation Office, 75 St. Joseph Street,
Post Office Box 373, Baie St. Paul,
(Charlevoix-West), P.Q.
Telephone: 435-2639, code 418.

Bureau de la corporation, 75, rue Saint-Joseph,
Case postale 373, Baie Saint-Paul,
(Charlevoix-Ouest), P.Q.
Téléphone: 435-2639, code 418. 42639-0

La Commission scolaire régionale du Lac St-Jean

Siège social: 48, rue Sacré-Coeur,
Alma, (Lac St-Jean), P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges-H. Fortin, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Bureau administratif, 48, rue Sacré-Coeur, Alma, comté du Lac Saint-Jean, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle de délibérations, 301, rue Saint-Louis, Alma, comté du Lac Saint-Jean, P.Q., mercredi, le 10 novembre 1971, pour l'achat de \$2,215,000 d'obligations pour la commission scolaire régionale du Lac Saint-Jean, datées du 1er décembre 1971 et remboursables en série du 1er décembre 1972 au 1er décembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$2,215,000 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er décembre 1972	\$ 48,000
1er décembre 1973	52,000
1er décembre 1974	56,000
1er décembre 1975	61,000
1er décembre 1976	66,000
1er décembre 1977	71,000
1er décembre 1978	77,000
1er décembre 1979	83,000
1er décembre 1980	90,000
1er décembre 1981	97,000
1er décembre 1982	104,000
1er décembre 1983	113,000
1er décembre 1984	122,000
1er décembre 1985	132,000
1er décembre 1986	142,000
1er décembre 1987	154,000
1er décembre 1988	166,000
1er décembre 1989	179,000
1er décembre 1990	193,000
1er décembre 1991	209,000

La commission scolaire régionale du Lac Saint-Jean, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

The Regional School Board of Lake St. John

Head office: 48 Sacré-Coeur Street,
Alma, (Lake St. John), P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Georges-H. Fortin, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock, p.m., at the Administrative Office, 48 Sacré-Coeur Street, Alma, county of Lake St. John, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock, p.m., in the Board Room, 301 St. Louis Street, Alma, county of Lake St. John, P.Q., on Wednesday, November 10, 1971, for the purchase of a bond issue of \$2,215,000 for the Lake St. John Regional School Board, dated December 1, 1971 and redeemable serially from December 1, 1972 to December 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable half-yearly on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1971.

Redemption table — \$2,215,000 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
December 1, 1972	\$ 48,000
December 1, 1973	52,000
December 1, 1974	56,000
December 1, 1975	61,000
December 1, 1976	66,000
December 1, 1977	71,000
December 1, 1978	77,000
December 1, 1979	83,000
December 1, 1980	90,000
December 1, 1981	97,000
December 1, 1982	104,000
December 1, 1983	113,000
December 1, 1984	122,000
December 1, 1985	132,000
December 1, 1986	142,000
December 1, 1987	154,000
December 1, 1988	166,000
December 1, 1989	179,000
December 1, 1990	193,000
December 1, 1991	209,000

The Lake St. John Regional School Board, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), shall request the Minister of Education to deposit in trust with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said school corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2^o Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$209,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er décembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Alma.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$209,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale du Lac Saint-Jean s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er décembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution du 9 décembre 1970 — \$2,215,000 — construction de l'école polyvalente d'Alma.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mercredi, le 10 novembre 1971, à 8 heures du soir, Salle de délibérations, 301, rue Saint-Louis, Alma, comté de Lac Saint-Jean, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Alma (Comté du Lac St-Jean), ce 18 octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
GEORGES-H. FORTIN.

Bureau administratif,
48, rue Sacré-Coeur, Alma,
(Comté du Lac St-Jean), P.Q.,
Téléphone: 662-6645, code 418.

42646-0

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$209,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of December 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Alma.

Capital and interest shall be payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$209,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Lake St. John Regional School Board agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after December 1, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the resolution of December 9, 1970 — \$2,215,000 — construction of the Alma Polyvalent School.

Tenders shall be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, November 10, 1971, at 8:00 o'clock, p.m., in the Board Room, 301 St. Louis Street, Alma, county of Lake St. John, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Alma (County of Lake St. John), this October 18, 1971.

GEORGES-H. FORTIN,
Secretary-Treasurer.

Administrative Office,
48 Sacré-Coeur Street, Alma,
(County of Lake St. John), P.Q.,
Telephone: 662-6645, code 418.

42646

Paroisse de Ste-Anne-de-Sorel
Comté de Richelieu

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Peter S. White, secrétaire-trésorier, jusqu'à 4:30 heures de l'après-midi, au Bureau du secrétaire-trésorier, 748, Chenal du Moine, Ste-Anne-de-Sorel, comté de Richelieu, P.Q., et par après jusqu'à 8:00 heures du soir, Salle du Conseil, Ste-Anne-de-Sorel, comté de Richelieu, P.Q., mardi, le 9 novembre 1971, pour l'achat de \$237,000 d'obligations de la paroisse de Ste-Anne-de-Sorel, comté de Richelieu, datées du 1er décembre 1971 et remboursables en série du 1er décembre 1972 au 1er décembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$237,000 — 20 ans
Année *Capital*

1er décembre 1972	\$ 6,500
1er décembre 1973	7,000
1er décembre 1974	7,000
1er décembre 1975	7,000
1er décembre 1976	8,000
1er décembre 1977	8,000
1er décembre 1978	8,500
1er décembre 1979	9,500
1er décembre 1980	10,000
1er décembre 1981	5,500
1er décembre 1982	5,500
1er décembre 1983	6,000
1er décembre 1984	6,500
1er décembre 1985	7,500
1er décembre 1986	7,500
1er décembre 1987	8,500
1er décembre 1988	9,000
1er décembre 1989	10,500
1er décembre 1990	11,000
1er décembre 1991	88,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être

Parish of St. Anne-de-Sorel
County of Richelieu

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned, Peter S. White, Secretary-Treasurer, until 4.30 o'clock, p.m., at the Secretary-Treasurer's office, 748 Chenal du Moine, St. Anne-de-Sorel, County of Richelieu, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock, p.m., at the Council Hall, St. Anne-de-Sorel, County of Richelieu, P.Q., on Tuesday, November 9, 1971, for the purchase of a bond issue of \$237,000 for the Parish of St. Anne-de-Sorel, County of Richelieu, dated December 1, 1971 and redeemable serially from December 1, 1972 to December 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from December 1, 1971.

Redemption Table — \$237,000 — 20 Years
Year *Capital*

December 1, 1972	\$ 6,500
December 1, 1973	7,000
December 1, 1974	7,000
December 1, 1975	7,000
December 1, 1976	8,000
December 1, 1977	8,000
December 1, 1978	8,500
December 1, 1979	9,500
December 1, 1980	10,000
December 1, 1981	5,500
December 1, 1982	5,500
December 1, 1983	6,000
December 1, 1984	6,500
December 1, 1985	7,500
December 1, 1986	7,500
December 1, 1987	8,500
December 1, 1988	9,000
December 1, 1989	10,500
December 1, 1990	11,000
December 1, 1991	88,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount

pour un montant inférieur à \$76,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet emprunt ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1^{er} décembre 1991 au montant de \$88,000 comprend un solde de \$76,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1 ^{er} décembre 1992	\$10,500
1 ^{er} décembre 1993	11,000
1 ^{er} décembre 1994	12,000
1 ^{er} décembre 1995	13,500
1 ^{er} décembre 1996	14,000
1 ^{er} décembre 1997	500
1 ^{er} décembre 1998	500
1 ^{er} décembre 1999	500
1 ^{er} décembre 2000	500
1 ^{er} décembre 2001	1,000
1 ^{er} décembre 2002	1,000
1 ^{er} décembre 2003	1,000
1 ^{er} décembre 2004	1,000
1 ^{er} décembre 2005	1,000
1 ^{er} décembre 2006	1,000
1 ^{er} décembre 2007	1,000
1 ^{er} décembre 2008	1,000
1 ^{er} décembre 2009	1,000
1 ^{er} décembre 2010	2,000
1 ^{er} décembre 2011	2,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sorel.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$88,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1^{er} décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La paroisse de Ste-Anne-de-Sorel s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1^{er} décembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 70 — \$38,500 — renouvellement d'emprunt; 118 — \$27,500 — aqueduc et égouts; 134 — \$22,000 — aqueduc et égouts; 146 — \$43,000 — aque-

less than \$76,000, and if greater than the latter amount, such loan must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of December 1, 1991 in the amount of \$88,000 includes a balance of \$76,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
December 1, 1992	\$10,500
December 1, 1993	11,000
December 1, 1994	12,000
December 1, 1995	13,500
December 1, 1996	14,000
December 1, 1997	500
December 1, 1998	500
December 1, 1999	500
December 1, 2000	500
December 1, 2001	1,000
December 1, 2002	1,000
December 1, 2003	1,000
December 1, 2004	1,000
December 1, 2005	1,000
December 1, 2006	1,000
December 1, 2007	1,000
December 1, 2008	1,000
December 1, 2009	1,000
December 1, 2010	2,000
December 1, 2011	2,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sorel.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$88,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Parish of St. Anne-de-Sorel agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after December 1, 1971, with written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 70 — \$38,500 — loan renewal; 118 — \$27,500 — aqueduct and sewers; 134 — \$22,000 — aqueduct and sewers; 146 — \$43,000 — aqueduct,

duc, égouts et voirie; 150 — \$106,000 — aqueduc, égouts et voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 9 novembre 1971, à 8 heures du soir, Salle du conseil, Ste-Anne-de-Sorel, comté de Richelieu, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Anne-de-Sorel (Comté de Richelieu), ce 18 octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
PETER S. WHITE.

Bureau du secrétaire-trésorier, 748, Chenal du Moine, Ste-Anne-de-Sorel (Richelieu), P.Q.

Telephoné: 742-3456, maison privée
742-1616, bureau, code 514. 42647-0

**Parish of Sainte-Catherine-
d'Alexandrie-de-Laprairie**
Comté de Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Guy Derome, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 202, boulevard Marie-Victorin, case postale 60, Sainte-Catherine-d'Alexandrie, comté de Laprairie, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 9 novembre 1971, pour l'achat de \$592,500 d'obligations de la paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, comté de Laprairie, datées du 1er décembre 1971 et remboursables en série du 1er décembre 1972 au 1er décembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux diffèrent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$592,500 — 20 ans.
Année Capital

1er décembre 1972	\$21,500
1er décembre 1973	23,000
1er décembre 1974	25,000
1er décembre 1975	27,000
1er décembre 1976	29,000
1er décembre 1977	31,000
1er décembre 1978	34,000
1er décembre 1979	36,000
1er décembre 1980	39,000
1er décembre 1981	41,000
1er décembre 1982	19,000
1er décembre 1983	21,000
1er décembre 1984	22,000
1er décembre 1985	23,000
1er décembre 1986	25,000
1er décembre 1987	27,000

sewers and roads; 150 — \$106,000 — aqueduct, sewers and roads.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, November 9, 1971, at 8:00 p.m., at the Council Hall, St. Anne-de-Sorel, County of Richelieu, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Anne-de-Sorel (County of Richelieu), October 18, 1971.

PETER S. WHITE,
Secretary-Treasurer.

Secretary-Treasurer's Office, 748 Chenal du Moine, St. Anne-de-Sorel (Richelieu), P.Q.

Telephone: 742-3456, residence
742-1616, office, Code 514. 42647

**Paroisse de Sainte-Catherine
d'Alexandrie-de-Laprairie**
County of Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" shall be received by the undersigned, Guy Derome, Secretary-Treasurer, at the Town Hall, 202 Marie-Victorin Boulevard, Post Office Box 60, Sainte-Catherine-d'Alexandrie, county of Laprairie, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on Tuesday, November 9, 1971, for the purchase of a bond issue of \$592,500 for the parish of Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, county of Laprairie, P.Q., dated December 1, 1971, and redeemable serially from December 1, 1972 to December 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable half-yearly on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption tables in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1971.

Redemption table — \$592,500 — 20 years
Year Capital

December 1, 1972	\$21,500
December 1, 1973	23,000
December 1, 1974	25,000
December 1, 1975	27,000
December 1, 1976	29,000
December 1, 1977	31,000
December 1, 1978	34,000
December 1, 1979	36,000
December 1, 1980	39,000
December 1, 1981	41,000
December 1, 1982	19,000
December 1, 1983	21,000
December 1, 1984	22,000
December 1, 1985	23,000
December 1, 1986	25,000
December 1, 1987	27,000

1er décembre 1988.....	\$28,000
1er décembre 1989.....	31,000
1er décembre 1990.....	33,000
1er décembre 1991.....	57,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$3,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er décembre 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er décembre 1991 au montant de \$57,000 comprend un solde de \$22,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er décembre 1992.....	\$2,000
1er décembre 1993.....	2,000
1er décembre 1994.....	2,000
1er décembre 1995.....	2,000
1er décembre 1996.....	2,000
1er décembre 1997.....	2,000
1er décembre 1998.....	2,000
1er décembre 1999.....	2,000
1er décembre 2000.....	3,000
1er décembre 2001.....	3,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Prairie.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$57,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

December 1, 1988.....	\$28,000
December 1, 1989.....	31,000
December 1, 1990.....	33,000
December 1, 1991.....	57,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$3,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of December 1, 2001 of the renewable part indicated hereinafter.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of December 1, 1991 in the amount of \$57,000 includes a balance of \$22,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
December 1, 1992.....	\$2,000
December 1, 1993.....	2,000
December 1, 1994.....	2,000
December 1, 1995.....	2,000
December 1, 1996.....	2,000
December 1, 1997.....	2,000
December 1, 1998.....	2,000
December 1, 1999.....	2,000
December 1, 2000.....	3,000
December 1, 2001.....	3,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at La Prairie.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$57,000 and the said surplus only shall be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender shall be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

La paroisse de Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er décembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 19 — \$249,500 — renouvellement d'emprunt; 122 — \$231,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 123 — \$4,000 — acquisition de lots pour fin de rue; 124 — \$80,000 — aqueduc, égouts; 130 — \$13,000 — acquisition de terrains pour ouverture de rue; 131 — \$15,000 — frais de refinancement du règlement numéro 19.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 9 novembre 1971, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 202, boulevard Marie-Victorin, case postale 60, Sainte-Catherine-d'Alexandrie, comté de Laprairie, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Catherine-d'Alexandrie (Comté de Laprairie), ce 19 octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
GUY DEROME.

Hôtel de Ville, 202, boul. Marie-Victorin,
Case postale 60, Ste-Catherine-d'Alexandrie
(Comté de Laprairie), P.Q.
Téléphone: 632-0590, code 514. 42649-o

La Commission scolaire régionale Carignan

Siège Social: 70, rue Élizabéth, Sorel,
Comté de Richelieu, P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul Valentine, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, au Bureau administratif, 70, rue Élizabéth, Sorel, comté de Richelieu, P.Q., et par après jusqu'à 9 heures du soir, École Secondaire, Fernand Lefebvre, 265, rue Ramsay, Sorel, comté de Richelieu, P.Q., lundi, le 8 novembre 1971, pour l'achat de \$2,600,000 d'obligations de la commission scolaire régionale Carignan, datées du 1er décembre 1971 et remboursables en série du 1er décembre 1972 au 1er décembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$2,600,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er décembre 1972.....	\$ 57,000
1er décembre 1973.....	61,000
1er décembre 1974.....	66,000
1er décembre 1975.....	72,000

The Parish of Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after December 1, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds shall be issued pursuant to the following by-laws: 19 — \$249,500 — loan renewal; 122 — \$231,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 123 — \$4,000 — acquisition of land for street; 124 — \$80,000 — aqueduct, sewers; 130 — \$13,000 — acquisition of land to open up street; 131 — \$15,000 — cost of financing by-law number 19.

Tenders shall be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, November 9, 1971, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 202 Marie-Victorin Boulevard, Post Office Box 60, Sainte-Catherine-d'Alexandrie, county of Laprairie, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sainte-Catherine-d'Alexandrie (County of Laprairie), October 19, 1971.

GUY DEROME,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 202 Marie-Victorin Blvd.,
Post Office Box 60, Ste-Catherine-d'Alexandrie
(County of Laprairie), P.Q.
Téléphone: 632-0590, code 514. 42649

The Regional School Board of Carignan

Head Office: 70 Elizabeth Street, Sorel,
County of Richelieu, P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul Valentine, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock p.m., at the Administration Office, 70 Elizabeth Street, Sorel, county of Richelieu, P.Q., and thereafter until 9:00 o'clock p.m., at the Fernand Léger Secondary School, 265 Ramsay Street, Sorel, county of Richelieu, P.Q., on Monday, November 8, 1971, for the purchase of a bond issue of \$2,600,000 for the Regional School Board of Carignan dated December 1, 1971, and redeemable serially from December 1, 1972 to December 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from December 1, 1971.

Redemption table — \$2,600,000 — 20 years	
Year	Capital
December 1, 1972.....	\$ 57,000
December 1, 1973.....	61,000
December 1, 1974.....	66,000
December 1, 1975.....	72,000

1er décembre 1976.....	\$ 77,000	December 1, 1976.....	\$ 77,000
1er décembre 1977.....	83,000	December 1, 1977.....	83,000
1er décembre 1978.....	90,000	December 1, 1978.....	90,000
1er décembre 1979.....	97,000	December 1, 1979.....	97,000
1er décembre 1980.....	105,000	December 1, 1980.....	105,000
1er décembre 1981.....	114,000	December 1, 1981.....	114,000
1er décembre 1982.....	123,000	December 1, 1982.....	123,000
1er décembre 1983.....	133,000	December 1, 1983.....	133,000
1er décembre 1984.....	143,000	December 1, 1984.....	143,000
1er décembre 1985.....	155,000	December 1, 1985.....	155,000
1er décembre 1986.....	167,000	December 1, 1986.....	167,000
1er décembre 1987.....	180,000	December 1, 1987.....	180,000
1er décembre 1988.....	195,000	December 1, 1988.....	195,000
1er décembre 1989.....	210,000	December 1, 1989.....	210,000
1er décembre 1990.....	227,000	December 1, 1990.....	227,000
1er décembre 1991.....	245,000	December 1, 1991.....	245,000

La commission scolaire régionale Carignan, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire (y compris celles indiquées ci-haut), le dépôt en fidéjussé, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2^o Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$245,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières année d'échéances excluant l'échéance du 1er décembre 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sorel.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$245,000, et

The Regional School Board of Carignan, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Board Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), shall request the Minister of Education to deposit in trust, with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$245,000, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of December 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sorel.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$245,000, and the

seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale Carignan s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er décembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution d'emprunt datée du 14 juillet 1971 — \$2,600,000 — construction de l'école polyvalente de Tracy.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 8 novembre 1971, à 9 heures du soir, École Secondaire Fernand Lefebvre, 265, rue Ramsay, Sorel, comté de Richelieu, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions. Sorel (Comté de Richelieu), ce 18 octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
PAUL VALENTINE.

Bureau administratif, 70, rue Élizabéth,
Sorel, (Richelieu), P.Q.
Téléphone: 742-2781, code 514. 42645-0

said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Regional School Board of Carignan agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after December 1, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issue pursuant to the loan resolution dated July 14, 1971 — \$2,600,000 — construction of Tracy Polyvalent School.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, November 8, 1971, at 9:00 o'clock p.m., in the Fernand Lefebvre Secondary School, 265 Ramsay Street, Sorel, county of Richelieu, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Sorel (County of Richelieu), October 18, 1971.

PAUL VALENTINE,
Secretary-Treasurer.

Administration Office, 70 Élizabéth Street,
Sorel, (Richelieu), P.Q.
Telephone: 742-2781, code 514. 42645

Village de St-Jean-de-Boischatel
Comté de Montmorency

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. Charles Vézina, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, Bureau de la municipalité, 2, rue de la Fabrique, Saint-Jean-de-Boischatel, comté de Montmorency, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, salle municipale, Côte de l'Église, Saint-Jean-de-Boischatel, comté de Montmorency, P.Q., lundi, le 8 novembre 1971, pour l'achat de \$82,000 d'obligations du village de Saint-Jean-de-Boischatel, comté de Montmorency, datées du 1er décembre 1971 et remboursables en série du 1er décembre 1972 au 1er décembre 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er décembre 1971.

Tableau d'amortissement — \$82,000 — 20 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er décembre 1972.....	\$ 500
1er décembre 1973.....	500

Village of St-Jean-de-Boischatel
County of Montmorency

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" shall be received by the undersigned, J. Charles Vézina, Secretary-Treasurer, until 7:30 o'clock p.m., at the Municipal Office, 2 de la Fabrique Street, Saint-Jean-de-Boischatel, county of Montmorency, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, Côte de l'Église, Saint-Jean-de-Boischatel, county of Montmorency, P.Q., on Monday, November 8, 1971, for the purchase of a bond issue of \$82,000 for the village of Saint-Jean-de-Boischatel, county of Montmorency, P.Q., dated December 1, 1971, and redeemable serially from December 1, 1972 to December 1, 1991 inclusive, with interest at a rate of not less than 7½%, nor more than 8½%, payable half-yearly on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 1, 1971.

Redemption table — \$82,000 — 20 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
December 1, 1972.....	\$ 500
December 1, 1973.....	500

1er décembre 1974.....	\$ 500
1er décembre 1975.....	500
1er décembre 1976.....	500
1er décembre 1977.....	1,000
1er décembre 1978.....	1,000
1er décembre 1979.....	1,000
1er décembre 1980.....	1,000
1er décembre 1981.....	1,500
1er décembre 1982.....	1,500
1er décembre 1983.....	1,500
1er décembre 1984.....	1,500
1er décembre 1985.....	2,000
1er décembre 1986.....	2,000
1er décembre 1987.....	2,000
1er décembre 1988.....	2,500
1er décembre 1989.....	2,500
1er décembre 1990.....	3,000
1er décembre 1991.....	55,500

December 1, 1974.....	\$ 500
December 1, 1975.....	500
December 1, 1976.....	500
December 1, 1977.....	1,000
December 1, 1978.....	1,000
December 1, 1979.....	1,000
December 1, 1980.....	1,000
December 1, 1981.....	1,500
December 1, 1982.....	1,500
December 1, 1983.....	1,500
December 1, 1984.....	1,500
December 1, 1985.....	2,000
December 1, 1986.....	2,000
December 1, 1987.....	2,000
December 1, 1988.....	2,500
December 1, 1989.....	2,500
December 1, 1990.....	3,000
December 1, 1991.....	55,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2^o Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4^o Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$7,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er décembre 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er décembre 1991 au montant de \$55,500 comprend un solde de \$52,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er décembre 1992.....	\$3,500
1er décembre 1993.....	3,500
1er décembre 1994.....	4,000
1er décembre 1995.....	4,500
1er décembre 1996.....	5,000
1er décembre 1997.....	5,500
1er décembre 1998.....	6,000
1er décembre 1999.....	6,000
1er décembre 2000.....	7,000
1er décembre 2001.....	7,500

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$7,500, and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the redemption tables appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of December 1, 2001 of the renewable part hereinafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity of December 1, 1991 in the amount of \$55,500 includes a balance of \$52,500 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
December 1, 1992.....	\$3,500
December 1, 1993.....	3,500
December 1, 1994.....	4,000
December 1, 1995.....	4,500
December 1, 1996.....	5,000
December 1, 1997.....	5,500
December 1, 1998.....	6,000
December 1, 1999.....	6,000
December 1, 2000.....	7,000
December 1, 2001.....	7,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beauport.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beauport.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$55,500 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er décembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le village de Saint-Jean-de-Boischatel s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er décembre 1971, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 71 — \$23,000 — aqueduc, égouts, rues; 78 — \$12,000 — aqueduc, égouts, rues; 88 — \$35,000 — aqueduc, égouts, rues; 91 — \$12,000 — aqueduc, égouts, rues.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 8 novembre 1971, à 8 heures du soir, Salle municipale, Côte de l'Église, Saint-Jean-de-Boischatel, comté de Montmorency, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean-de-Boischatel (Comté de Montmorency), ce 19 octobre 1971.

Le secrétaire-trésorier,
J. CHARLES VÉZINA,

Bureau de la municipalité, 2, rue de la Fabrique,
St-Jean-de-Boischatel, (Montmorency), P.Q.,
Téléphone: 527-2581 bureau, 42648-o
822-1864 résidence,
822-2331, code 418.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$55,500 and the said surplus only shall be redeemable by anticipation, at par, on December 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender shall be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The village of Saint-Jean-de-Boischatel agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after December 1, 1971, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds shall be issued pursuant to the following by-laws: 71 — \$23,000 — aqueduct, sewers, streets; 78 — \$12,000 — aqueduct, sewers, streets; 88 — \$35,000 — aqueduct, sewers, streets; 91 — \$12,000 — aqueduct, sewers, streets.

Tenders shall be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, November 8, 1971, at 8:00 o'clock p.m., in the Municipal Hall, Côte de l'Église, Saint-Jean-de-Boischatel, county of Montmorency, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Jean-de-Boischatel (County of Montmorency), October 19, 1971.

J. CHARLES VÉZINA,
Secretary-Treasurer,

Municipality Office, 2 de la Fabrique Street,
Saint-Jean-de-Boischatel, (Montmorency), P.Q.,
Telephone: 527-2581 (Office), 42648
822-1864 (Residence),
822-2331, code 418.

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi de la protection du consommateur (Bill 45 de 1971) a été sanctionnée le 14 juillet 1971;

Proclamations

Canada.
Province of Québec.
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Consumer Protection Act (Bill 45 of 1971) was assented to on July 14, 1971;

ATTENDU QUE l'article 126 de la Loi de la protection du consommateur prescrit que les dispositions de ladite loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu de promulguer l'entrée en vigueur de la section II (articles 2 à 8), et des articles 9, 10, 15, 16 et 22 de ladite loi de la protection du consommateur.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3430, en date du 6 octobre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons sur la recommandation du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, que l'entrée en vigueur de la section II (articles 2 à 8), et des articles 9, 10, 15, 16 et 22 de la Loi de la protection du consommateur, soit fixée au 6 octobre 1971, sous l'autorité de l'article 126 de ladite loi.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce sixième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

JEAN ALARIE,

Sous-procureur général adjoint.

Libro 500
Folio 152

42643-0

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

Proclamation

SALUT.

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des Terres et Forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi révisés, dans le district électoral de Duplessis, pour le cadastre d'une partie de la Seigneurie Terra-Firma-de-Mingan, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de Rivière-St-Jean, à savoir les lots 8 à 13, 16 à 38, 43 à 65, 67 à 75, 77 à 84,

WHEREAS section 126 of the Consumer Protection Act decrees that the provisions of this act shall come into force on the date or dates fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is deemed expedient to promulgate the coming into force of division II (sections 2 to 8), and sections 9, 10, 15, 16 and 22 of the said Consumer Protection Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3430, dated October 6, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, that the coming into force of division II (sections 2 to 8), and sections 9, 10, 15, 16 and 22 of the Consumer Protection Act, be October 6, 1971, pursuant to section 126 of the said Act.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., C.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this sixth day of October in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,

Assistant Deputy Attorney General.

Libro 500
Folio 152

42643

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

Proclamation

GREETING.

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Duplessis, for the cadastre of a part of the Terra-Firma-de-Mingan Seignior, that is to say, that part which comprises a section of the municipality of Rivière-St-Jean, namely lots 8 to 13, 16 to 38, 43 to 65, 67 to 75, 77 to 84, 86 to

86 à 114 et les blocs A et B du village de Magpie (non incorporé), le lot A du village de Jupitagon (non incorporé), ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Iles;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des Terres et Forêts a fait déposer:

1° le 22 avril 1971, aux archives du ministère des Terres et Forêts, à Québec, ces plan et livre de renvoi;

2° le 28 avril 1971, au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Iles, à Sept-Iles, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

3° le 22 avril 1971, au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Rivière-St-Jean, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi.

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3116, en date du 8 septembre 1971, Nous avons décrétoé et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des Terres et Forêts et conformément aux articles 2, 3, 4 et 5 de la Loi des titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), qu'il y a lieu:

a) de fixer à la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi révisés, dans le district électoral de Duplessis, pour le cadastre d'une partie de la Seigneurie Terra-Firma-de-Mingan, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de Rivière-St-Jean, à savoir les lots 8 à 13, 16 à 38, 43 à 65, 67 à 75, 77 à 84, 86 à 114 et les blocs A et B du village de Magpie (non incorporé), le lot A du village de Jupitagon (non incorporé), ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Iles;

b) d'indiquer que ces plan et livre de renvoi révisés sont déposés aux archives du ministère des Terres et Forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des Terres et Forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi révisés au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Iles, à Sept-Iles, ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Rivière-St-Jean;

c) d'informer le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi révisés;

d) de porter notification qu'à l'expiration de ce délai le ministre des Terres et Forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) d'ordonner que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et livre de renvoi révisés ont été déposés soit renouvelé

114 and blocks A and B of the village of Magpie (not incorporated), lot A of the village of Jupitagon (not incorporated), as well as their respective subdivisions, the whole situated in the registration division of Sept-Iles;

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited:

1. on April 22, 1971, in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, this plan and book of reference;

2. April 28, 1971, in the Sept-Iles Registration Division Office, at Sept-Iles, a certified copy of said plan and book of reference;

3. on April 22, 1971, in the office designated by him, namely that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Rivière St-Jean, a certified copy of said plan and book of reference.

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3116, dated September 8, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 2, 3, 4 and 5 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), that it is expedient:

(a) to fix, on the date of the second and last consecutive publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral district of Duplessis, for the cadastre of a part of the Terra-Firma-de-Mingan Seignior, that is to say, that part which comprises a section of the municipality of Rivière-St-Jean namely lots 8 to 13, 16 to 38, 43 to 65, 67 to 75, 77 to 84, 86 to 114 and blocs A and B of the village of Magpie (not incorporated), lot A of the village of Jupitagon (not incorporated), as well as their respective subdivisions, the whole situated in the registration division of Sept-Iles;

(b) to indicate that said revised plan and book of reference were deposited in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, and, moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of said revised plan and book of reference to be deposited in the Sept-Iles Registration Division Office, in Sept-Iles, as well as in the office designated by him, namely, that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Rivière-St-Jean;

(c) to inform the public that, during the eight (8) months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested person may consult, without charge, the said revised plan and book of reference;

(d) to give notice that upon the expiration of this certificate of ownership to any occupant of any immovable, with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in cases of written opposition by an interested person;

(e) to order that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited, be

dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172a du Code civil;

f) d'informer aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général.
42653-43-2-0

Libro: 500
Folio: 134

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des Terres et Forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi révisés, dans le district électoral de Duplessis, pour le cadastre d'une partie de la Seigneurie Terra-Firma-de-Mingan, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de Rivière-St-Jean, à savoir les lots 2 à 57, 60 à 64, 66 à 124, 127, 128, 130 à 137, 148, 149, 153 à 174 et le bloc A, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Iles;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des Terres et Forêts a fait déposer:

1^o le 29 janvier 1971, aux archives du ministère des Terres et Forêts, à Québec, ces plan et livre de renvoi;

2^o le 3 février 1971, au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Iles, à Sept-Iles, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

renewed within the same period, in the manner prescribed by articles 2172, and 2172a of the Civil Code;

(f) also to inform the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights are regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eight day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Deputy Attorney General.
42653-43-2

Libro: 500
Folio: 134

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Duplessis, for the cadastre of a part of the Terra-Firma-de-Mingan Seignior, that is to say, that part which comprises a section of the municipality of Rivière-St-Jean, namely, lots 2 to 57, 60 to 64, 66 to 124, 127, 128, 130 to 137, 148, 149, 153 to 174 and block A, as well as their respective subdivisions, the whole situated in the registration division of Sept-Iles;

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited:

1. on January 29, 1971, in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, this plan and book of reference;

2. on February 3, 1971, in the Sept-Iles Registration Division Office, at Sept-Iles, a certified copy of said plan and book of reference;

3° le 29 janvier 1971, au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Rivière-St-Jean, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi.

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3115, en date du 8 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des Terres et Forêts et conformément aux articles 2, 3, 4 et 5 de la Loi des titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), qu'il y a lieu :

a) de fixer à la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec* l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi révisés, dans le district électoral de Duplessis, pour le cadastre d'une partie de la Seigneurie Terra-Firma-de-Mingan, c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de Rivière-St-Jean, à savoir les lots 2 à 57, 60 à 64, 66 à 124, 127, 128, 130 à 137, 148, 149, 153 à 174 et le bloc A, ainsi que leurs subdivisions respectives, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Iles;

b) d'indiquer que ces plan et livre de renvoi révisés sont déposés aux archives du ministère des Terres et Forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des Terres et Forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi révisés au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Iles, à Sept-Iles, ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Rivière-St-Jean;

c) d'informer le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi révisés;

d) de porter notification qu'à l'expiration de ce délai le ministre des Terres et Forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) d'ordonner que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et livre de renvoi révisés ont été déposés soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172a du Code civil;

f) d'informer aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

3. on January 29, 1971, in the office designated by him, namely, that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Rivière-St-Jean, a certified copy of said plan and book of reference.

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3115, dated September 8, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 2, 3, 4 and 5 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), that it is expedient:

(a) to fix, on the date of the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral district of Duplessis, for the cadastre of a part of the Terra-Firma-de-Mingan Seigniory, that is to say, that part which comprises a section of the municipality of Rivière-St-Jean, namely, lots 2 to 57, 60 to 64, 66 to 124, 127, 128, 130 to 137, 148, 149, 153 to 174 and block A, as well as their respective subdivisions, the whole situated in the registration division of Sept-Iles;

(b) to indicate that said revised plan and book of reference were deposited in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, and moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of said revised plan and book of reference to be deposited in the Sept-Iles Registration Division Office, in Sept-Iles, as well as in the office designated by him, namely, that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Rivière-St-Jean;

(c) to inform the public that, during the eight (8) months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested person may consult, without charge, the said revised plan and book of reference;

(d) to give notice that upon the expiration of this period, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of any immovable, with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in cases of written opposition by an interested person;

(e) to order that any real right affecting any lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited, be renewed within the same period, in the manner prescribed by articles 2172, and 2172a of the Civil Code;

(f) also to inform the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights are regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

Libro: 500
Folio: 133

LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général.
42652-43-2-o

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), le ministre des Terres et Forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi révisés, dans le district électoral de Duplessis, pour le cadastre d'une partie du canton de Desherbiers (Seigneurie Terra-Firma-de-Mingan), c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de Baie-Johan-Beetz, à savoir les lots 1 à 4, 5-1, 5-2, 6-1, 6-2, 7 à 9, 10-1, 10-2, 11-1 à 11-3, 12, 13, 14-1, 14-2, 15-1, 15-2, 16-1, 16-2, 17 à 21, 22-1 à 22-4, 23 à 36, 37-1, 37-2 et 38 à 54, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Iles;

ATTENDU QUE, conformément aux articles 2 et 3 de ladite loi, le ministre des Terres et Forêts a fait déposer:

1^o le 21 octobre 1970, aux archives du ministère des Terres et Forêts, à Québec, ces plan et livre de renvoi;

2^o le 26 octobre 1970, au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Iles, à Sept-Iles, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi;

3^o le 21 octobre 1970, au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Baie-Johan-Beetz, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi.

ATTENDU qu'il y a lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3114, en date du 8 septembre 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des Terres et Forêts et conformément aux articles 2, 3, 4 et 5 de la Loi des titres de propriété dans certains districts électoraux (chapitre 321, Statuts refondus, 1964), qu'il y a lieu:

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

Libro: 500
Folio: 133

LUCIEN DARVEAU,
Deputy Attorney General.
42652-43-2

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS, under the provisions of section 2 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), the Minister of Lands and Forests caused a revised plan and book of reference to be drawn up, in the electoral district of Duplessis, for the cadastre of a part of the Township of Desherbiers (Terra Firma de Mingan Seignior), that is to say, that part which comprises the Municipality of Baie-Johan-Beetz, namely, lots 1 to 4, 5-1, 5-2, 6-1, 6-2, 7 to 9, 10-1, 10-2, 11-1 to 11-3, 12, 13, 14-1, 14-2, 15-1, 15-2, 16-1, 16-2, 17 to 21, 22-1 to 22-4, 23 to 36, 37-1, 37-2 and 38 to 54, the whole situated in the Sept-Iles Registration Division;

WHEREAS, in conformity with sections 2 and 3 of the said Act, the Minister of Lands and Forests caused to be deposited:

1. on October 21, 1970, in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, this plan and book of reference;

2. on October 26, 1970, at the Sept-Iles Registration Division Office, at Sept-Iles, a certified copy of the said plan and book of reference;

3. on October 21, 1970, in the office designated by him, namely, that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Baie-Johan-Beetz, a certified copy of this plan and book of reference.

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation provided for in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3114, dated September 8, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Lands and Forests and pursuant to sections 2, 3, 4 and 5 of the Certain Electoral Districts Land Titles Act (Chapter 321, Revised Statutes, 1964), that it is expedient:

a) de fixer à la date de la deuxième et dernière publication consécutive de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec* l'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi révisés, dans le district électoral de Duplessis, pour le cadastre d'une partie du canton de Desherbiers (Seigneurie Terra-Firma-de-Mingan), c'est-à-dire la partie comprenant une section de la municipalité de Baie-Johan-Beetz, à savoir les lots 1 à 4, 5-1, 5-2, 6-1, 6-2, 7 à 9, 10-1, 10-2, 11-1 à 11-3, 12, 13, 14-1, 14-2, 15-1, 15-2, 16-1, 16-2, 17 à 21, 22-1 à 22-4, 23 à 36, 37-1, 37-2 et 38 à 54, le tout situé dans la division d'enregistrement de Sept-Iles;

b) d'indiquer que ces plan et livre de renvoi révisés sont déposés aux archives du ministère des Terres et Forêts, à Québec, et, qu'en outre, le ministre des Terres et Forêts a fait déposer une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi révisés au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Iles, à Sept-Iles, ainsi qu'au bureau désigné par lui, à savoir celui du secrétaire-trésorier de la corporation municipale de Baie-Johan-Beetz;

c) d'informer le public que, pendant les huit (8) mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi révisés;

d) de porter notification qu'à l'expiration de ce délai le ministre des Terres et Forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant de l'immeuble avec ou sans titre, même s'il n'est qu'administrateur ou simple exploitant, à moins d'opposition écrite d'un intéressé;

e) d'ordonner que tout droit réel affectant un lot compris dans le territoire susdit pour lequel un plan et livre de renvoi révisés ont été déposés soit renouvelé dans le même délai, en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172a du Code civil;

f) d'informer aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce huitième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général.
42651-43-2-0

Libro: 500
Folio: 132

(a) to fix, on the date of the second and last consecutive publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the coming into force of the revised plan and book of reference, in the electoral district of Duplessis, for the cadastre of a part of the Township of Desherbiers (Terra Firma de Mingan Seignior), that is to say, that part which comprises a section of the Municipality of Baie-Johan-Beetz, namely, lots 1 to 4, 5-1, 5-2, 6-1, 6-2, 7 to 9, 10-1, 10-2, 11-1 to 11-3, 12, 13, 14-1, 14-2, 15-1, 15-2, 16-1, 16-2, 17 to 21, 22-1 to 22-4, 23 to 36, 37-1, 37-2 and 38 to 54, the whole situated in the Sept-Iles Registration Division;

(b) to indicate that this revised plan and book of reference were deposited in the Archives of the Department of Lands and Forests, in Québec, and, moreover, that the Minister of Lands and Forests caused a certified copy of the said revised plan and book of reference to be deposited in the Sept-Iles Registration Division Office, at Sept-Iles, as well as in the office designated by him, namely, that of the Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of Baie-Johan-Beetz;

(c) to inform the public that, during the eight (8) months following upon the second and last publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, any interested person may consult, without charge, the said revised plan and book of reference;

(d) to give notice that upon the expiration of this period, the Minister of Lands and Forests shall deliver a certificate of ownership to any occupant of any immovable, with or without titles, even though he be only an administrator or mere operator, except in cases of written opposition by an interested person;

(e) to order that any real right affecting a lot comprised in the aforesaid territory for which a revised plan and book of reference have been deposited, be renewed within the same period, in the manner prescribed by articles 2172, and 2172a of the Civil Code;

(f) also to inform the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights are regularly registered.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eighth day of September in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Deputy Attorney General.
42651-43-2

Libro: 500
Folio: 132

**Ministère des
Affaires municipales**

**Department of
Municipal Affairs**

Canada,
Province de
Québec,
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourraient concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193 et amendements), le conseil municipal de Touraine, dans le comté de Gatineau, régi par le Code municipal de la province de Québec, Nous a présenté, conformément à une résolution adoptée à sa session du 13 octobre 1970, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité de Touraine, tel que décrit dans la description officielle du ministère des terres et forêts, en date du 29 septembre 1971, soit constitué en une municipalité de ville comprenant un seul quartier représenté par un maire et six échevins;

ATTENDU QU'en vertu des dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193 et amendements), le lieutenant-gouverneur en conseil peut octroyer des lettres patentes pour constituer en municipalité de ville le territoire d'une municipalité régie par le Code municipal de la province de Québec s'il contient une population d'au moins deux mille habitants;

ATTENDU QUE la population de la municipalité de Touraine est de dix mille habitants;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal de Touraine;

À CES CAUSES, Sachez que du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 3523, en date du 13 octobre 1971, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire de la municipalité de Touraine, tel que décrit dans une description officielle du ministère des terres et forêts, en date du 29 septembre 1971, soit constitué en une municipalité de ville sous le nom de « Ville de Touraine »;

QUE le Conseil municipal de cette ville soit composé d'un maire et de six échevins et qu'elle ne comprenne qu'un seul quartier;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit fixé au numéro 12 de l'Avenue de Picardie, Touraine, comté de Gatineau.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS under the Cities and Towns Act, (Revised Statutes, 1964, Chapter 193), the municipal council of Touraine, in the County of Gatineau, governed by the Municipal Code of the Province of Québec, presented to Us, pursuant to a resolution adopted at its meeting of October 13, 1970, a petition praying that the territory of the said municipality of Touraine, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated September 29, 1971, be incorporated as a town municipality comprising only one ward, represented by a mayor and six aldermen;

WHEREAS, pursuant to the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act, (Revised Statutes, 1964, Chapter 193 and amendments), the Lieutenant-Governor in Council may grant letters patent incorporating the territory of a municipality governed by the Municipal Code of the Province of Québec as a town municipality if it has a population of at least two thousand inhabitants;

WHEREAS the municipality of Touraine has a population of ten thousand inhabitants;

WHEREAS it is expedient to accede to this petition of the municipal council of Touraine;

THEREFORE, Know Ye that, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 3523, dated October 13, 1971, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, We have decreed and ordered and do hereby decree and order:

THAT the territory of the municipality of Touraine, as described in an official description of the Department of Lands and Forests, dated September 29, 1971, be incorporated as a town municipality under the name of "Town of Touraine";

THAT the Municipal Council of this town be composed of a mayor and six aldermen and that it comprise only one ward;

THAT number 12 Picardie Avenue, Touraine, County of Gatineau be the designated place of the first general meeting of the council of this municipality.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce treizième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre,

Libro: 1536
Folio: 4

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

Avis de l'octroi des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193).

42643-0 *Le sous-ministre des Affaires municipales,*
RICHARD BEAULIEU.

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this thirteenth day of October in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command,

Libro: 1536
Folio: 4

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Notice of the granting of the above letters patent is given pursuant to the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, chapter 193).

42643 *RICHARD BEAULIEU,*
Deputy Minister of Municipal Affairs.

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

ARTHABASKA

Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Canada — Province of Québec
District of Arthabaska

Cour Supérieure, { LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS,
No 22-263. { corporation légalement cons-
tituée, ayant son siège social dans
les ville et district de Montréal, demandresse, vs
SERGE RHEAULT, Victoriaville, comté d'Artha-
baska, défendeur.

Superior Court, { LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS,
No. 22-263. { a corporation legally incorpo-
rated, having its head office in the
city and district of Montreal, plaintiff, vs SERGE
RHEAULT, Victoriaville, county of Arthabaska, de-
fendant.

Un terrain ou emplacement situé sur le côté est de la rue l'Assomption, en la ville de Victoriaville, de figure irrégulière, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre révisé et amendé du canton d'Arthabaska, paroisse de Ste-Victoire, comme étant le lot quarante et un, redivision du lot huit cent quatre-vingt-dix-neuf, subdivision du lot originaire numéro quatre cent soixante-deux (462-899-41) avec bâtisse.

A lot of land or emplacement situated on the east side of l'Assomption Street, in the town of Victoriaville, of irregular configuration, known and designated on the official plan and book of reference of the revised and amended cadastre for the township of Arthabaska, parish of St. Victoire, as being lot forty-one redivision of lot eight hundred and ninety-nine, subdivision of original lot number four hundred and sixty-two (462-899-41) with building.

Ledit immeuble avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes pouvant le concerner.

The said immovable with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent which may concern the same.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, 33 rue Laurier, à Arthabaska, le VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE 1971 à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the registry office, 33 Laurier Street, in Arthabaska, on the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

42624-0

Le shérif adjoint,
J. G. BOISSONNAULT.

42624

J. G. BOISSONNAULT,
Assistant Sheriff.

BEAUHARNOIS

De Terris

District of Beauharnois

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps No 3694.

{ politique, ayant son siège social en

l'Hôtel du Gouvernement, à Québec, district de Québec, demandeur, vs MAURICE MONTPETIT, cultivateur, domicilié au No 825, Chemin de la Beauce, en la cité de Beauharnois, défendeur.

« Une terre sise et située Chemin de la Beauce en la cité de Beauharnois, connue et désignée sous les numéros cent six et cent sept (Nos 106 et 107) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Clément, comté de Beauharnois, contenant une superficie d'environ quatre-vingt-un arpents et quarante perches;

À distraire du susdit immeuble la partie vendue par ledit Maurice Montpetit à Sa Majesté La Reine pour l'élargissement de la route; suivant actes enregistrés au bureau d'enregistrement de Beauharnois sous les numéros 103,340 et 105,347.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la Division de Beauharnois, à Beauharnois, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,

Bureau du Shérif, Mme THÉRÈSE LEBLANC.

Salaberry de Valleyfield,

le 13^e jour d'octobre 1971.

42625-0

BEDFORD

Canada — Province de Québec

District de Bedford

Cour Supérieure, { MUTUAL LIFE COMPAGNIE No 1744.

{ D'ASSURANCE DU CA-

RAHILL, défendeur, et SAUL KWIAT, mis en cause.

« Un certain emplacement ayant façade sur le boulevard Magenta en la cité de Farnham et composé de:

1° Une partie du lot numéro vingt et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent cinquante et un (551-21 pte) au cadastre officielle de la ville de Farnham, division d'enregistrement de Missisquoi; ladite partie du lot mesurant quarante pieds (40') sur sa ligne est, cent un pieds et quatorze centièmes (101.14') sur sa ligne ouest; quarante pieds et quatre-vingt-cinq centièmes (40.85') sur sa ligne sud-ouest et contenant en superficie quatre mille deux cent onze pieds carrés et deux centièmes (4,211.02 p.c.), mesures anglaises.

Ladite partie de lot est bornée comme suit: Vers le nord, par le boulevard Magenta, vers le sud, par le lot numéro cinq de la subdivision officielle du lot originaire

BEAUHARNOIS

De Terris

District of Beauharnois

Superior Court, { THE QUÉBEC FARM CREDIT No. 3694.

{ BUREAU, a body politic,

{ having its head office in the Parliament Buildings, in Québec, district of Québec, plaintiff, vs MAURICE MONTPETIT, farmer, domiciled at No. 825 de la Beauce Road, in the city of Beauharnois, defendant.

« A parcel of land lying and situate off de la Beauce Road, in the city of Beauharnois known and designated under numbers one hundred and six and one hundred and seven (Nos. 106 and 107) on the official plan and book of reference for the parish of St. Clément, county of Beauharnois, containing about eighty-one arpents and forty perches.

Less and to withdraw from said immoveable the part sold by the said Maurice Montpetit to the Crown to widen the road pursuant to deeds registered at Beauharnois Registry Office under numbers 103,340 and 105,347.

The whole with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies. »

To be sold at the Registry Office of Beauharnois Division, in Beauharnois, the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Mrs. THÉRÈSE LEBLANC,

Sheriff's Office,

Salaberry de Valleyfield,

the 13th day of October, 1971.

Assistant Sheriff.

42625

BEDFORD

Canada — Province de Québec

District of Bedford

Superior Court, { THE MUTUAL LIFE ASSU- No. 1744.

{ RANCE COMPANY OF CA-

RAHILL, defendant, and SAUL KWIAT, mis en cause.

« A certain emplacement fronting on Magenta Boulevard in the city of Farnham, and composed of:

1. Part of lot number twenty-one of the official subdivision of the original lot number five hundred and fifty-one (551-21P.) of the official cadastre of the town of Farnham, registration division of Missisquoi; measuring the said part of lot, forty feet (40') in its east line; one hundred and one feet and fourteen hundredths (101.14') in its west line, forty feet and eighty-five hundredths (40.85') in its southwest line, and containing in area, four thousand two hundred and eleven square feet and two hundredths (4,211.02 sq. ft.), English measures. The said part of lot is bounded as follows:

Towards the north, by Magenta Boulevard, towards the south, by lot number five of the official subdivision of the original lot number five hundred and fifty-one

numéro cinq cent cinquante et un (551-5) audit cadastre; vers l'est par le lot numéro vingt de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent cinquante et un (551-20) audit cadastre et vers l'ouest par le résidu audit lot numéro vingt et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent cinquante et un (551-21 ptie) audit cadastre.

2° Une partie du lot numéro vingt de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent cinquante et un (551-20 ptie) audit cadastre; ladite partie de lot mesurant trente pieds (30') de façade; cent quinze pieds et cinquante-neuf centièmes (115.59') sur sa ligne est, cent neuf pieds et quatre dixièmes (109.4') sur sa ligne ouest et trente pieds et soixante-deux centièmes (30.62') sur sa ligne sud-ouest et contenant en superficie trois mille trois cent soixante-treize pieds carrés et cinq dixièmes (3,373.5 p.c.), mesure anglaises. Ladite partie dudit lot est bornée comme suit: Vers le nord, par le boulevard Magenta, vers le sud, partiellement par le lot numéro cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent cinquante et un (551-5) audit cadastre et partiellement par le lot numéro six de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent cinquante et un (551-6) dudit cadastre; vers l'ouest par le lot numéro vingt et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent cinquante et un (551-21) dudit cadastre; et vers l'est par le résidu dudit lot numéro vingt de la subdivision officielle du lot originaire numéro cinq cent cinquante et un (551-20 ptie) dudit cadastre.

Avec une maison dessus érigée, membres et appartenances.

Ainsi que le tout subsiste présentement et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées à ladite propriété immobilière, mais sujette à une servitude établie en faveur de « Southern Canada Power Company », en vertu d'un acte sous signature privée et enregistrée au bureau d'enregistrement de Missisquoi sous le numéro 60181. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Missisquoi à Bedford, district de Bedford, MERCREDI le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1971 à DEUX heures de l'après-midi.

Cowansville, le 14 octobre 1971.

Le shérif,

ANTONIN BOURASSA.

42612

(551-5) of said cadastre; towards the east, by lot number twenty of the official subdivision of the original lot number five hundred and fifty-one (551-20) of said cadastre; and towards the west, by the residue of said lot number twenty-one of the official subdivision of the original lot number five hundred and fifty-one (551-21 Pt.) of said cadastre;

2. Part of lot number twenty of the official subdivision of the original lot number five hundred and fifty-one (551-20 Pt) of said cadastre; measuring the said part of lot thirty feet (30') in front; one hundred and fifteen feet and fifty-nine hundredths (115.59') in its east line, one hundred and nine feet and four tenths (109.4') in its west line and thirty feet and sixty-two hundredths (30.62') in its southwest line; containing in area three thousand three hundred and seventy-three square feet and five tenths (3,373.5 sq. ft.), English measures. The said part of said lot is bounded as follows: Towards the north, by Magenta Boulevard; towards the south, partly by lot number five of the official subdivision of the original lot number five hundred and fifty-one (551-5) of said cadastre, and partly by lot number six of the official subdivision of the original lot number five hundred and fifty-one (551-6) of said cadastre; towards the west, by lot number twenty-one of the official subdivision of the original lot number five hundred and fifty-one (551-21) of said cadastre; and towards the east, by the residue of said lot number twenty of the official subdivision of the original lot number five hundred and fifty-one (551-20 Pt.) of said cadastre.

With a house thereon erected, members and appurtenances.

As the whole now subsists with all the servitudes active and passive, apparent and unapparent, attached to the said immoveable property, but subject to a servitude established in favour of Southern Canada Power Company in virtue of a deed under private signature and registered in the Missisquoi Registry Office under number 60181."

To be sold at the Registry Office of Missisquoi in Bedford, district of Bedford, on WEDNESDAY, the TWENTY-FOURTH day of the month of NOVEMBER, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Cowansville, October 14, 1971.

ANTONIN BOURASSA,

Sheriff.

42612-o

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 805-529. { SUN LIFE DU CANADA COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE, corps politique dûment incorporé ayant sa principale place d'affaires à l'Édifice Sun Life, Square Dominion, dans la cité et le district de Montréal, demanderesse, vs CONSTRUCTION SEIGNEURIE DES SAULES INC., corporation légalement constituée ayant une principale place d'affaires au 913, Sabatino, Longueuil, district de Montréal, défenderesse.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 805-529. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, body politic duly incorporated having its principal place of business in the Sun Life Building, Dominion Square, in the city and district of Montreal, plaintiff, vs CONSTRUCTION SEIGNEURIE DES SAULES INC., a corporation legally incorporated having a principal place of business at 913 Sabatino, Longueuil, district of Montreal, defendant.

« Un emplacement ayant front sur la rue Falardeau in la cité de Longueuil, composé de:

a) la resubdivision deux de la subdivision mille trente-deux du lot soixante-quatre (64-1032-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil;

b) la subdivision mille trente-trois du lot soixante-quatre (64-1033) auxdits plan et livre de renvoi officiels;

c) la resubdivision un de la subdivision mille trente-quatre du lot soixante-quatre (64-1034-1) auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Avec la maison en voie de construction dessus érigée portant le numéro civique 835 de ladite rue Falardeau dont le mur sud-ouest est mitoyen. »

Pour être vendu à la folle enchère, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Édifice Montval, à Longueuil, le VINGT-QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DEUX heures de l'après-midi, en conformité d'un jugement rendu par l'honorable Juge Claude Bisson en date du 30 août 1971.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, ce 14 octobre 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
42636-o

“An emplacement fronting on Falardeau Street, in the city of Longueuil, made up of:

(a) resubdivision two of subdivision one thousand thirty-two of lot sixty-four (64-1032-2) on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil;

(b) subdivision one thousand thirty-three of lot sixty-four (64-1033) on the said official plan and in the book of reference;

(c) resubdivision one of subdivision one thousand thirty-four of lot sixty-four (64-1034-1) on the said official plan and in the book of reference.

With the house under construction built thereon bearing civic number 835 of the said Falardeau Street, the southwest wall of which is a common wall.”

To be sold for false bidding, at the Chambly county Registry Office, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building in Longueuil, on the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER, 1971, at TWO o'clock in the afternoon, in conformity with the judgment rendered by the honourable Judge Claude Bisson on August 30, 1971.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, October 14, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
42636

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 805-530. { **SUN LIFE DU CANADA COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE** corps politique dûment incorporé ayant sa principale place d'affaires à l'Édifice Sun Life, Square Dominion, dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* **CONSTRUCTION SEIGNEURIE DES SAULES INC.**, corporation légalement constituée ayant une principale place d'affaires au 913 Sabatino, Longueuil, district de Montréal, défenderesse.

« Un emplacement ayant front sur la rue Falardeau in la cité de Longueuil, composé de:

a) la resubdivision deux de la subdivision mille trente-quatre du lot soixante-quatre (64-1034-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil;

b) La resubdivision un de la subdivision mille trente-cinq du lot soixante-quatre (64-1035-1) auxdits plan et livre de renvoi officiels;

Avec la maison en voie de construction dessus érigée portant le numéro civique 825 de ladite rue Falardeau dont le mur nord-est est mitoyen. »

Pour être vendu à la Folle enchère, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, édifice Montval, à Longueuil, le VINGT-QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi en conformité d'un jugement rendu par l'honorable Juge Claude Bisson en date du 30 août 1971.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, ce 14 octobre 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
42635-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 805-530. { **SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA**, body politic duly incorporated having its principal place of business in the Sun Life Building, Dominion Square, in the city of district of Montreal, plaintiff, *vs* **CONSTRUCTION SEIGNEURIE DES SAULES INC.**, a corporation legally incorporated having a principal place of business at 913 Sabatino, Longueuil, district of Montreal, defendant.

“An emplacement fronting on Falardeau Street, in the city of Longueuil, made up of:

(a) Resubdivision two of subdivision one thousand thirty-four of lot sixty-four (64-1034-2) on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil;

(b) Resubdivision one of subdivision one thousand thirty-five of lot sixty-four (64-1035-1) on the said official plan and in the book of reference;

With the house under construction built thereon bearing civic number 825 of the said Falardeau Street, the northeast wall of which is a common wall.”

To be sold for False Bidding, at the Chambly county registry office, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building in Longueuil on the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER 1971, at TEN o'clock in the forenoon, in conformity with the judgment rendered by justice Claude Bisson on August 30th 1971.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, October 14, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
42635

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 809-617. { **L**A BANQUE D'ÉPARGNE DE LA
CITÉ ET DU DISTRICT DE
MONTREAL, corporation légalement
constituée ayant sa principale place d'affaires dans les
cités et district de Montréal, demanderesse, vs ROSA-
RIO CASOLA, résidant au 6182, rue Des Portes, St-
Léonard, défendeur.

« Un certain emplacement ayant front sur la rue
Des Portes en la cité de St-Léonard-de-Port-Maurice
connu et désigné comme étant la resubdivision numéro
six de la subdivision numéro neuf cent vingt et un, du
lot originaire numéro quatre cent dix-huit (418-921-6)
aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du
Sault-au-Récollet.

Avec toutes les bâtisses dessus construites incluant
celle portant les numéros civiques 6180 et 6182 de
ladite rue Des Portes en ladite cité de St-Léonard-de-
Port-Maurice, dont le mur sud-ouest est le seul mi-
toyen. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour
Supérieure de Montréal, 10 est, rue Craig, chambre
#1.138, le VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE
1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 12 octobre 1971. 42629-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 805-527. { **S**UN LIFE DU CANADA COM-
PAGNIE D'ASSURANCE-VIE,
demanderesse, vs CONSTRUCTION
SEIGNEURIE DES SAULES INC., défenderesse.

« Un emplacement ayant front sur la rue Falardeau
en la cité de Longueuil, composé de:

a) la resubdivision deux de la subdivision mille
vingt-huit du lot soixante-quatre (64-1028-2) aux plan
et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine
de Longueuil;

b) la resubdivision trois de la subdivision mille
vingt-neuf du lot soixante-quatre (64-1029-3) auxdits
plan et livre de renvoi officiels;

c) la subdivision mille trente du lot soixante-quatre
(64-1030) auxdits plan et livre de renvoi officiels;

d) la resubdivision un de la subdivision mille trente
et un du lot soixante-quatre (64-1031-1) auxdits plan
et livre de renvoi officiels.

Avec la maison en voie de construction dessus
érigée portant le numéro civique 865 de ladite rue
Falardeau, dont le mur sud-ouest est mitoyen. »

Pour être vendu à la folle enchère, au bureau d'en-
registrement du comté de Chambly, 201, Place Charles
Lemoyne, Édifice Montval, à Longueuil, le VINGT-
QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à ONZE
heures de l'avant-midi, en conformité d'un jugement
rendu par l'honorable Juge Claude Bisson en date du
30 août 1971.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, ce 14 octobre 1971. 42637-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 809-617. { **M**ONTREAL CITY AND DIS-
TRICT SAVINGS BANK, a
corporation legally incorporated, having
its principal place of business in the city and district
of Montreal, plaintiff, vs ROSARIO CASOLA, residing
at 6182 Des Portes Street, St. Léonard, defendant.

« A certain emplacement facing Des Portes Street in
the city of St. Léonard-de-Port-Maurice, known and
designated as being re-subdivision number six of
subdivision number nine hundred and twenty-one of
original lot number four hundred and eighteen (418-
921-6) in the official plan and book of reference of the
parish of Sault-au-Récollet.

With all buildings thereon constructed, including
that bearing civic numbers 6180 and 6182 of the said
Des Portes Street in the said city of St. Léonard-de-
Port-Maurice, whose southwest wall is the only
common wall. »

To be sold at the Protonotary's Office, Superior
Court of Montreal, 10 Craig Street East, Room #1.138,
on the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER, 1971,
at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, *PAUL ST-MARTIN,*
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, October 12, 1971. 42629

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 805-527. { **S**UN LIFE ASSURANCE COM-
PANY OF CANADA, plaintiff, vs
CONSTRUCTION SEIGNEURIE
DES SAULES INC. defendant.

« An emplacement fronting on Falardeau Street, in
the city of Longueuil, made up of:

(a) Resubdivision two of subdivision one thousand
twenty-eight of lot sixty-four (64-1028-2) on the
official plan and in the book of reference of the parish
of St. Antoine de Longueuil;

(b) Resubdivision three of subdivision one thousand
twenty-nine of lot sixty-four (64-1029-3) on the said
official plan and in the book of reference;

(c) Subdivision one thousand thirty of lot sixty-four
(64-1030) on the said official plan and in the book of
reference;

(d) Resubdivision one of subdivision one thousand
thirty-one of lot sixty-four (64-1031-1) on the said
official plan and in the book of reference.

With the house under construction built thereon
bearing civic number 865 of the said Falardeau Street,
the southwest wall of which is a common wall. »

To be sold for false bidding, at the Chambly County
Registry Office, 201, place Charles Lemoyne, Montval,
Building in Longueuil on the TWENTY-FOURTH
day of NOVEMBER 1971, at ELEVEN o'clock in the
forenoon, in conformity with the judgment rendered
by justice Claude Bisson on August 30, 1971.

Sheriff's Office, *PAUL ST-MARTIN,*
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, October 14, 1971. 42637

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 805-560. { **SUN LIFE DU CANADA COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE**, Édifice Sun Life, Square Dominion, Montréal, P.Q., corps politique dûment incorporé, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, province de Québec, demanderesse, *vs* **CONSTRUCTION SEIGNEURIE DES SAULES INC.**, corporation légalement constituée ayant une principale place d'affaires au 913 Sabatino, Longueuil, district de Montréal, défenderesse.

« Un emplacement ayant front sur la rue Falardeau en la cité de Longueuil, composé de :

a) la resubdivision deux de la subdivision mille trente et un du lot soixante-quatre (64-1031-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil;

b) la resubdivision un de la subdivision mille trente-deux du lot soixante-quatre (64-1032-1) auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Avec la maison en voie de construction dessus érigée portant le numéro civique 855 de ladite rue Falardeau, dont le mur nord-est est mitoyen. »

Pour être vendu à la folle enchère au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Édifice Montval, à Longueuil, le VINGT-QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à TROIS heures de l'après-midi, en conformité d'un jugement rendu par l'honorable Juge Claude Bisson en date du 30 août 1971.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, ce 14 octobre 1971. 42634-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 782-094. { **HYDRO-QUÉBEC**, corporation légalement constituée, ayant son siège social et sa principale place d'affaires au 75 ouest, boul. Dorchester, dans la ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* **JEAN-GUY LÉGARÉ**, résidant au 1306, St-Zotique, est, dans les cité et district de Montréal, défendeur.

Le cadastre 903, subdivision 69, du quartier St-Louis portant le numéro civique 3964, rue St-Denis, Montréal; borné vers le nord-est par la rue St-Denis, vers le sud-est par le numéro 903-70, vers le sud-ouest par le numéro 903-96 et vers le nord-ouest par le numéro 903-68; mesurant vingt-deux pieds et cinquante centièmes (22.50') de front sur cent pieds (100') de profondeur, formant une superficie de deux mille deux cent cinquante pieds carrés (2,250 p.c.) mesure anglaise, propriété du défendeur, division d'enregistrement de Montéal.

Pour être vendu au bureau du protonotaire, Cour Supérieure de Montréal, chambre #1.138, 10 est, rue Craig, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 12 octobre 1971. 42632-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 805-560. { **SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA**, Sun Life Building, Dominion Square, Montreal, P.Q., body politic duly incorporated having its principal place of business in the city of Montreal, Province of Québec, plaintiff, *vs* **CONSTRUCTION SEIGNEURIE DES SAULES INC.**, a corporation legally incorporated having a principal place of business at 913 Sabatino, Longueuil, district of Montreal, defendant.

“An emplacement fronting on Falardeau Street, in the city of Longueuil, made up of:

(a) resubdivision two of subdivision one thousand thirty-one of lot sixty-four (64-1031-2) on the official plan and in the book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil;

(b) resubdivision one of subdivision one thousand thirty-two of lot sixty-four (64-1032-1) on the said official plan and in the book of reference.

With the house under construction built thereon bearing civic number 855 of the said Falardeau Street, the northeast wall of which is a common wall.”

To be sold for false bidding, at the Chambly County Registry Office, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building in Longueuil, on the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER, 1971, at THREE o'clock in the afternoon, in conformity with the judgment rendered by the honourable Judge Claude Bisson on August 30, 1971.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, October 14, 1971. 42634

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 782-094. { **HYDRO-QUÉBEC**, a corporation legally incorporated, having its head office and principal place of business at 75 Dorchester Blvd. West, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* **JEAN-GUY LÉGARÉ**, residing at 1306 St. Zotique East, in the city and district of Montreal, defendant.

Cadastre 903, subdivision 69 of St. Louis Ward, bearing civic number 3964 St. Denis Street, Montreal; bounded towards the northeast by St. Denis Street, towards the southeast by number 903-70, towards the southwest by number 903-96 and towards the northwest by number 903-68; measuring twenty-two and fifty hundredths feet (22.50') in breadth and one hundred feet (100') in depth, forming an area of two thousand two hundred fifty square feet (2,250 sq. ft.), English measure, property of the defendant, Montreal Registration Division.

To be sold at the Protonotary's Office, Superior Court of Montreal, Room #1.138, 10 Craig Street East, on the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, October 12, 1971. 42632

Fieri Facias de Terris

Cour Provinciale — District de Montréal

No 306-548. (LES COMMISSAIRES D'ÉCO-
C.S.M. *Ex-Parte*) LE POUR LA MUNICIPA-
18-020768-71.) LITÉ DE PONT-VIAU, deman-
deurs, vs RAYMOND LEBEL, dé-
fendeur.

Un immeuble ayant front sur le boulevard des Laurentides, en la cité de Pont-Viau, composé comme suit:

1. Du lot numéro deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept (7-2) au cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, à distraire cependant:

a) la partie expropriée par le Gouvernement de la province de Québec, pour l'élargissement de la Montée Ste-Rose ou boulevard des Laurentides (autrefois boulevard Taschereau), telle que décrite dans une vente par Larc St-Christophe limitée à Sa Majesté le Roi Georges V, passée devant Me J. W. Lévesque, notaire, le vingt-six avril mil neuf cent trente, enregistrée à Laval, sous le numéro 41652, et ayant une superficie de 180 pieds;

b) et la partie vendue par ledit Monsieur Raymond Lebel, à J. Chas. Martel Inc., aux termes d'une vente passée devant Me Rosaire Gauthier, notaire, le vingt et un juin mil neuf cent cinquante-sept, enregistrée au bureau d'enregistrement du comté Laval, sous le numéro 112564.

2. Une lisière de terrain faisant partie des lots numéros cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept (7-Ptie 55) dudit cadastre, et cinq cent cinquante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-deux (32-Ptie 558) dudit cadastre; ladite lisière ayant une largeur de dix pieds par toute la profondeur des deux lots susdits, et étant bornée en front par le boulevard des Laurentides, d'un côté par le résidu desdits lots 7-55 et 32-558 en arrière par le lot originaire 35 dudit cadastre, et de l'autre côté par les lots 7-1 et 2 et 32-559 à 571 dudit cadastre, à distraire cependant la partie vendue à J. Chas. Martel Inc., aux termes de l'acte de vente ci-dessus mentionné et enregistré sous le numéro 112564;

3. Quatorze lots de terre connus et désignés sous les numéros cinq cent cinquante-neuf, cinq cent soixante, cent cent soixante et un, cinq cent soixante-deux, cinq cent soixante-trois, cinq cent soixante-quatre, cinq cent soixante-cinq, cent cent soixante-six, cinq cent soixante-sept, cinq cent soixante-huit, cinq cent soixante-neuf, cinq cent soixante-dix, cinq cent soixante et onze et cinq cent soixante-douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-deux (32-559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571 et 572) dudit cadastre, à distraire cependant desdits lots 32-560 et 572, la partie vendue à J. Chas. Martel Inc., aux termes de l'acte de vente ci-dessus mentionné et enregistré sous le numéro 112564.

Fieri Facias de Terris

Provincial Court — District of Montreal

No. 306-548. (THE SCHOOL COMMISSION-
M.S.C. *Ex-Parte*) NERS OF THE MUNIC-
18-020768-71.) IPALITY OF PONT-VIAU, plain-
tiffs, vs RAYMOND LEBEL, de-
fendant.

An immovable fronting on Laurentides Boulevard, in the city of Pont-Viau, composed as follows:

1. Of lot number two of the official subdivision of original lot number seven (7-2) on the official cadastre of the parish of St. Vincent-de-Paul, less and to withdraw however:

(a) the part expropriated by the Government of the Province of Québec for the enlargement of Montée St. Rose or Laurentides Boulevard (formerly Taschereau Boulevard), as described in a sale by Parc St-Christophe Limitée to His Majesty, King George V, executed before Mr. J. W. Lévesque, notary, on the twenty-sixth day of April, one thousand nine hundred and thirty, registered at Laval, under number 41652 and made up of an area of 180 feet;

(b) and the part sold by the said Mr. Raymond Lebel to J. Chas. Martel Inc., according to the terms of a sale executed before Mr. Rosaire Gauthier, notary, on the twenty-first day of June, one thousand nine hundred and fifty-seven, registered at the registry office of the county of Laval, under number 112564.

2. A strip of land forming part of lots numbers fifty-five of the official subdivision of original lot number seven (7 Pt. 55) of the said cadastre, and five hundred and fifty-eight of the official subdivision of original lot number thirty-two (32 Pt. 558) of the said cadastre; the said strip forming a width of ten feet by the entire depth of the two aforementioned lots, and bounded in front by Laurentides Boulevard, on one side by the remainder of said lots 7-55 and 32-558, in the rear by original lot 35 of the said cadastre, and on the other side by lots 7-1 and 2 and 32-559 to 571 of the said cadastre, less and to withdraw, however, the part sold to J. Chas. Martel Inc., according to the terms of the deed of sale hereinabove mentioned and registered under number 112564;

3. Fourteen lots of land known and designated under numbers five hundred and fifty-nine, five hundred and sixty, five hundred and sixty-one, five hundred and sixty-two, five hundred and sixty-three, five hundred and sixty-four, five hundred and sixty-five, five hundred and sixty-six, five hundred and sixty-seven, five hundred and sixty-eight, five hundred and sixty-nine, five hundred and seventy, five hundred and seventy-one and five hundred and seventy-two of the official subdivision of original lot number thirty-two (32-559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571 and 572) of the said cadastre; less and to withdraw however from said lots 32-560 and 572, the part sold to J. Chas. Martel Inc., according to the terms of a deed of sale hereinabove mentioned and registered under number 112564.

Avec toutes les bâtisses dessus érigées et notamment une maison et ses dépendances portant le numéro civique 801 boulevard des Laurentides, (Pont-Viau) ville de Laval.

Ainsi que le tout se trouve présentement, sans aucune exception ni réserve.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155 boulevard Je Me Souviens, en la cité de Laval, le VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 14 octobre 1971. 42630-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District of Montréal

No 803 162. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA
CITÉ ET DU DISTRICT DE
MONTRÉAL, demanderesse, vs JAC-
QUES ALLAIRE & AL, défendeurs, et GASTON
BÉLIVEAU, syndic, et LE REGISTRATEUR de
Montréal, mis en cause.

Description

« Un emplacement ayant front sur la rue Olier en la cité de Montréal-Nord, mesurant vingt-neuf pieds et cinq dixièmes de pied de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, et composé de:

a) Subdivision huit cent quatre-vingt du lot huit (8-880) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant vingt-neuf pieds et cinq dixièmes de pied de largeur sur soixante-dix-huit pieds et six dixièmes de pied de profondeur; et

b) Subdivision cent vingt-neuf du lot sept (7-129) auxdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant vingt-neuf pieds et cinq dixièmes de pied de largeur sur onze pieds et quatre dixièmes de pied de profondeur.

Toutes les mesures ci-haut mentionnées sont mesure anglaise.

Avec la bâtisse en voie de construction dessus érigée portant le numéro civique 11,501 rue Olier, dont le mur nord-ouest est mitoyen.

Sujet à une servitude en faveur de l'Hydro-Québec, consentie par G. Albert Gauthier Ltée aux termes d'un acte signé sous seing privé et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous peu.

Avec et sujet à une servitude de droit de vue et de droit de passage telle que créée aux termes d'un acte de création de servitude consenti par G. Albert Gauthier Ltée devant H. Poitevin, notaire, le vingt-neuf décembre mil neuf cent soixante-quatre et enregistré audit bureau d'enregistrement sous peu.»

Pour être vendu à la folle enchère, au bureau du protonotaire, Cour Supérieure de Montréal, 10 est rue Craig, Ch. #1.138, le VINGT-QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi en conformité d'un jugement rendu par l'Honorable Juge Laurent Bélanger en date du 16 août 1971.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 14 octobre 1971. 42628-0

With all buildings erected thereon and notably a house and its dependencies bearing civic number 801 Laurentides Boulevard, (Pont-Viau), city of Laval.

As the whole now subsists, without any exception or reservation.

To be sold at the county of Laval Registry Office, 155 Je Me Souviens Boulevard, in the city of Laval, the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, October 14, 1971. 42630

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montréal

No. 803 162. { THE MONTREAL CITY AND
DISTRICT SAVINGS BANK,
plaintiff, vs JACQUES ALLAIRE &
AL, defendants, and GASTON BÉLIVEAU, trustee,
and THE REGISTRAR of Montreal, mis en cause.

Description

«An emplacement fronting on Olier Street, in the city of Montreal-North, measuring twenty-nine feet and five-tenths of a foot in width by a depth of ninety feet, and composed of:

(a) Subdivision eight hundred and eighty of lot eight (8-880) on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, measuring twenty-nine feet and five-tenths of a foot in width by seventy-eight feet and six-tenths of a foot in depth; and

(b) Subdivision one hundred and twenty-nine of lot seven (7-129) on the said official plan and in the book of reference, measuring twenty-nine feet and five-tenths of a foot in width by eleven feet and four-tenths of a foot in depth.

All the measurements hereabove mentioned are English measure.

With the building being built thereon bearing civic number 11,501 Olier Street, the northwest wall of which is a party wall.

Subject to a servitude in favor of Hydro Québec, agreed upon by G. Albert Gauthier Ltée according to the terms of a deed signed under private seal and registered at the Montreal Registry Office before long.

With and subject to a servitude of right of view and right of way as created on the terms of a deed of creation of servitude agreed upon by G. Albert Gauthier Ltée before H. Poitevin, notary, on the twenty-ninth day of December, one thousand nine hundred and sixty-four and registered at the said registry office before long.»

To be sold for false bidding at the Prothonotary's Office, Superior Court of Montreal, 10 East Craig Street, Room #1.138, the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon, in conformity with the judgment rendered by justice Laurent Bélanger, on August 16th, 1971.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, Assistant Sheriff.
Montreal, October 14, 1971. 42628

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Montréal

No 15-465, C.S.M. *Ex-Parte*, } COMMISSION DES ACCI-
020438. } DENTS DU TRAVAIL DE
QUÉBEC, corps politique et incor-
poré ayant son principal bureau

d'affaires à 225 Est, Grande-Allée à Québec, P.Q., requérante, vs J.-P. LALONDE, domicilié au 124, Boul. Lakeview, Beaconsfield, faisant affaires seul à Montréal sous les nom et raison sociale de: Sunsel Pools Reg'd., au 5582 Boul. Décarie, Montréal, employeur.

« Ces certains emplacements formant partie du lot numéro quatre de la paroisse de Pointe-Claire et connus comme étant la subdivision numéros quatre-vingt-dix-neuf, cent, deux cent quatre-vingt-seize et la demie sud de deux cent quatre-vingt-dix-sept dudit lot officiel, ladite demie sud mesurant vingt-cinq pieds de façade, sur cent dix pieds de profondeur sur sa ligne sud contenant une superficie de trois mille quatre cent vingt pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins, et bornés comme suit: En façade à l'est par une rue le numéro 4-215, à l'arrière à l'ouest par le lot officiel numéro trois, d'un côté, au sud par le lot numéro 4-296 et de l'autre côté au nord par le résidu dudit lot numéro 4-297 »

Pour être vendus au bureau du protonotaire, Cour Supérieure de Montréal, 10 est, rue Craig, chambre #1.138, le VINGT-SIXIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,

Le shérif adjoint,

Cour Supérieure,

PAUL ST-MARTIN.

Montréal, 12 octobre 1971.

42631

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

Cour provinciale — District de Montréal

No 372-276. C.S.M. *Ex-Parte*, } MONTREAL FLOOR DECOR
020825. } LTD., un corps politique et
constitué, dûment incorporé par la

Loi ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, à 6997, avenue Victoria, demanderesse, vs Mr MAX WEBER, architecte, de la cité de Côte Saint-Luc, district de Montréal et y résidant et domicilié à 6517, Redwood, et S.O.M. CORPORATION, un corps politique et constitué, dûment incorporé par la Loi, ayant son siège social et sa principale place d'affaires a/s de Max Weber, 5617, Redwood, Côte Saint-Luc, défendeurs.

« Ce certain emplacement ayant façade sur Aldred Crescent, en la ville de Hampstead, district de Montréal, étant connu et désigné comme étant la subdivision 428 du lot originaire numéro 74 (74-428) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec une bâtisse dessus érigée et portant les numéros civiques 54-56 de ladite Aldred Crescent et dont le mur sud-est est mitoyen et

Ce terrain emplacement ayant façade sur Aldred Crescent en la ville de Hampstead, district de Montréal, étant connu et désigné comme étant la subdivision 428 du lot originaire numéro 74 (74-428) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec une

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec

Superior Court — District of Québec

No 15-465. M.S.C. *Ex-Parte*, } QUÉBEC WORKMEN'S COM-
020438. } PENSATION COMMIS-
SION, a body politic and incor-
porated, having its principal office of

business at 225 Grande-Allée East, in Québec, P.Q., petitioner, vs J.-P. LALONDE, domiciled at 124 Lakeview Blvd., Beaconsfield, carrying on business alone in Montreal, under name and style of Sunsel Pools Reg'd., at 5582 Décarie Blvd., Montreal, employer.

“Those certain emplacements forming part of lot number four on the parish of Pointe-Claire and known as subdivision numbers ninety-nine, one hundred, two hundred and ninety-six and the south half of two hundred and ninety-seven of said official lot, the said south half measuring twenty-five feet in front, by one hundred and ten feet in depth in its south line, and containing an area of three thousand four hundred and twenty feet English measure and more or less, and bounded as follows: in front to the east by a street being No. 4-215, in rear to the west by official lot number three, on one side to the south by lot No. 4-296 and on the other side to the north by the remainder of said lot No. 4-297”.

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court of Montreal, 10 East Craig Street, Room #1.138, the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,

PAUL ST-MARTIN,

Superior Court,

Assistant Sheriff.

Montreal, October 12, 1971.

42631-0

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec

Provincial Court — District of Montreal

No. 372-276. C.S.M. *Ex-Parte*, } MONTREAL FLOOR DECOR
020825. } LTD., a body politic and cor-
porate, duly incorporated by law,
having its head office and principal

place of business in the city and district of Montreal at 6997 Victoria Avenue, plaintiff, vs Mr. MAX WEBER, architect, of the city of Côte St. Luc, district of Montreal and therein residing and domiciled at 6517 Redwood, and S.O.M. CORPORATION, a body politic and corporate duly incorporated by law, having its head office and principal place of business c/o Max Weber, 5617 Redwood, Côte St. Luc, defendants.

“That certain emplacement fronting on Aldred Crescent in the town of Hampstead, district of Montreal, being known and designated as subdivision 428 of the original lot number 74 (74-428) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; with a building thereon erected bearing civic numbers 54-56 of the said Aldred Crescent and the southeast wall whereof is mitoyen and

That certain emplacement fronting on Aldred Crescent in the town of Hampstead, district of Montreal, being known and designated as subdivision 428 of original lot number 74 (74-428) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal; with a

maison dessus érigée et portant les numéros civiques 50-52 de ladite Aldred Crescent et dont le mur sud-est est mitoyen.»

Pour être vendus au bureau du protonotaire, Cour Supérieure de Montréal, 10 est, rue Craig, chambre #1.138, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure,
Montréal, 14 octobre 1971.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
42633

building thereon erected bearing civic numbers 50-52 of the said Aldred Crescent, the southeast wall of which is mitoyen.»

To be sold at the Prothonotary's Office, Superior Court of Montreal, 10 Craig East, Room #1.138, the TWENTY-FIFTH day of NOVEMBER 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, Superior Court,
Montreal, October 14, 1971.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
42633-0

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: { RAYMOND DUCHESNEAU, Cour Provinciale, No 71-868. } faisant affaires sous les nom et raison sociale de « Raymond Duchesneau Eng. », à St-Casimir, comté de Portneuf, district de Québec, vs LAURIER LECLERC, domicilié à St-Casimir, comté de Portneuf, district de Québec.

« Partie du lot 509 du cadastre officiel pour la municipalité de St-Casimir, comté de Portneuf, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Portneuf à Cap-Santé, comté de Portneuf, le VINGT-TROISIÈME jour de NOVEMBRE 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Québec, le 19 octobre 1971.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.
42626-0

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: { BOITEAU INC., corporation lé-Cour Provinciale, No 77-360. } galement constituée, ayant une place d'affaires à Québec, contre ALBERT BOUCHARD, résidant à 994 Boul. Ste-Anne, Beauport, district de Québec.

« Lot numéro 5 31-26-7 du cadastre officiel de la paroisse de Beauport, avec maisons dessus construites circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 10 avenue Chauveau, Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de NOVEMBRE, 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Québec, le 19 octobre 1971.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.
42627-0

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: { RAYMOND DUCHESNEAU, Provincial Court, No. 71-868. } carrying on business under the name and style of "Raymond Duchesneau Eng.", in St. Casimir, county of Portneuf, district of Québec, vs LAURIER LECLERC, domiciled in St. Casimir, county of Portneuf, district of Québec.

"Part of lot 509 on the official cadastre for the municipality of St. Casimir, county of Portneuf, with the buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of Portneuf in Cap-Santé, county of Portneuf, on the TWENTY-THIRD day of NOVEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Québec, October 19, 1971.

RAYMOND HAINS,
Assistant Sheriff.
42626

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: { BOITEAU INC., a corporation Provincial Court, No. 77-360. } legally incorporated, having a place of business in Québec, versus ALBERT BOUCHARD, residing at 994 St. Anne Boulevard, Beauport, district of Québec.

"Lot number 5 31-26-7 on the official cadastre for the parish of Beauport, with houses constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of Québec, 10 Chauveau Avenue, Québec, on the TWENTY-FOURTH day of NOVEMBER, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Québec, October 19, 1971.

RAYMOND HAINS,
Sheriff.
42627

INDEX No 43

ARRÊTÉS EN CONSEIL

- 3156 — Orignal, chasse contrôlée à l'Orignal dans le parc des Laurentides, ainsi que dans les réserves suivantes: Parc de la Vérandrye, Réserve de Matane, Réserve du St-Maurice, Réserve de Portneuf, Réserve de la Haute-Mauricie.....
- 3156 — Mosse, Controlled moose hunt in the Laurentides Park and in the following Reserves: La Vérandrye Park, Matane, St-Maurice, Portneuf and Haute-Mauricie.....

ORDERS IN COUNCIL

7734

7734

ARRÊTÉS EN CONSEIL (suite)

ORDERS IN COUNCIL (continued)

3223 — Droits de coupe, report d'une partie des droits de coupe normalement défrayés par les sociétés de Pâtes et Papiers du Québec.....	7729
3223 — Cutting rights, deferment of part of the cutting rights normally paid by the Pulp and Paper companies in Québec.....	7729
3311 — Permis de chasse.....	7731
3311 — Hunting Licenses.....	7731
3312 — Indemnité à un détenteur de permis de chasse ou de pêche et de dommages-intérêts à des tiers, règlement concernant le paiement.....	7738
3312 — Indemnity to the holder of a hunting or fishing licence and of damage to third parties, regulation concerning the payment.....	7738
3313 — Chasse au petit gibier (la perdrix et le lièvre) dans les réserves Papineau, Labelle, Joliette, Mastigouche, Saint-Maurice, Rimouski et Portneuf, règlements.....	7737
3313 — Small game (partridge and hare) in the Papineau, Labelle, Joliette, Mastigouche, Saint-Maurice, Rimouski and Portneuf Reserves, regulations.....	7737
3370 — Original, chasse contrôlée à l'original dans un parc et cinq (5) réserves.....	7746
3370 — (1970) Moose, Controlled moose hunt in one park and five (5) reserves.....	7746
3524 — Protection du consommateur, exemption de l'application de la loi.....	7745
3524 — Consumer Protection Act, exemption from the application of the Act.....	7745

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES

COOPERATIVE ASSOCIATIONS

Coopérative d'éducation des consommateurs (La) (Formation).....	7728
Pêcheurs unis du Québec (Nom ch.).....	7728
Québec United Fishermen (Name ch.).....	7728

AVIS DIVERS

MISCELLANEOUS NOTICES

Chapelry of Notre-Dame-des-Murailles (Inc.).....	7722
Desserte Notre-Dame-des-Murailles (Const.).....	7722
Pointe-Claire, ville-city (Rachat partiel d'obligations-Partial Redemption of Bonds).....	7726
St-Eustache, ville-town (Requête-Petition).....	7723
St-Eustache, par. (Requête-Petition).....	7723
Vaudreuil, ville-town (Rues-ruelles-Streets-Lanes).....	7721

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

CHANGE OF NAME ACT

Demandes:

Applications:

Bechakchian, Joseph Thomas.....	7710
Dostie, Noëlla.....	7709
Flier Gormack, Solly.....	7710
Girard, Joseph Urgel Ghislain Antonio Joques.....	7711
Haggar, Elie.....	7710
Iscovitch, Albert.....	7710
Ouellette, Claudette.....	7709

Accordés:

Granted:

Goldberg, Brian Saul David.....	7719
Lavoie Joseph Adhémar Paul.....	7719
Rocklin, Isaac.....	7719
Vachon, Yvon.....	7719

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES

EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES

COMPAGNIES — LOI DES

COMPANIES ACT

Changement d'agent:

Change of agent:

Demandes d'abandon de charte

Applications for Surrender of Charter

Investors Group Trust Co. Ltd.....	7695	Association des techniciens en administration du Québec (L').....	7697
<i>Permis:</i>	<i>Licenses:</i>	B. & F. Transport Inc.....	7697
Amax Exploration, Inc.....	7695	Canada Printing of Montreal Ltd.....	7697
Amax Potash Limited.....	7695	Chantiers maritimes de Paspébiac inc. (Les).....	7698
Bow Helicopters Ltd.....	7696	Chez Margot inc.....	7697
Monteagle Minerals Limited.....	7696	Cie Antibitol limitée (La).....	7698
Phillips Films Co., Inc.....	7696	Corbeil (Paul) inc.....	7699
Silver Shield Mines Inc.....	7696		

**Demandes d'abandon
de charte***(suite)*

Défricheurs du Nouveau Québec inc. (Les)	7698
Explorations St-Laurent ltée (Les)	7698
Geoffrion Auto Inc.	7698
Huart (Huguette) inc.	7699
Imprimerie Canada de Montréal ltée.	7697
Laflamme & frères (1964) inc.	7699
Massons & Sons, Limited	7699
Palomoil Corporation	7700
Roberval Sales & Equipment Corporation	7700
St. Lawrence Explorations Ltd.	7698
Sogeco Ltd.	7699
Sogeco ltée.	7699
Télécablé St-Amand Inc.	7700
Tradewinds Development Corp.	7700

Dissoutes

Asselin (Guy) inc.	7689
Bournier limitée.	7689
Centre d'Achat Maisonneuve ltée.	7689
Centre Éducatif Laurentien inc. (Le)	7689
Cie de Sécurité et de Services, ltée (La)	7689
Cook, Joubert & Desrochers ltée.	7689
Corporation du Manoir St-Vincent (La)	7690
Développement Maska inc.	7690
Domaine du Lac à la Truite inc.	7690
Henmat Holding Company Limited	7690
Huot (Émile) limitée	7690
Mack (W.M. H.) Inc.	7691
Maisonneuve Shopping Centre Ltd.	7689
Marcel (Raymond) ltée.	7691
Matane Ready Mix Inc.	7691
National Containers Holdings Corp.	7691
Nesco Realty Corp.	7691
Northern Loan and Finance Corp.	7691
Pega Incorporée	7692
Realty Appraisals Ltd.	7692
Restinter inc.	7692
Security and Service Co. Ltd.	7689
St Henry Construction Inc.	7692
Syndicat Colombien de Montmorency inc. (Le)	7692
Trout Lake Estates Inc.	7690
Tru-Lite (Montreal) Inc.	7692
Vincent Frères ltée.	7693
Watson & Fuller Ltd.	7693
Younger (Ben) Incorporated	7693

Divers

A. & W. Restaurant (Mont-Valin) inc. (Nom-Name ch.)	7704
Ayotte & frères inc. (Dir.)	7704
Centre québécois de relations internationales (Règl.-By-laws)	7701
Conseil régional de loisirs Lanaudière (Le) (Nom-Name ch.)	7703
Corporation de promotion industrielle de la région de St-Hyacinthe inc. (Règl.)	7701
Desyland Inc. (Dir.)	7700
Dundee Line Hotel Inc. (Nom-Name ch.)	7701

**Applications for
Surrender of Charter***(continued)*

Fédération des loisirs — région de Lanaudière (Dir.) (Règl.-By-laws)	7703
Fredal inc. (Dir.)	7701
Haliburton & White, Limited (Name ch.)	7704
Haliburton & White, limitée (Nom ch.)	7704
Heller-Natofin Ltd. (Dir.)	7701
Hôpital du Haut-Richelieu (Règl.-By-laws)	7701
Industrial Promotion Corporation of Greater St. Hyacinthe Inc. (By-laws)	7701
Loisirs de Charny inc. (Nom-Name ch.)	7704
Loyola of Montreal Alumni Association Inc. (Dir.) (Règl.-By-laws)	7702
Maison Notre-Dame-de-la-Garde (Dir.)	7702
Nemrac Investment & Finance Corporation (Dir.)	7702
Place Rouanda inc. (Dir.)	7702
Planned Investments Corporation (Dir.)	7702
Prisma Productions Inc. (Name ch.)	7704
Productions Prisma inc. (Les) (Nom ch.)	7704
Programmes d'investissements capitalisés, ltée (Dir.)	7702
Restaurant Gaieté inc. (Le) (Dir.)	7702
Société d'outillage Miel (1971) ltée (Nom-Name ch.) (Erratum)	7703
Sol-Text Corp. Ltd. (Dir.)	7703
Télé-Page inc. (Dir.)	7703

Lettres patentes**Letters Patent**

A. G. Racing Car Ltd.	7645
Antox inc.	7641
Arbour, Julien & associés inc.	7641
Association des consommateurs avertis (L')	7641
Association des coordonnateurs de l'enseignement des arts du Québec (L')	7642
Association industrielle de Varennes	7642
Association pour la protection automobile	7645
Association pour l'avancement de l'anesthésie au Québec	7643
Association régionale cycliste de l'Estrie (L')	7643
Association régionale de tennis Richelieu-Yamaska inc.	7643
Athena constructions inc.	7644
Auberge Le Terrier inc.	7644
Auto de course A.G. ltée.	7645
Auto-lave Windsor inc.	7645
Automobile Protection Association	7645
Aviation B.M.P. inc.	7646
Ayotte (Marcel) inc.	7646
B.M.P. Aircraft Inc.	7646
Beaubien Distribution Inc.	7660
Biocura inc.	7646
Boutique Samanta inc.	7647
Brofilms (Montréal) ltée.	7647
Bromont Laboratories Ltd.	7670
Carignan Machine Shop Inc.	7688
Centre canin de Montréal inc.	7648
Centre de médecine familiale de Granby inc. (Le)	7648
Centre de référence et d'information C.R.I.	7648
Centre du camion Verdun inc.	7649
Centre du pneu R.B.M. inc.	7649
Centre Louis-Hébert de l'Institut National Canadien pour les aveugles inc.	7649

Lettres patentes

(suite)

Letters Patent

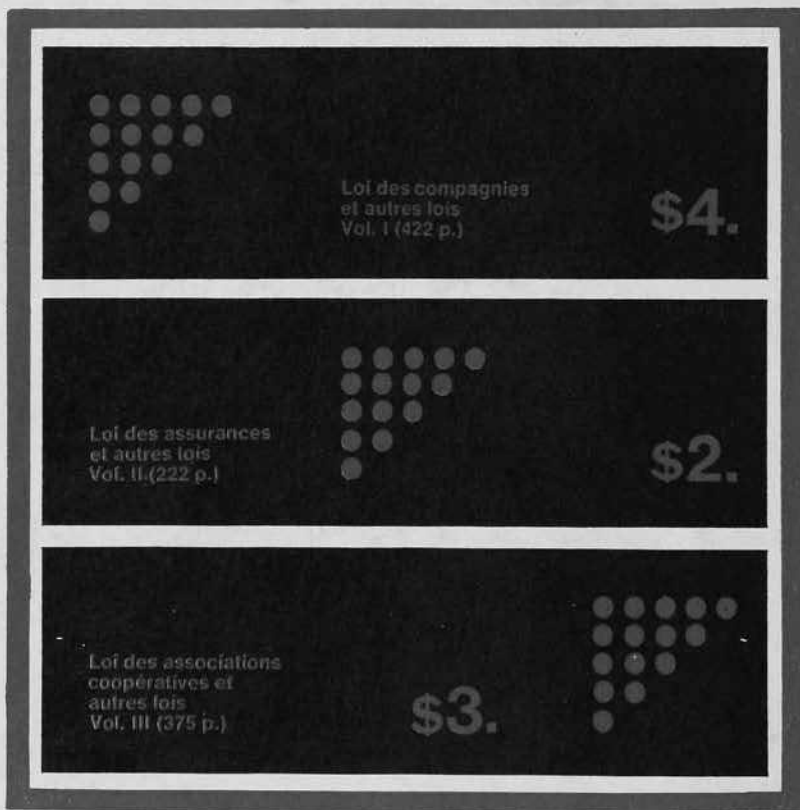
(continued)

Centre récréatif Mont Laval inc.	7650	Lagacé Transport Inc.	7670
Chauffage Richelieu inc.	7650	Landry (Greg) ltée.	7671
Chasseur Tristan inc. (Le)	7651	Laprise et Lefebvre inc.	7671
Chibougamau moto-club inc.	7651	Laurentian-Joliette Sand, Salt & Gravel Ltd.	7683
Child Care and Child Development Centres Incorporated.	7651	Lemay Electric Inc.	7671
Chix Mining Corporation Ltd.	7652	Loisirs de Ste-Brigitte des Saults inc. (Les) ..	7672
Choeur les Chansonniers de Québec inc.	7652	Manoir Riverbend inc. (Le)	7672
Claulumique limitée.	7652	Marino (Donat) & fils inc.	7672
Club d'aventure Castor inc. (Le)	7653	Martin (Jacques) & fils inc.	7673
Club de camping Forillon Gaspé inc.	7653	Matériaux Paré inc.	7673
Club de plongée sous-marine de Montréal.	7654	Metrobec Realties Inc.	7668
Club de poney de Victoriaville inc.	7654	Meubles Paul Labrèche inc. (Les) .	7673
Club Optimiste St-Georges (Québec) inc.	7654	Minion Footwear Ltd.	7674
Club social des Haut-Bois inc.	7655	Motosport Baie-Comeau inc.	7674
Club social Émerillon inc.	7655	Nettoyeur Montcalm inc. (Le) (Correction)...	7719
Club vente-publicité du Saguenay Lac St-Jean inc.	7656	Ordre Équestre du Saint Sépulcre de Jérusalem Lieutenance de Québec.	7674
Comité des loisirs de Champneuf.	7656	Paquette, Jobidon & associés inc.	7675
Comité des loisirs Rioux de Ste-Françoise inc. .	7656	Paravol inc.	7675
Compagnie de Quat'Sous inc.	7657	Pavages des Monts inc. (Les) .	7676
Conseil d'expansion économique et industrielle de Vaudreuil-Soulanges.	7657	Pavages M.P.H. inc. (Les) .	7676
Construction Claupier inc.	7658	Photos A.B.S. ltée.	7676
Constructions Monso inc. (Les) .	7658	Pino Construction Inc.	7677
Cormier A.C. ltée.	7658	Pit Auto Scrap Inc.	7677
Corporation initiative jeunesse C.I.J.	7659	Place Desjardins inc.	7677
Corporation Sanibec (Laval)	7659	Placements Futorex inc. (Les) .	7678
Couture & Genest inc.	7659	Plomberie J.-André Lemire, inc.	7678
Développements Valair inc. (Les) .	7660	Privil inc.	7678
Dickson Bar B. Q. Inc.	7660	Prod-Exec Fluet ltée.	7679
Distributions Beaubien inc. (Les) .	7660	Publications sécurité du Québec inc. (Les) .	7679
École de formation sportive Grand'Mère inc. .	7661	Publi-hebdos inc.	7679
École des sports du Québec inc. (L') .	7661	R.B.M. Tire Center Inc.	7649
Entreprise Cotenor ltée.	7662	R. D. L. ltée.	7680
Entreprises B.R.B. inc. (Les) .	7662	Renault Longueuil ltée.	7680
Entreprises Edo inc. (Les) .	7662	Restaurant Aux Anciens Canadiens inc.	7681
Entreprises Jacques Morency inc. (Les) .	7663	Restaurant Lapolla inc.	7681
Entreprises J. & H. Labelle inc. (Les) .	7663	Restaurant Provençal, inc.	7681
Entreprises Quinze Trente inc. (Les) .	7664	Restaurants B.L. inc.	7682
F.A.M. inc.	7664	Richelieu-Yamaska Regional Tennis Associa- tion Inc.	7643
Fédération de patinage de vitesse du Québec (La) .	7664	Rose (Pierre) incorporée.	7682
Fifteen Thirty Enterprises Inc.	7664	Rudd Lumber Inc.	7682
Folta Construction Inc.	7665	Sable, sel & gravier Laurentide-Joliette ltée. .	7683
Galerie d'Art Muriel Millard inc.	7665	Services Unifores ltée.	7687
Garage Léon Gravel inc.	7665	St-Cyr Photo Hall Inc.	7683
Gendron, Gauthier inc.	7666	Salon de fourrures Fernande inc.	7683
Giffard construction inc.	7666	Société immobilière Lavalloise inc. (La) .	7684
Glaneuses (Montréal) inc. (Les) .	7666	Sonarvie inc.	7684
Habitations Quatuor inc. (Les) .	7667	Stadium Automobile Inc.	7685
Haras du Québec inc.	7667	Structures d'acier Jacques inc. (Les) .	7685
Images René Verzier inc.	7668	T.Y.L. inc.	7685
Immeubles L.B.C. inc.	7668	Tour Ste-Hélène inc. (La) .	7686
Immeubles Metrobec inc. (Les) .	7668	Transport du Nord (1971) inc. (Le) .	7686
Interstate Leasing Ltd.	7669	Tremblay & Chouinard inc.	7686
Jacques Structural Steel Inc.	7685	Tristan Footwear Inc.	7651
Jardins Claire-Fontaine inc. (Les) .	7669	Uget inc.	7687
Jocal inc.	7669	Uniforce Service Ltd.	7687
Laboratoires Bromont ltée (Les) .	7670	Urethanor inc.	7687
		Usinages de Carignan inc. (Les) .	7688
		Varenes Industrial Association.	7642
		Youth Employment Service Corporation.	7688

Sièges sociaux	Head Offices	Richesses naturelles	Natural Resources
A. & G. Holdings Ltd.	7705	Révocation de concessions minières	7718
Alisan Enterprises Inc.	7705	Revocation of mining concessions	7718
Chandra Investment Holdings Limited	7705		
Ciné-parc des 4 chemins inc.	7705		
Compagnie de construction Oméga ltée (La)	7706		
Distributeurs finesse inc.	7706		
Dobois Realities Ltd.	7706		
Duchesne (Denis-C.) inc.	7707		
Entreprises Alisan inc. (Les)	7705		
Entreprises Eric Vilon inc.	7706		
Entreprises rapides inc.	7707		
Entreprises Vilva inc.	7707		
Eldorado Electronic Equipment Ltd.	7708		
Équipement électronique Eldorado ltée	7708		
Finesse Distributors Inc.	7706		
Grace Chemicals Limited	7705		
Jason Investment Holdings Limited	7709		
Neubourg Corporation Inc.	7709		
Oméga Construction Company Limited	7706		
Placements Ram inc.	7709		
Placements Tourville inc.	7707		
Ram Investments Inc.	7709		
Romsyl Research & Consulting Limited	7708		
Société Neubourg inc.	7709		
Sogedec limitée	7708		
Tempo Industries Corporation	7708		
Vilon (Eric) Enterprises Inc.	7706		
Vilva Enterprises Inc.	7707		
		Terres et forêts	Lands and Forests
		Cadastre:	Cadastre:
		Hull, canton-township	7693
		New-Richmond, canton-township (Rev.)	7693
		Ste-Flore, par.	7694
		Ste-Foye, par.	7694
		St-Martin, par.	7694
		St-Nicolas, par.	7694
		Stanford, canton-township	7694
		Voirie	Roads
		Entretien de routes discontinuées	7748
		Maintenance of roads discontinued	7748
		NOMINATIONS	APPOINTMENTS
		Divers:	Miscellaneous:
		Présidents d'élection	7728
		Returning-Officers	7728
		PROCLAMATIONS	PROCLAMATIONS
		Consumer Protection Act, coming into force of Division II and sections 9, 10, 15, 16, 22...	7771
		Land Titles Act in certain electoral districts for the cadastre of a part of the township of Desherbiens (Terra Firma de Mingan Seignior) electoral district of Duplessis	7776
		Land Titles Act in certain electoral districts for the cadastre of a part of the Terra Firma de Mingan Seignior, electoral district of Duplessis	7772
		Land Titles Act in certain electoral districts for the cadastre of a part of the Terra Firma de Mingan Seignior, electoral district of Duplessis	7774
		Protection du consommateur, mise en vigueur de la section II et des articles 9, 10, 15, 16, 22 de la loi	7771
		Titres de propriété dans certains districts électoraux au cadastre d'une partie du canton de Desherbiens (Seigneurie Terra-Firma-de-Mingan)	7776
		Titres de propriété dans certains districts électoraux au cadastre d'une partie de la Seigneurie Terra-Firma-de-Mingan	7772
		Titre de propriété dans certains district électoraux au cadastre d'une partie de la Seigneurie Terra-Firma-de-Mingan	7774
		Société d'habitation du Québec	Québec Housing Corporation
		Municipal Housing Bureau of la Doré (L.P.)	7756
		Office municipal d'habitation of la Doré (L.P.)	7756
DEMANDE À LA LÉGISLATURE	APPLICATION TO LEGISLATURE		
Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain	7720		
Greater Québec Water Purification Board	7720		
LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la	WINDING-UP ACT		
Association coopérative de l'A.G.E.U.M. (L')	7711		
Coopérative des artisans de la Wabasso de Shawinigan Falls	7711		
MINISTÈRES	DEPARTMENTS		
Affaires municipales	Municipal Affairs		
Touraine, ville-town (L.P.)	7778		
Institutions financières, compagnies et coopératives	Financial Institutions, Companies and Cooperatives		
Assurance:	Insurance:		
Ford Life Insurance Company (Permis - License)	7727		
Travelers du Canada, compagnie d'assurance-vie (Permis)	7727		
Travelers Life Insurance Company of Canada (License)	7727		

Recueil des lois du ministère des
Institutions financières,
compagnies et coopératives.

Compilation of statutes of Financial
Institutions, companies and cooperatives
Department.



EN VENTE

MONTRÉAL:

librairie de
l'Éditeur officiel du Québec,
310 ouest, rue Ste-Catherine

librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur ltée,
39 ouest, rue Notre-Dame

QUÉBEC:

librairie de
l'Éditeur officiel du Québec,
2, rue Saint-Jean

librairie Garneau ltée,
47-49, rue Buade

librairie des Presses de
l'Université Laval

TROIS-RIVIÈRES:

Comptoir de l'Éditeur officiel
du Québec
Bureau régional du ministère
de l'Éducation
2590, boulevard Royal

SAINT-HYACINTHE:

Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée